

Date de dépôt : 27 mai 2008

Rapport

de la Commission des finances chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat accordant une indemnité et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2008 à 2011:

- a) fondation des services d'aide et de soins à domicile**
- b) foyer de jour Aux Cinq Colosses**
- c) foyer de jour Pavillon Butini**
- d) foyer de jour Le Caroubier**
- e) foyer de jour Livada et Soubeyran**
- f) foyer de jour Oasis**
- g) foyer de jour Le Relais Dumas**
- h) foyer de jour-nuit Pavillon De La Rive**
- i) Chaperon Rouge, de la Croix-Rouge Genevoise**
- j) Arcade sages-femmes, association de sages-femmes à domicile**

Rapport de M^{me} Anne Marie von Arx-Vernon

Mesdames et
Messieurs les députés,

Lors de sa séance du 23 avril 2008, la Commission des finances a étudié ce projet de loi 10064, sous la présidence experte de M. Guy Mettan, assisté de M. Fabien Mangilli, le très compétent secrétaire scientifique de la commission.

Le procès-verbal a été pris par M^{mes} Marianne Cherbuliez et Frédérique Cichocki. Qu'elles soient remerciées pour la grande qualité de leur travail.

Assistent aux travaux de la Commission:Le Département des finances

M. Pierre Chavier, direction générale des finances de l'Etat

M^{me} Marianne Frischknecht, secrétaire adjointe

M. Yves Fornallaz, direction du budget

Le Département de l'économie et de la santé :

M. Pierre-François Unger, chef du Département

M^{me} Nicole Fichter, directrice DGCASS

M. Bernard Pagella, directeur administratif

M. Dominique Ritter, directeur financier

Qu'ils soient remerciés pour leur précieuse contribution.

Préavis de la Commission de la santé

(Document annexé)

Des commissaires regrettent que la Commission de la santé ait renoncé à procéder à l'audition des institutions. Des courriers ont été adressés par la Commission de la santé aux institutions concernées afin de leur demander si elles avaient des communications à transmettre. Les réponses de la FSASD, de la Croix-Rouge genevoise et de l'Association des foyers de jour pour personnes âgées du canton de Genève sont annexées au préavis de la Commission de la santé.

Des commissaires relèvent que les commissions spécialisées doivent auditionner les institutions bénéficiaires des projets de lois afin d'étudier en profondeur leurs prestations et les contrats y afférant. Les préavis doivent permettre à la Commission des finances de ne se prononcer que sur l'aspect financier.

Le président indique que, lorsqu'il a été décidé de renvoyer les projets de lois LIAF aux commissions spécialisées pour préavis, aucune indication ne leur avait été donnée quant à la manière de procéder. Il n'avait notamment pas été précisé si elles devaient effectuer des auditions. Il rappelle que, dans la lettre que le Bureau du Grand Conseil a adressée, à la demande des commissions et des chefs de groupe, il était clairement indiqué que les commissions étaient compétentes pour évaluer les contrats de prestations, les aspects financiers étant de la compétence de la Commission des finances. Il propose que le contenu de ce courrier leur soit rappelé.

Audition de M. le conseiller d'Etat Unger

Contrats de prestations

M. Unger précise que l'élaboration des contrats de prestations est un long travail, qui a duré deux ans dans le cas de la FSASD. Cette dernière, en signant le contrat, en a accepté le contenu. Cela a permis à l'Etat d'exprimer ses attentes envers la FSASD et à cette dernière d'expliquer ce qu'elle faisait, quand, et dans quelles conditions. La démarche est identique pour les Foyers de jour et Chaperon Rouge. Ces derniers font l'objet de projets de loi séparés car la LIAF interdit la sous-redistribution des subventions. Auparavant, la FSASD recevait une enveloppe qui lui permettait de financer les foyers de jour et Chaperon Rouge. Désormais, il est nécessaire d'établir des contrats de prestations et des projets de loi avec chaque institution.

M. Unger relève que le gros problème des signatures des contrats de prestations n'est pas tant lié à l'enveloppe budgétaire mais à la définition et au développement des indicateurs d'activité de ces institutions, exigés par l'Etat.

M. Unger signale que le contrat engage la personne qui le signe, et qu'il serait dès lors envisageable d'auditionner les signataires uniquement. Il rappelle que l'élaboration de ces contrats de prestations a introduit un changement de paradigmes :

- L'Etat doit clairement indiquer quel type de prestations il attend de l'organisme auquel il verse des montants, parfois importants ;
- L'organisme concerné doit, de son côté, savoir exactement ce qu'il doit faire, tant quantitativement que qualitativement.

Il note que le plus gros du travail est maintenant effectué. Les projets de lois sont simples et les contrats de prestations sont tous rédigés sur le même modèle.

Les annexes aux contrats de prestations sont la partie la plus intéressante car ils contiennent :

- le monitoring,
- les indicateurs,
- les prestations,
- les soins pratiqués,
- les personnes cibles, etc.

Immeubles à encadrement pour les personnes âgées

La FSASD y est responsable de la surveillance sanitaire de niveau infirmier ou aide à domicile.

M. Unger signale que tant son département que les responsables avec lesquels il a signé des contrats de prestations sont satisfaits d'avoir eu à réaliser un tel travail: le département a dû être plus précis et ces responsables plus qualifiants dans la description de leurs tâches.

Thésaurisation

M. Unger signale que le département a prévu de modifier l'article 10 du contrat de prestations, qui ne parle plus de thésaurisation mais de traitement des bénéficiaires et des pertes et reprend les dispositions prévues par l'arrêté du Conseil d'Etat du 30 janvier 2008.

Concernant la thésaurisation passée, M. Ritter indique qu'il a été demandé à la FSASD de restituer 4 685 303 F à l'Etat, cette somme correspondant à l'excédent 2007.

Questions des Commissaires

Un commissaire (L) fait remarquer que le petit Etat a consenti de gros efforts pour diminuer ses frais généraux alors que les entités subventionnées ne suivent pas cette rigueur. Il craint que ces entités n'agissent pas de manière conforme au but du Conseil d'Etat. Il relève l'insuffisance de renseignements sur les frais généraux des foyers de jour. Il souhaiterait connaître la politique du Conseil d'Etat à ce sujet.

M. Unger indique que le budget total de la FSASD est de 150 millions de francs, subventionné à hauteur de 82 millions par l'Etat. La prise en charge de l'indexation des mécanismes salariaux par l'Etat se fera sur la part proportionnelle que représente la subvention sur l'ensemble du budget. Il précise que le Conseil d'Etat ne peut pas décider du nombre de personnes âgées à traiter... Il relève que certaines hospitalisations ne sont pas justifiées ou appropriées et qu'il faut s'occuper de ces personnes dans un autre contexte.

M. Unger rend la commission attentive au fait que le nombre de personnes âgées est en constante augmentation. Le maintien à domicile correspond à une volonté exprimée par le peuple et représente une priorité. La conséquence directe en est une moins grande nécessité de construire de nouveaux EMS et d'éviter un certain nombre d'hospitalisations non appropriées.

Rappel : les subventions aux hôpitaux sont identiques depuis 6 ans, grâce à une politique d'aide à domicile (peu de cantons ont réussi à maîtriser les coûts d'hospitalisation aussi bien que Genève).

Un commissaire (L) souhaiterait savoir pourquoi l'évolution n'est pas identique dans toutes les institutions. Il note que la baisse des frais généraux varie considérablement selon les services et n'est pas toujours observable dans les entités subventionnées.

M. Unger explique que les frais généraux ne sont pas toujours de même nature et qu'ils ne se maîtrisent pas de manière équivalente.

Un commissaire (MCG) s'inquiète, concernant l'aide à domicile, que le personnel change trop souvent, ce qui risque de compromettre le suivi des personnes fragilisées qui ont besoin de stabilité. Ces changements permanents risquent de leur apporter un sentiment d'insécurité et de manque de confiance. Il note encore que, pour rationaliser et rendre le travail plus efficace, il serait bon de pouvoir instaurer une certaine stabilité.

M. Unger confirme que de plus en plus de bénéficiaires de soins à domicile formulent pareille plainte. Il a demandé au directeur de la FSASD de se pencher sur cette question. Il note que, depuis que la FSASD assure des horaires de 24h/24h, 7 jours/7, il est extrêmement difficile d'avoir le même personnel chez une personne donnée. Dans l'analyse de ce problème, M. Unger signale qu'il faut distinguer deux types de clients, qui pourraient être servis de manière différente :

- Ceux nécessitant des soins fixes, d'où une certaine constance de l'aide
- Ceux que la FSASD ne suit que durant quelques jours, en raison de besoins particuliers et ponctuels. Dans ces derniers cas, les tournus sont moins gênants.

M. Unger indique que 75% des employés de la FSASD travaillent à temps partiel, ce qui accentue le problème des rotations.

Un commissaire (Ve) revient sur l'article 10 du contrat de prestations, relatif à la thésaurisation. Il prend l'exemple du contrat de prestations de la FSASD et de celui de Aux Cinq Colosses. Il se demande pourquoi des différences de traitement existent d'une institution à l'autre.

M. Unger rappelle que cette différence de traitement avait été voulue par la Commission des finances qui, au moment de se pencher sur cet article relatif à la non-thésaurisation, avait estimé qu'il n'y avait pas un unique moyen de régler la question, ce qui impliquait que chaque institution aurait un traitement particulier. Il signale que la FSASD, en attendant le cash -

pooling, a besoin d'une certaine marge de manœuvre qui permette d'assurer les salaires à la fin du mois.

Le président conclut en indiquant que le projet de loi 10064 représente plus de 500 pages détaillées et que tous les contrats ont été signés et sont à jour.

Vote en premier débat

Le président met aux voix l'entrée en matière sur le projet de loi 10064

L'entrée en matière du projet de loi 10064 est acceptée à l'unanimité

par :
 Pour : 10 (2 S, 2 Ve, 1 R, 1 PDC, 2 L, 1 UDC, 1 MCG)
 Contre : –
 Abstentions : –

Vote en deuxième débat

Le président met aux voix l'intitulé de la loi.

Pas d'opposition, l'intitulé de la loi est adopté.

Le président met aux voix l'article 1 « Contrat de prestations ».

Pas d'opposition, l'article 1 est adopté.

Le président rappelle le courrier reçu du DES en date du 16 avril 2008 comportant un amendement aux articles 2 et 3 du projet de loi 10064. Les montants de l'indemnité et des aides financières de fonctionnement ont été modifiés pour tenir compte de l'indexation du personnel.

Le président propose de voter en bloc cet article 2, alinéa 1, avec les amendements aux lettres a à h, le texte ayant la teneur suivante :

Art. 2 Indemnité

¹ L'Etat verse sous la forme d'indemnités de fonctionnement au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005 un montant :

- a) à la Fondation des services d'aide et de soins à domicile, de :
 - 112'818'335 F en 2008
 - 112'530'978 F en 2009

113'045'800 F en 2010

112'889'800 F en 2011

dont :

MonétairesNon monétaires

110'546'978 F en 2008

2'271'357 F en 2008

110'546'978 F en 2009

1'984'000 F en 2009

111'237'500 F en 2010

1'807'500 F en 2010

111'932'800 F en 2011

957'000 F en 2011

b) au foyer de jour Aux Cinq Colosses, de :

497'810 F en 2008

497'810 F en 2009

500'590 F en 2010

503'370 F en 2011

c) au foyer de jour Butini, de :

494'810 F en 2008

494'810 F en 2009

497'590 F en 2010

500'370 F en 2011

d) au foyer de jour Le Caroubier, de :

497'810 F en 2008

497'810 F en 2009

500'590 F en 2010

503'370 F en 2011

e) au foyer de jour Livada et Soubeyran :

foyer de jour Livada, de :

494'810 F en 2008

494'810 F en 2009

497'590 F en 2010

500'370 F en 2011

foyer de jour Soubeyran, de :

513'810 F en 2008

513'810 F en 2009

516'590 F en 2010

519'370 F en 2011

- f) au foyer de jour Oasis, de :
- | | |
|-----------|---------|
| 519'810 F | en 2008 |
| 519'810 F | en 2009 |
| 522'590 F | en 2010 |
| 525'370 F | en 2011 |
- g) au foyer de jour Le Relais Dumas, de :
- | | |
|-----------|---------|
| 447'000 F | en 2008 |
| 447'000 F | en 2009 |
| 459'630 F | en 2010 |
| 462'270 F | en 2011 |
- h) au foyer de jour-nuit Pavillon De La Rive, de :
- | | |
|-------------|---------|
| 1'040'000 F | en 2008 |
| 1'040'000 F | en 2009 |
| 1'046'600 F | en 2010 |
| 1'053'250 F | en 2011 |

Pour : 7 (2 S, 2 Ve, 1 R, 1 PDC, 1 MCG)

Contre : 2 (2 L)

Abstentions : –

L'article 2, alinéa 1, ainsi amendé est adopté.

Le président met aux voix l'article 2, alinéa 2, amendé :

² Il est accordé dès 2010, au titre des mécanismes salariaux annuels, un complément d'indemnité ou d'aide financière calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil.

Pour : 9 (2 S, 2 Ve, 1 R, 1 PDC, 2 L, 1 MCG)

Contre : –

Abstentions : –

L'article 2, alinéa 2, ainsi amendé est adopté.

Le président met aux voix l'article 2, alinéa 3, amendé :

³ L'indexation décidée par le Conseil d'Etat donne également lieu à une augmentation de l'indemnité ou de l'aide financière. Ce complément est calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré.

Pour : 7 (2 S, 2 Ve, 1 R, 1 PDC, 1 MCG)

Contre : 3 (2 L, 1 UDC)

Abstentions : –

L'article 2, alinéa 3, ainsi amendé est adopté.

Le président met aux voix l'article 2, alinéa 4 :

⁴ Les incidences de la mise en place du 13^e salaire font l'objet d'une augmentation de l'indemnité ou de l'aide financière basée sur l'ensemble de la masse salariale de l'entité.

Pour : 7 (2 S, 2 Ve, 1 R, 1 PDC, 1 MCG)

Contre : 3 (2 L, 1 UDC)

Abstentions : –

L'article 2, alinéa 4, nouveau est adopté.

Concernant l'article 2, alinéa 5, un commissaire (L) s'interroge sur les conséquences des réserves. Il se demande si la mention « sous réserve de l'évaluation définitive de la nouvelle répartition des tâches entre cantons et Confédération... » donne au Conseil d'Etat le droit de modifier le contrat, et cela pour toutes les années.

M. Unger répond par la négative et signale que la prudence s'impose car les effets totaux des normes IPSAS ne sont pas encore connus. Le montant définitif de la RPT n'est connu que lorsque la Confédération le fournit. Ce montant n'est pas fixé annuellement, mais définitivement.

Le président signale qu'il y a dès lors des variations en fonction de ce que la Confédération accorde.

Le commissaire (L) se demande si les variations seront automatiquement intégrées dans les contrats de prestations. Cet article n'étant pour lui pas clair,

il propose de rajouter au texte, « sous réserve d'acceptation du budget » par exemple.

Un commissaire (L) indique que pour l'année 2008, ces montants sont soumis au budget voté pour 2008. Il relève que la situation est différente pour l'année 2009, puisque le budget n'est pas encore voté et qu'une demande de dépassement de crédit est encore possible

M^{me} Frischknecht rappelle qu'un montant prévu dans une loi ne peut être modifié qu'à la condition qu'une nouvelle loi soit proposée, il est alors possible d'admettre une réserve de ce type, compte tenu de la RTP et des inconnues, à la condition de revenir devant cette commission, en cas d'augmentation de ces montants pour 2008. Elle rappelle que ces montants ne pourraient être augmentés sans l'accord de la Commission des finances.

Elle propose à la commission de faire un amendement, par analogie, la formulation de l'alinéa 2 de l'article 49 de la LGAF, en matière de crédit supplémentaire, où il est indiqué : « la Commission des finances du Grand Conseil *se prononce* sur tout dépassement prévu, avant que des dépenses supplémentaires ne puissent être engagées ».

Le président approuve et met aux voix l'article 2, alinéa 5, nouveau, ainsi amendé :

⁵ Les montants énoncés à l'alinéa 1 sont fixés sous réserve de l'évaluation définitive des effets de la nouvelle répartition des tâches entre cantons et Confédération (RPT) et des effets de l'application des normes IPSAS dès le 1er janvier 2008. En cas de dépassement, la Commission des finances du Grand Conseil se prononce.

Pour :	11 (2 S, 2 Ve, 1 R, 2 PDC, 2 L, 1 UDC, 1 MCG)
Contre :	–
Abstentions :	–
L'article 2, alinéa 5, ainsi amendé est adopté.	

Le président met aux voix l'article 2 dans son ensemble, avec le nouveau titre « Indemnité »

Pour :	8 (2 S, 2 Ve, 1 R, 2 PDC, 1 MCG)
Contre :	3 (1 UDC, 2 L)
Abstentions :	–
L'article 2, tel qu'amendé, est adopté dans son ensemble.	

Le président met aux voix l'article 3 « Aides financières » amendé comme suit :

Art. 3 Aides financières (nouvelle teneur)

L'Etat verse sous la forme d'aide financière de fonctionnement au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005 un montant :

- i) au Chaperon Rouge, de la Croix-Rouge Genevoise, de :

261'522 F	en 2008
261'522 F	en 2009
261'522 F	en 2010
261'522 F	en 2011

- j) à l'Arcade sages-femmes, association de sages-femmes à domicile de :

497'000 F	en 2008
497'000 F	en 2009
497'000 F	en 2010
497'000 F	en 2011

Pour :	10 (2 S, 2 Ve, 1 R, 1 PDC, 2 L, 1 UDC, 1 MCG)
Contre :	—
Abstentions :	—

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

Le président met aux voix l'article 4 « Budget de fonctionnement ».
Pas d'opposition, l'article 4 est adopté.

Le président met aux voix l'article 5 « Durée ».
Pas d'opposition, l'article 5 est adopté.

Le président met aux voix l'article 6 « Couverture partielle des dépenses ».
Pas d'opposition, l'article 6 est adopté.

Le président met aux voix l'article 7 « But ».

Pas d'opposition, l'article 7 est adopté.

Le président met aux voix l'article 8 « Prestations ».

Pas d'opposition, l'article 8 est adopté.

Le président met aux voix l'article 9 « Contrôle interne ».

Pas d'opposition, l'article 9 est adopté.

Le président met aux voix l'article 10 « Relation avec le vote du budget ».

Pas d'opposition, l'article 10 est adopté.

Le président met aux voix l'article 11 « Contrôle périodique ».

Pas d'opposition, l'article 11 est adopté.

Le président met aux voix l'article 12 « Lois applicables ».

Pas d'opposition, l'article 12 est adopté.

Le président met aux voix l'article 13 « Clause abrogatoire ».

Pas d'opposition, l'article 13 est adopté.

Le président met aux voix l'article 14 « Entrée en vigueur ».

Pas d'opposition, l'article 14 est adopté.

Troisième débat

Un commissaire (L) indique que son groupe s'opposera au vote car, à l'exception des deux dernières institutions, à savoir Chaperon-Rouge et Arcade sages-femmes qui ont leurs indemnités stables, les autres institutions présentent des chiffres en augmentation, notamment lorsqu'il y a une indexation.

Vote en troisième débat

Le président met aux voix le projet de loi 10064 dans son ensemble.

Le PL 10064 dans son ensemble est adopté par :

Pour :	7 (2 S, 2 Ve, 1 R, 1 PDC, 1 MCG)
Contre :	3 (2 L, 1 UDC)
Abstentions :	—

Catégorie des débats : II (débat organisé)

Commentaire de la rapporteure

Mesdames et Messieurs les député-e-s, cet important projet de loi et les contrats de prestations qui l'accompagnent concrétisent la politique d'aide et de soins à domicile voulue par le peuple le 12 mars 1985 et votée par ce Grand Conseil le 16 février 1992 (K 1 05) et le 17 décembre 2004 (9385). C'est cette priorité en faveur de la qualité de vie de nos aîné-e-s et des personnes les plus fragiles, mise en œuvre par le Conseil d'Etat, que soutient la grande majorité de la Commission des finances qui vous remercie de bien vouloir approuver ce projet de loi 10064.

Projet de loi (10064)

accordant une indemnité et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2008 à 2011:

- a) fondation des services d'aide et de soins à domicile
- b) foyer de jour Aux Cinq Colosses
- c) foyer de jour Pavillon Butini
- d) foyer de jour Le Caroubier
- e) foyer de jour Livada et Soubeyran
- f) foyer de jour Oasis
- g) foyer de jour Le Relais Dumas
- h) foyer de jour-nuit Pavillon De La Rive
- i) Chaperon Rouge, de la Croix-Rouge Genevoise
- j) Arcade sages-femmes, association de sages-femmes à domicile

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'initiative populaire « Soins à domicile », déposée en chancellerie d'Etat
le 12 mars 1985;

vu la loi sur l'aide à domicile, du 16 février 1992 (K 1 05);

vu la loi ouvrant un crédit quadriennal (2005-2008) de 364 512 749 F destiné
à financer l'aide et les soins à domicile, du 17 décembre 2004 (9385),
décrète ce qui suit :

Art. 1 Contrat de prestations

¹ Les contrats de prestations conclus entre l'Etat et les bénéficiaires sont ratifiés.

² Ils sont annexés à la présente loi.

Art. 2 Indemnité

¹ L'Etat verse sous la forme d'indemnités de fonctionnement au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005 un montant :

- a) à la fondation des services d'aide et de soins à domicile, de :
 - 112'818'335 F en 2008
 - 112'530'978 F en 2009
 - 113'045'800 F en 2010
 - 112'889'800 F en 2011

dont :

Monétaires

110'546'978 F en 2008

110'546'978 F en 2009

111'237'500 F en 2010

111'932'800 F en 2011

Non monétaires

2'271'357 F en 2008

1'984'000 F en 2009

1'807'500 F en 2010

957'000 F en 2011

b) au foyer de jour Aux Cinq Colosses, de :

497'810 F en 2008

497'810 F en 2009

500'590 F en 2010

503'370 F en 2011

c) au foyer de jour Butini, de :

494'810 F en 2008

494'810 F en 2009

497'590 F en 2010

500'370 F en 2011

d) au foyer de jour Le Caroubier, de :

497'810 F en 2008

497'810 F en 2009

500'590 F en 2010

503'370 F en 2011

e) au foyer de jour Livada et Soubeyran :

foyer de jour Livada, de :

494'810 F en 2008

494'810 F en 2009

497'590 F en 2010

500'370 F en 2011

foyer de jour Soubeyran, de :

513'810 F en 2008

513'810 F en 2009

516'590 F en 2010

519'370 F en 2011

f) au foyer de jour Oasis, de :

519'810 F en 2008

519'810 F en 2009

522'590 F en 2010

525'370 F en 2011

g) au foyer de jour Le Relais Dumas, de :

447'000 F	en 2008
447'000 F	en 2009
459'630 F	en 2010
462'270 F	en 2011

h) au foyer de jour-nuit Pavillon De La Rive, de :

1'040'000 F	en 2008
1'040'000 F	en 2009
1'046'600 F	en 2010
1'053'250 F	en 2011

² Il est accordé dès 2010, au titre de s mécanismes salariaux annuels, un complément d'indemnité ou d'aide financière calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré, sous réserve de l'approbation du Grand Conseil.

³ L'indexation décidée par le Conseil d'Etat donne également lieu à une augmentation de l'indemnité ou de l'aide financière. Ce complément est calculé sur la masse salariale de l'entité et au prorata de la participation de l'Etat à la couverture des charges. Ce ratio est déterminé sur la base des derniers états financiers approuvés ou, en cas de changement important, sur la base du dernier budget élaboré.

⁴ Les incidences de la mise en place du 13^e salaire font l'objet d'une augmentation de l'indemnité ou de l'aide financière basée sur l'ensemble de la masse salariale de l'entité.

⁵ Les montants énoncés à l'alinéa 1 sont fixés sous réserve de l'évaluation définitive des effets de la nouvelle répartition des tâches entre cantons et Confédération (RPT) et des effets de l'application des normes IPSAS dès le 1^{er} janvier 2008. En cas de dépassement, la Commission des finances du Grand Conseil se prononce.

Art. 3 Aides financières

L'Etat verse sous la forme d'aide financière de fonctionnement au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005 un montant :

i) au Chaperon Rouge, de la Croix-Rouge Genevoise, de :

261'522 F	en 2008
261'522 F	en 2009
261'522 F	en 2010
261'522 F	en 2011

- j) à l'Arcade sages-femmes, association de sages-femmes à domicile de :
- | | |
|-----------|---------|
| 497'000 F | en 2008 |
| 497'000 F | en 2009 |
| 497'000 F | en 2010 |
| 497'000 F | en 2011 |

Art. 4 Budget de fonctionnement

Cette indemnité et ces ai des financières sont inscrites au budget de fonctionnement pour les exercices 2008-2011 sous les rubriques :

- a) 08.03.21.00.365.00117 pour la fondation des services d'aide et de soins à domicile;
08.03.21.00.365.10141, mise à disposition de personnel pour la fondation des services d'aide et de soins à domicile;
08.03.21.00.365.10142 mise à disposition de matériel informatique pour la fondation des services d'aide et de soins à domicile;
- b) 08.03.21.00.365.00204 pour le foyer de jour Aux Cinq Colosses;
- c) 08.03.21.00.365.00204 pour le foyer de jour Butini;
- d) 08.03.21.00.365.00204 pour le foyer de jour Le Caroubier;
- e) 08.03.21.00.365.00204 pour le foyer de jour Livada et Soubeyran;
- f) 08.03.21.00.365.00204 pour le foyer de jour Oasis;
- g) 08.03.21.00.365.00204 pour le foyer de jour Le Relais Dumas;
- h) 08.03.21.00.365.00204 pour le foyer de jour-nuit Pavillon De La Rive;
- i) 08.03.21.00.365.00204 pour l'Arcade sages-femmes, association des sages-femmes à domicile;
- j) 08.03.21.00.365.00204 pour le Chaperon Rouge, de la Croix-Rouge Genevoise.

Art. 5 Durée

Le versement de cette indemnité et de ces ai des financières prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2011.

Art. 6 Couverture partielle des dépenses

En couverture partielle des dépenses prévues à l'article 1 , pour la période 2008-2011, la perception d'un centime additionnel par franc et fraction de franc sur le montant de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques, acceptée en votation populaire le 16 février 1992, est reconduite pour les exercices 2008, 2009, 2010 et 2011.

Art. 7 But

Cette indemnité et ces aides financières doivent permettre :

- a) à la fondation des services d'aide et de soins à domicile, en complément des autres sources de financement (facturation aux clients, aux assureurs-maladie, contribution des membres et dons), de dispenser de l'aide et des soins à domicile ou en ambulatoire aux personnes de tout âge. Par ses prestations, ses projets et ses initiatives, la fondation contribue à la qualité de vie, favorise le maintien et l'autonomie au domicile, et accompagne le retour à l'indépendance des personnes en demande de soins;
- b) aux foyers de jour Aux Cinq Colosses, Butini, Le Caroubier, Livada, Soubeyran et Oasis, en complément des autres sources de financement (facturation aux clients, subventions communales, contribution des membres et dons), de favoriser, en complémentarité avec les services d'aide et de soins à domicile, le maintien à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie. Par leurs prestations d'aide à l'accomplissement des actes de la vie quotidienne et la mobilisation des facultés physiques, psychiques et sociales, les foyers de jour contribuent à retarder les séjours de longue durée en établissement médico-social et à éviter les hospitalisations inappropriées; ils permettent de rompre l'isolement, de soutenir et de décharger la famille et les proches;
- c) au foyer de jour Le Relais Dumas et au foyer de jour-nuit Pavillon De La Rive, en complément des autres sources de financement (facturation aux clients, subventions communales, contribution des membres et dons), de dispenser des prestations identiques aux autres foyers de jour, aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer;
- d) à l'Arcade sages-femmes, association de sages-femmes à domicile, en complément des autres sources de financement (facturation aux clients, contribution des membres et dons), d'offrir des prestations d'information et de conseils aux futurs parents et aux parents pour toutes les questions de prénatalité et d'allaitement maternel, de promouvoir et de soutenir la santé périnatale, de participer aux campagnes de santé publique et de collaborer avec le réseau de soins genevois;
- e) au Chaperon Rouge, de la Croix-Rouge Genevoise, en complément des autres sources de financement (facturation aux clients, contribution des membres et dons), de dispenser des prestations de garde d'enfants malades et de garde d'enfants en cas de maladie du parent gardien. Par ces prestations, le Chaperon Rouge évite l'absentéisme du parent sur le lieu du travail.

Art. 8 Prestations

L'énumération, la description et les conditions de modifications éventuelles des prestations figurent dans les contrats de droit public.

Art. 9 Contrôle interne

Les bénéficiaires de cette indemnité et de ces aides financières doivent respecter les principes relatifs au contrôle interne prévu par la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995.

Art. 10 Relation avec le vote du budget

Cette indemnité et ces aides financières ne sont accordées qu'à la condition et dans la mesure de l'autorisation de dépense octroyée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat dans le cadre du vote du budget annuel.

Art. 11 Contrôle périodique

Un contrôle périodique de l'accomplissement des tâches par les bénéficiaires de cette indemnité et de ces aides financières est effectué, conformément à l'article 22 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, par le département de l'économie et de la santé.

Art. 12 Lois applicables

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993, ainsi qu'aux dispositions de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995.

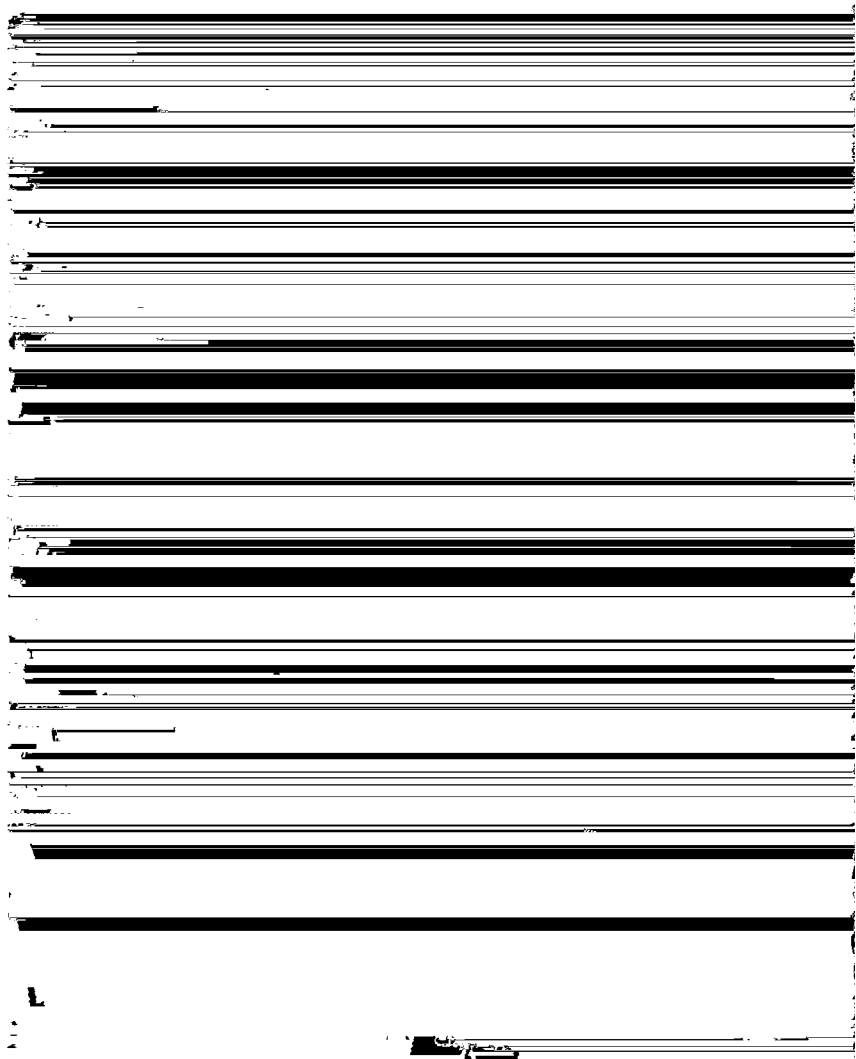
Art. 13 Clause abrogatoire

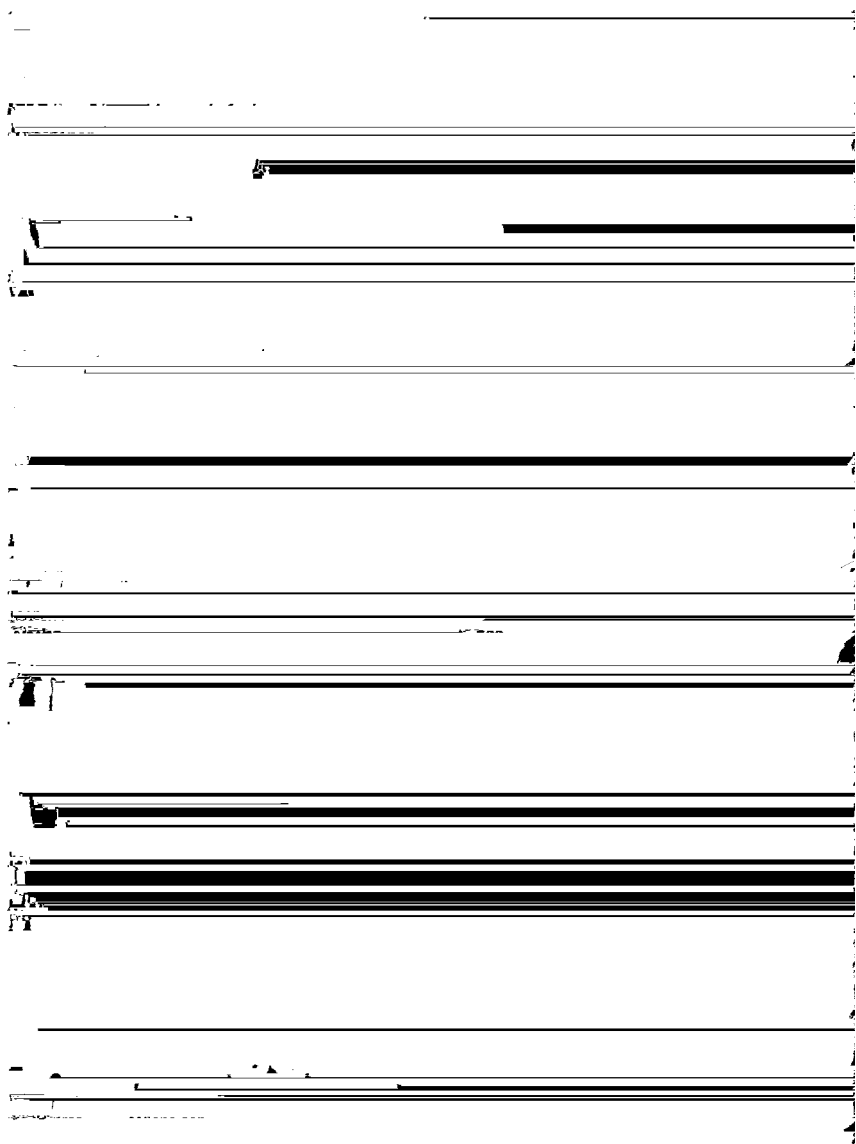
La loi ouvrant un crédit quadriennal (2005-2008) de 364 512 749 F destiné à financer l'aide et les soins à domicile, du 17 décembre 2004 (9385) est abrogée.

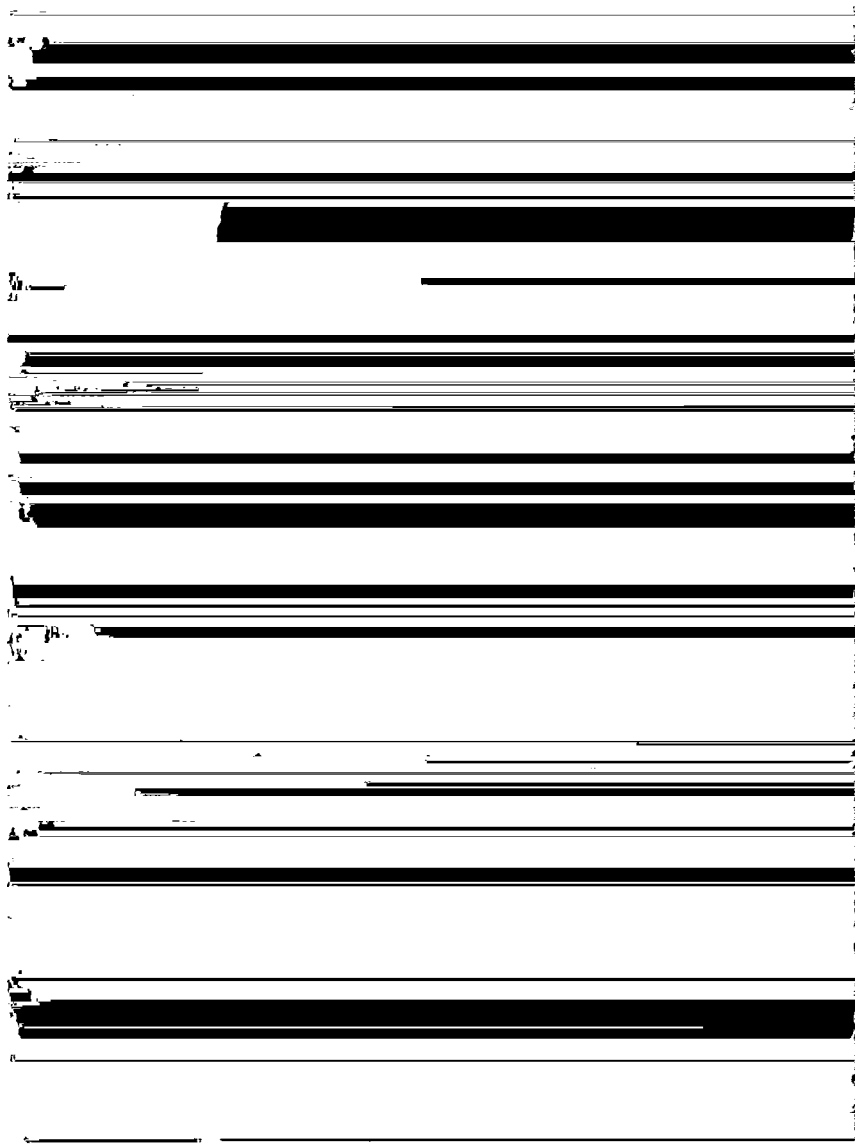
Art. 14 Entrée en vigueur

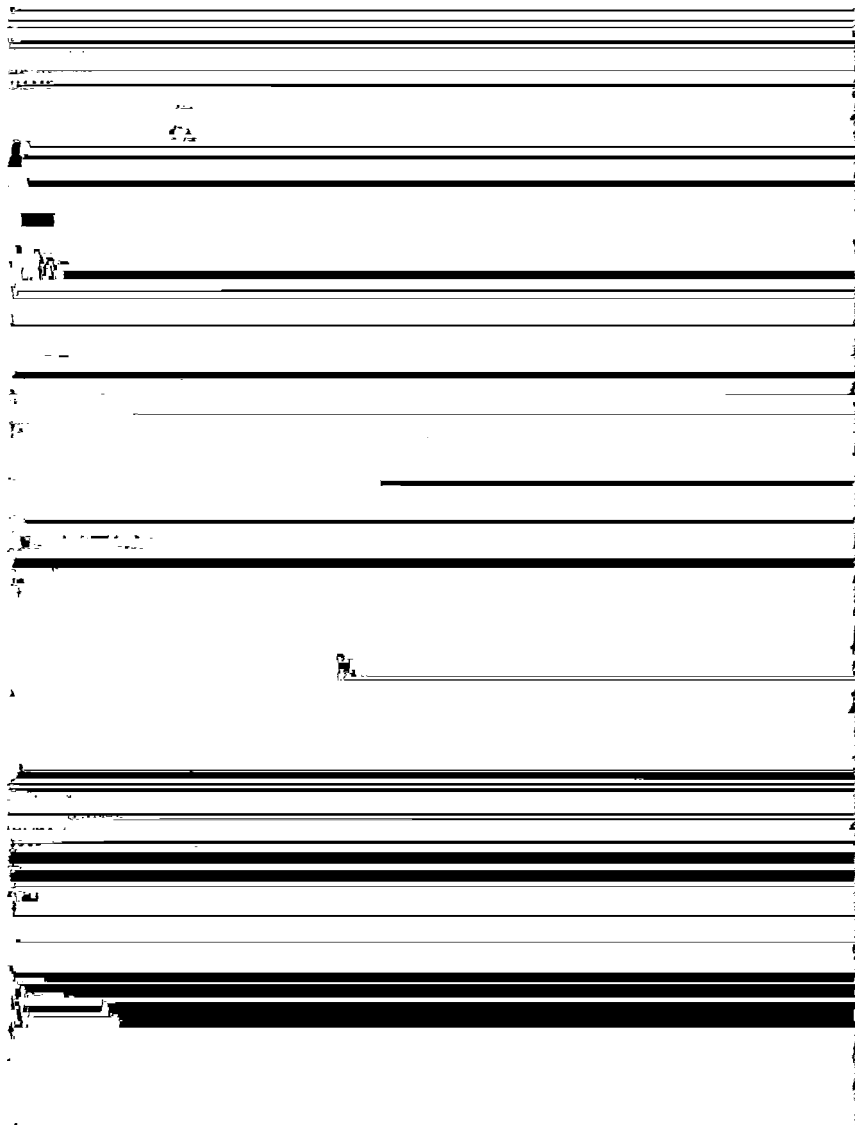
La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

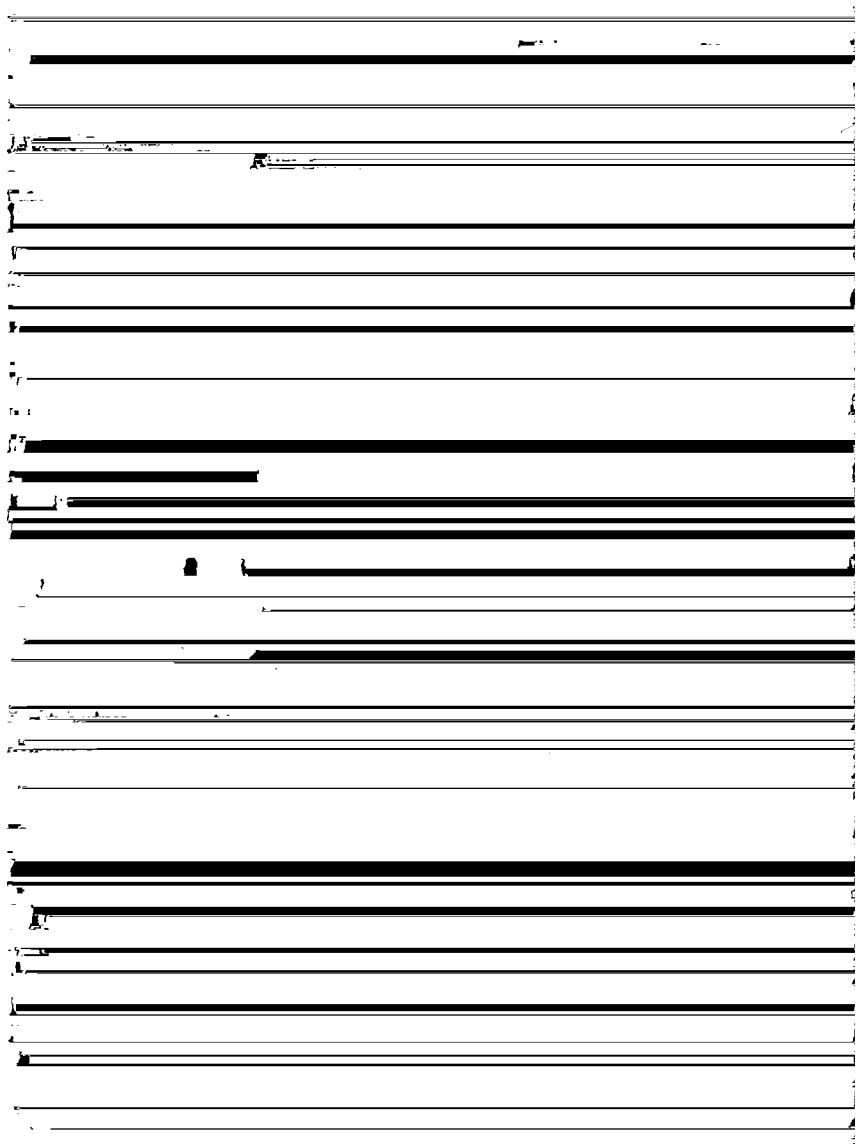
ANNEXE IA

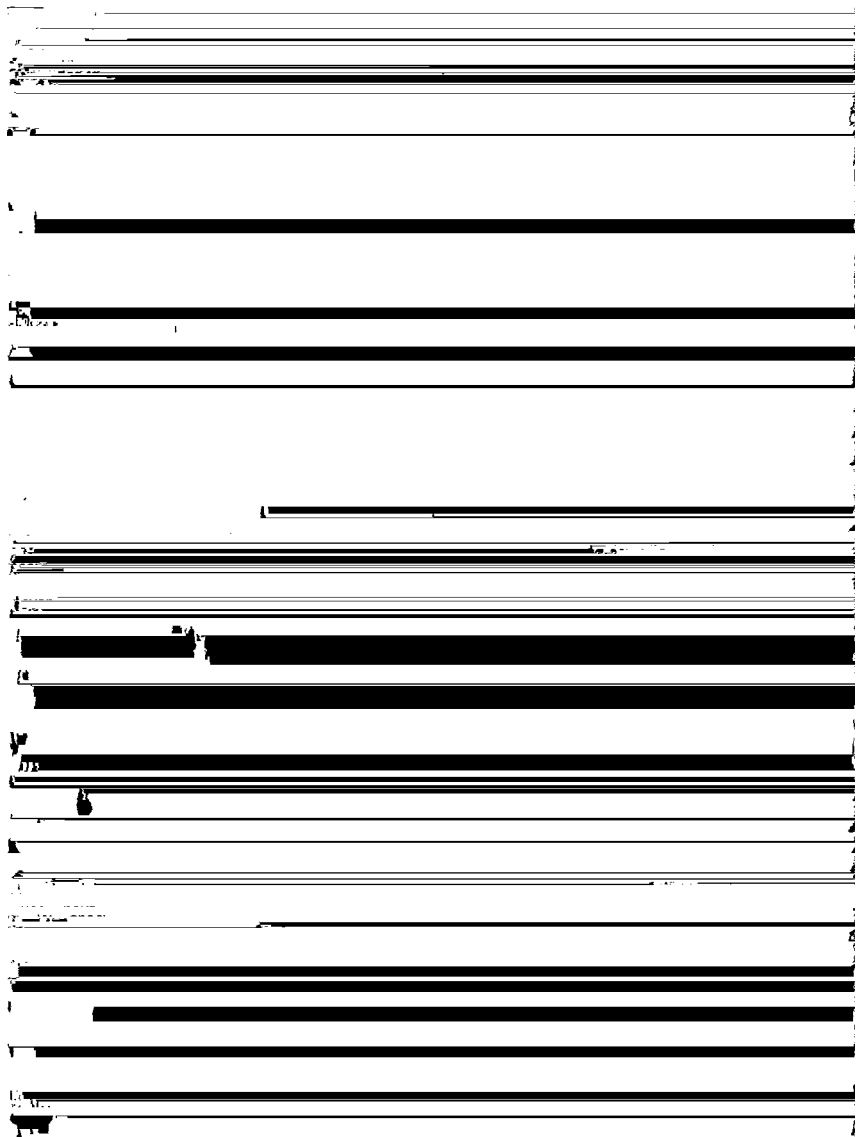






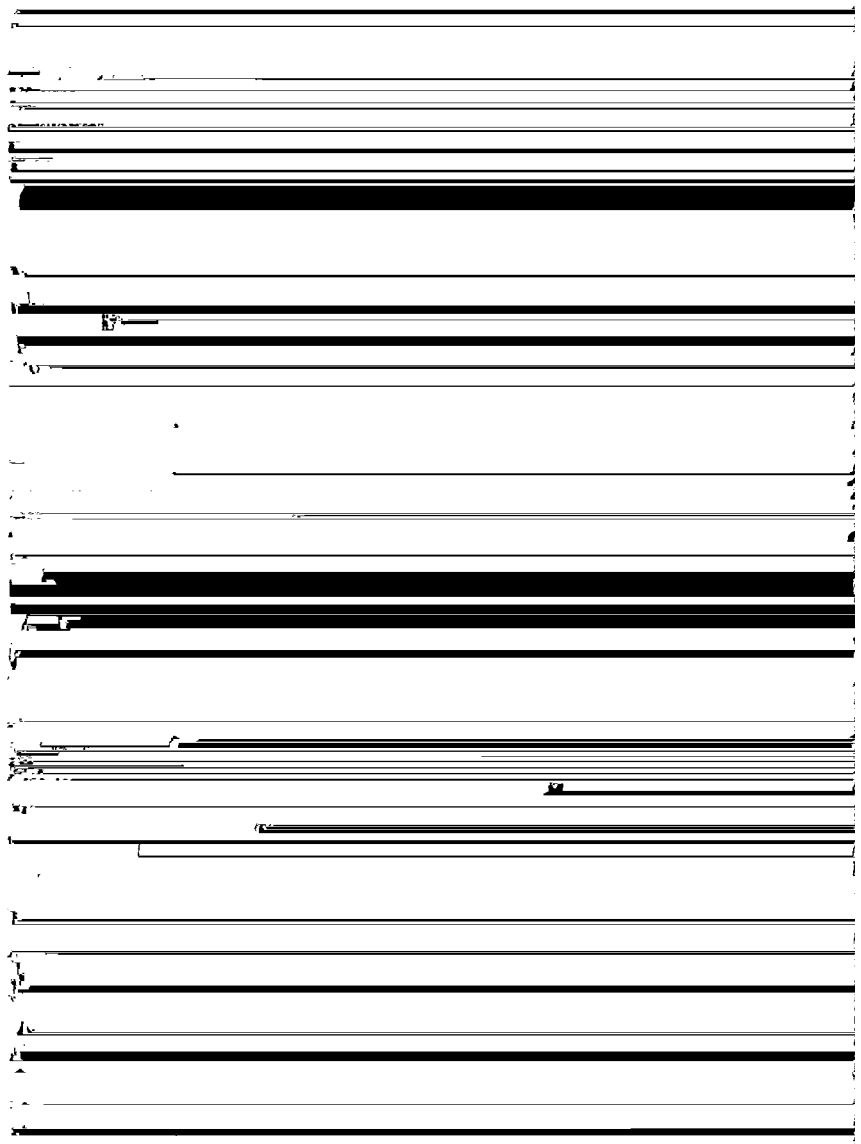








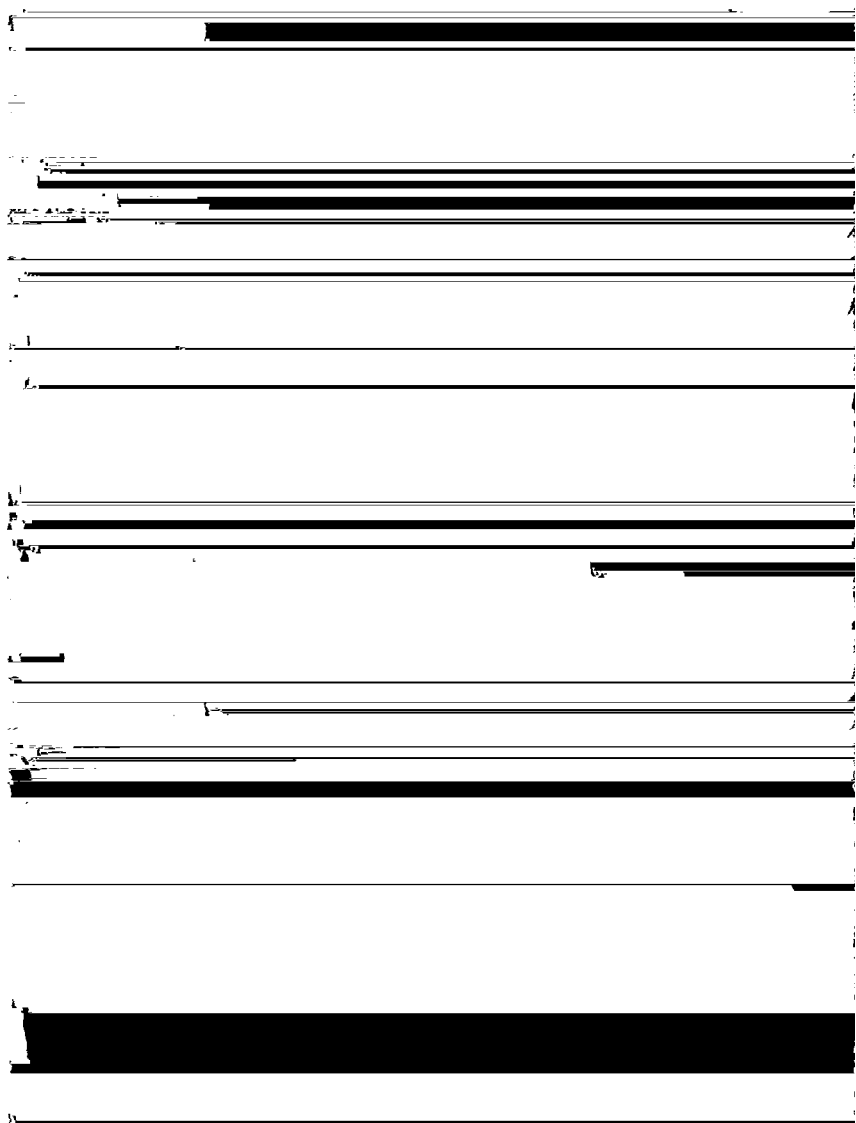
[The table content is completely obscured by heavy black redaction bars.]

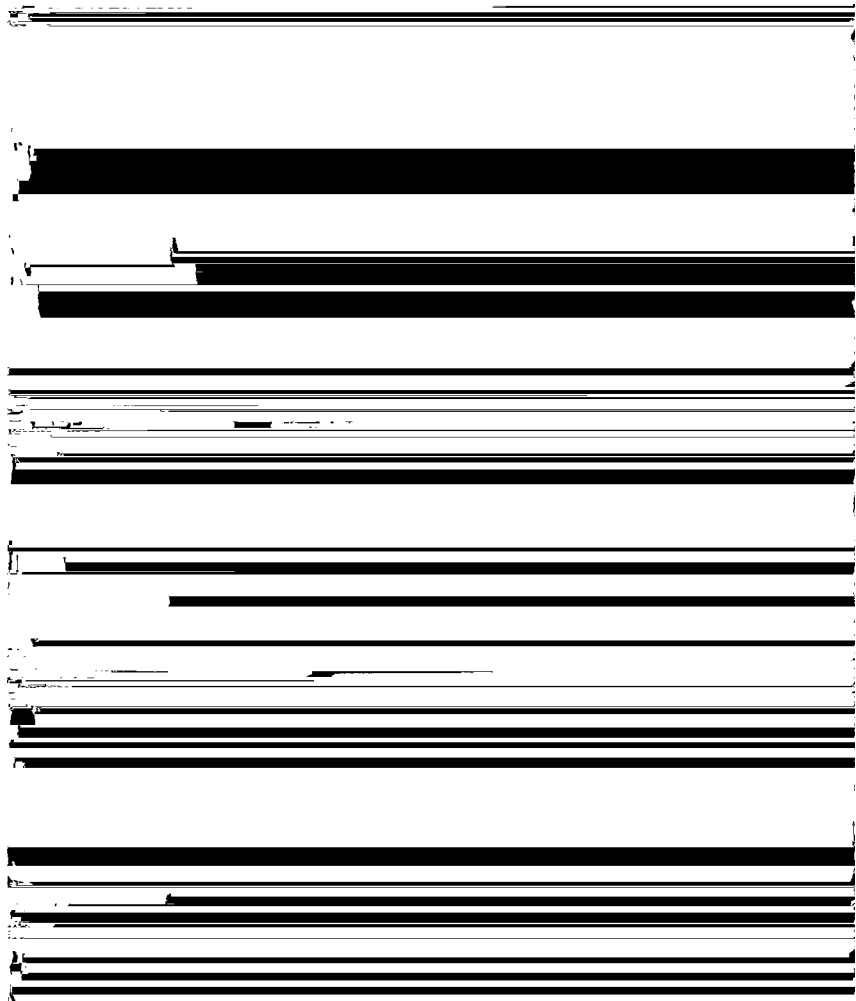


The image shows a table with multiple rows and columns. The table is mostly empty, with several large black redaction blocks covering the content. The redactions are located in the following approximate areas:

- Row 1, Column 2: A large black redaction block.
- Row 2, Column 2: A large black redaction block.
- Row 3, Column 2: A large black redaction block.
- Row 4, Column 2: A large black redaction block.
- Row 5, Column 2: A large black redaction block.
- Row 6, Column 2: A large black redaction block.
- Row 7, Column 2: A large black redaction block.
- Row 8, Column 2: A large black redaction block.
- Row 9, Column 2: A large black redaction block.
- Row 10, Column 2: A large black redaction block.
- Row 11, Column 2: A large black redaction block.
- Row 12, Column 2: A large black redaction block.
- Row 13, Column 2: A large black redaction block.
- Row 14, Column 2: A large black redaction block.
- Row 15, Column 2: A large black redaction block.
- Row 16, Column 2: A large black redaction block.
- Row 17, Column 2: A large black redaction block.
- Row 18, Column 2: A large black redaction block.
- Row 19, Column 2: A large black redaction block.
- Row 20, Column 2: A large black redaction block.
- Row 21, Column 2: A large black redaction block.
- Row 22, Column 2: A large black redaction block.
- Row 23, Column 2: A large black redaction block.
- Row 24, Column 2: A large black redaction block.
- Row 25, Column 2: A large black redaction block.
- Row 26, Column 2: A large black redaction block.
- Row 27, Column 2: A large black redaction block.
- Row 28, Column 2: A large black redaction block.
- Row 29, Column 2: A large black redaction block.
- Row 30, Column 2: A large black redaction block.







██████████
██████████

██████████
██████████
██████████
██████████

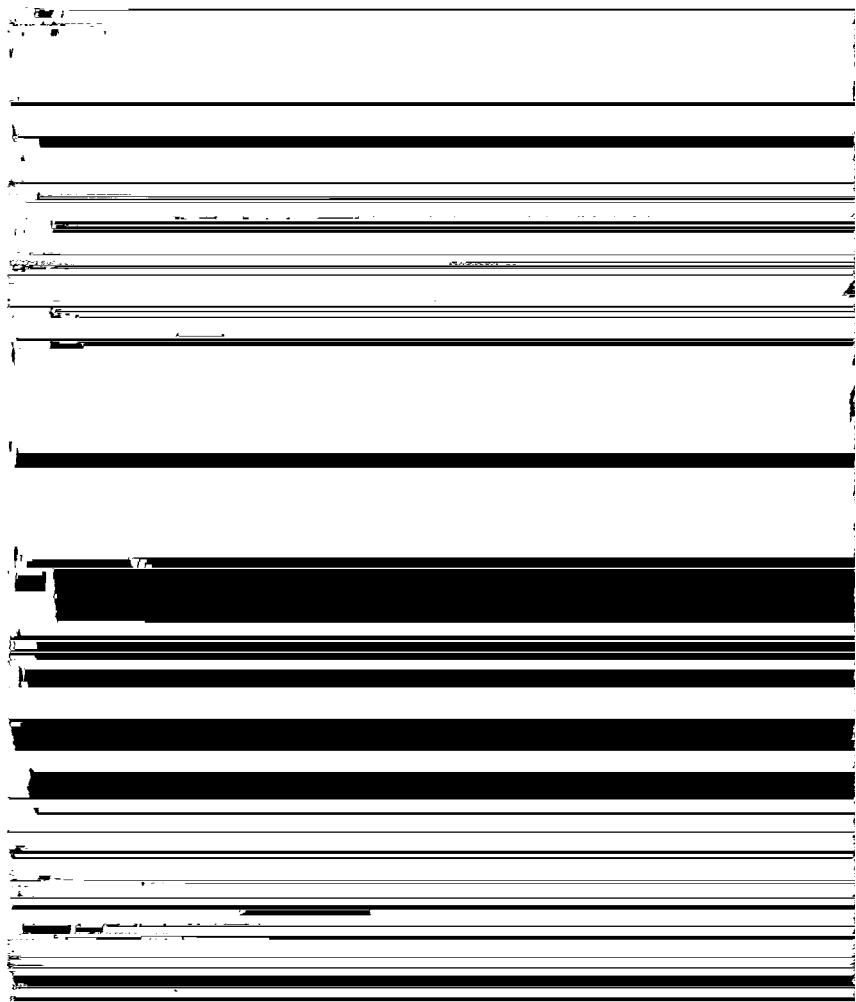
██████████
██████████
██████████
██████████
██████████

██████████

██████████
██████████

██████████
██████████
██████████
██████████
██████████

██████████
██████████
██████████
██████████
██████████



[REDACTED]

[REDACTED]

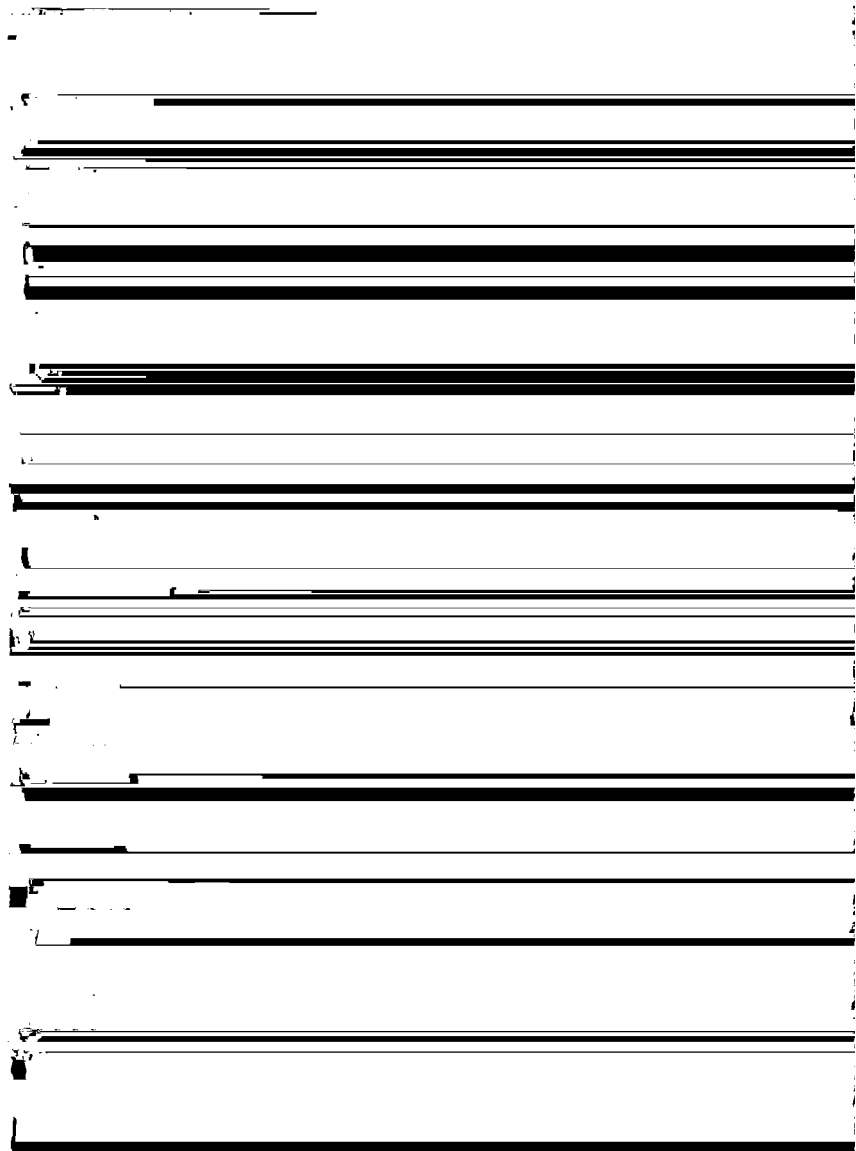
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

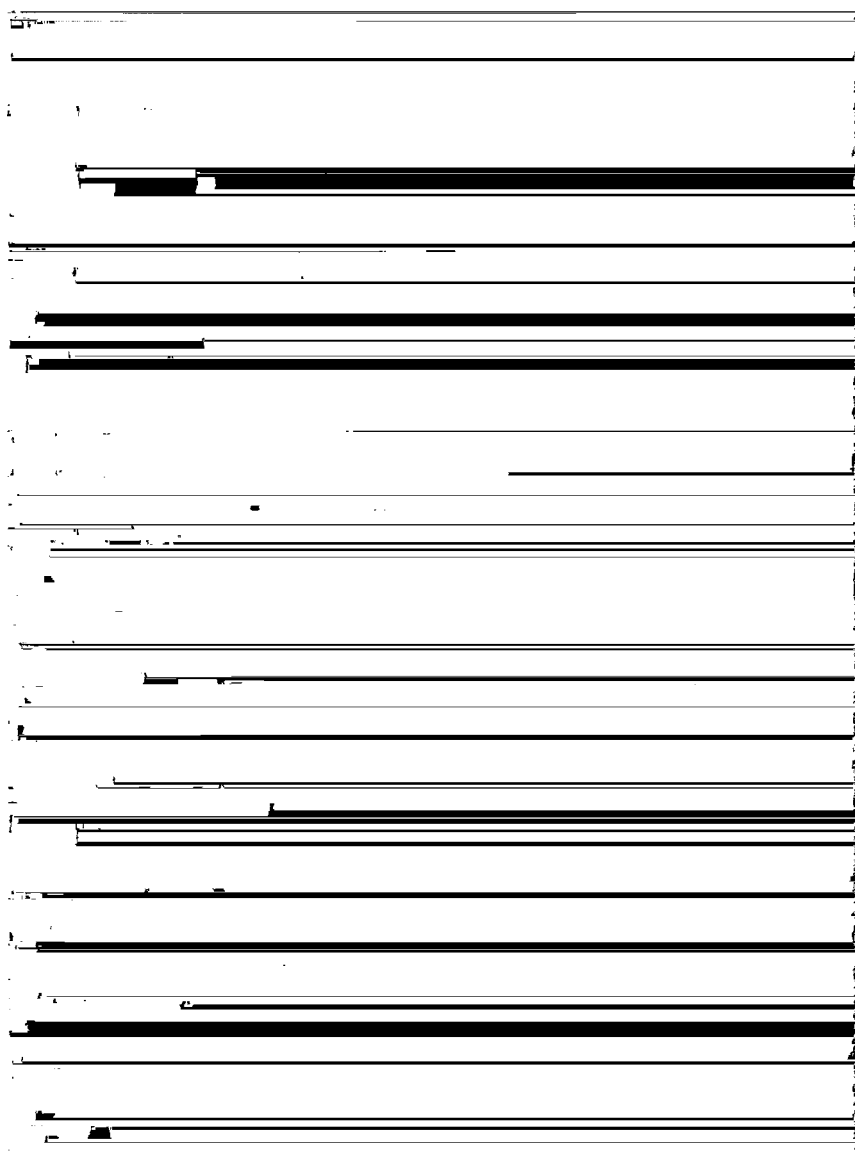
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

127

[REDACTED]

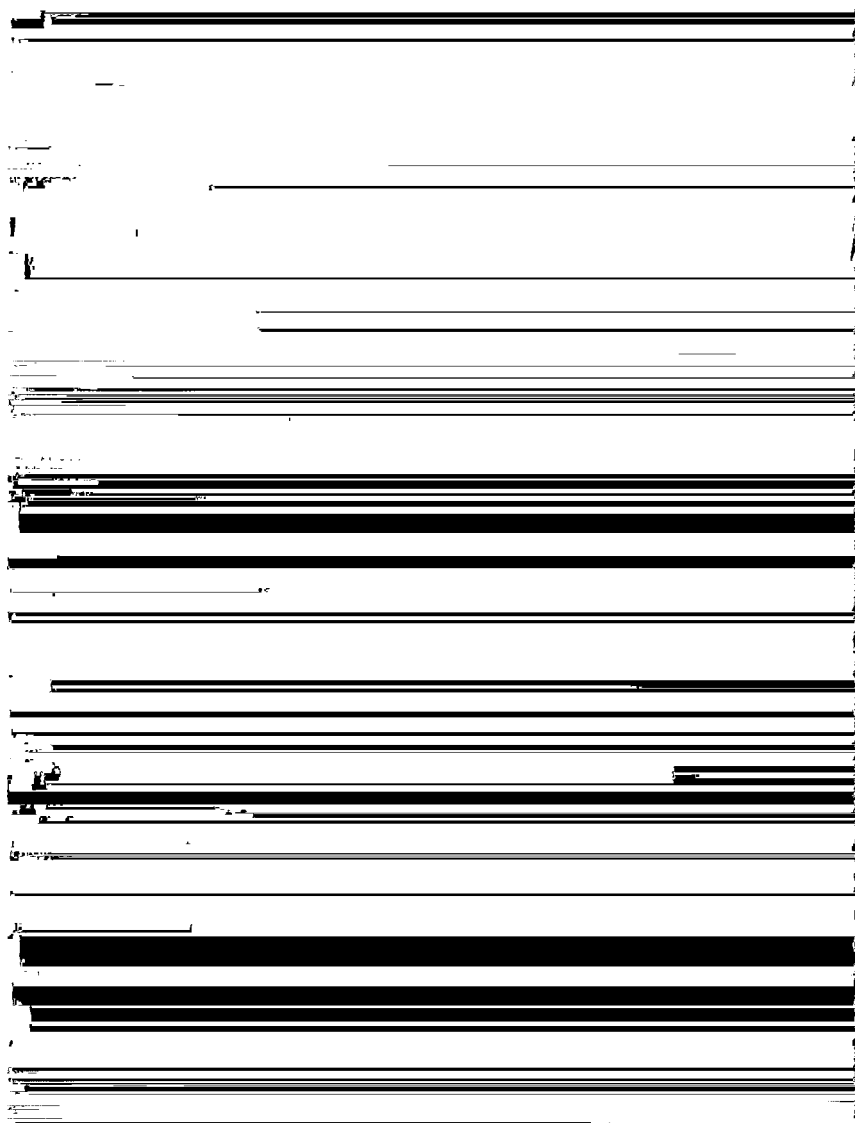
[REDACTED]

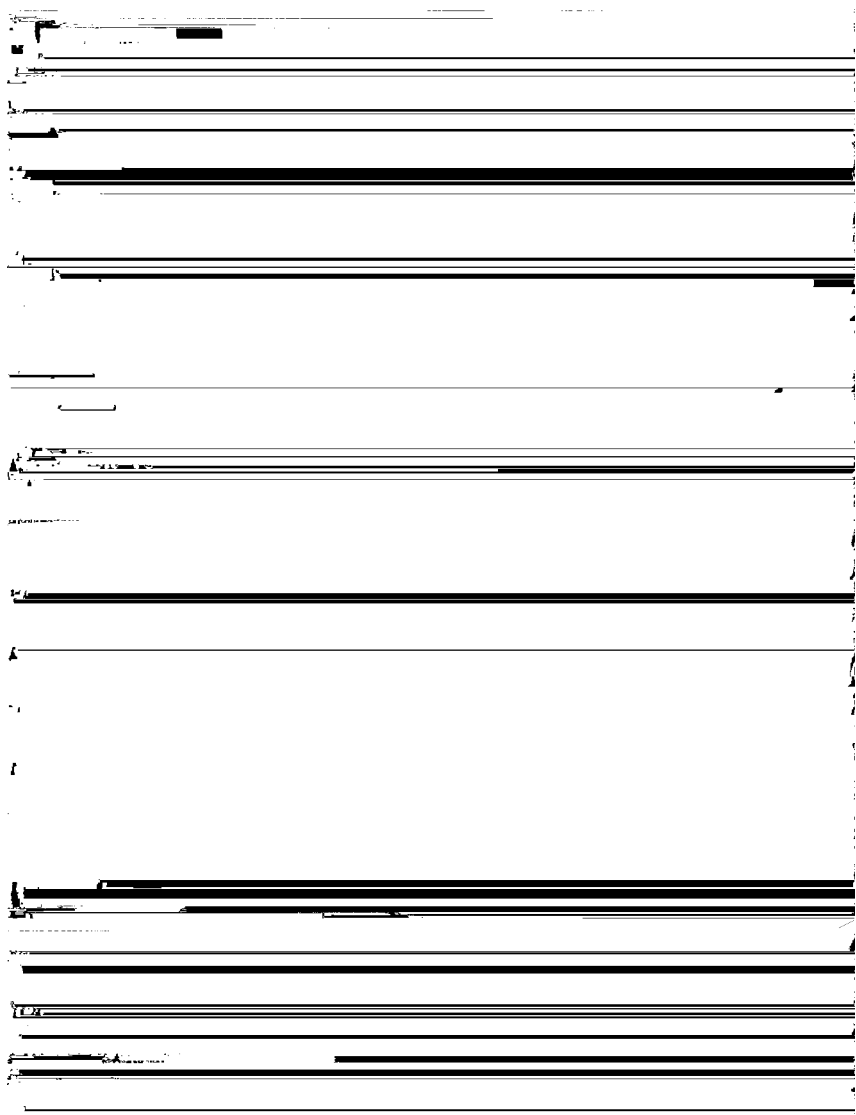
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]





[REDACTED]

[REDACTED]

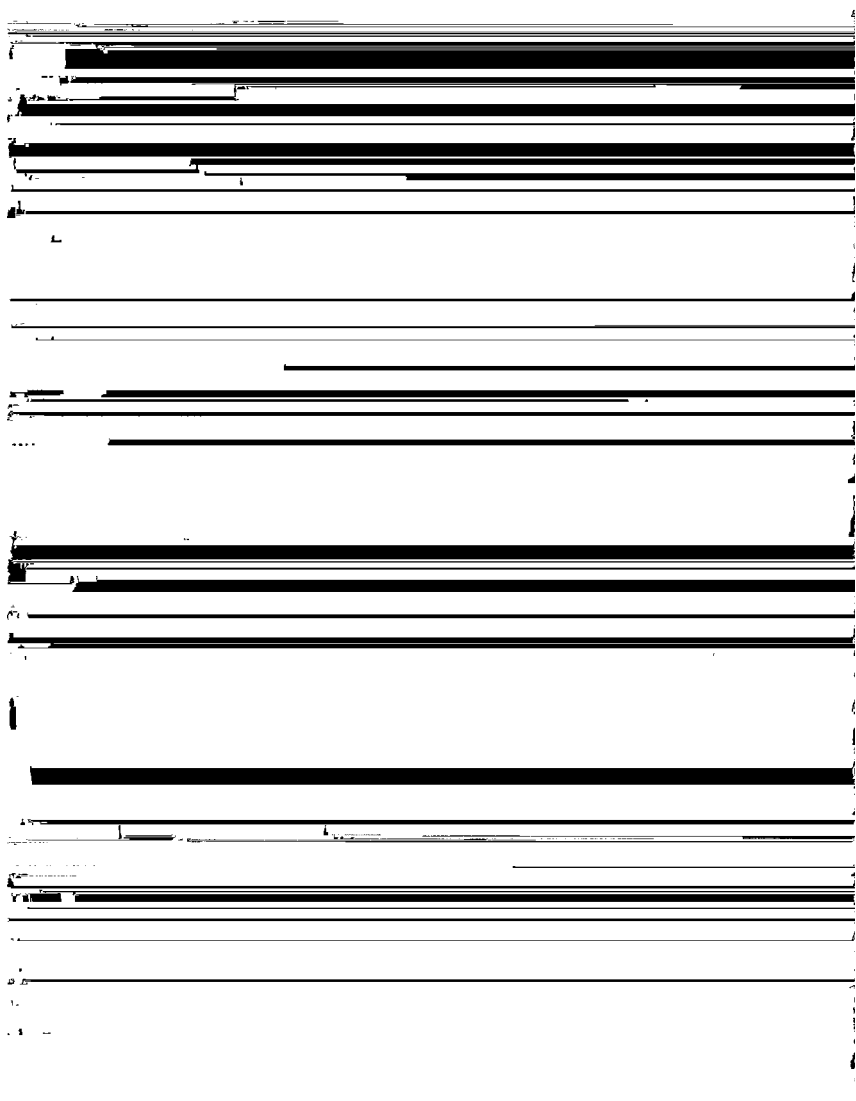
[REDACTED]

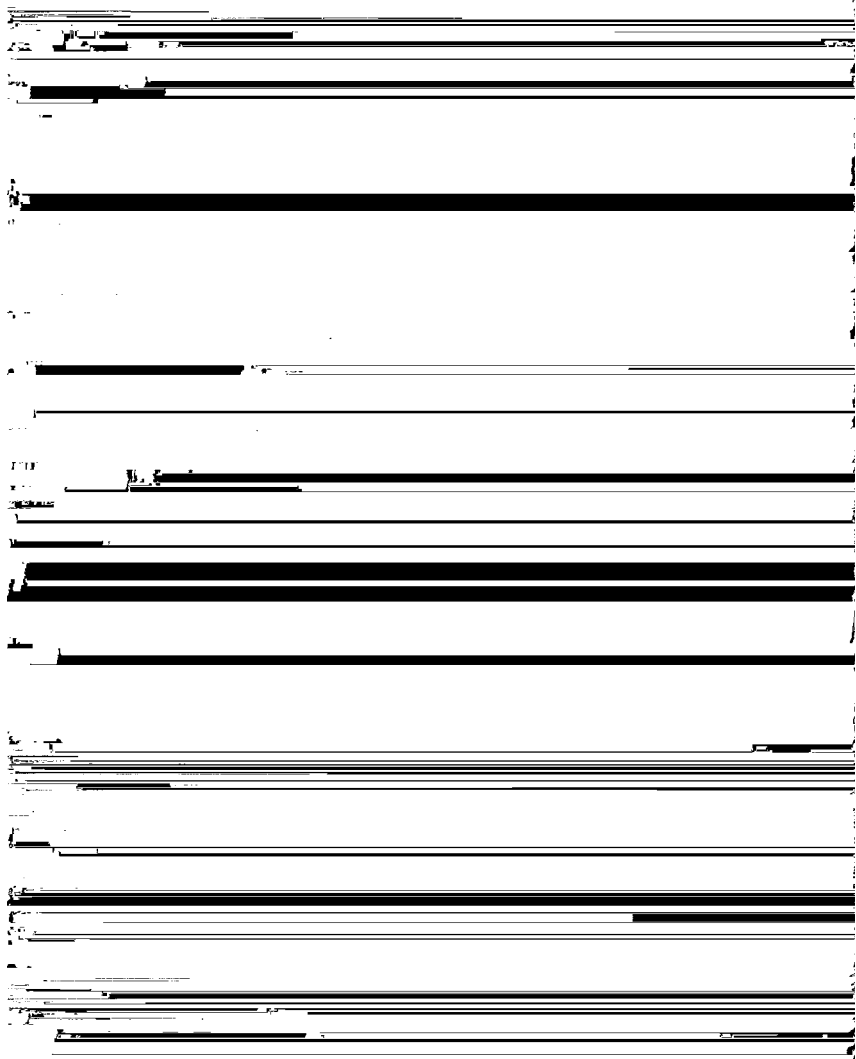
[REDACTED]

[REDACTED]

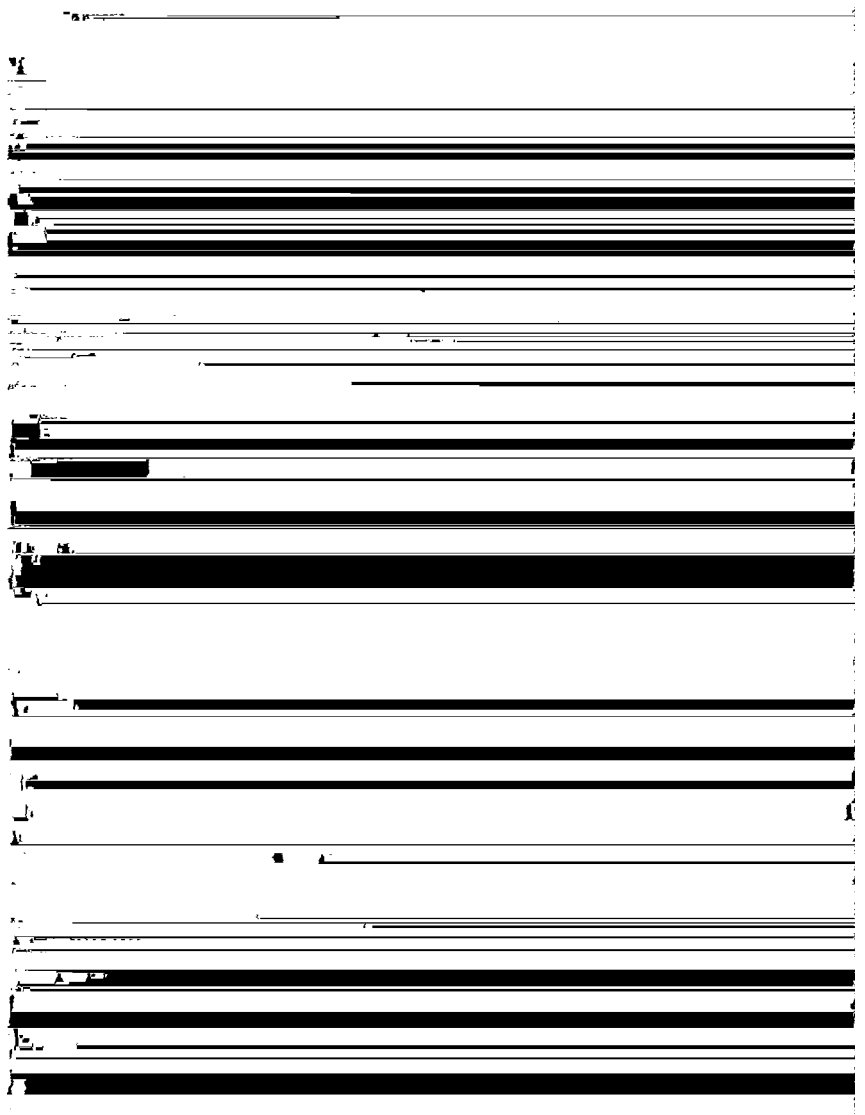
[REDACTED]

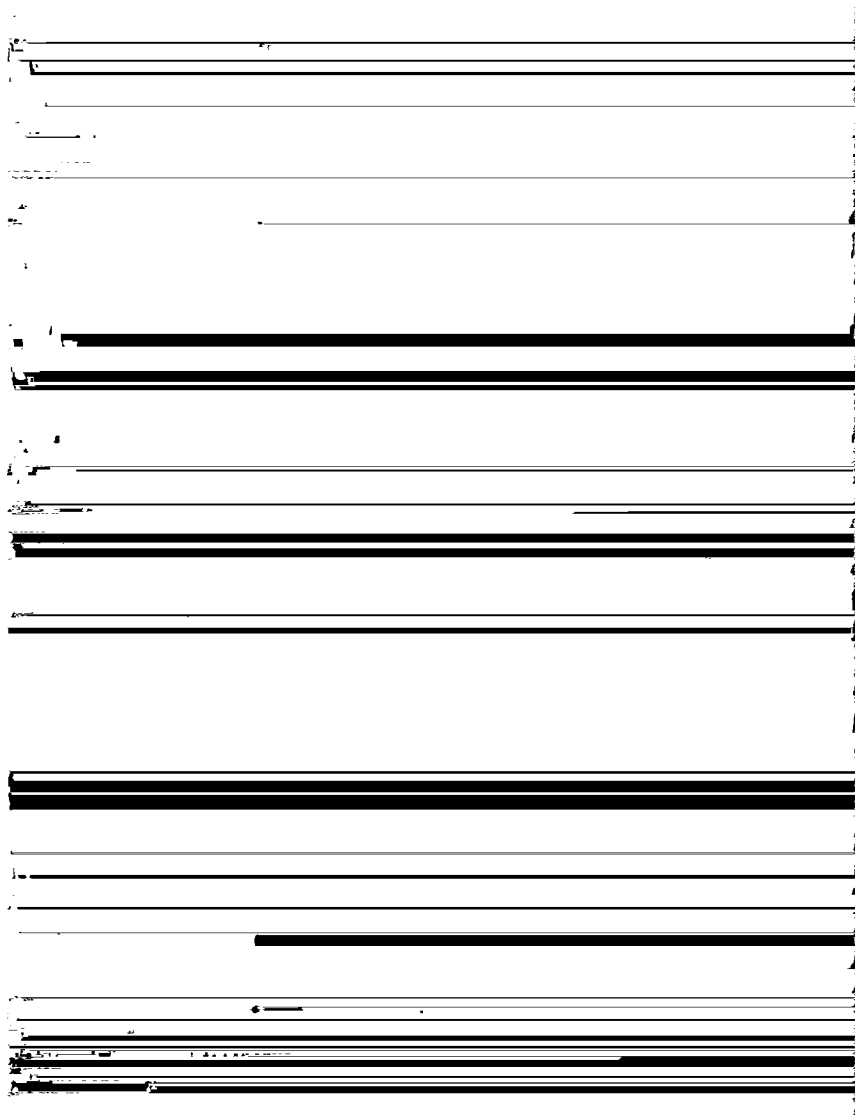
[REDACTED]











[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

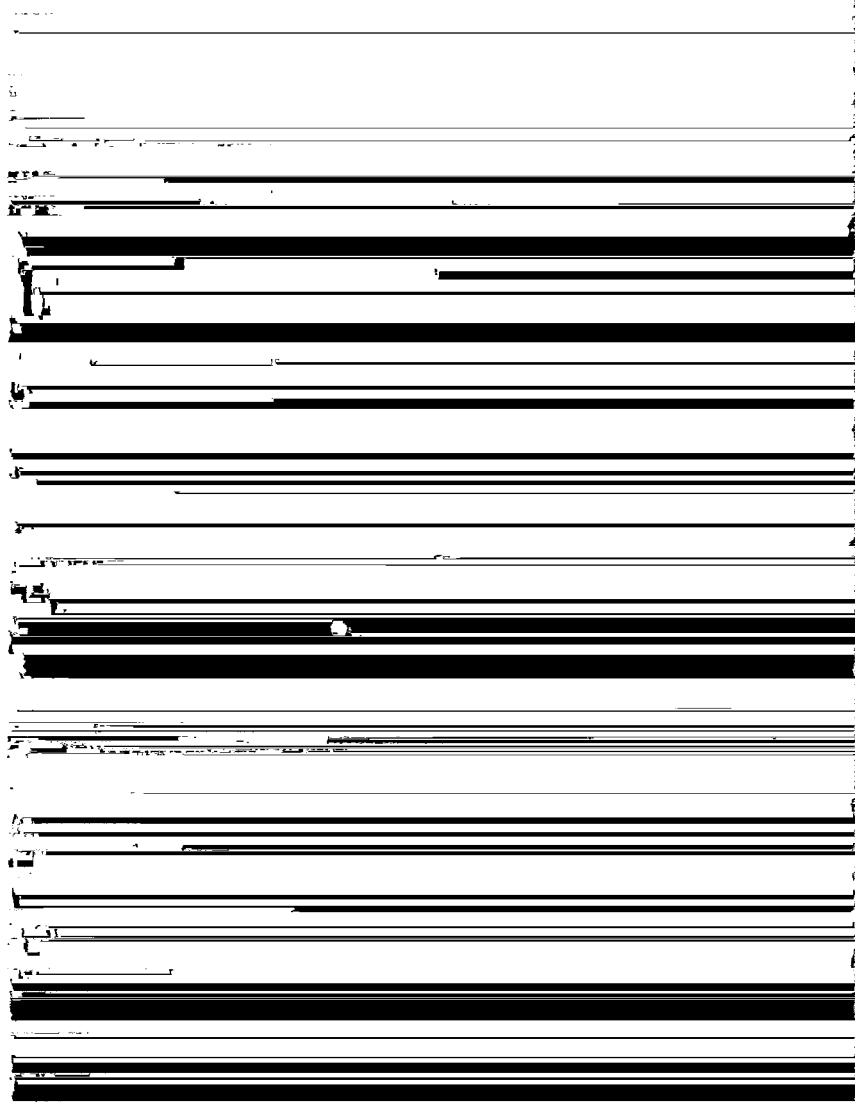
[Redacted]

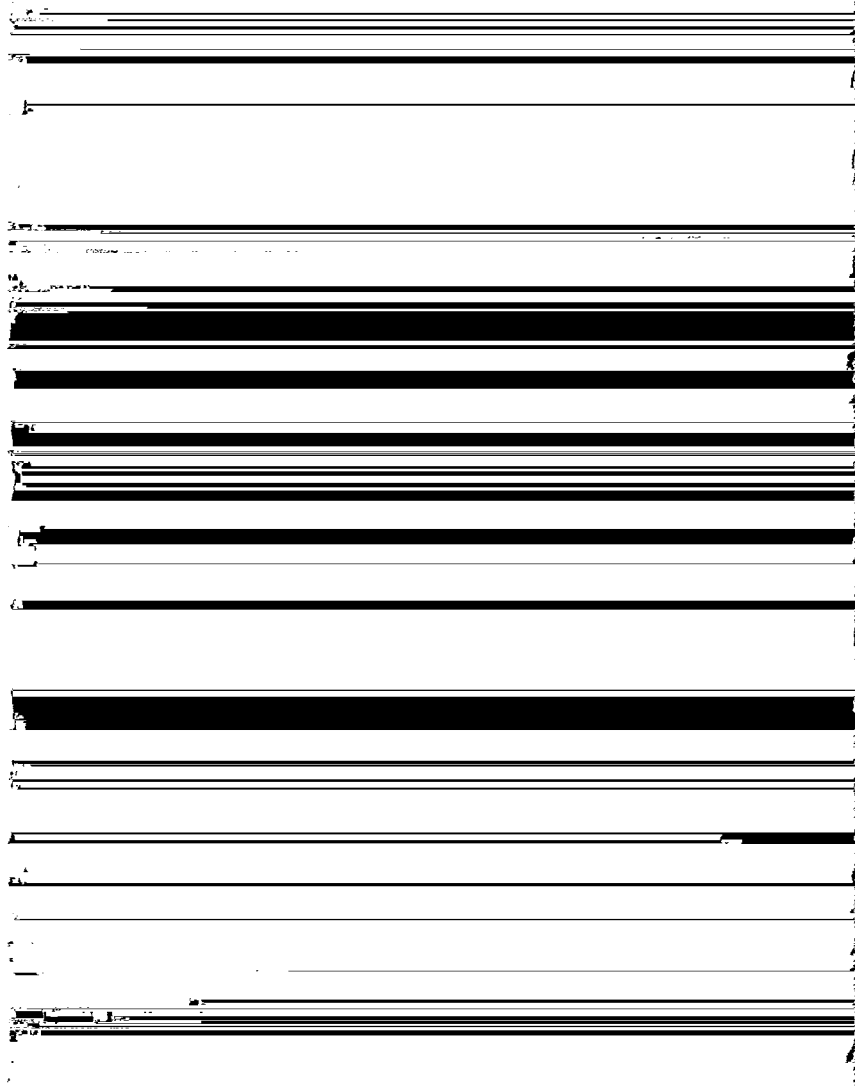
[Redacted]

[Redacted]

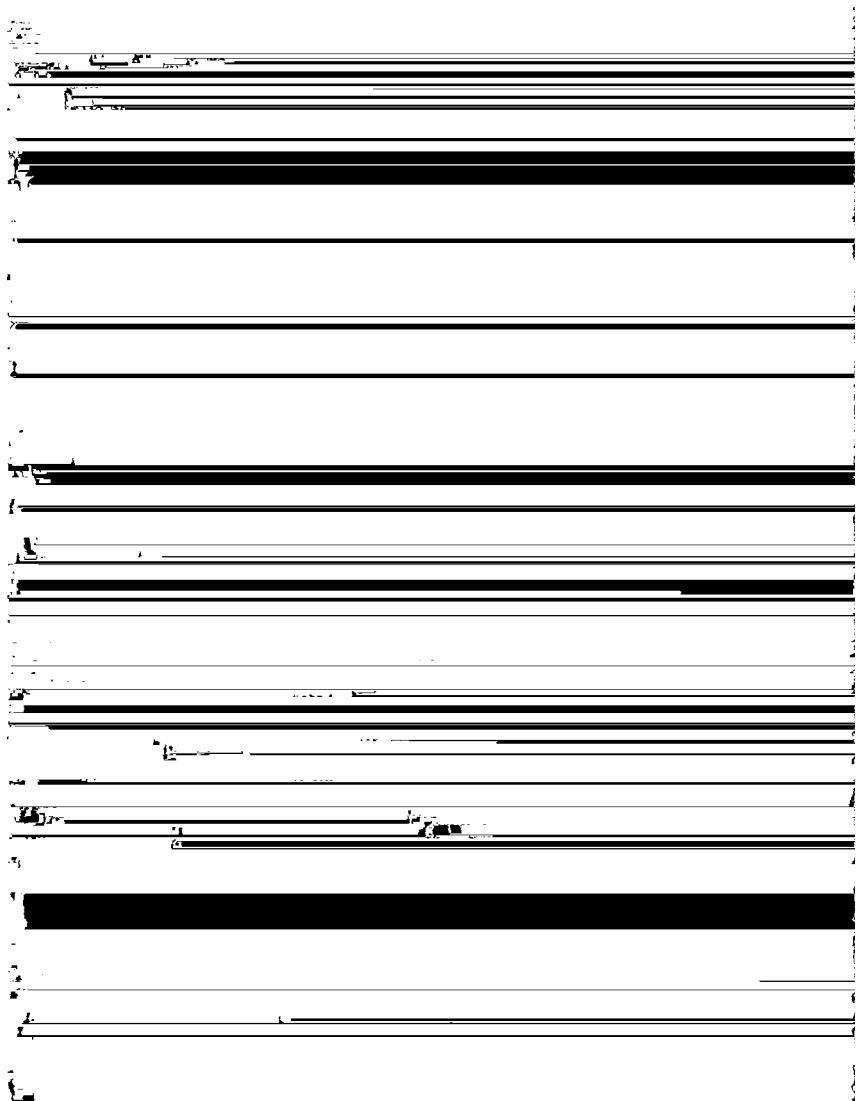
[Redacted]

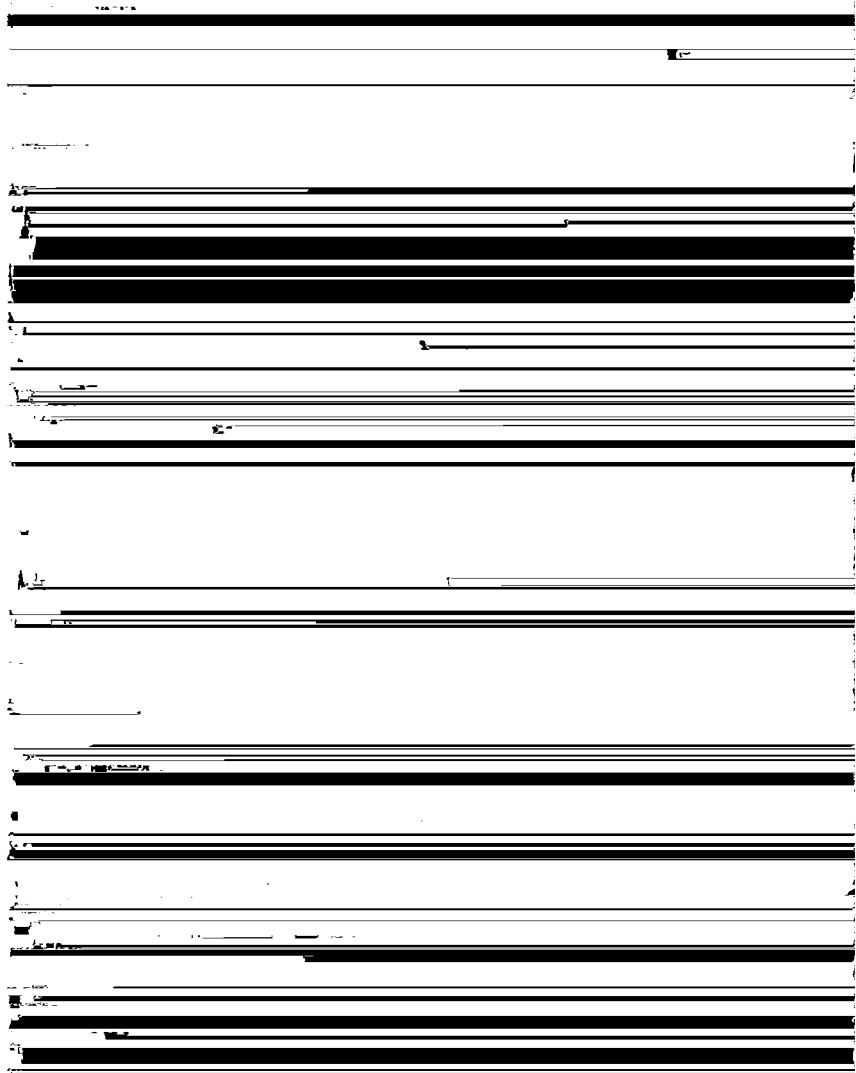
[Redacted]



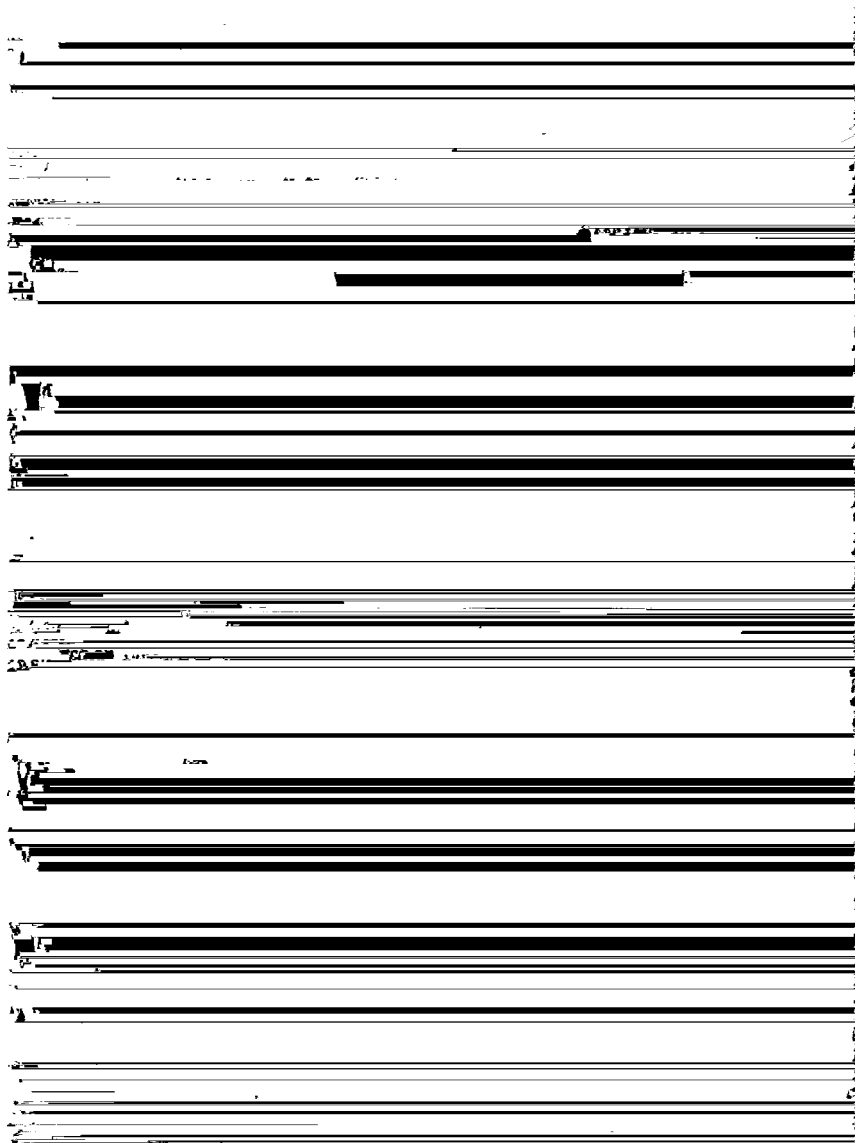


The image shows a table with multiple rows and columns. The content is almost entirely obscured by black bars, indicating redaction. Only a few small, illegible fragments of text are visible at the beginning of some rows. The table structure is not clearly discernible due to the heavy redaction.

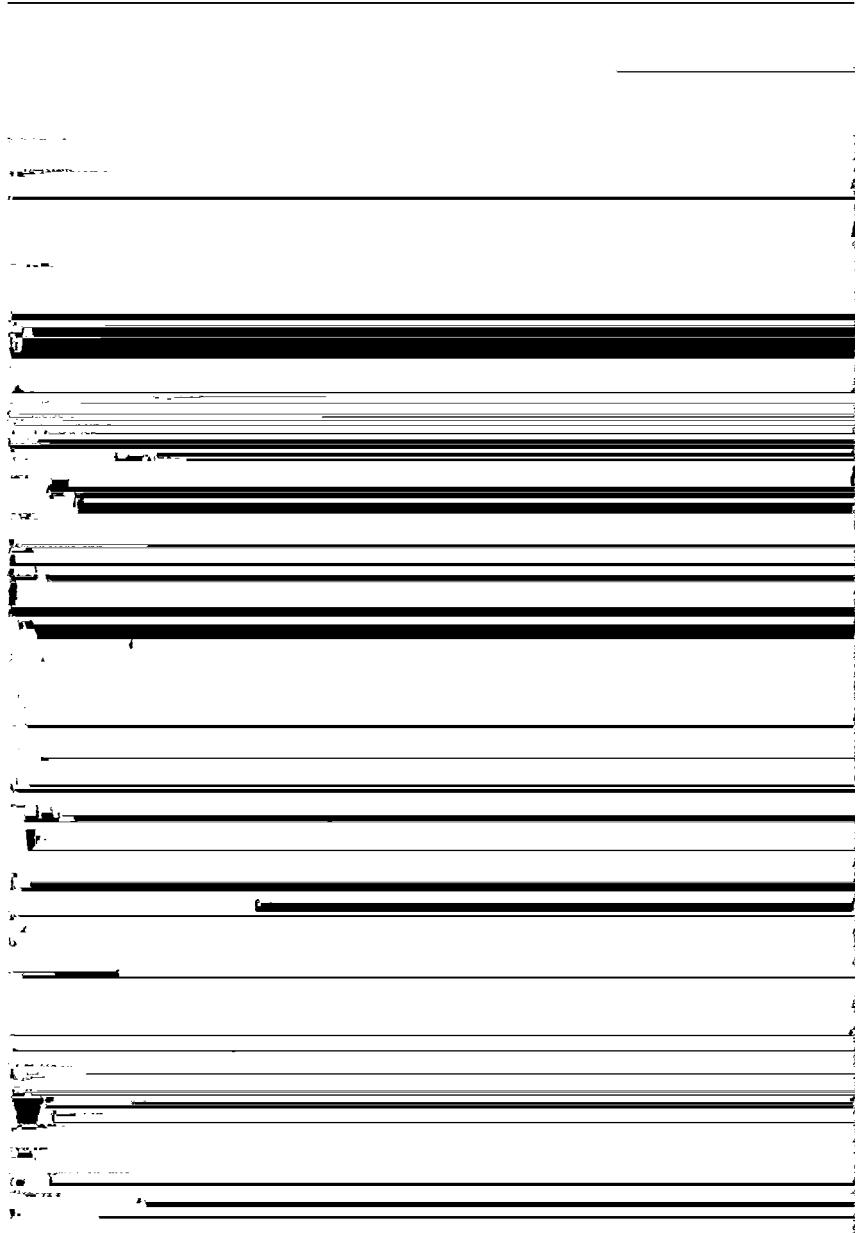




The image shows a document page with a header and a table. The header contains the numbers '571562' on the left and 'PL 10064-A' on the right. Below the header is a table with approximately 15 rows and 3 columns. The majority of the text within the table cells is obscured by thick, solid black horizontal bars, indicating redaction. Only a few small, faint fragments of text are visible, such as '100' in the second row, second column, and '100' in the fourth row, second column. The table structure is otherwise indistinguishable due to the redactions.



The image shows a document page with a table structure. The table has multiple rows and columns. However, the vast majority of the data within the table is obscured by thick, solid black horizontal bars, which are redactions. Only a few thin, faint lines of text are visible, primarily along the left and right edges of the table's grid. The redactions appear to cover almost all text within the table cells.



[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

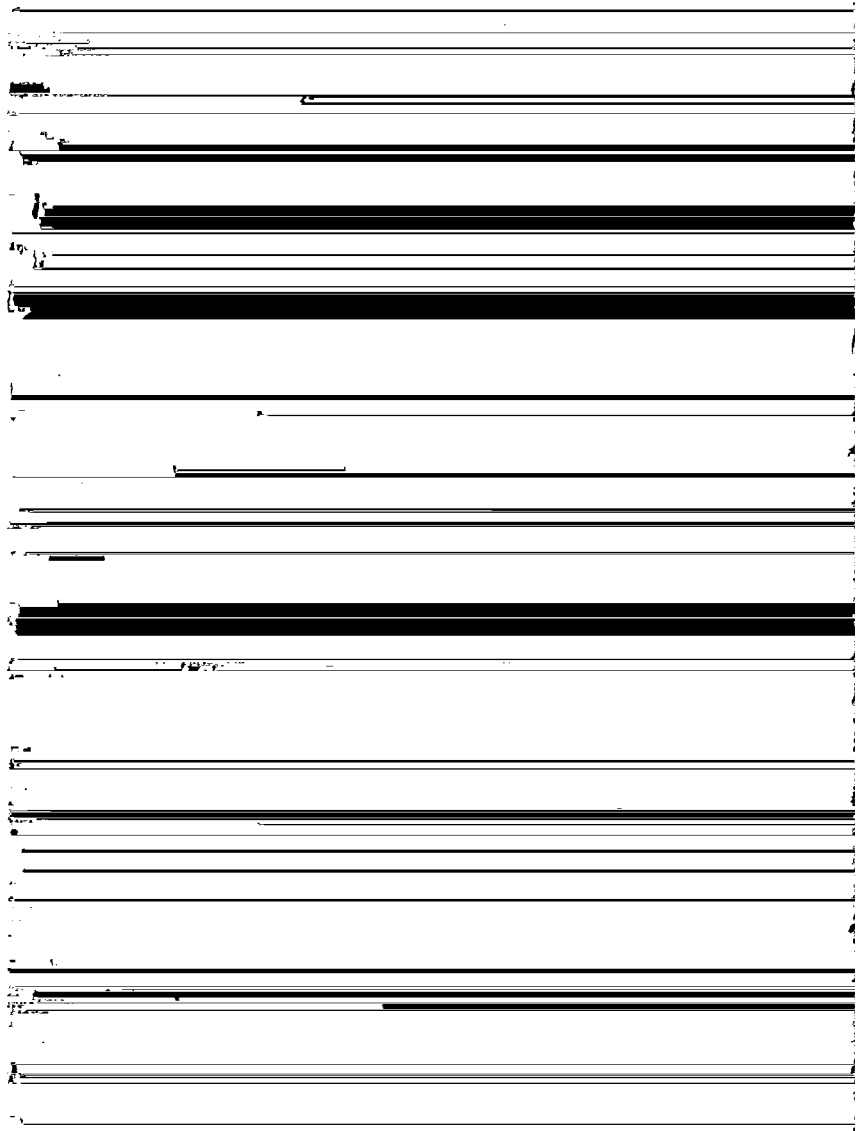
[Redacted text block]

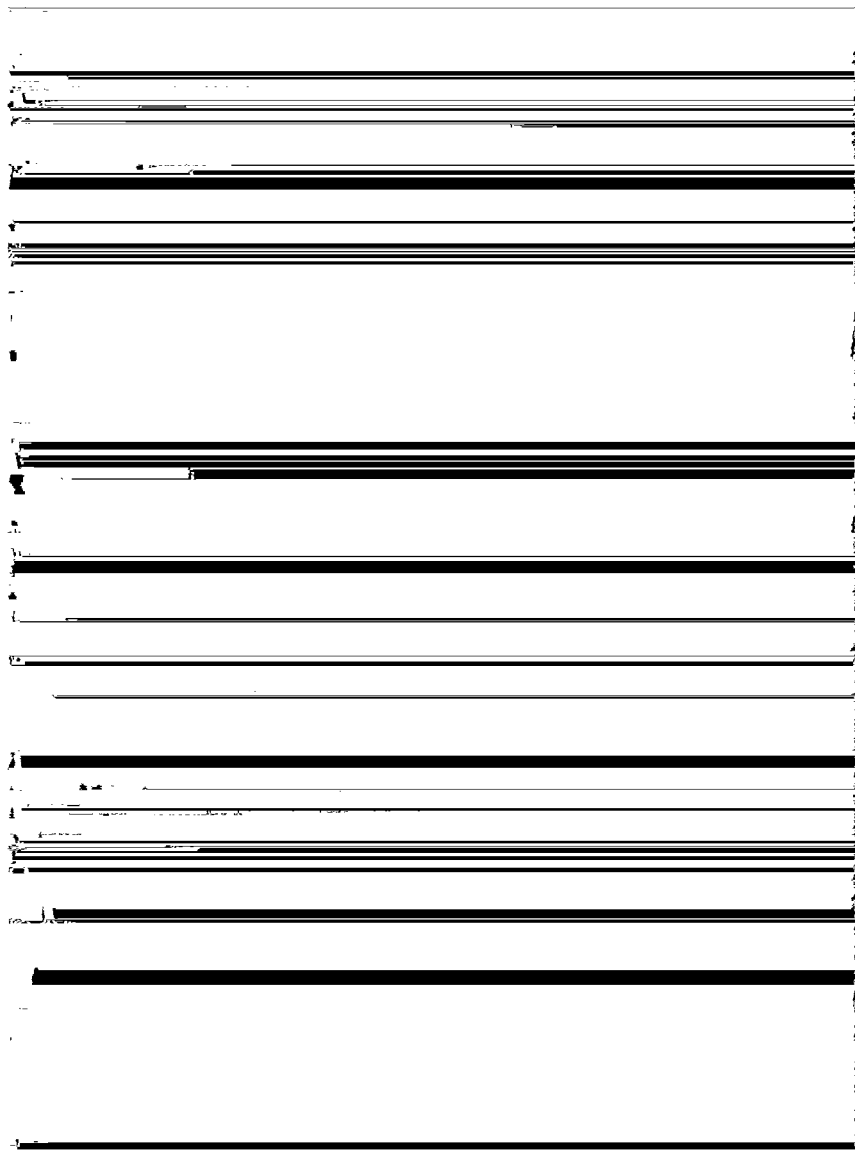
[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

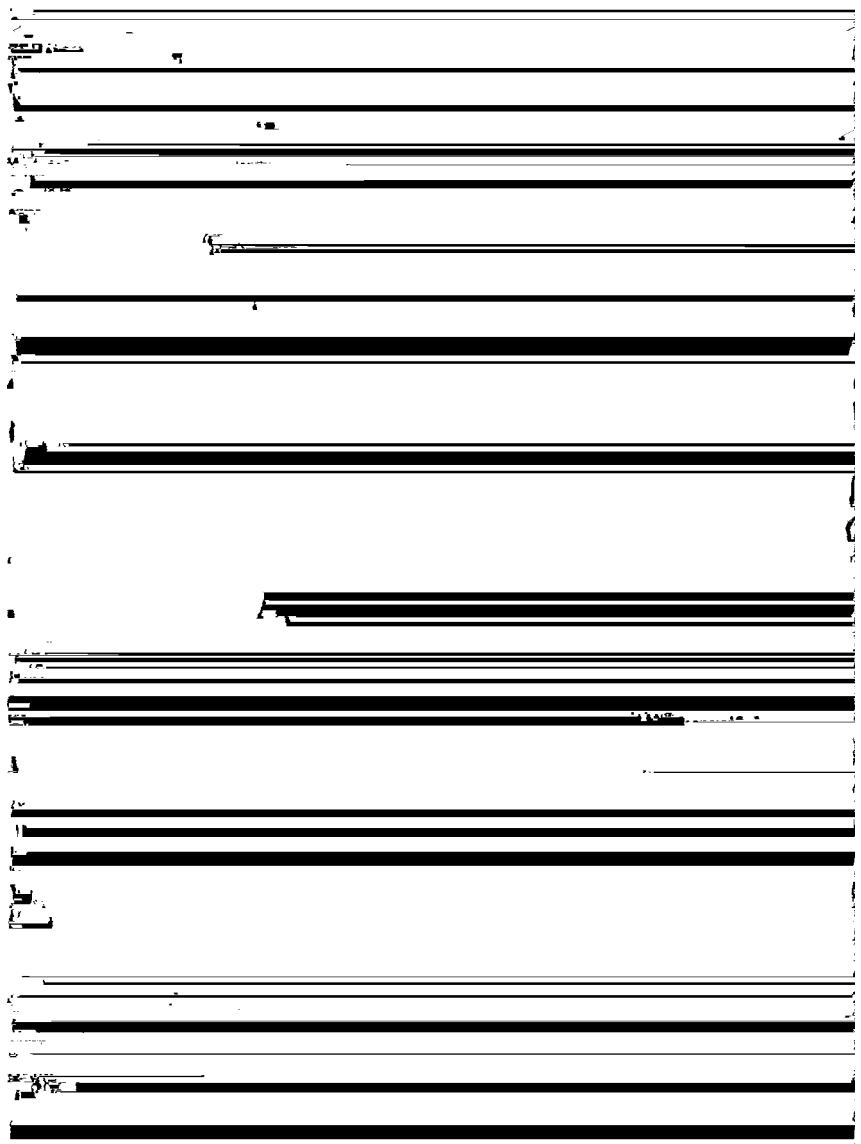
[Redacted text block]

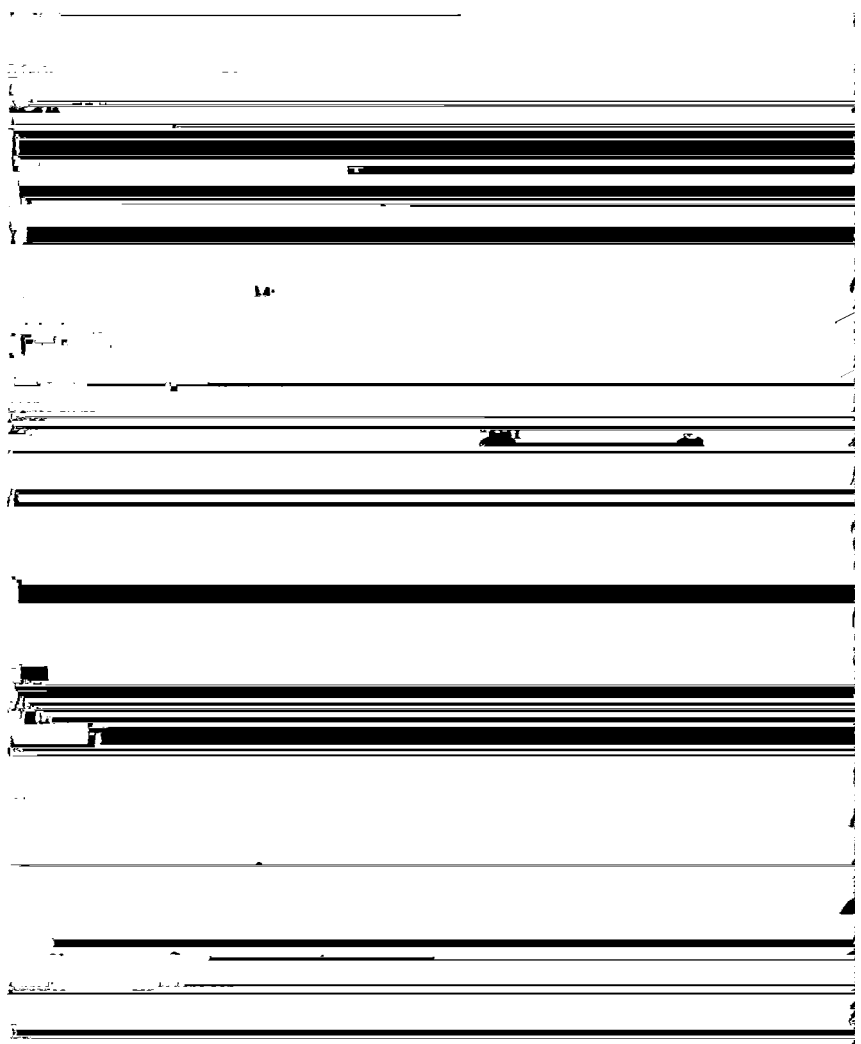


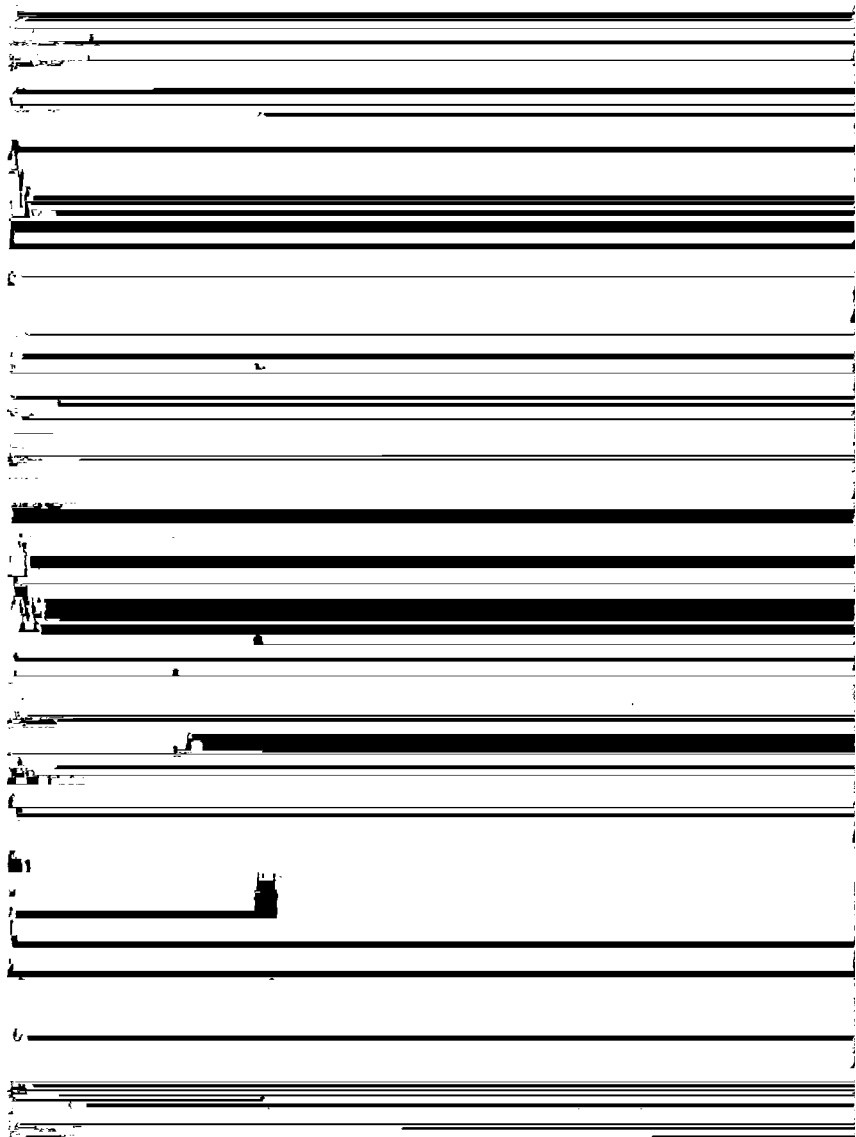


ANNEXE 1B

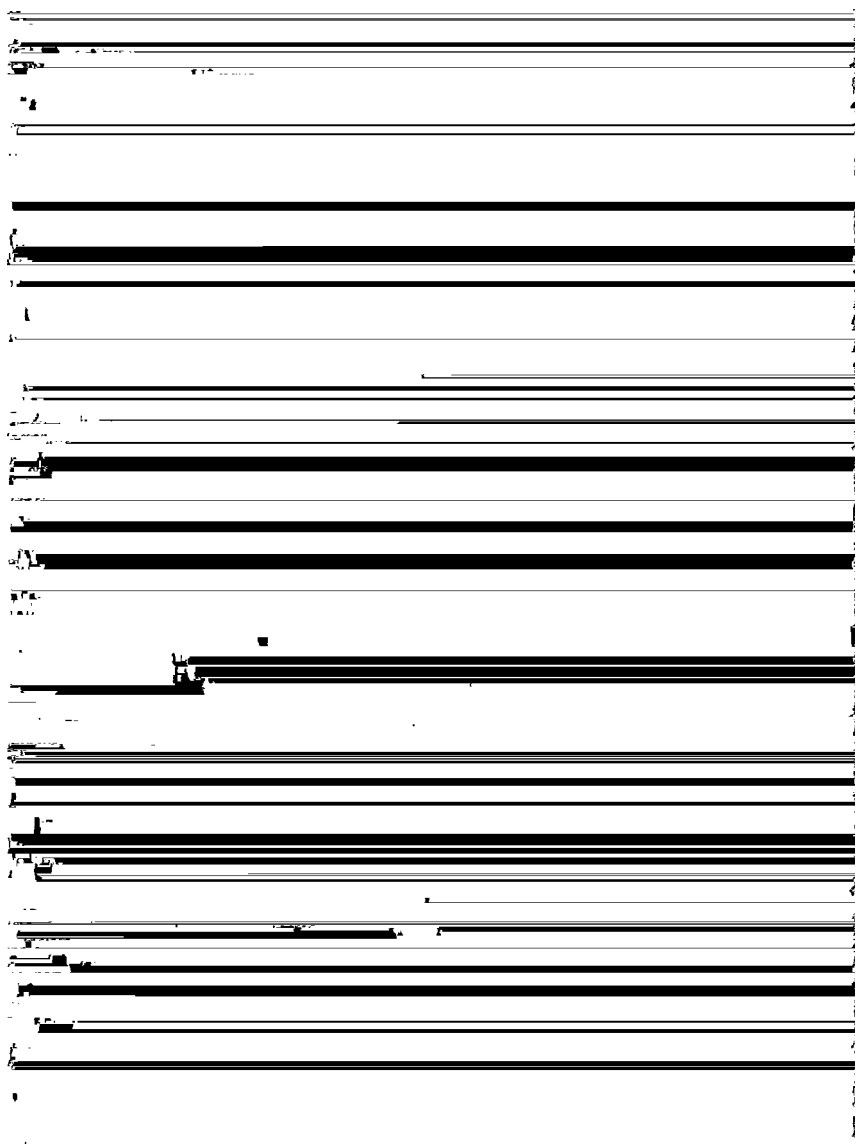
The image shows a table with multiple rows and columns. The content is almost entirely obscured by heavy black redaction bars. Only faint outlines of the table structure are visible, including horizontal lines for rows and vertical lines for columns. The redaction covers nearly all text and data within the table cells.

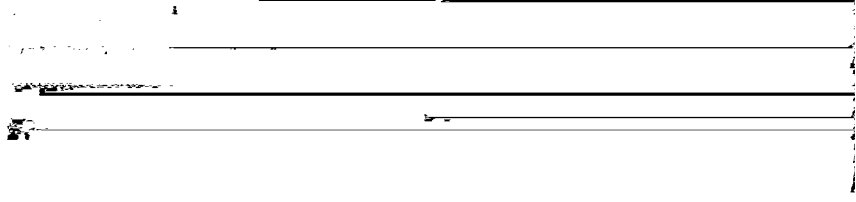
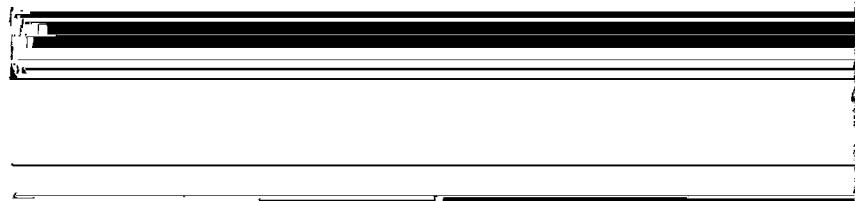
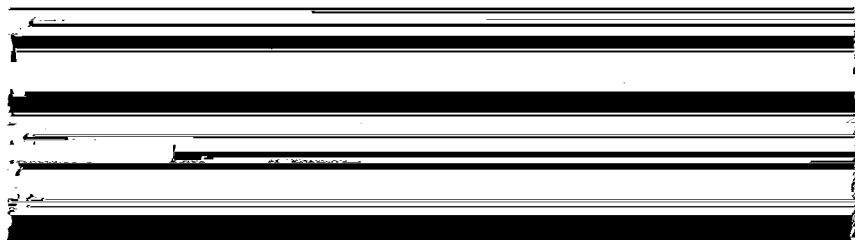


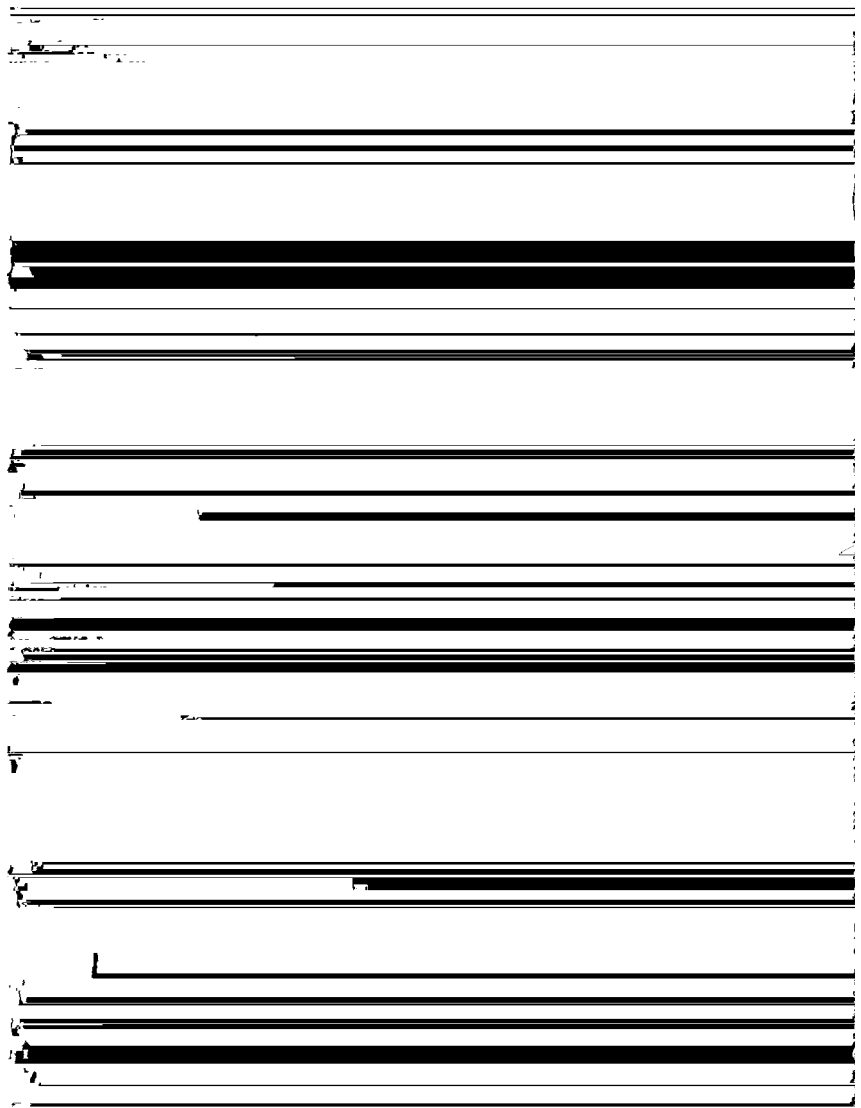




[REDACTED]







The image shows a table with multiple rows and columns. The content is almost entirely obscured by heavy black redaction bars. Only a few faint lines of text are visible, likely representing the structure of the table (headers and footers). The table appears to have several columns and many rows, but the specific data points are illegible due to the redaction.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

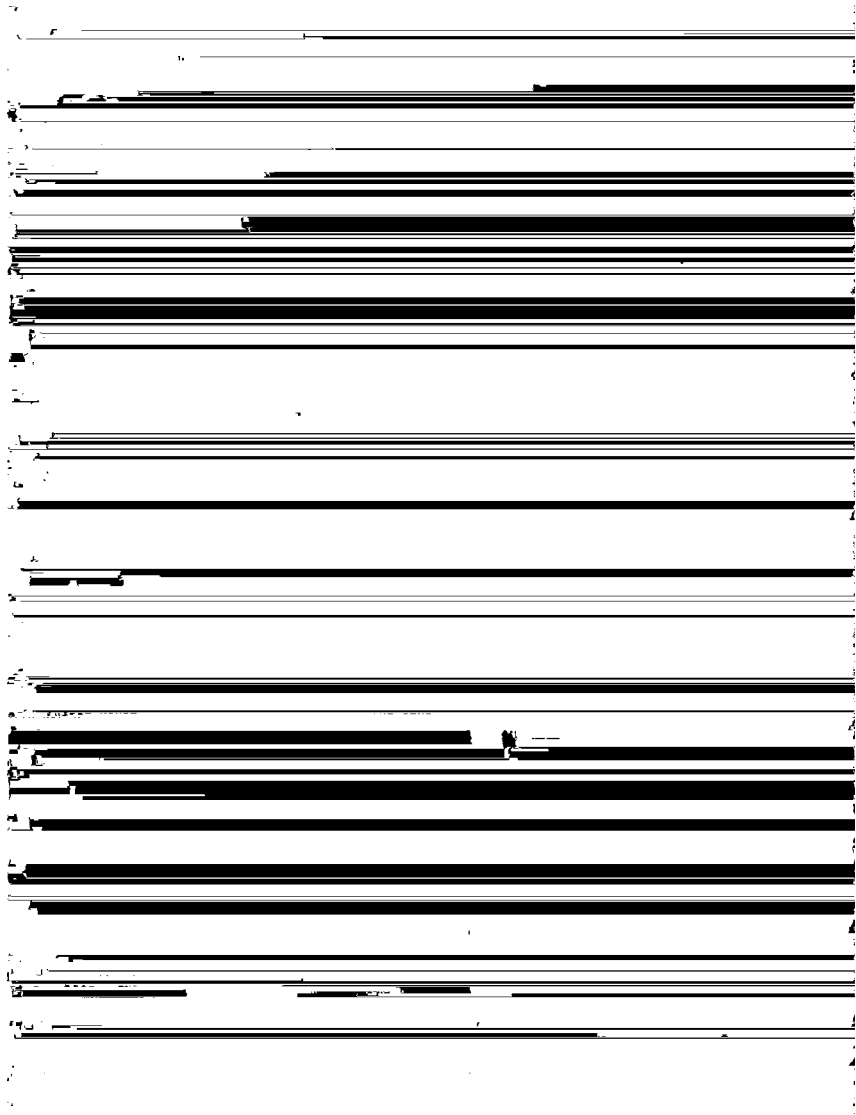
[REDACTED]

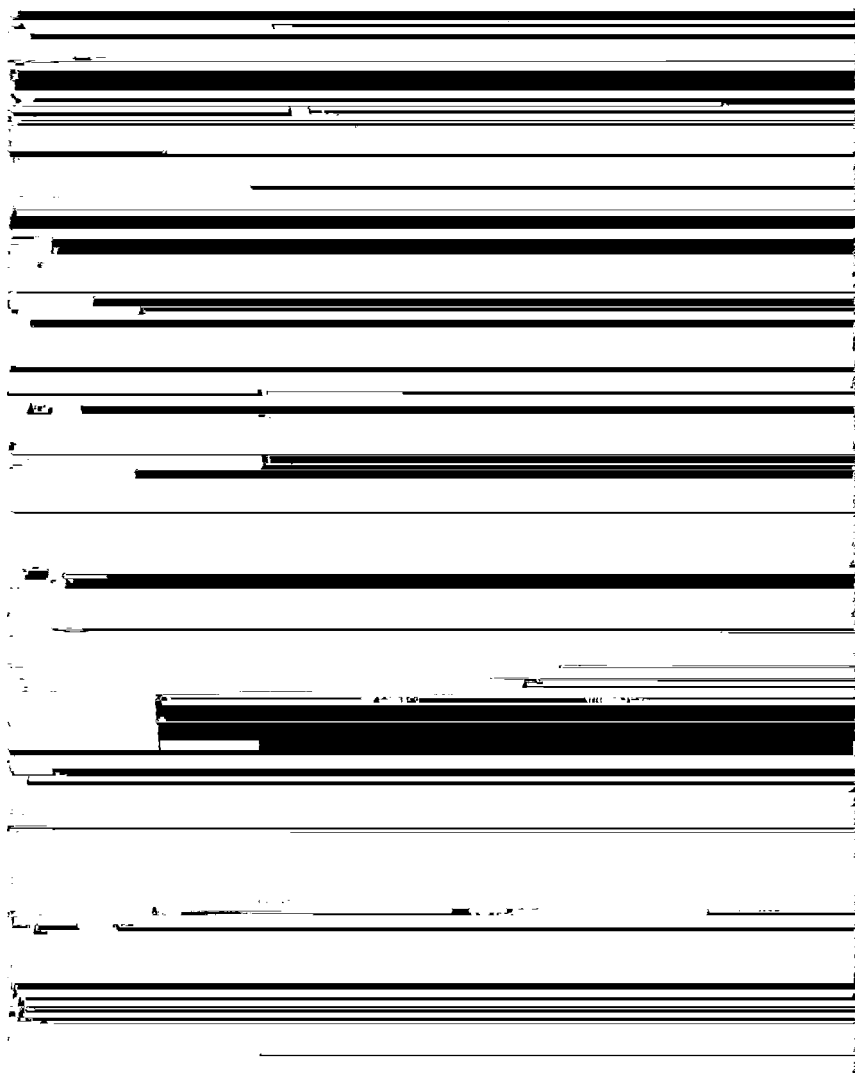
[REDACTED]

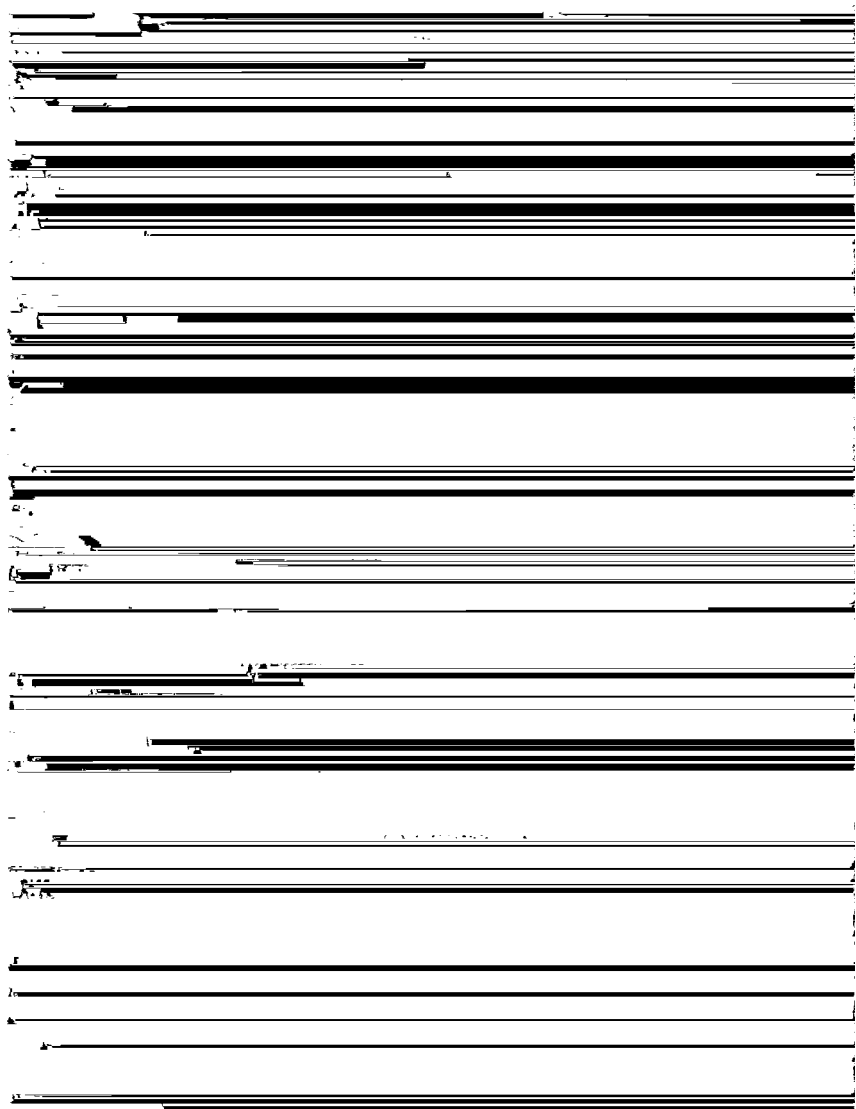
[REDACTED]

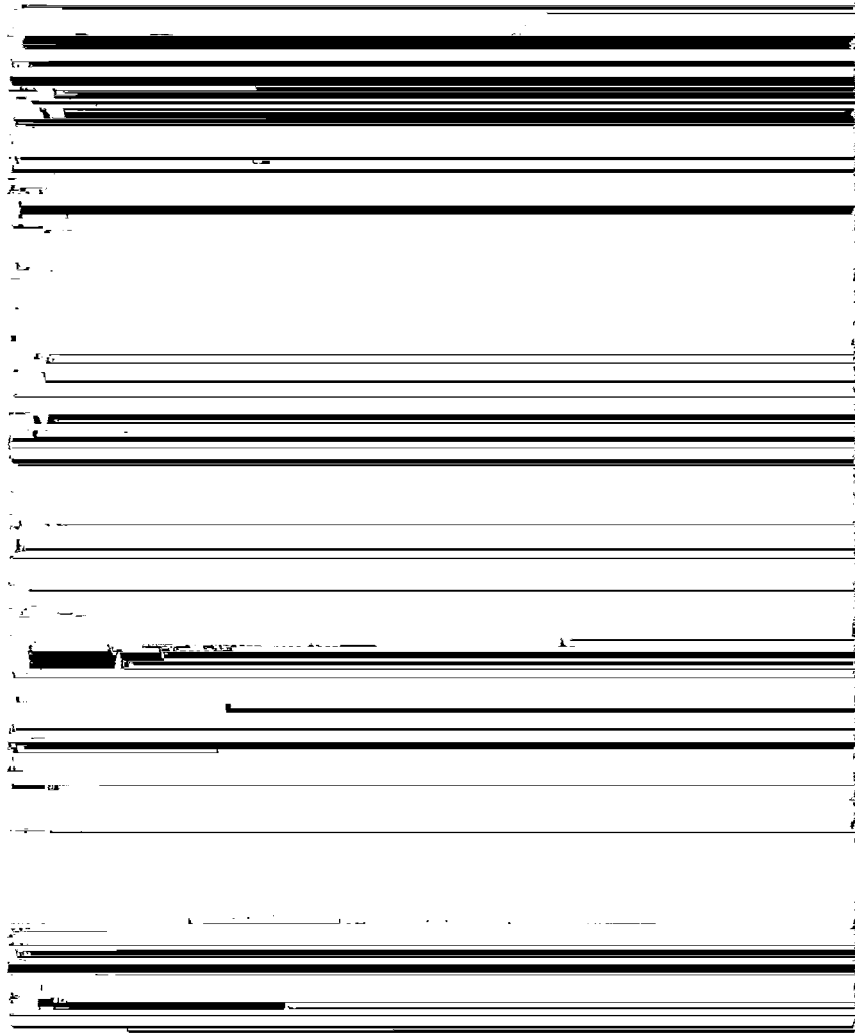
[REDACTED]

[REDACTED]



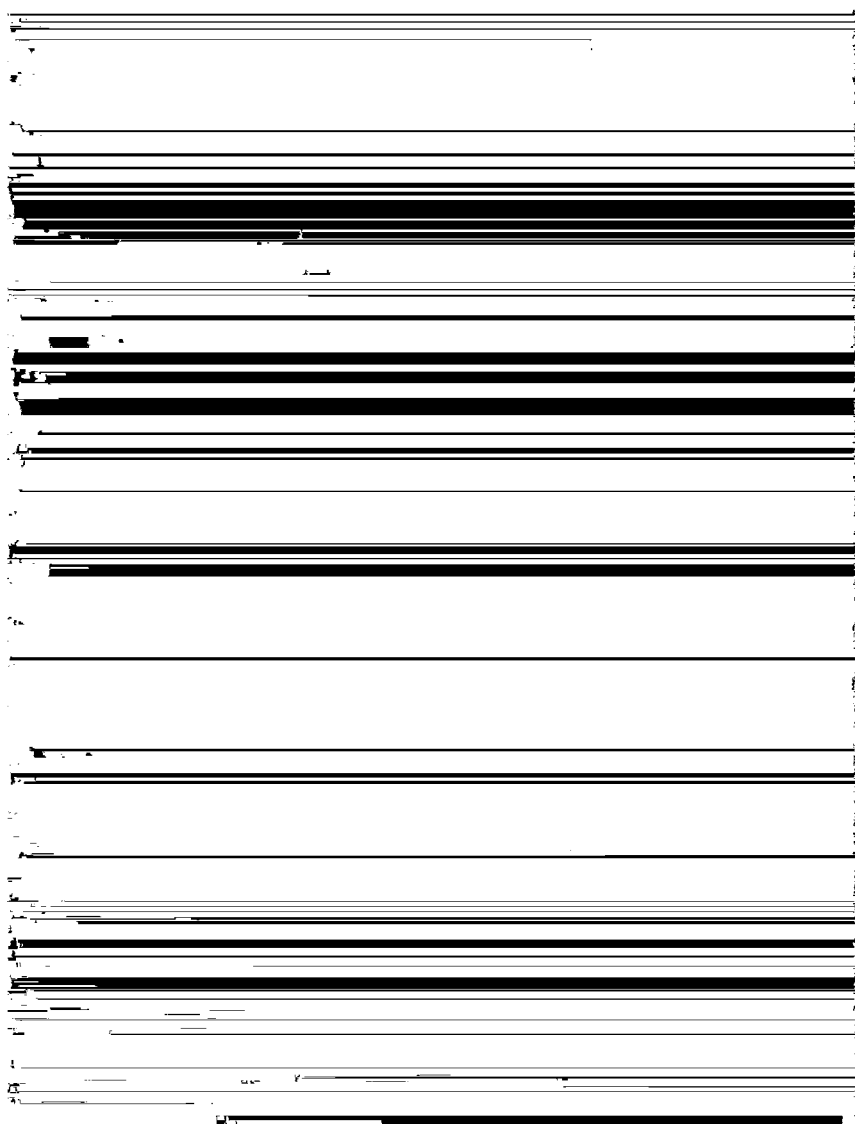


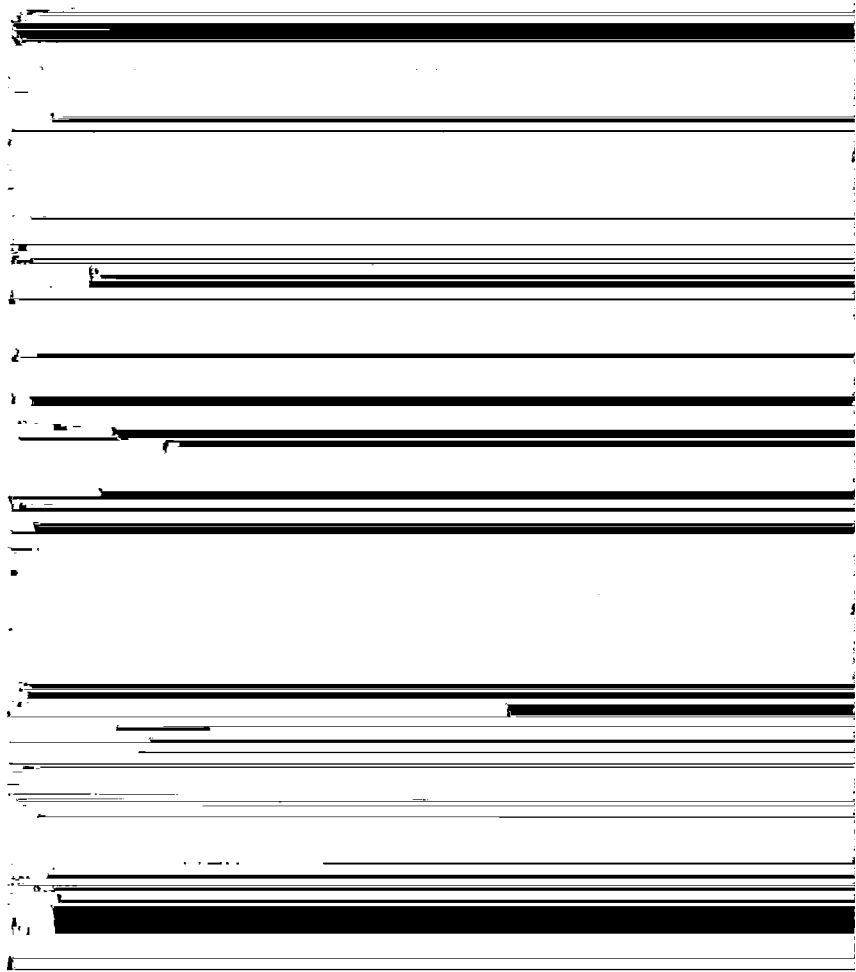


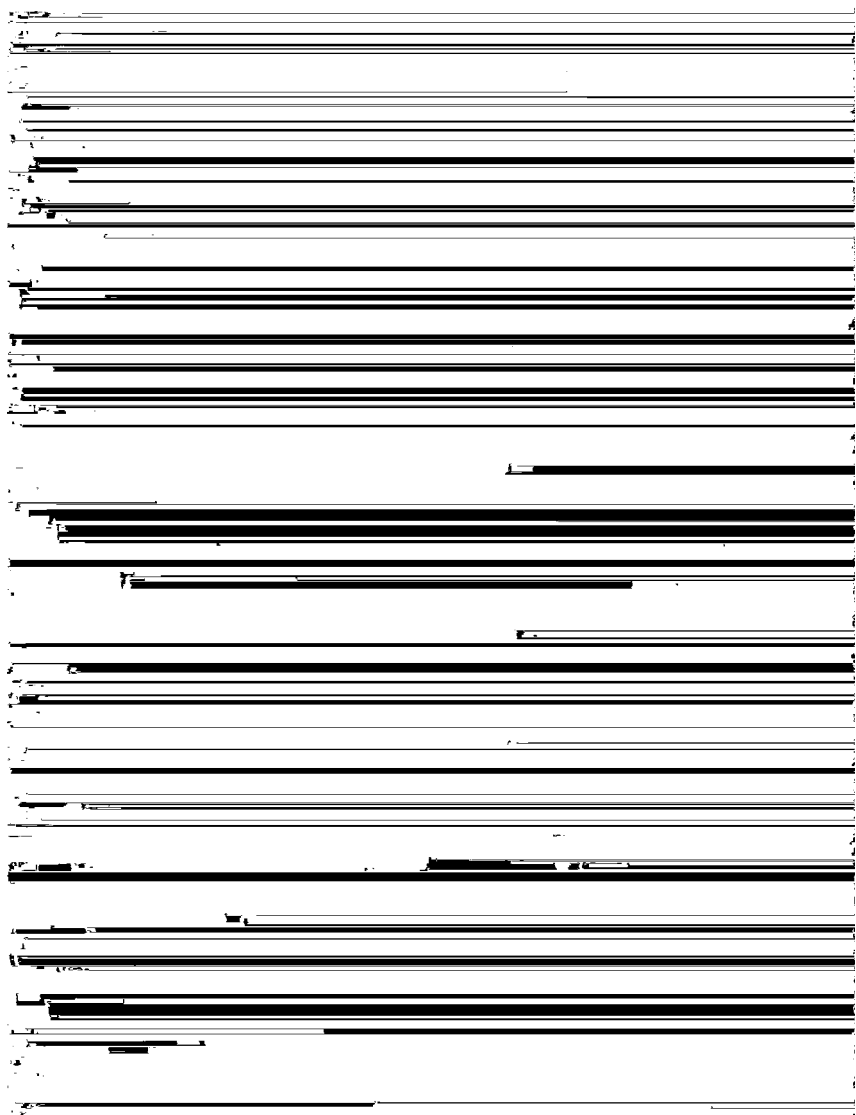


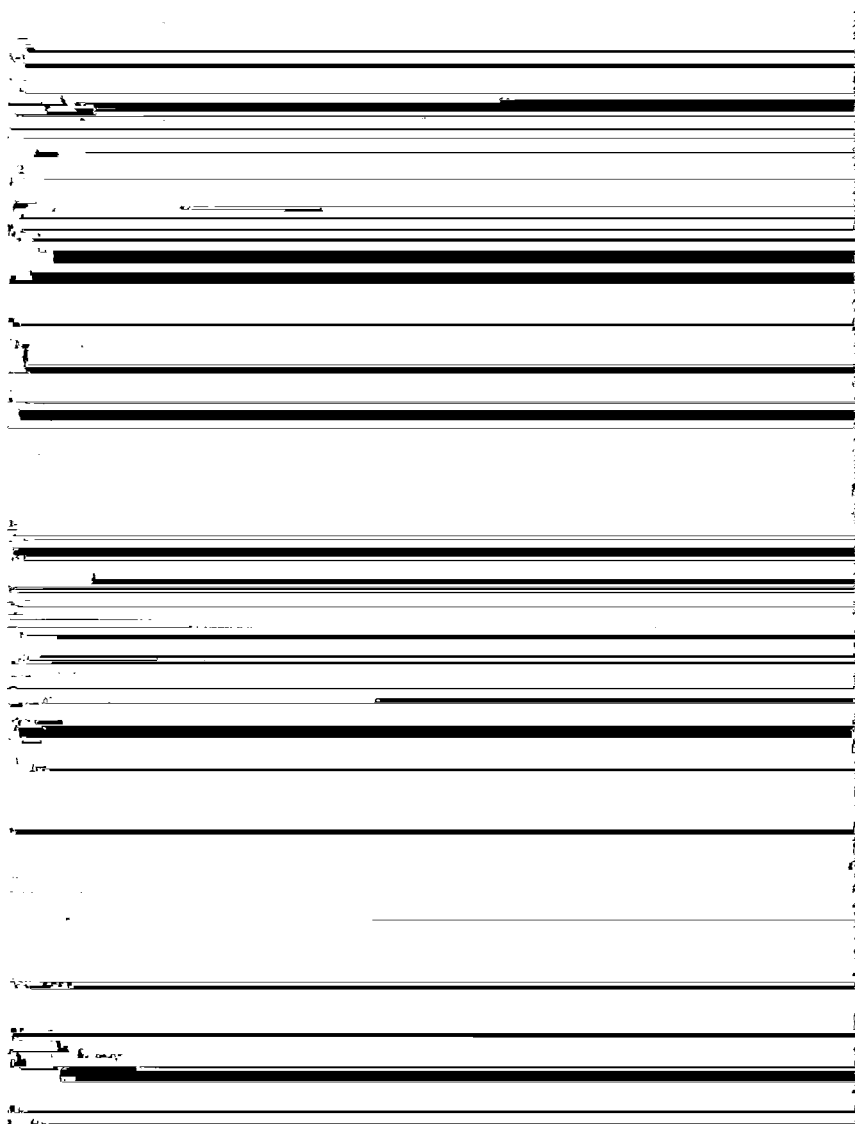


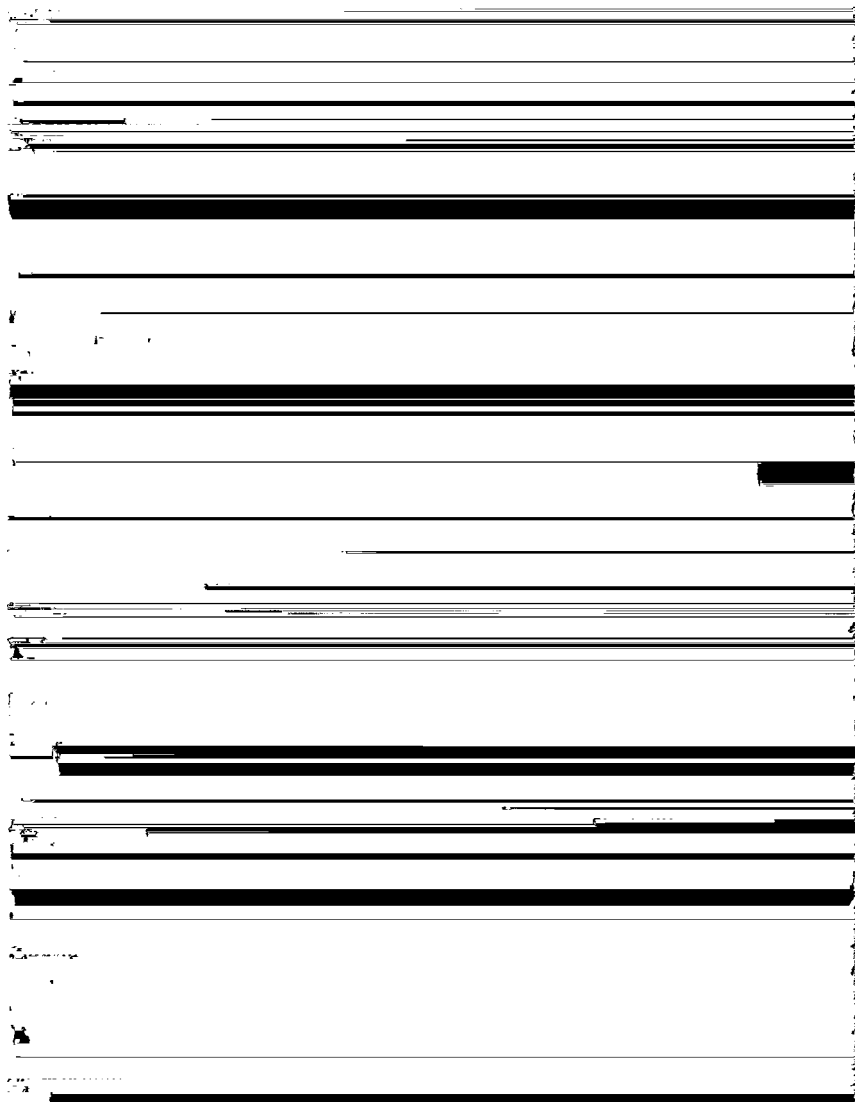




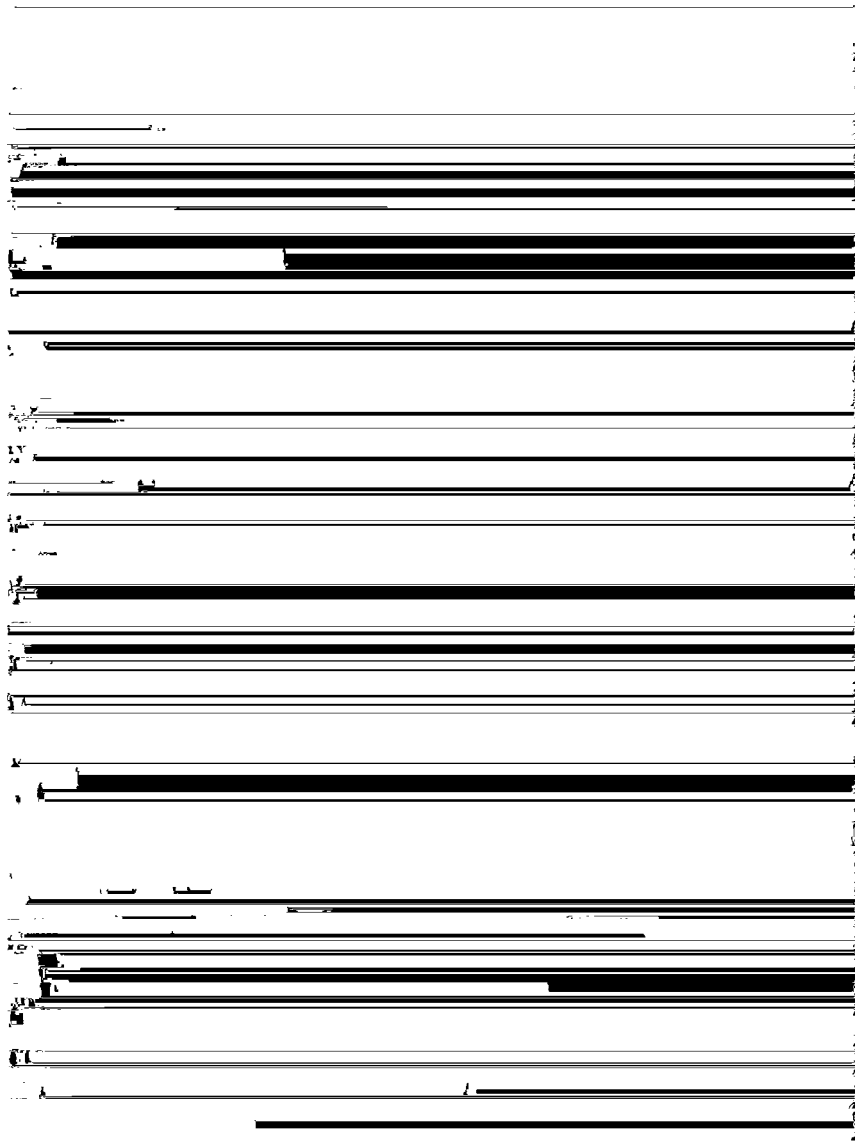


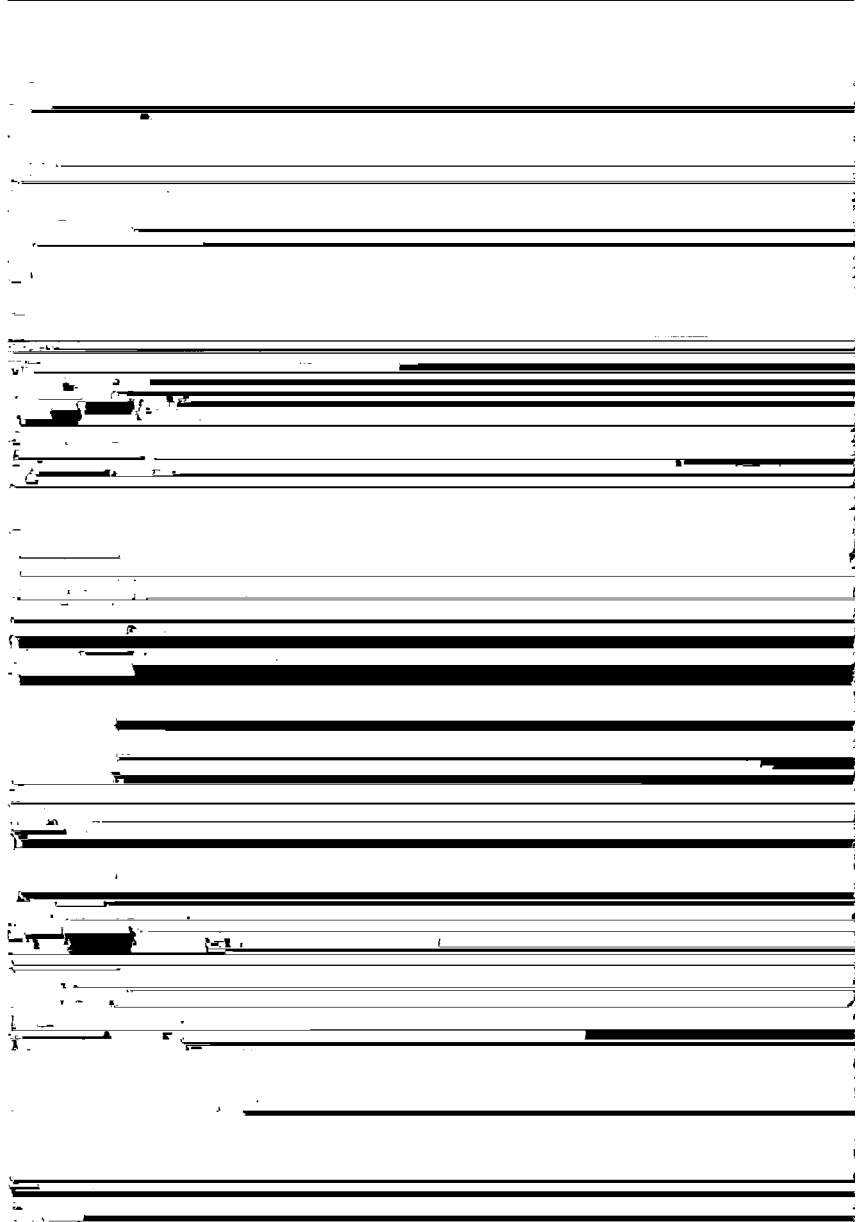


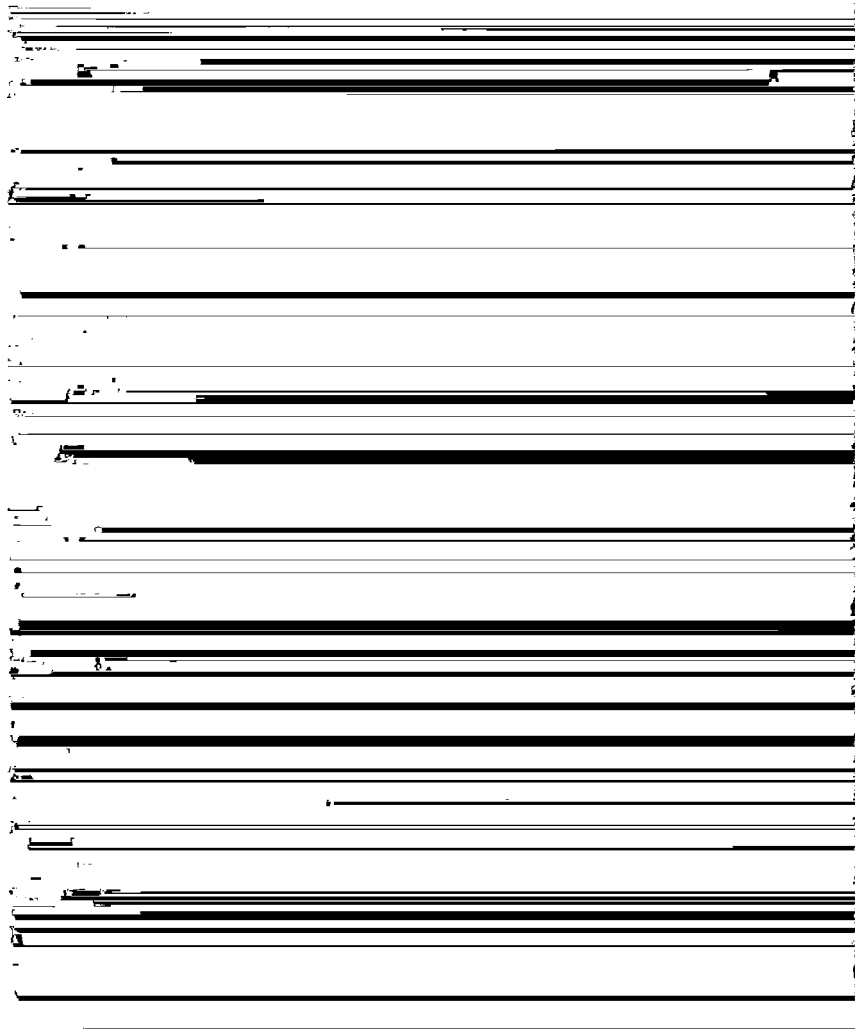




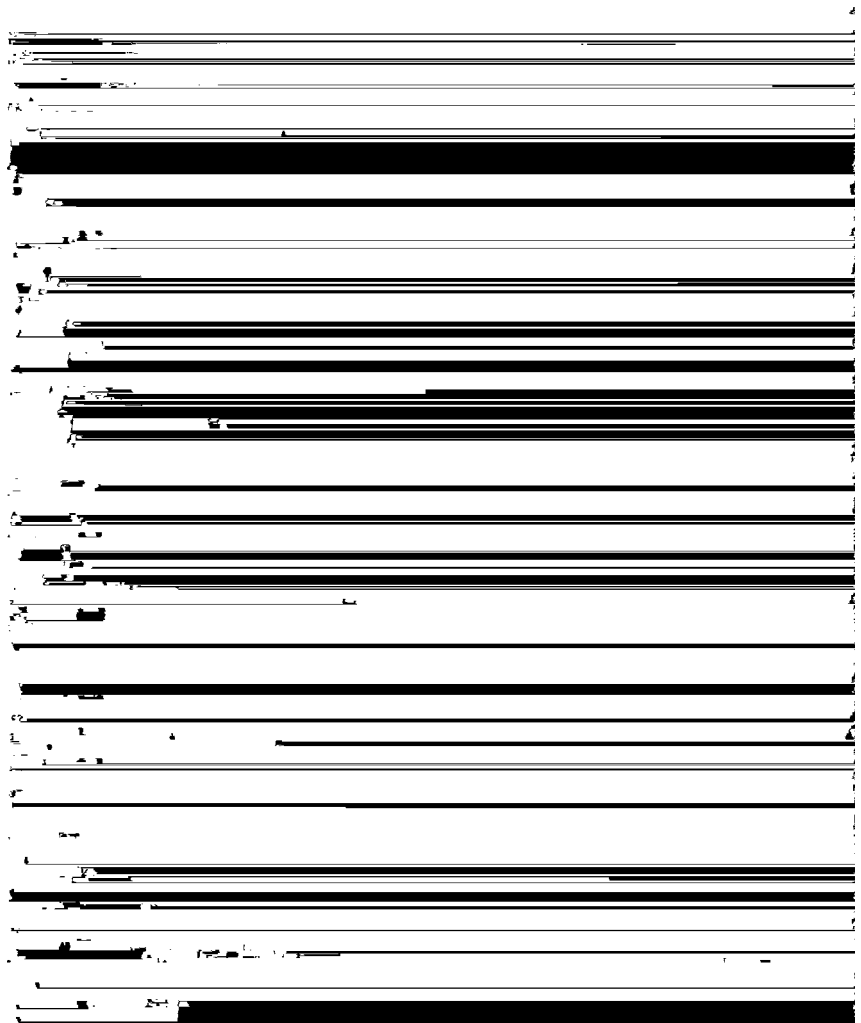
The image shows a table with multiple rows and columns. The table is mostly empty, with several rows completely redacted by thick black horizontal bars. The redacted rows are located at approximately the 10%, 25%, 45%, 55%, and 75% marks of the page's vertical space. The visible rows are mostly blank, with some faint horizontal lines suggesting a grid structure. The overall appearance is that of a document where specific data points have been obscured for security or privacy reasons.

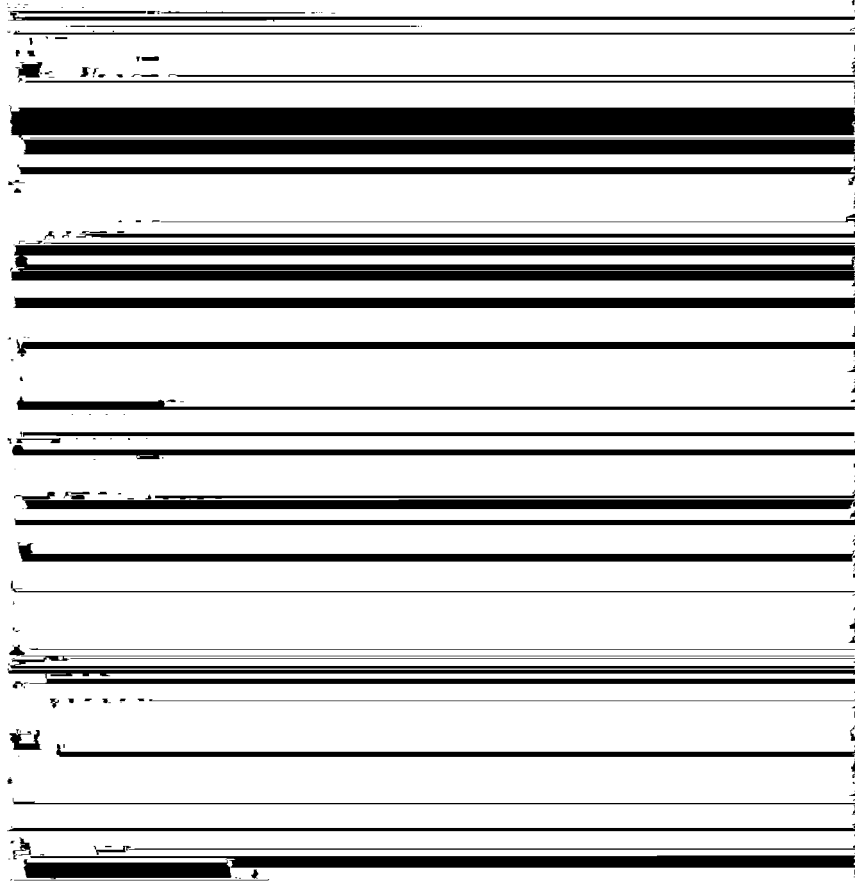




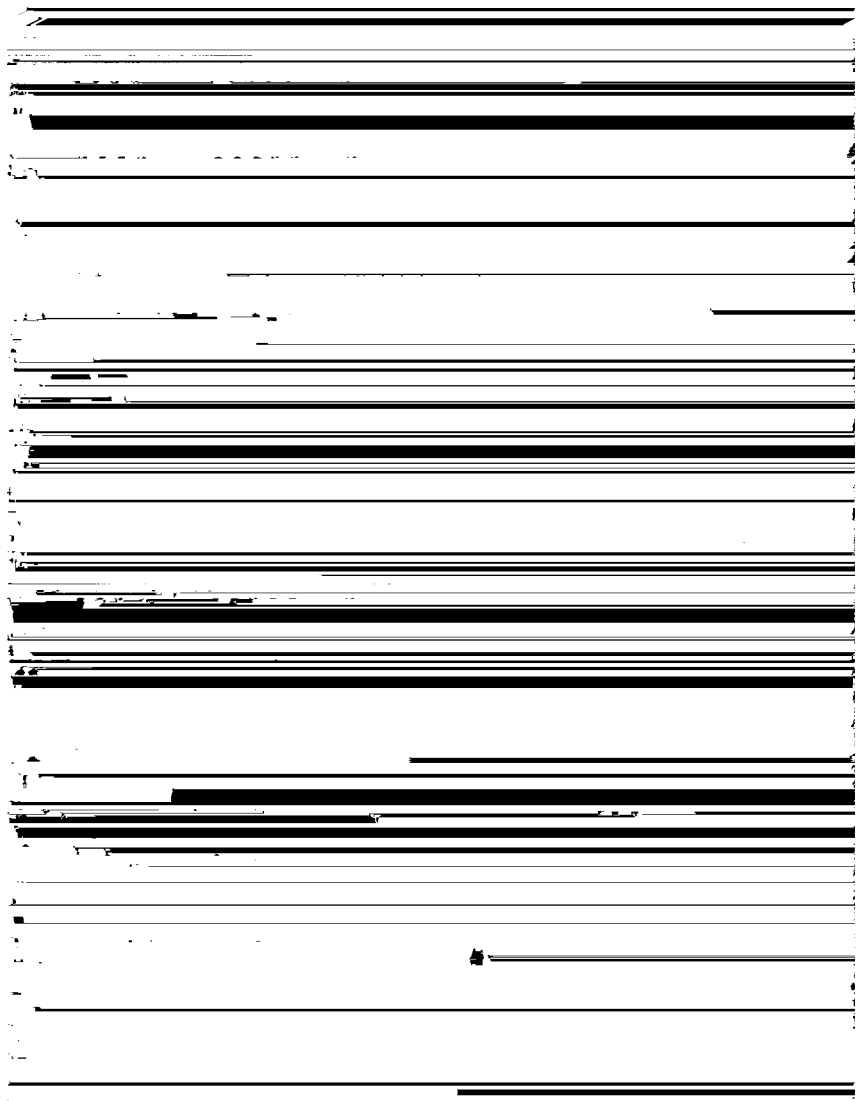


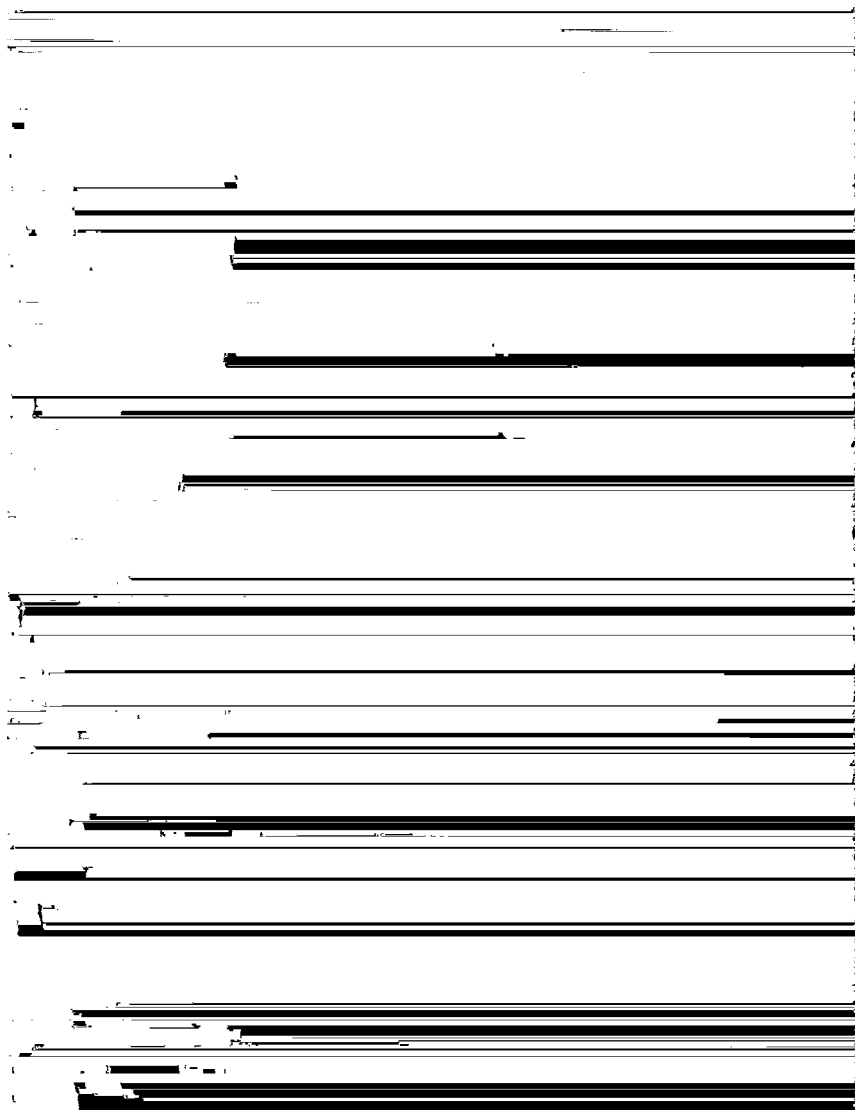












[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

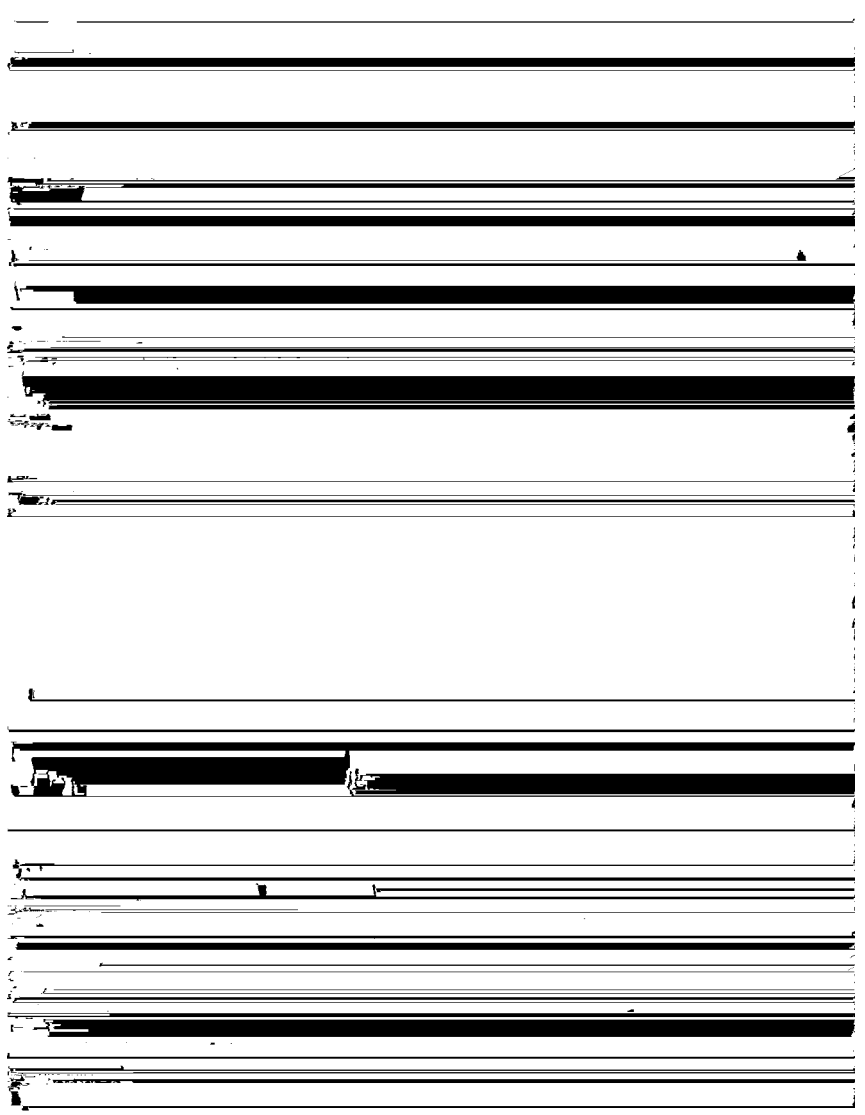
[Redacted]

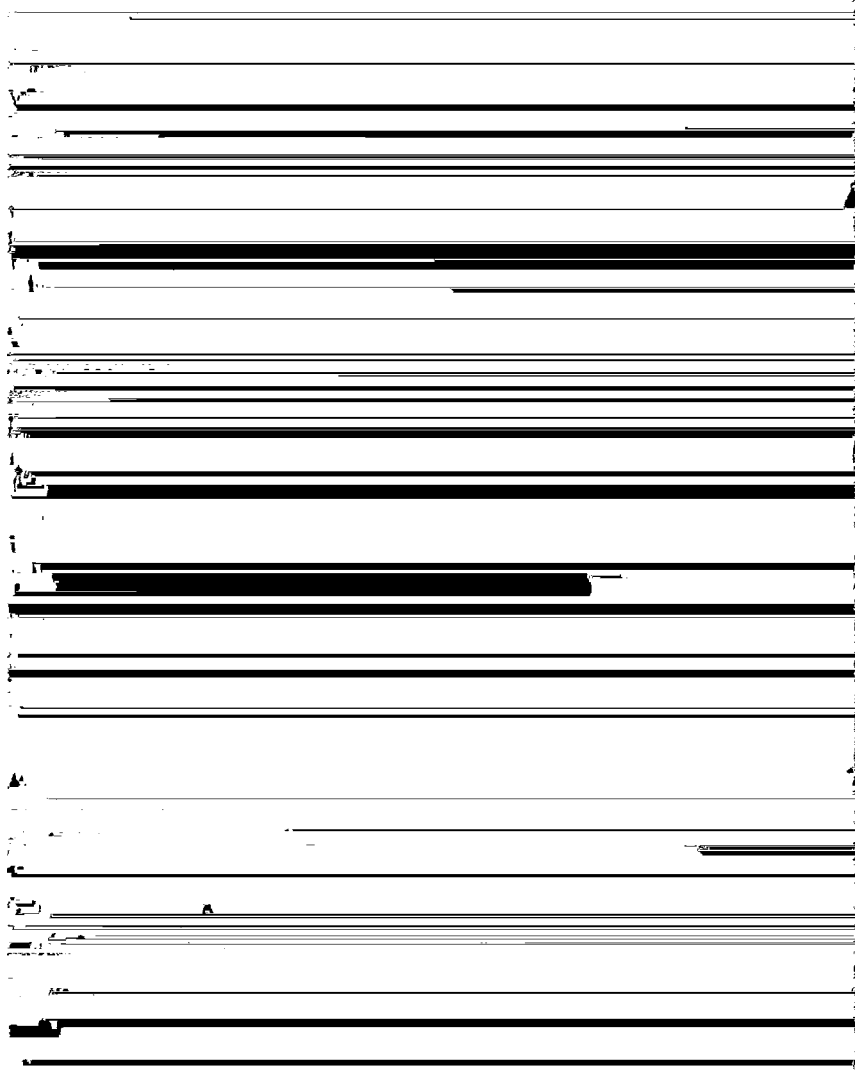
[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]



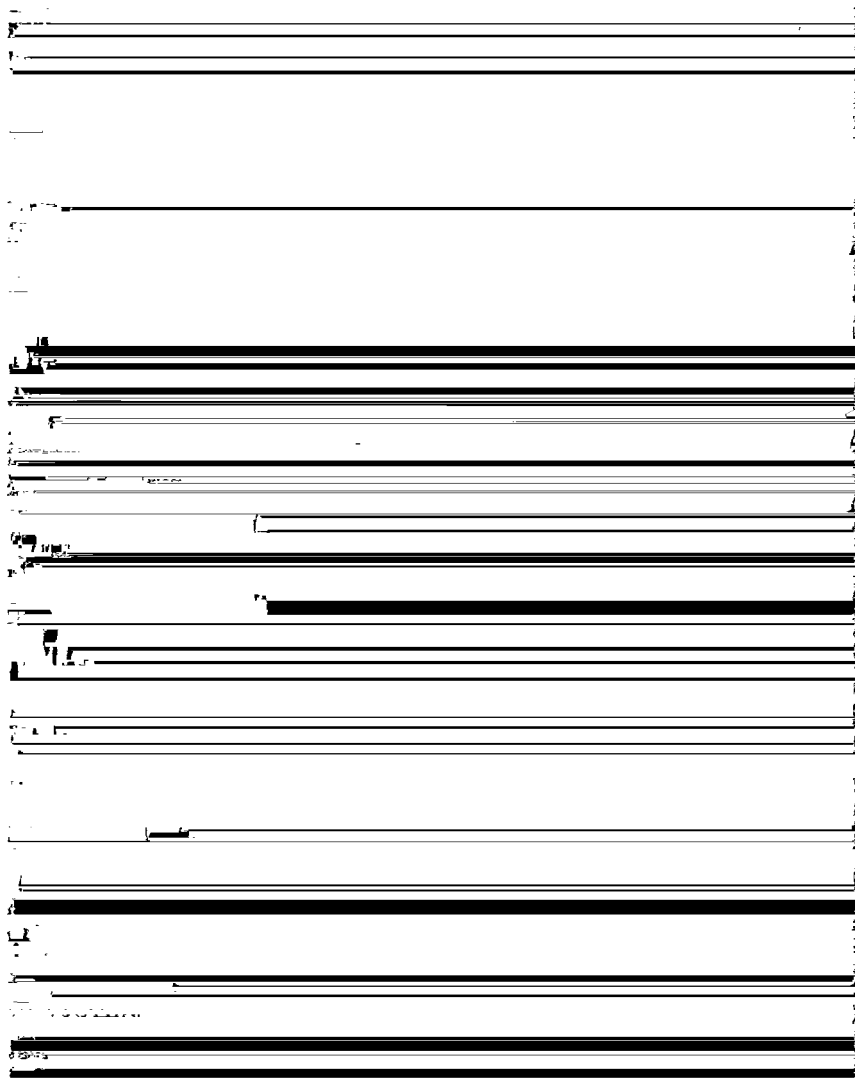


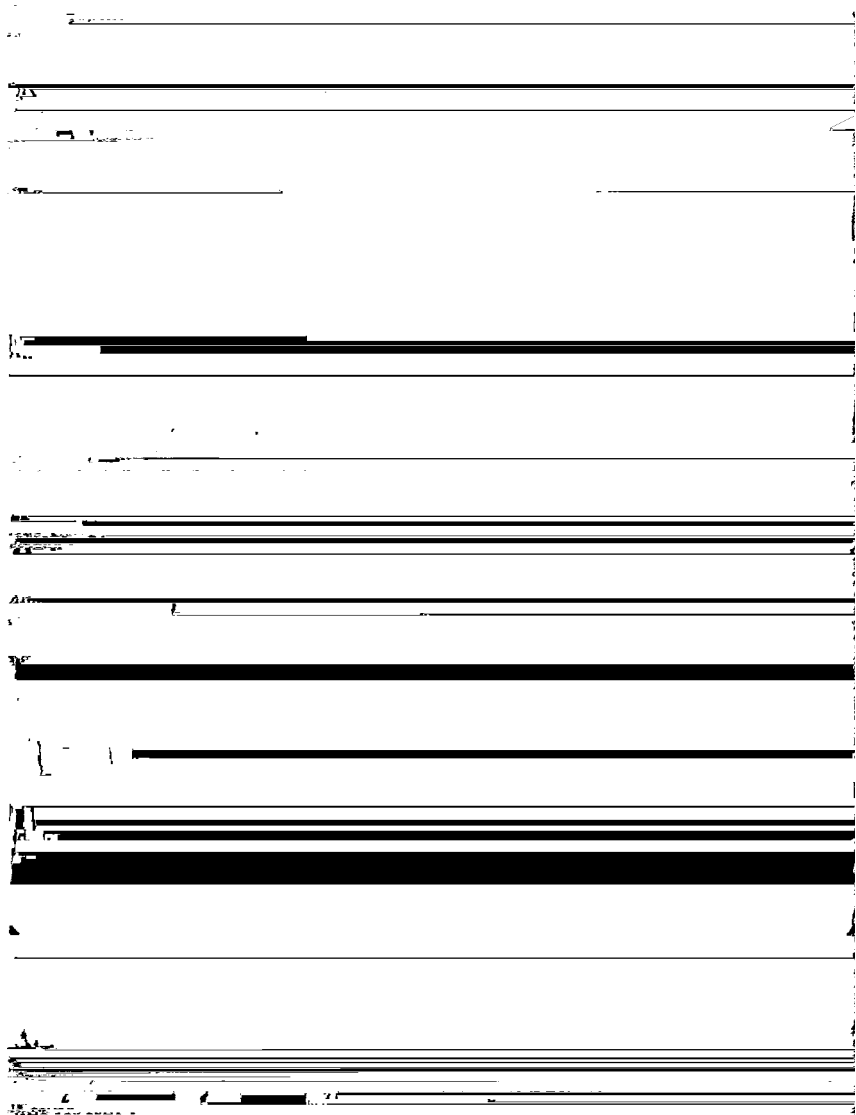
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]





[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

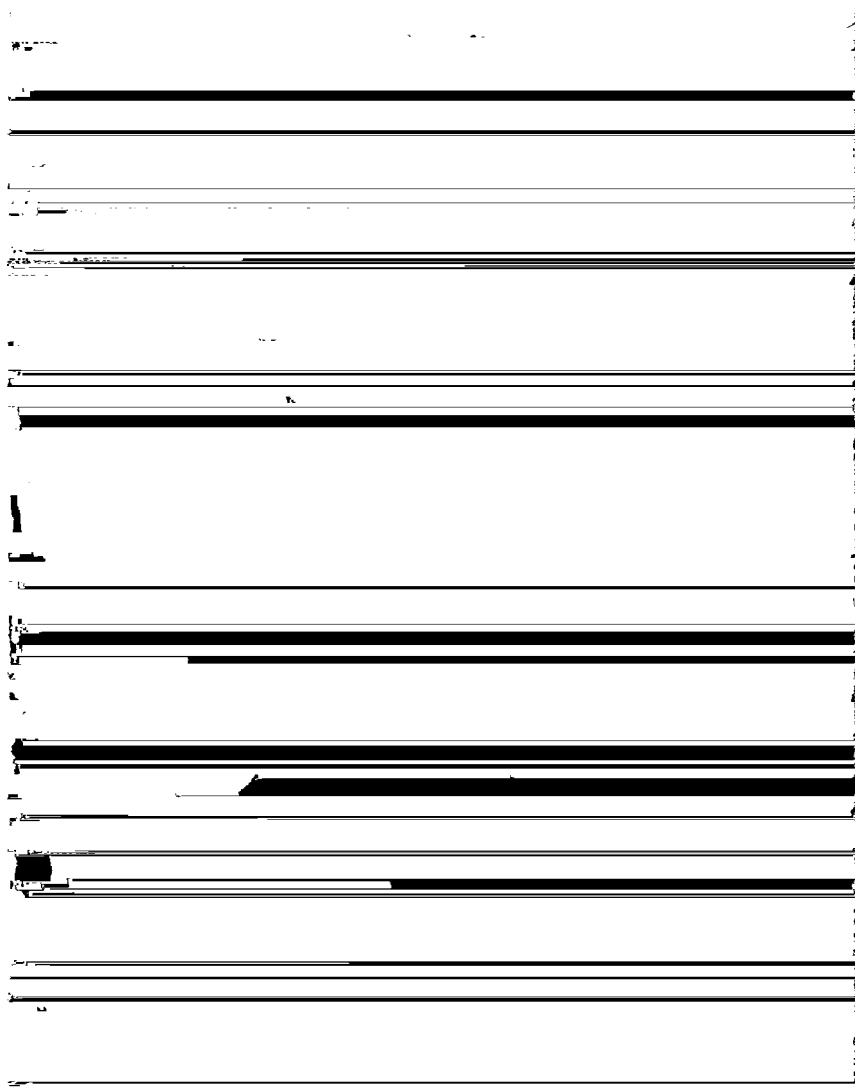
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

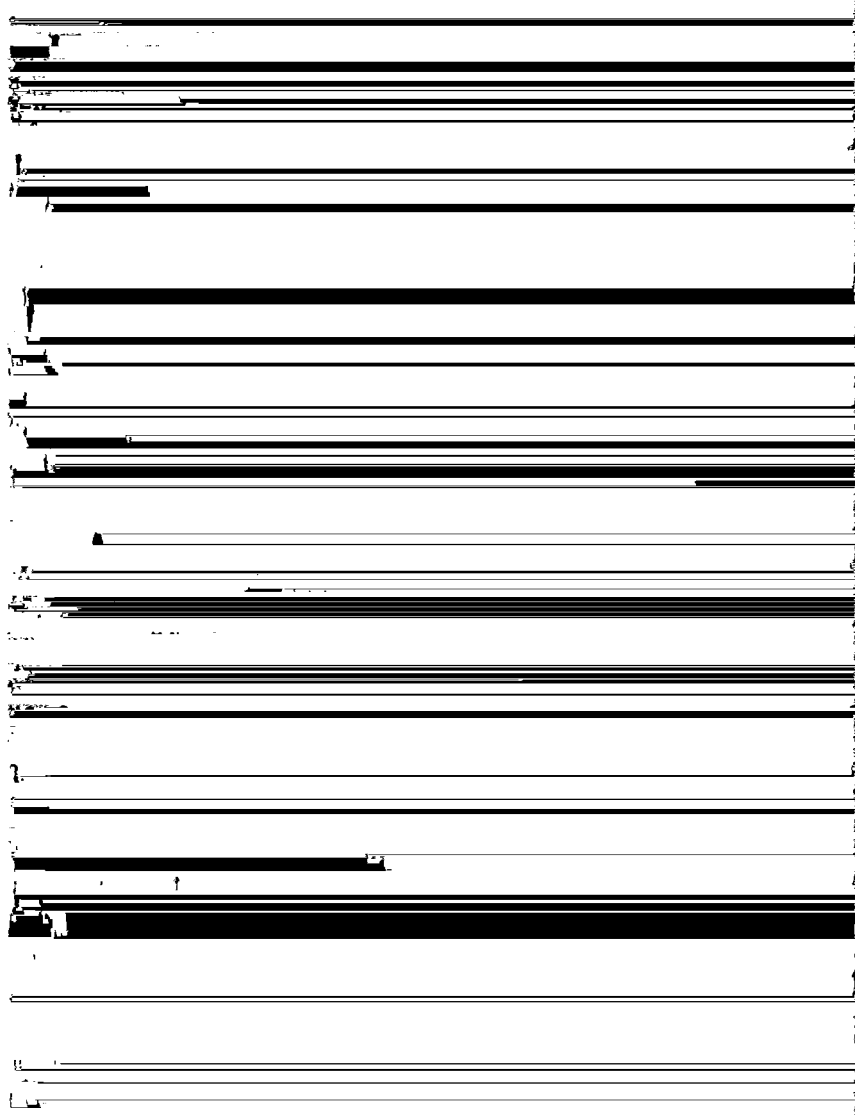
[REDACTED]

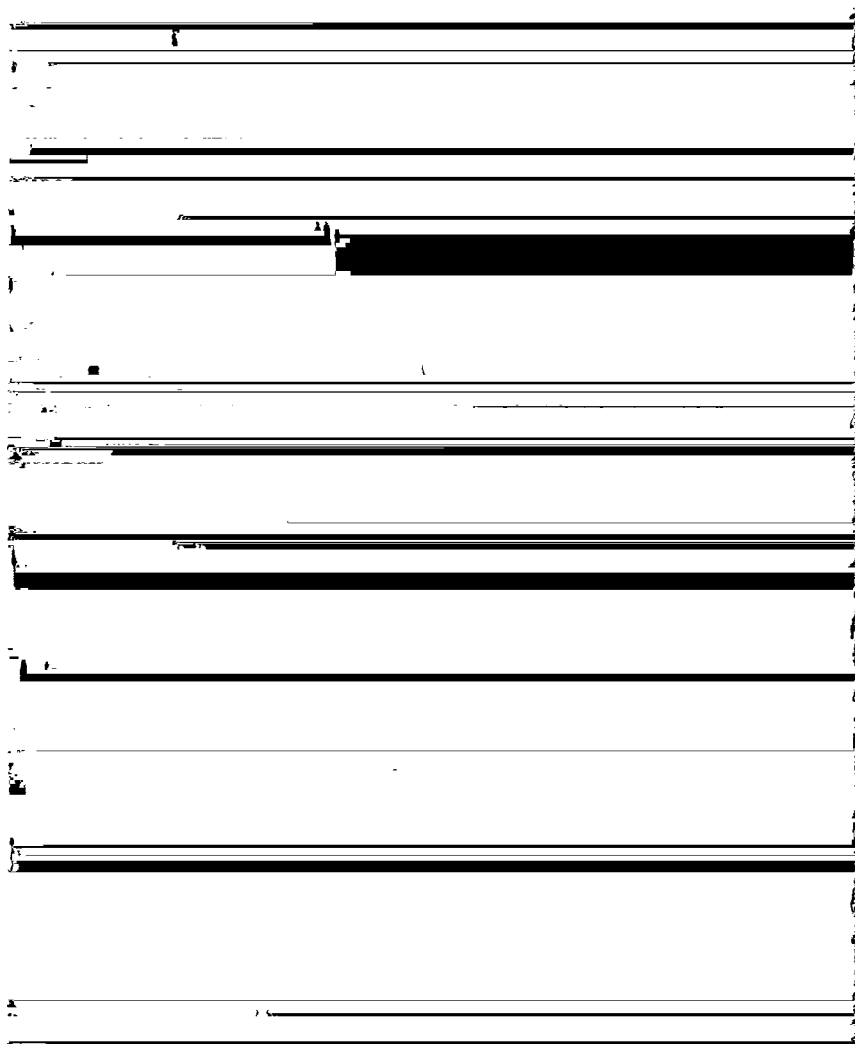
[REDACTED]

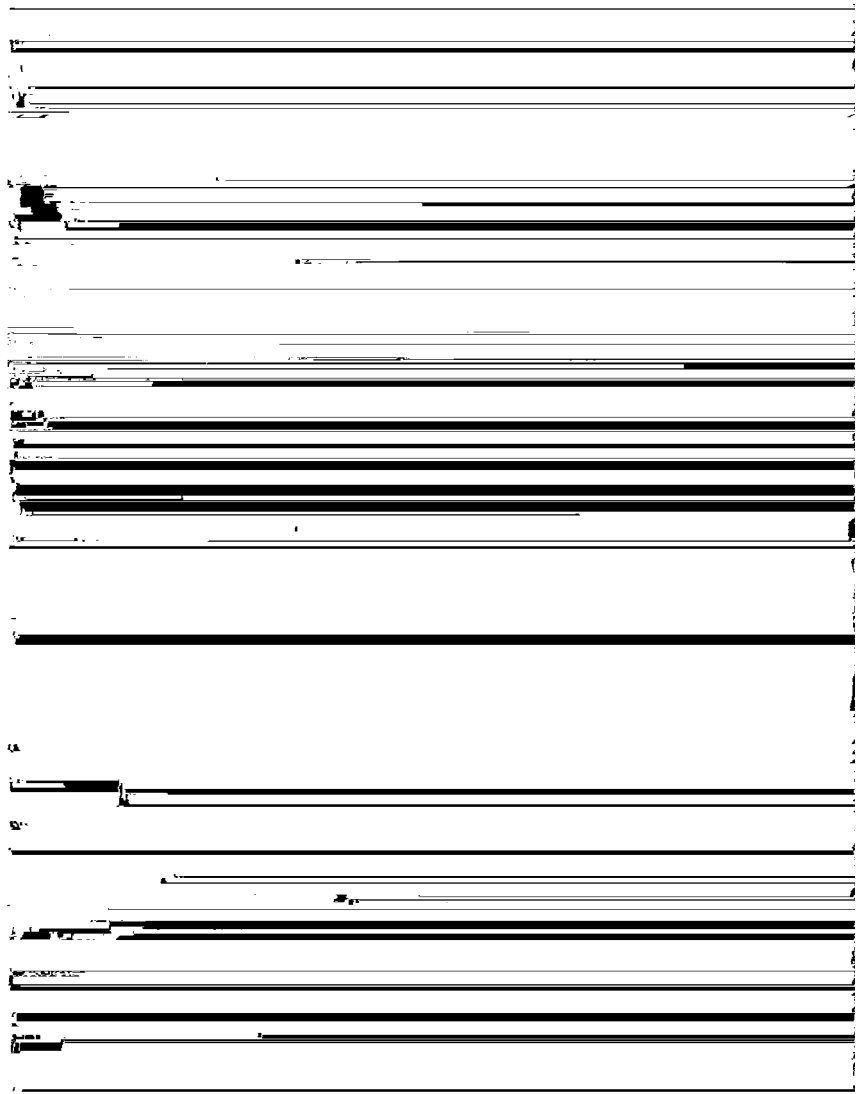
[REDACTED]

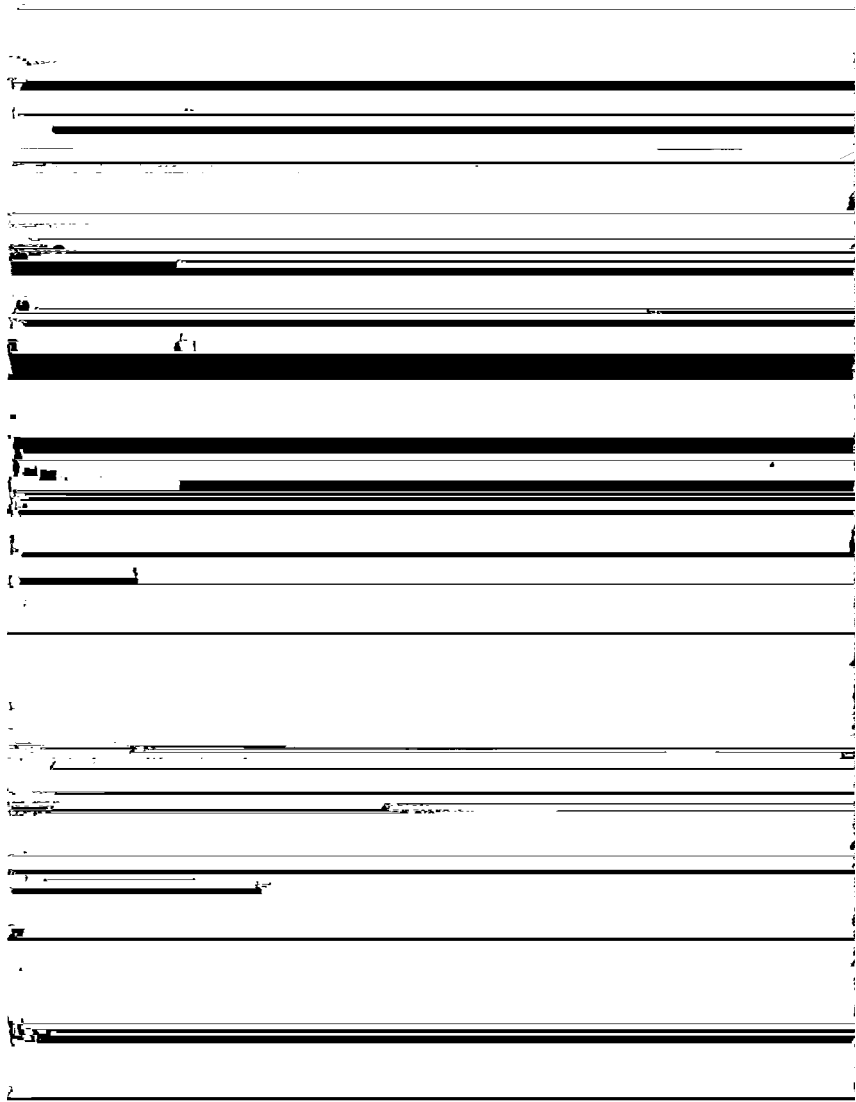
[REDACTED]

[REDACTED]





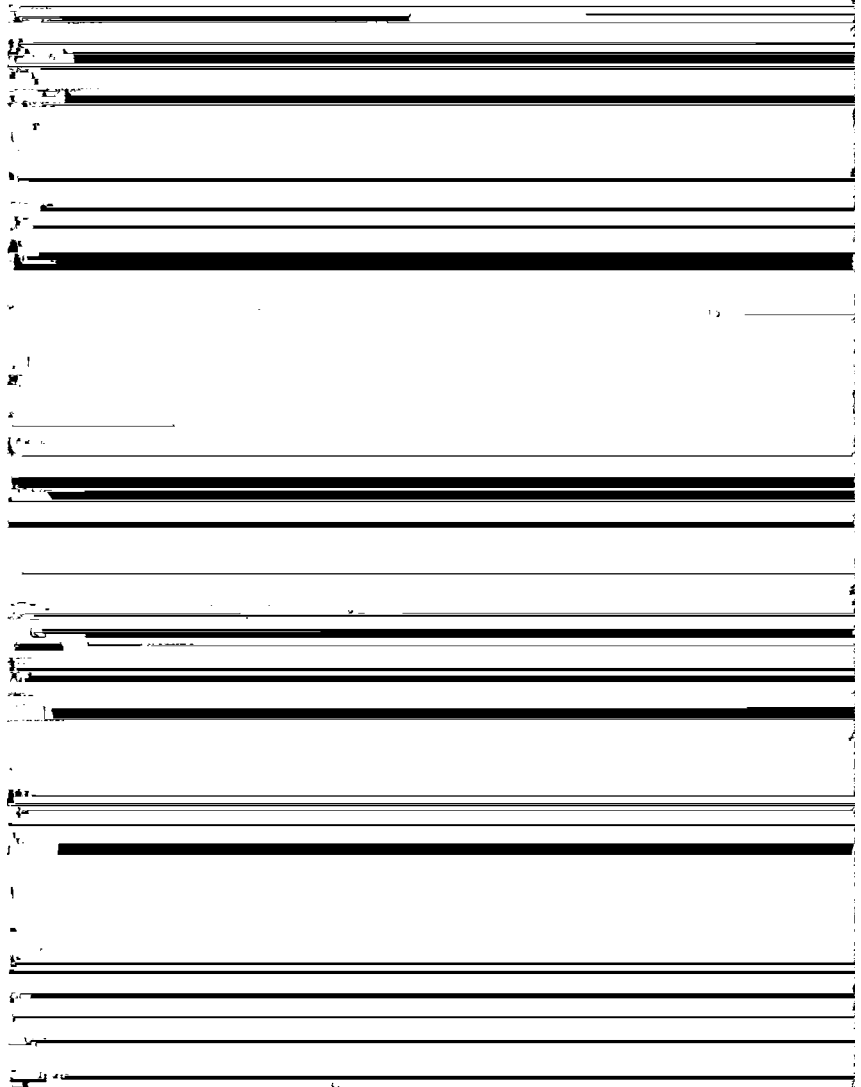




[REDACTED]

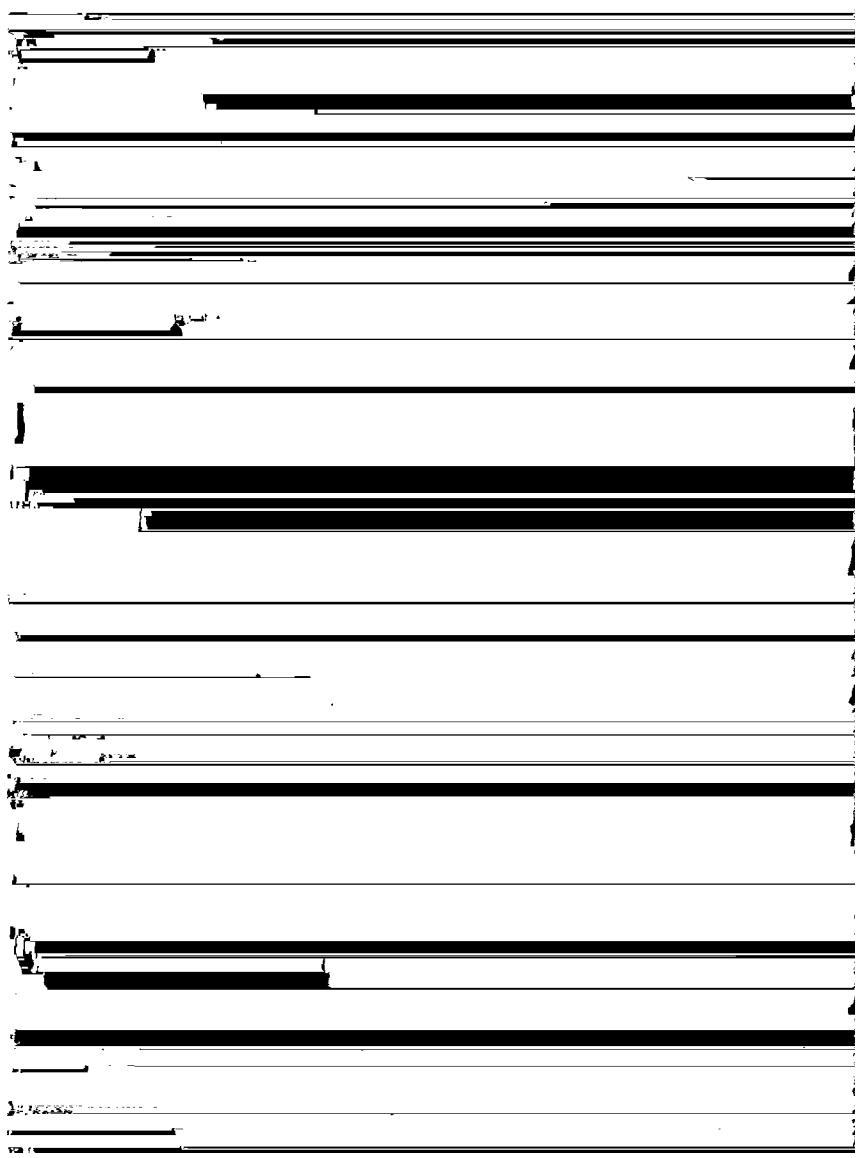
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

The image shows a document page with a table structure. The table has approximately 15 rows and 2 columns. The content within the table cells is almost completely obscured by thick, solid black horizontal bars. Only the faint outlines of the table's grid lines and some ghosting of text are visible. The top of the page contains the identifiers 'PL 10064-A' and '116/562'.



ANNEXE 1C

[REDACTED]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

LET

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

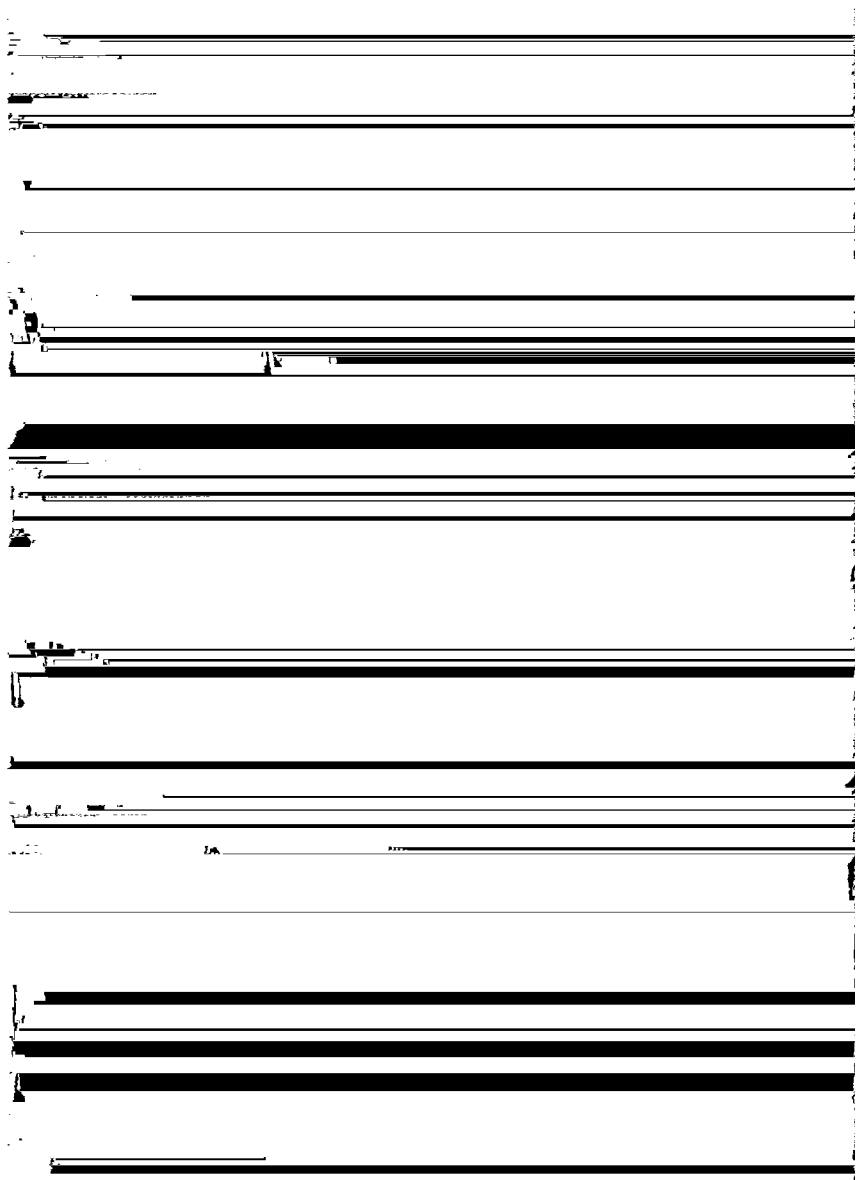
LET

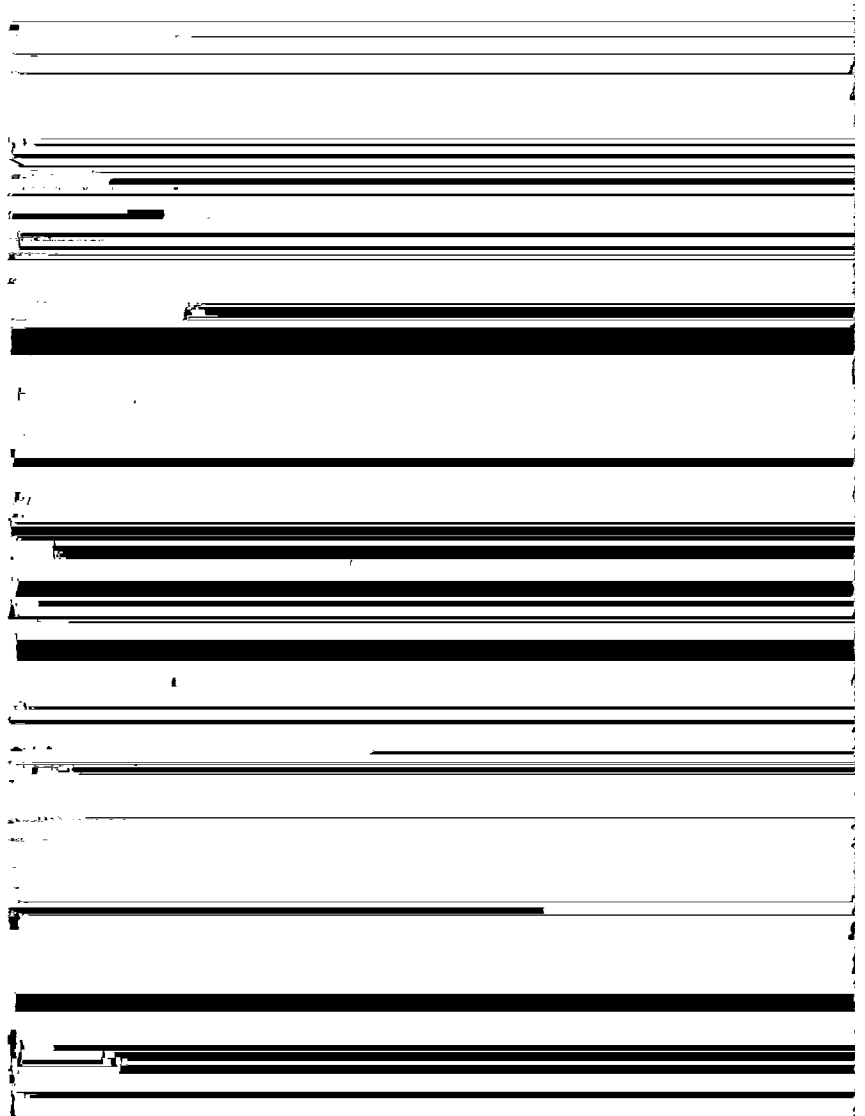
[REDACTED]

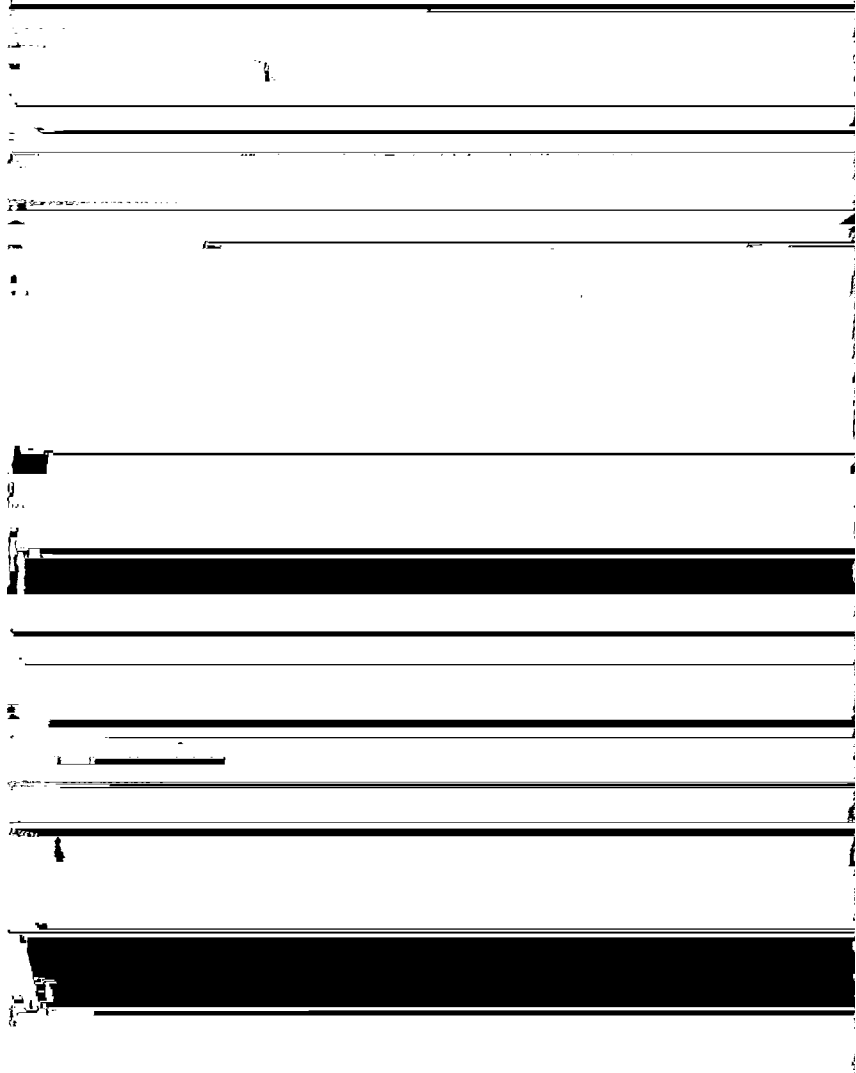
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]







[REDACTED]

[REDACTED]

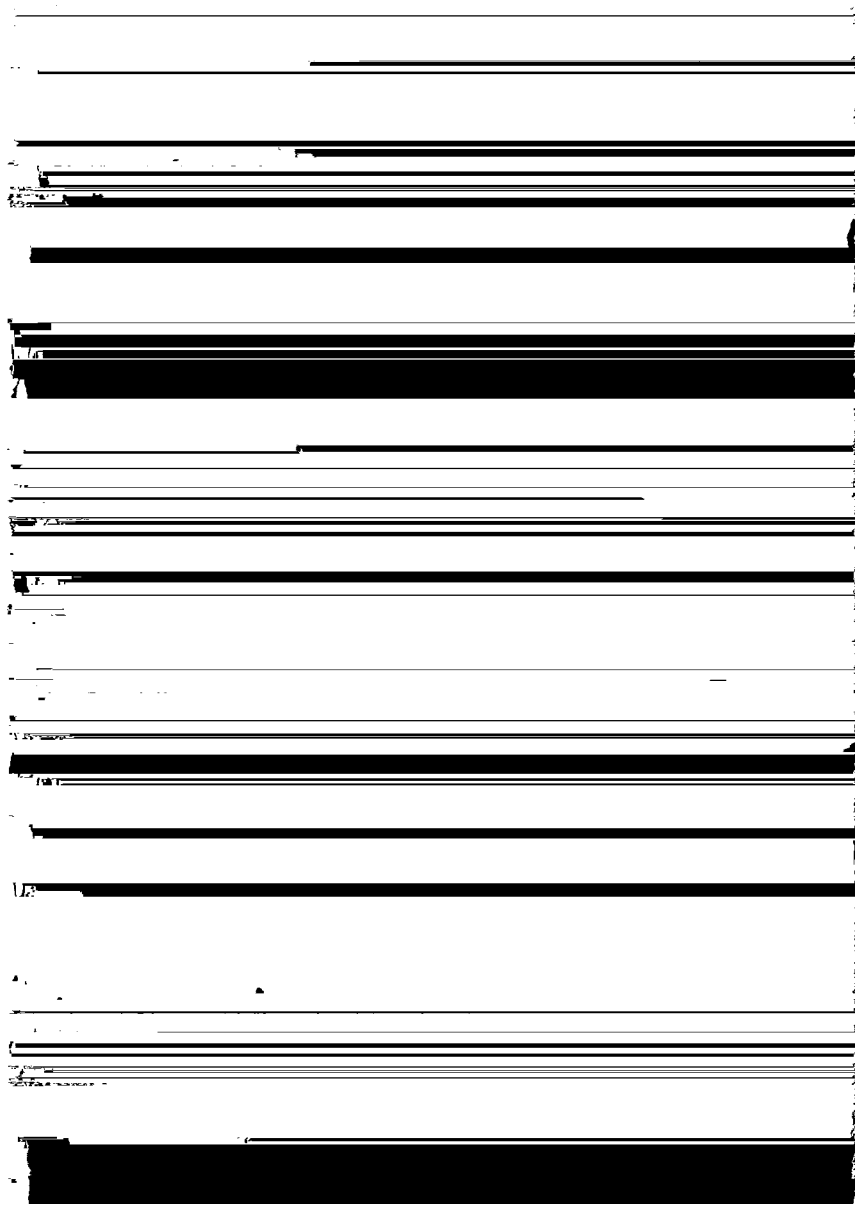
[REDACTED]

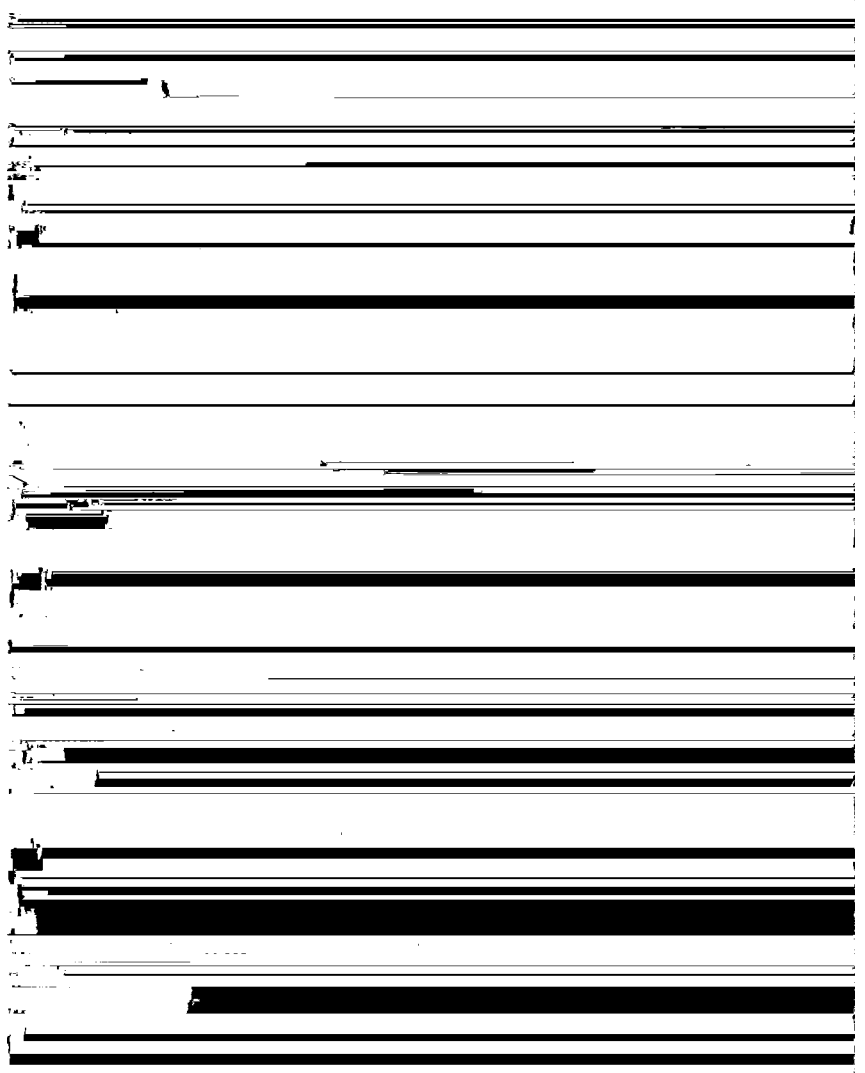
[REDACTED]

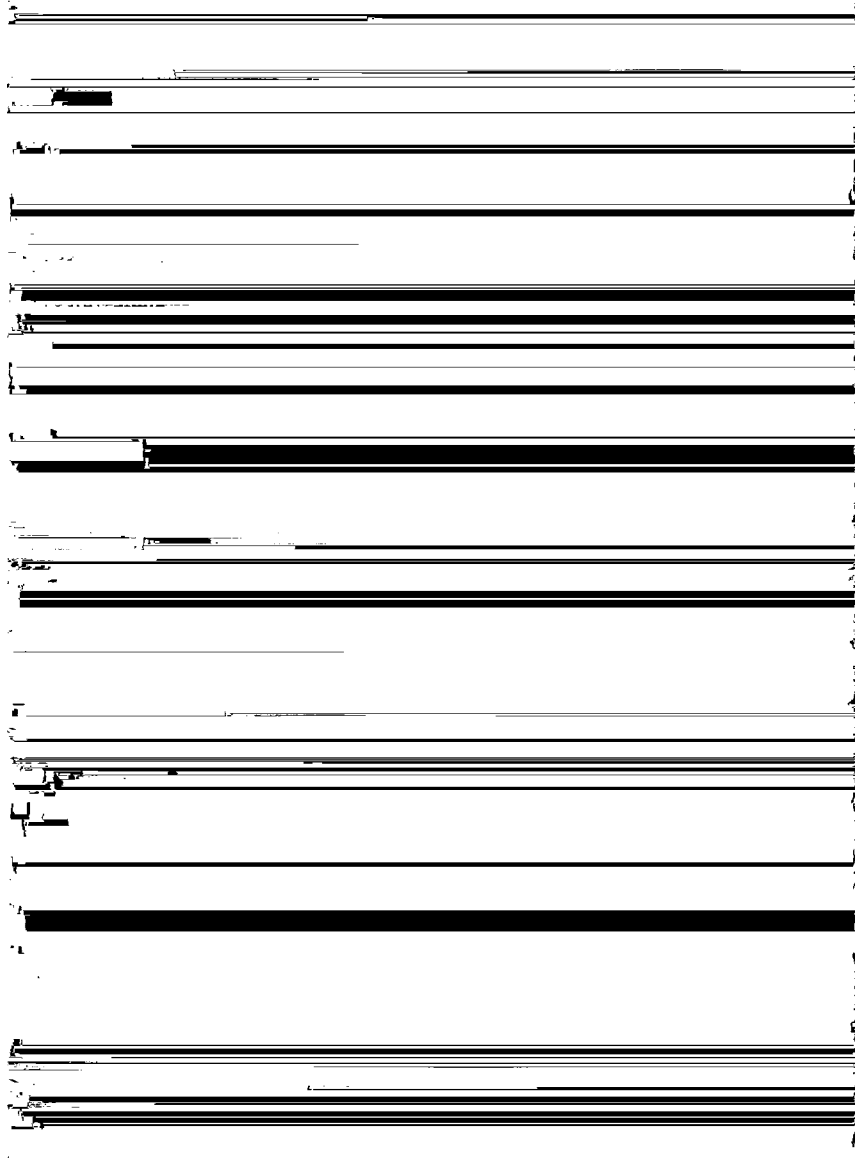
[REDACTED]

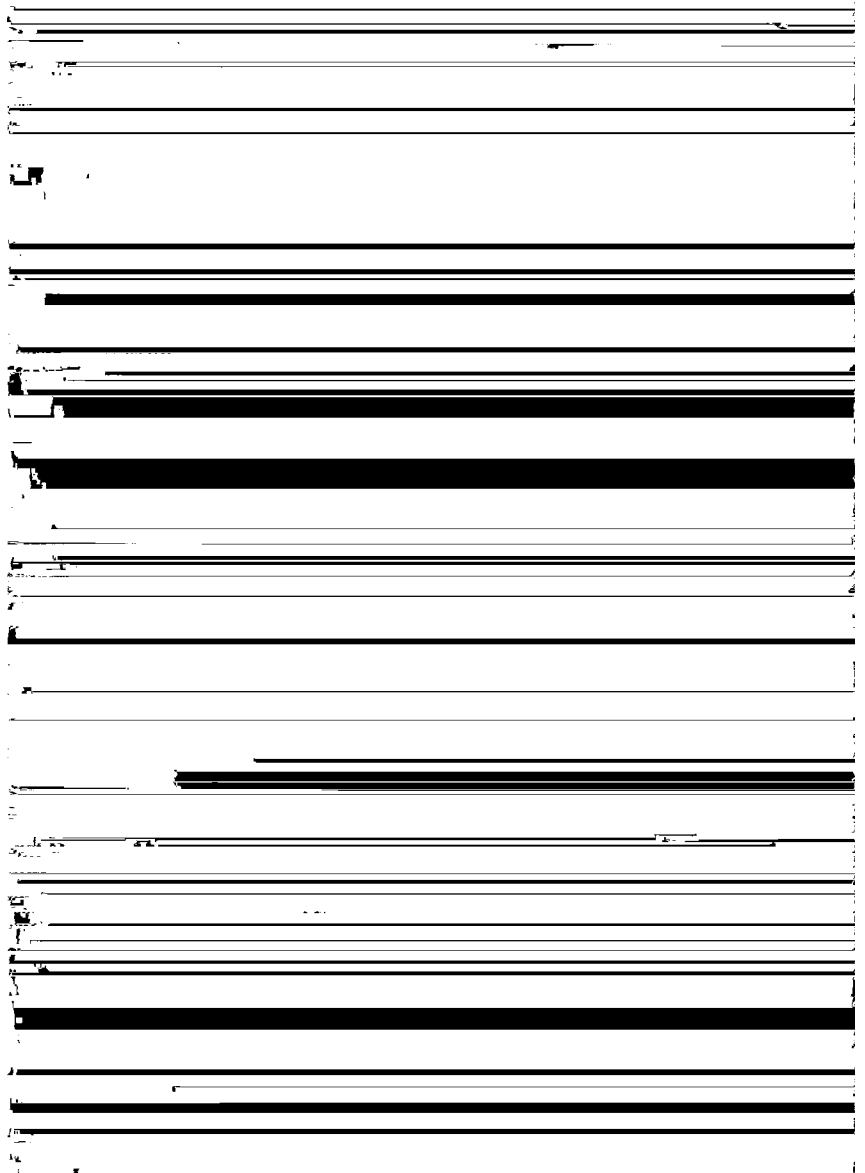
[REDACTED]

[REDACTED]

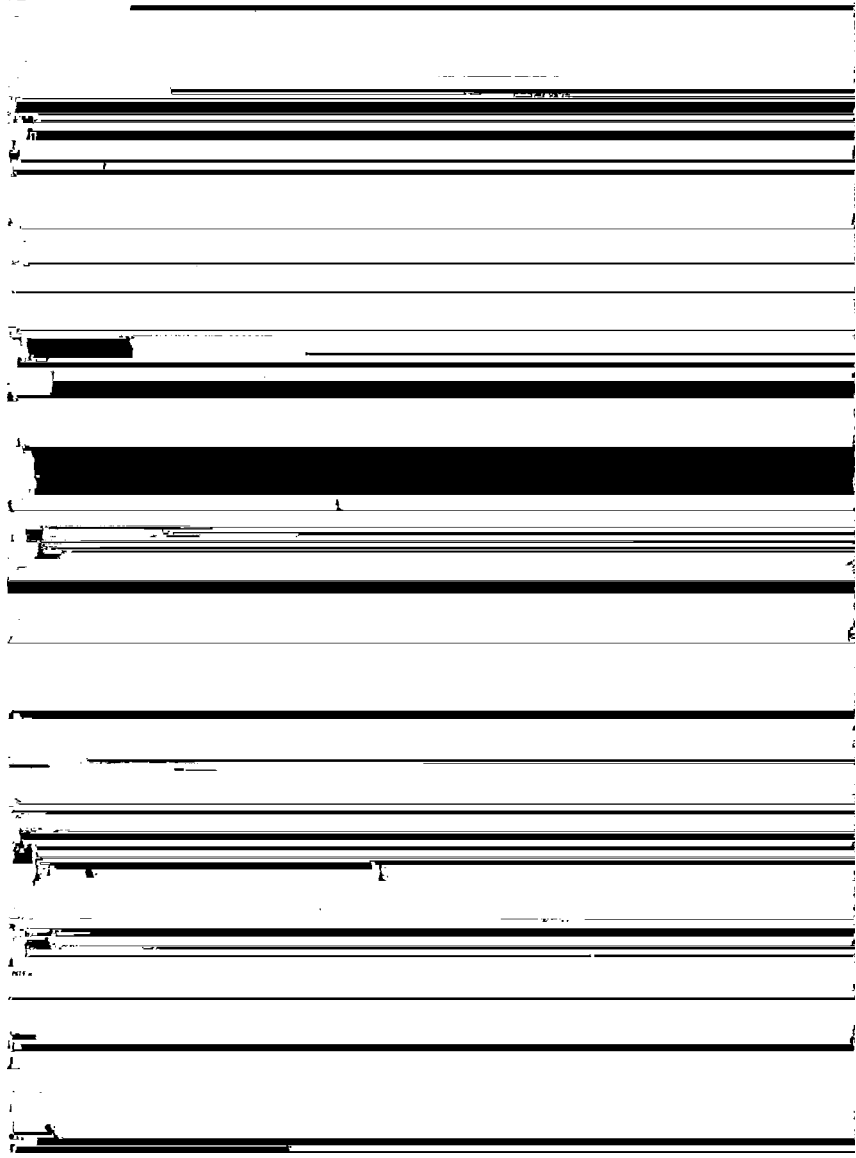




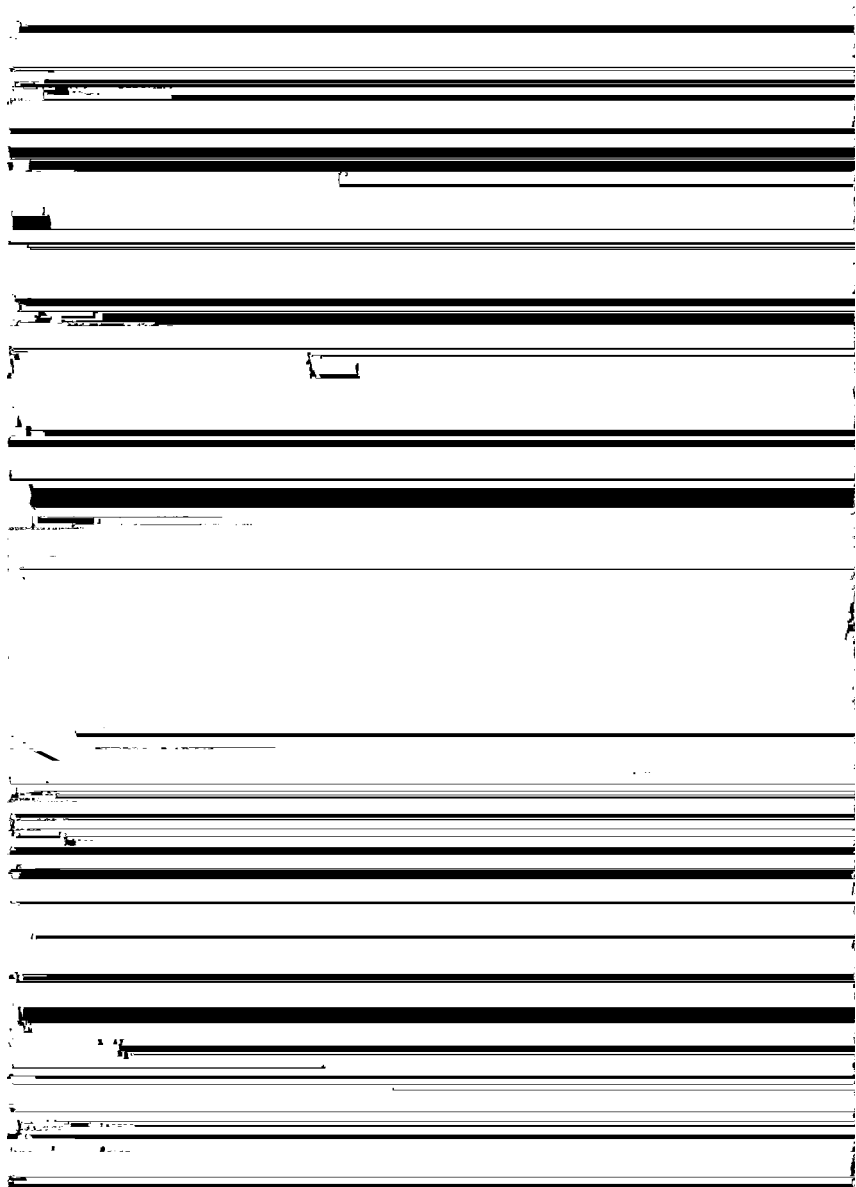


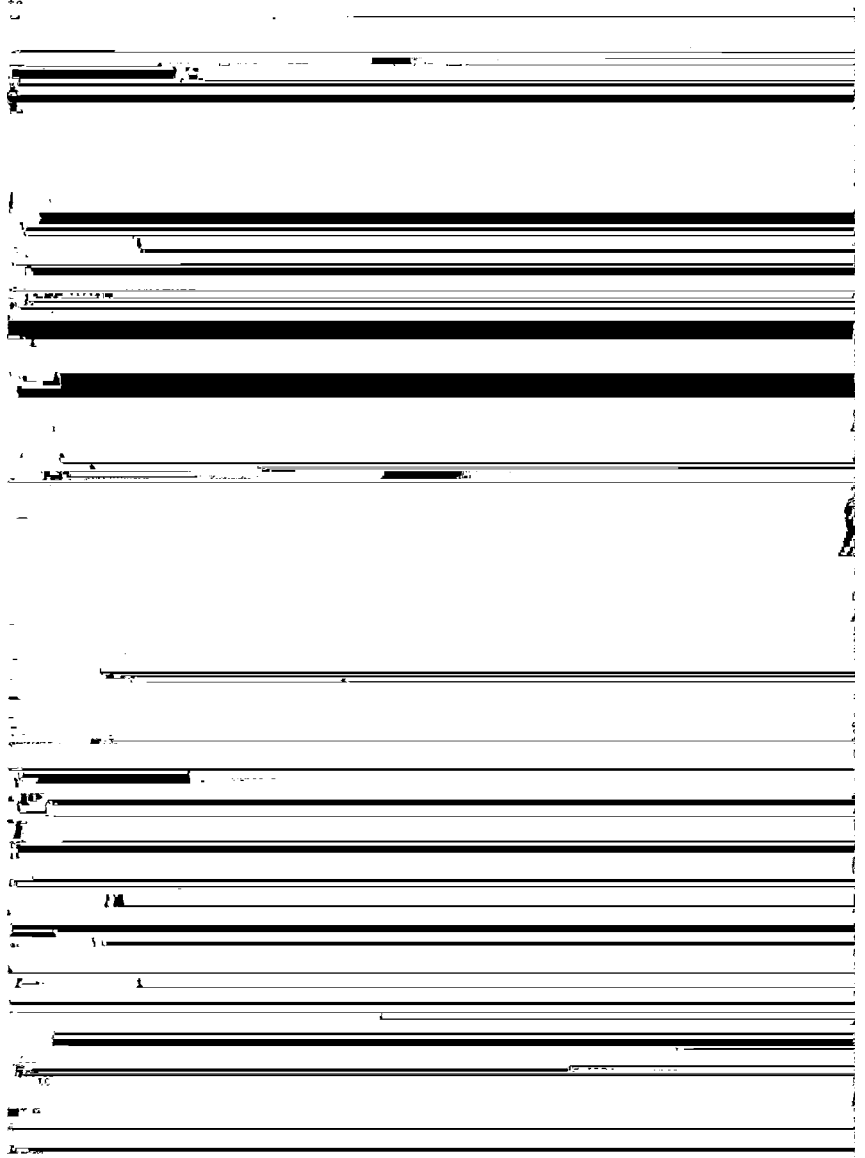


The image shows a table with multiple rows and columns. The content is almost entirely obscured by thick black horizontal bars. Only faint outlines of text and lines are visible, suggesting a structured data table. The bars appear to be redactions or scanning artifacts. The table structure is difficult to discern due to the heavy redaction.



The image shows a document page with several horizontal black redaction bars. The bars are of varying lengths and are positioned across the page, obscuring the underlying text. The redactions appear to be applied to specific lines or sections of the document. The text is otherwise illegible due to the high contrast and the presence of the redaction bars.





[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

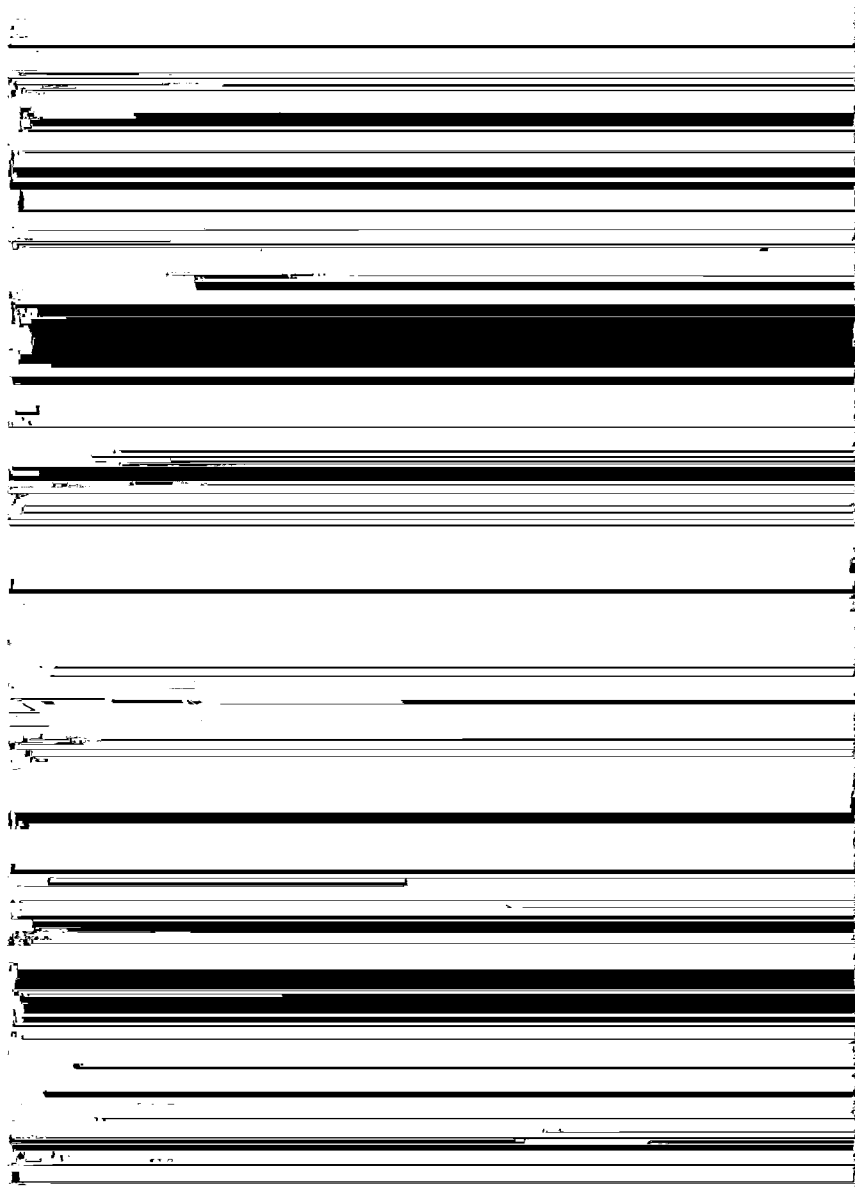
[REDACTED]

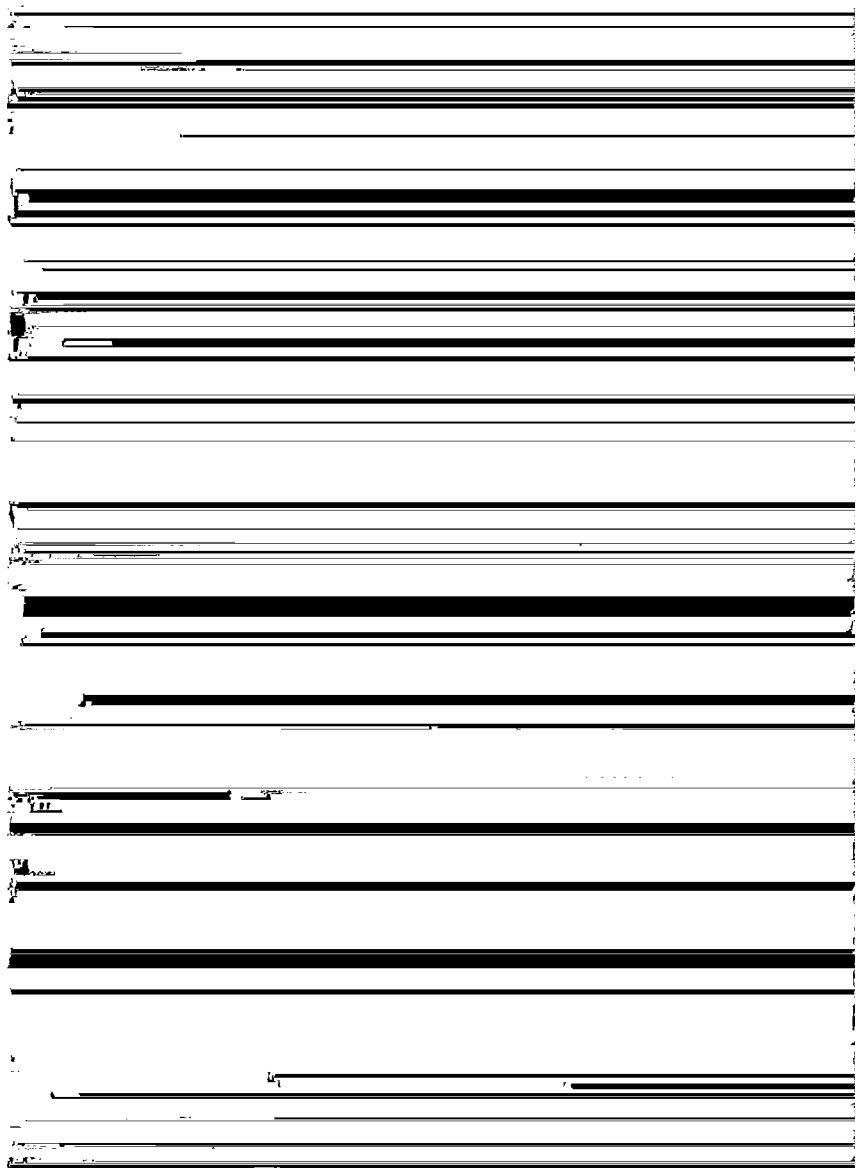
[REDACTED]

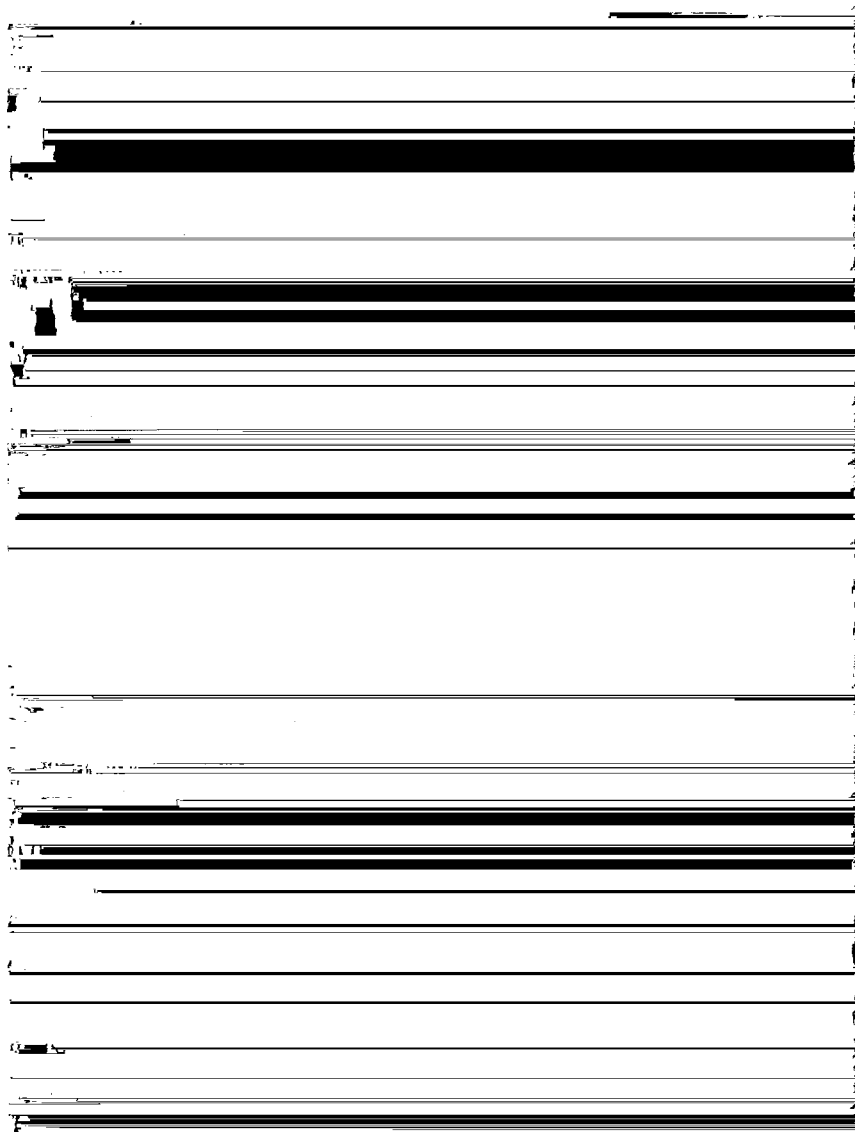
[REDACTED]

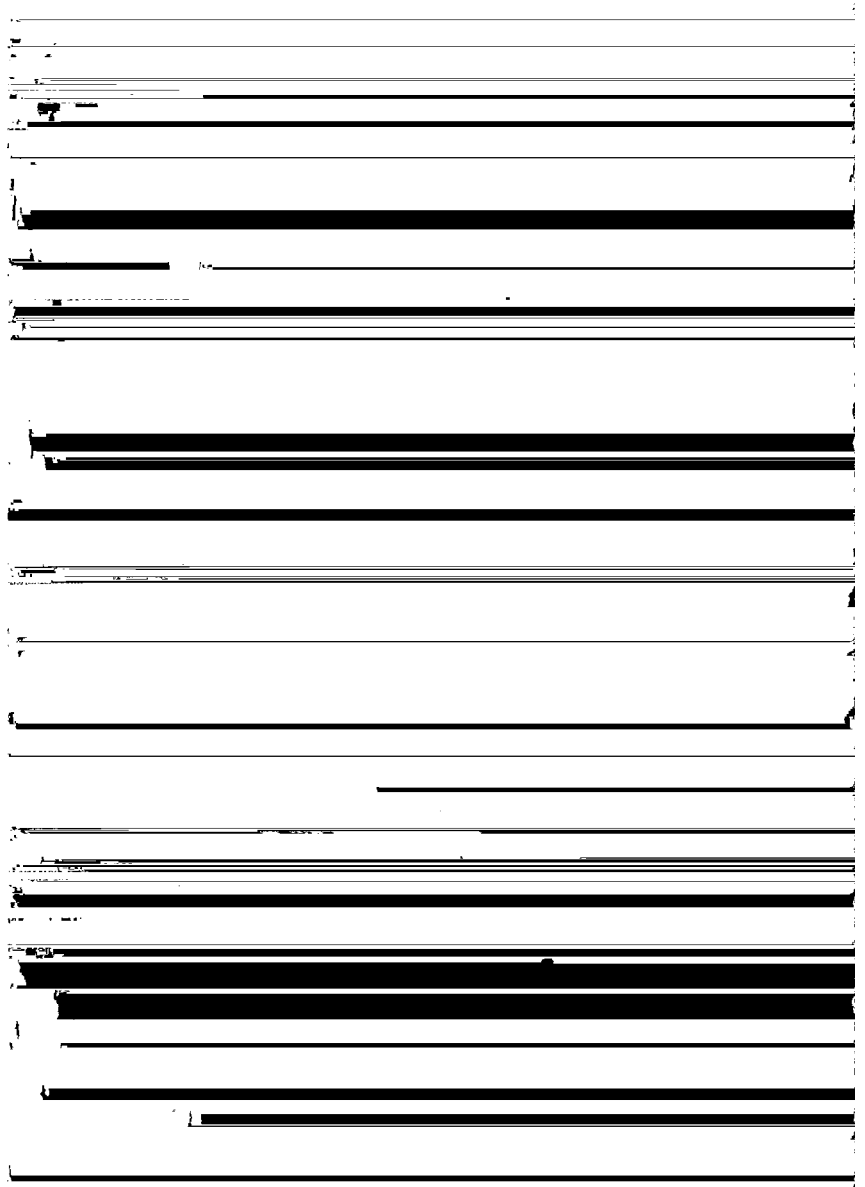
[REDACTED]

[REDACTED]

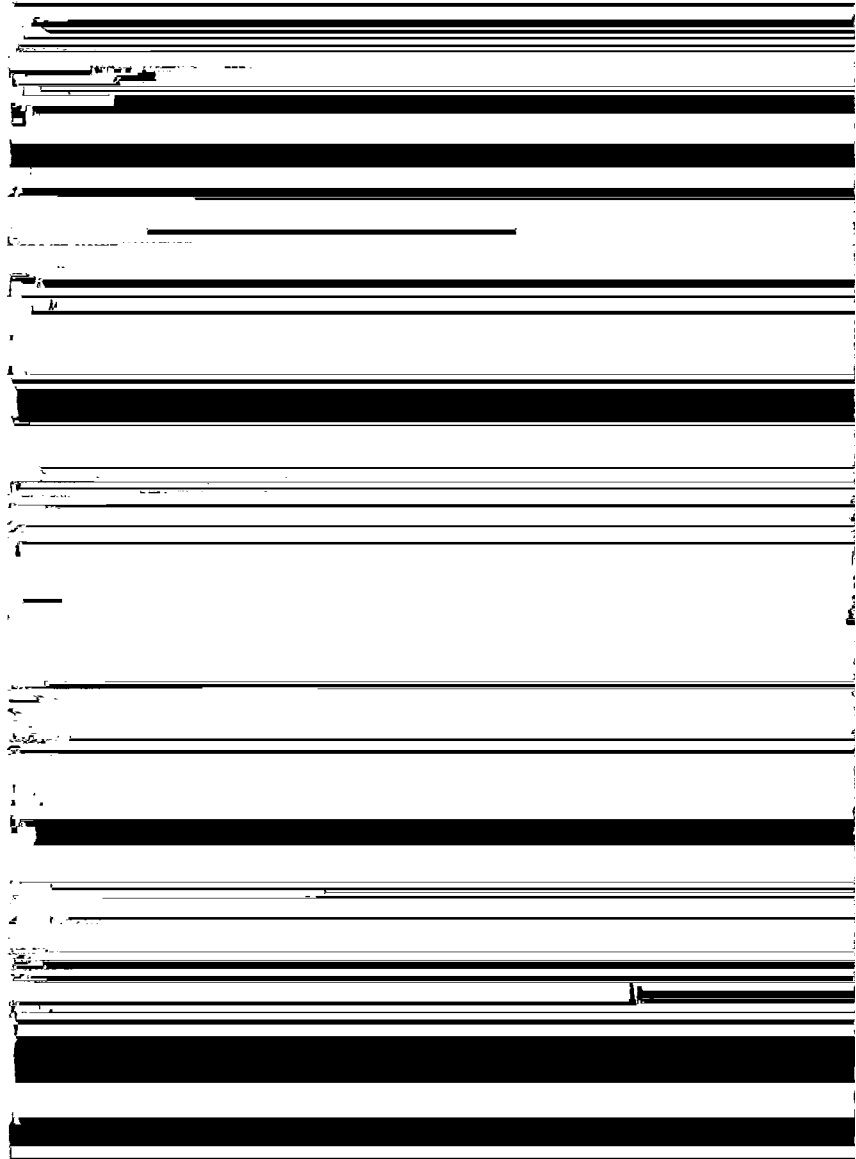


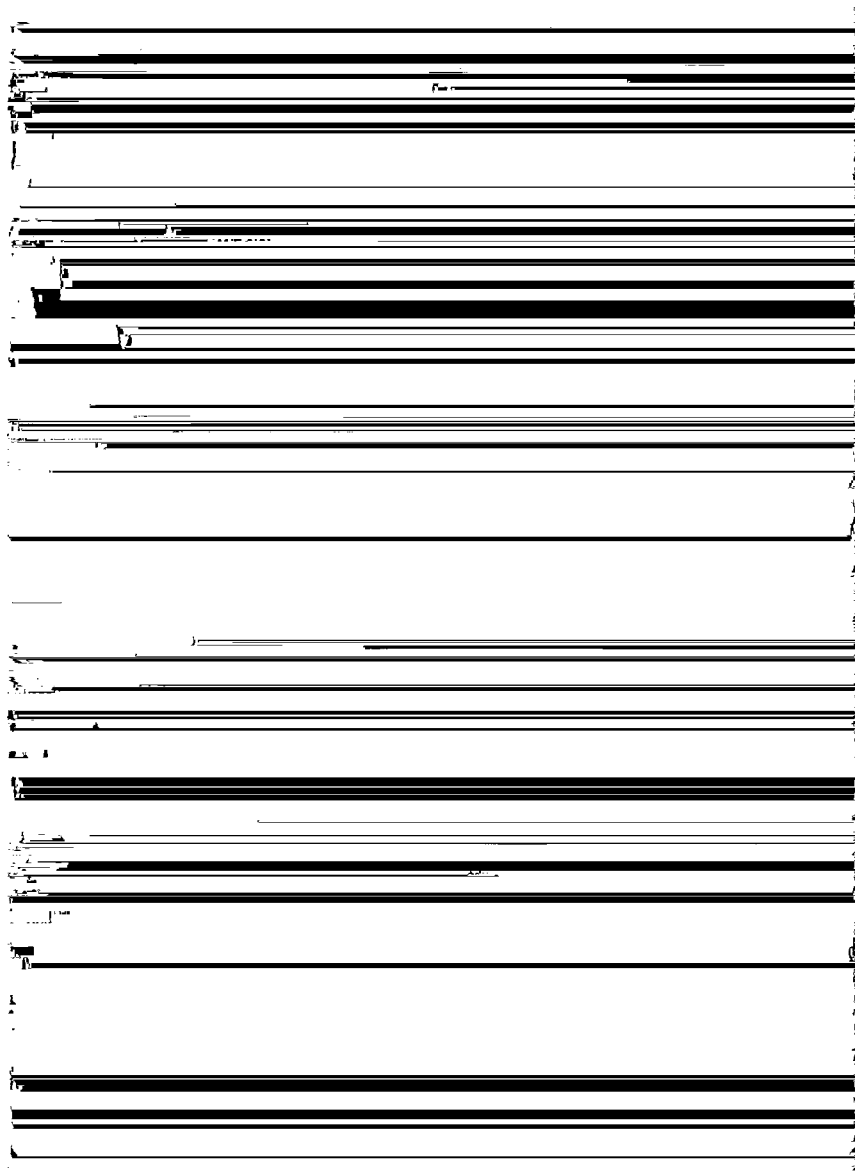


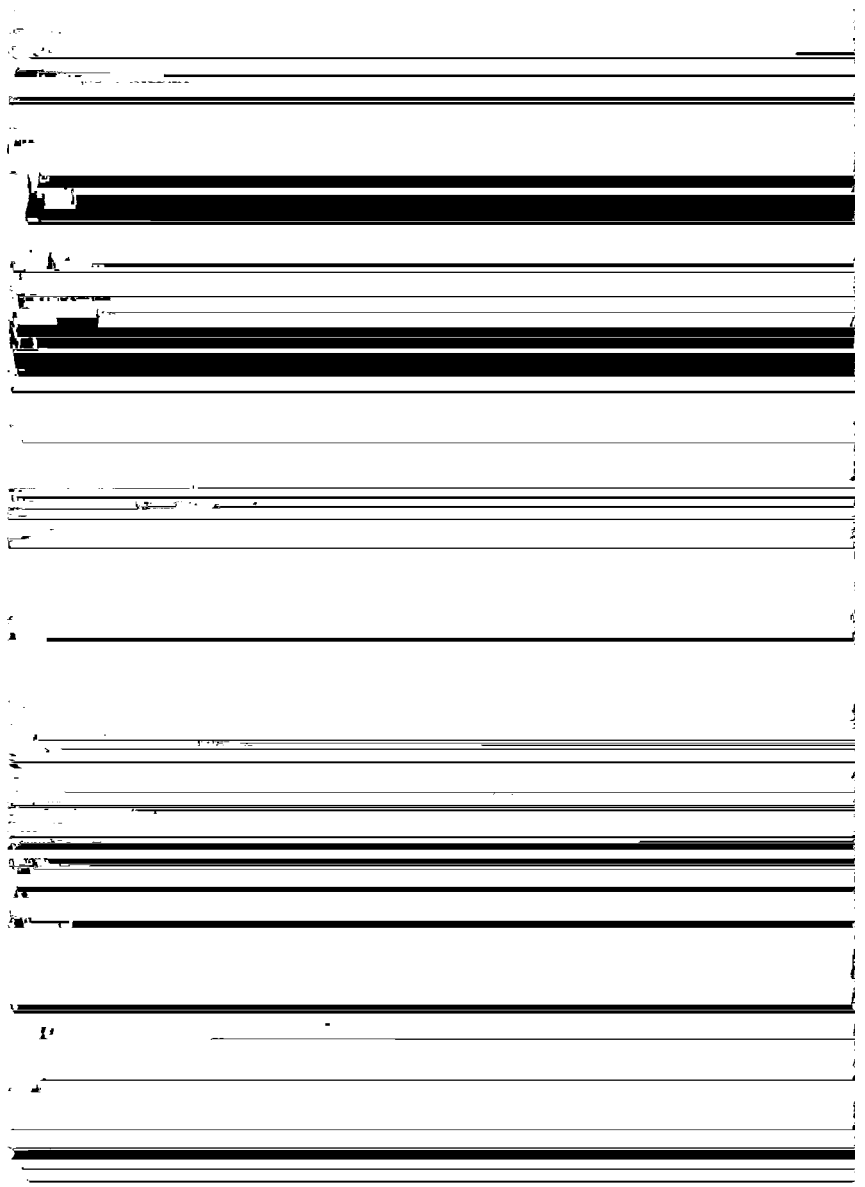




The image shows a table with approximately 15 rows and 2 columns. The content is almost entirely obscured by thick black redaction bars. Only faint outlines of text and grid lines are visible. The redactions are most prominent in the first few rows and the bottom section of the table.







CPM [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

CPM [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

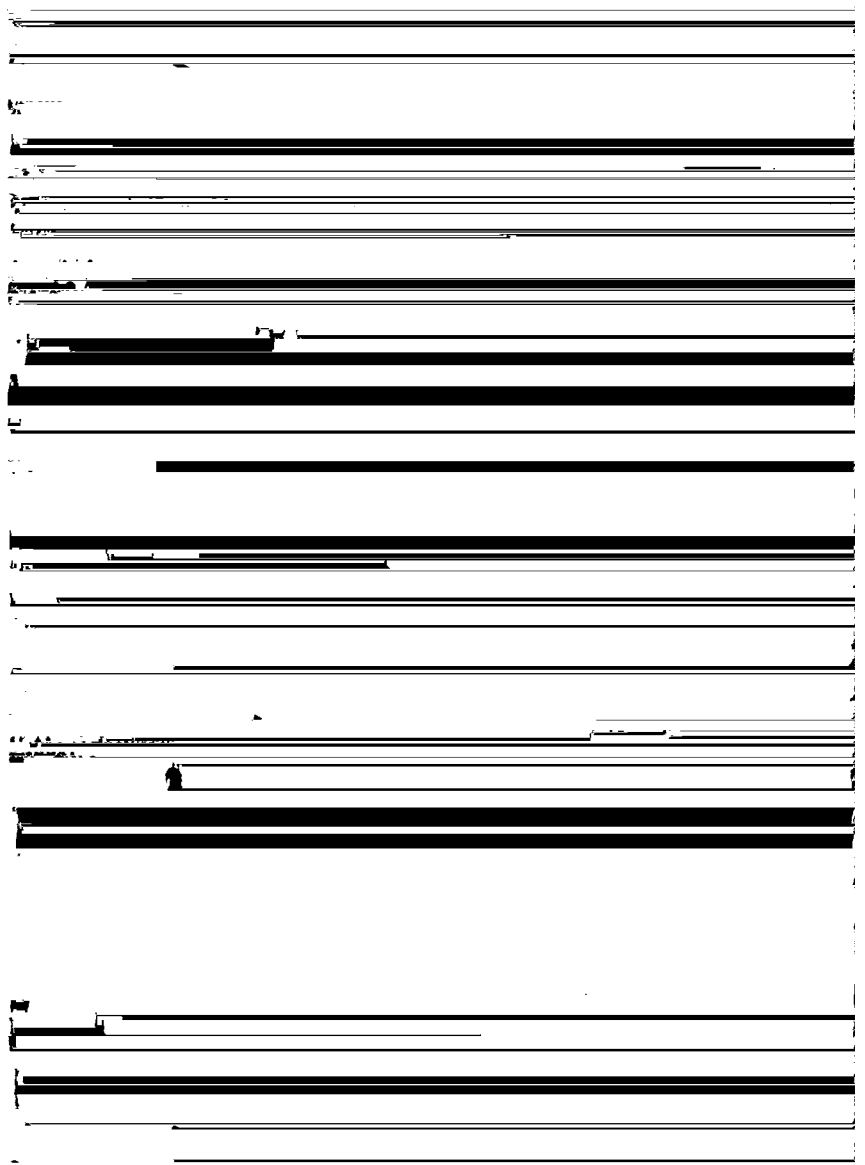
[REDACTED]

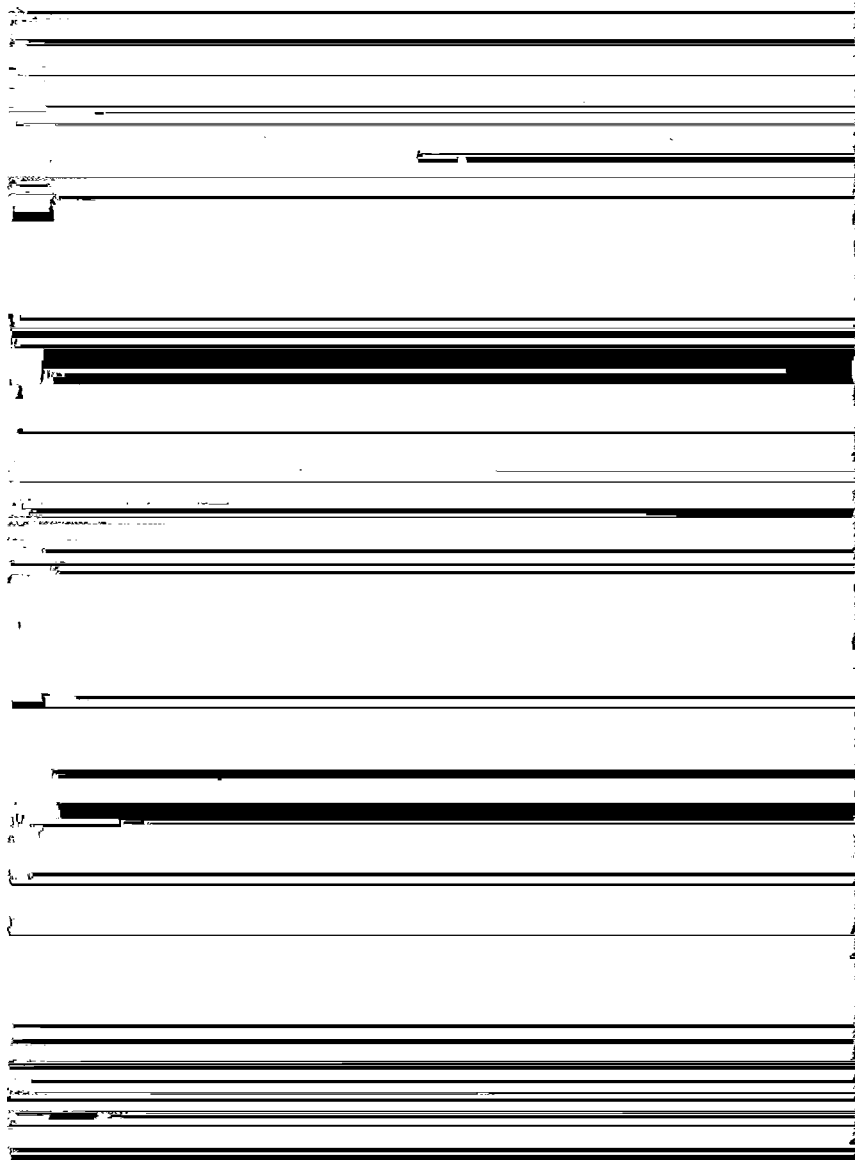
[REDACTED]

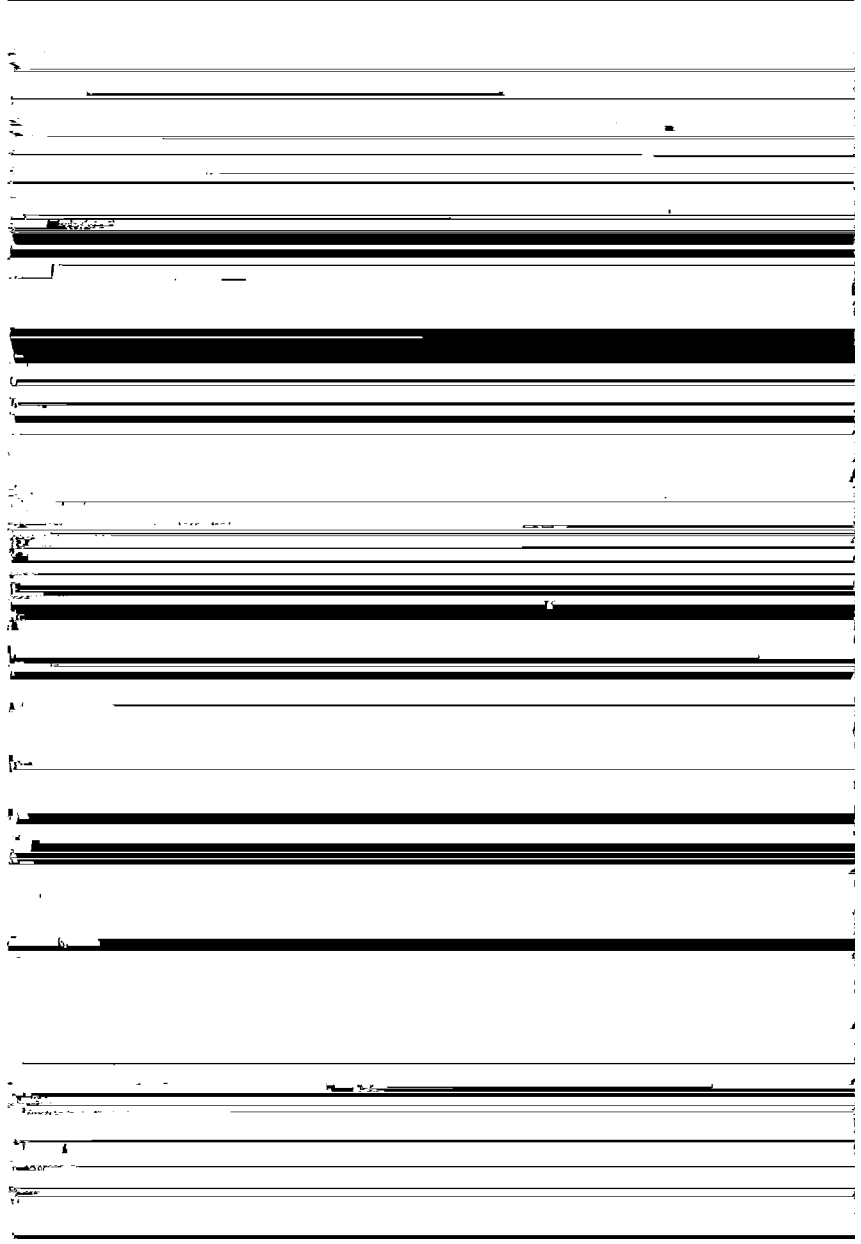
[REDACTED]

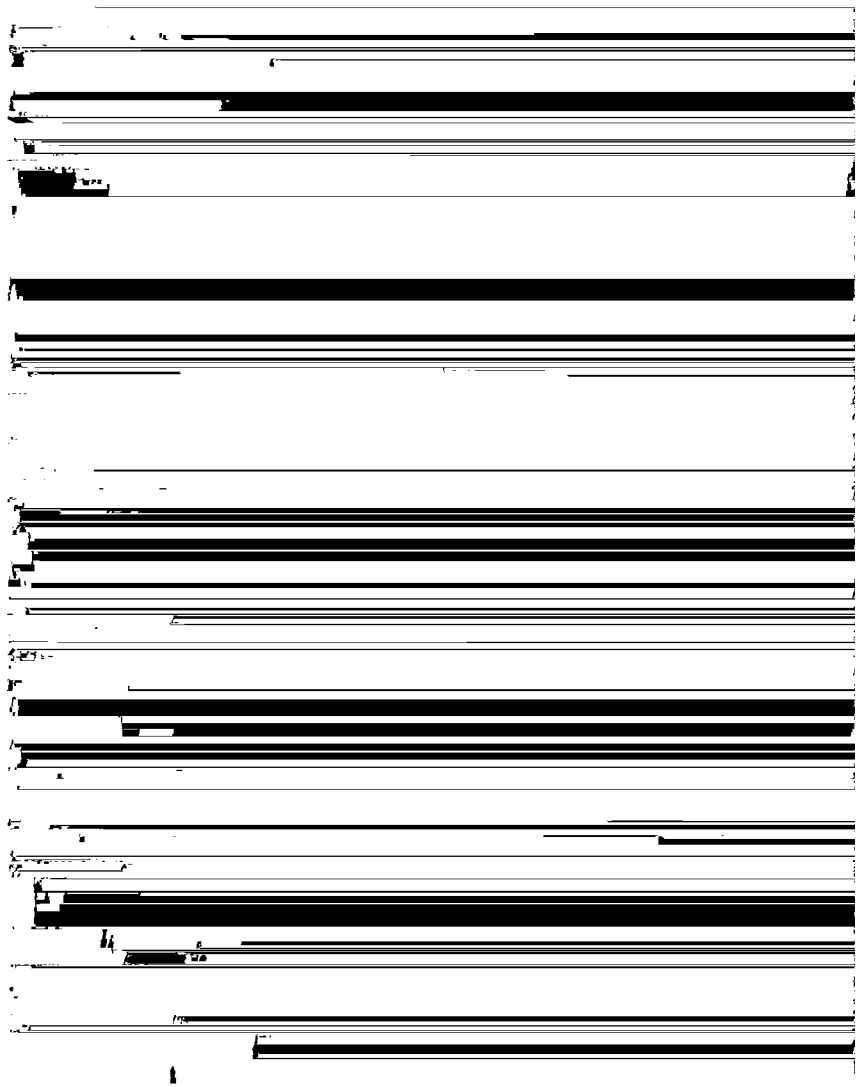
[REDACTED]

[REDACTED]



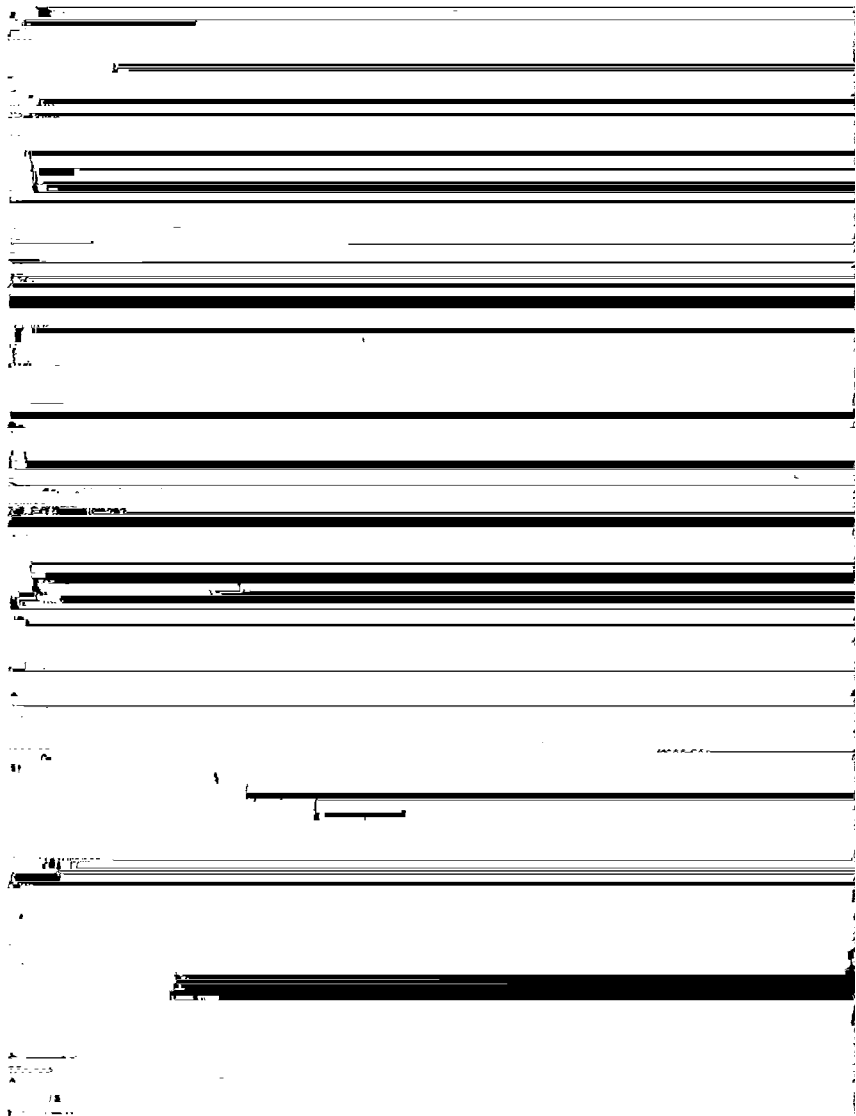


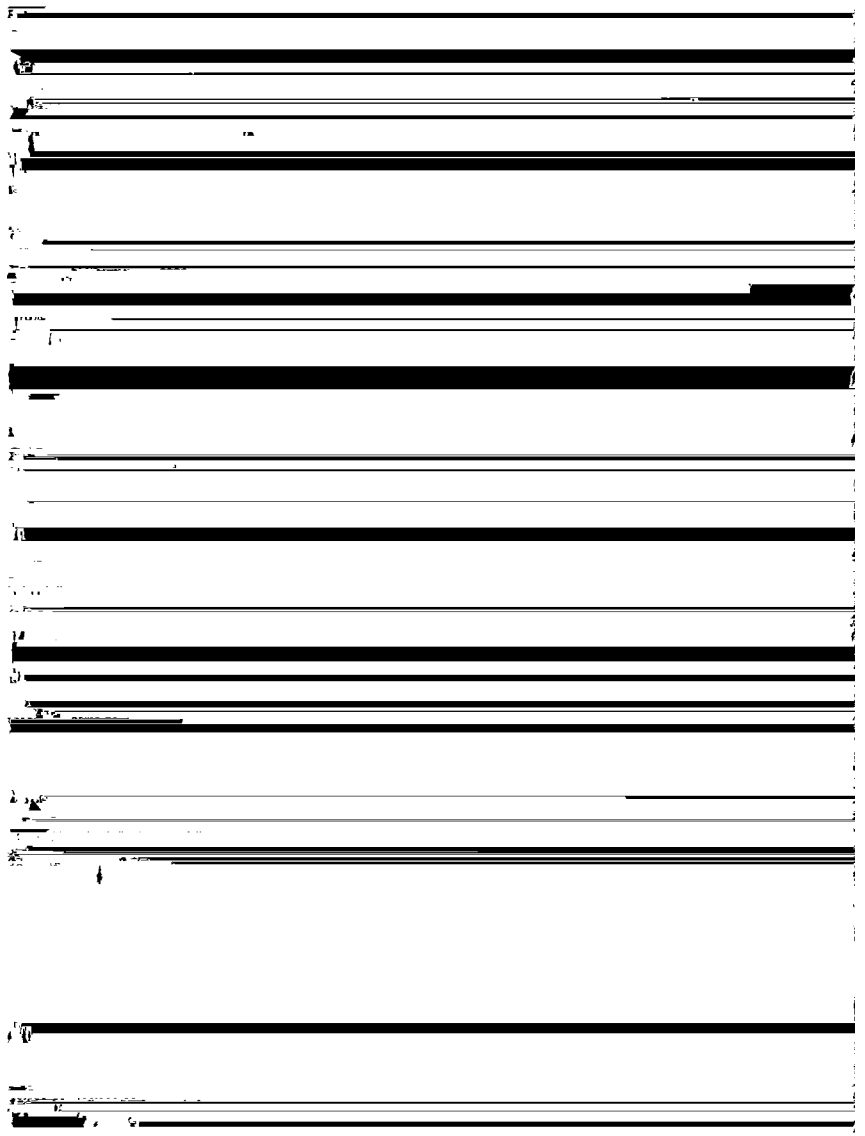






[The page contains multiple lines of text that have been almost entirely obscured by heavy black redaction bars. Only faint, illegible fragments of text are visible between the bars.]





[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

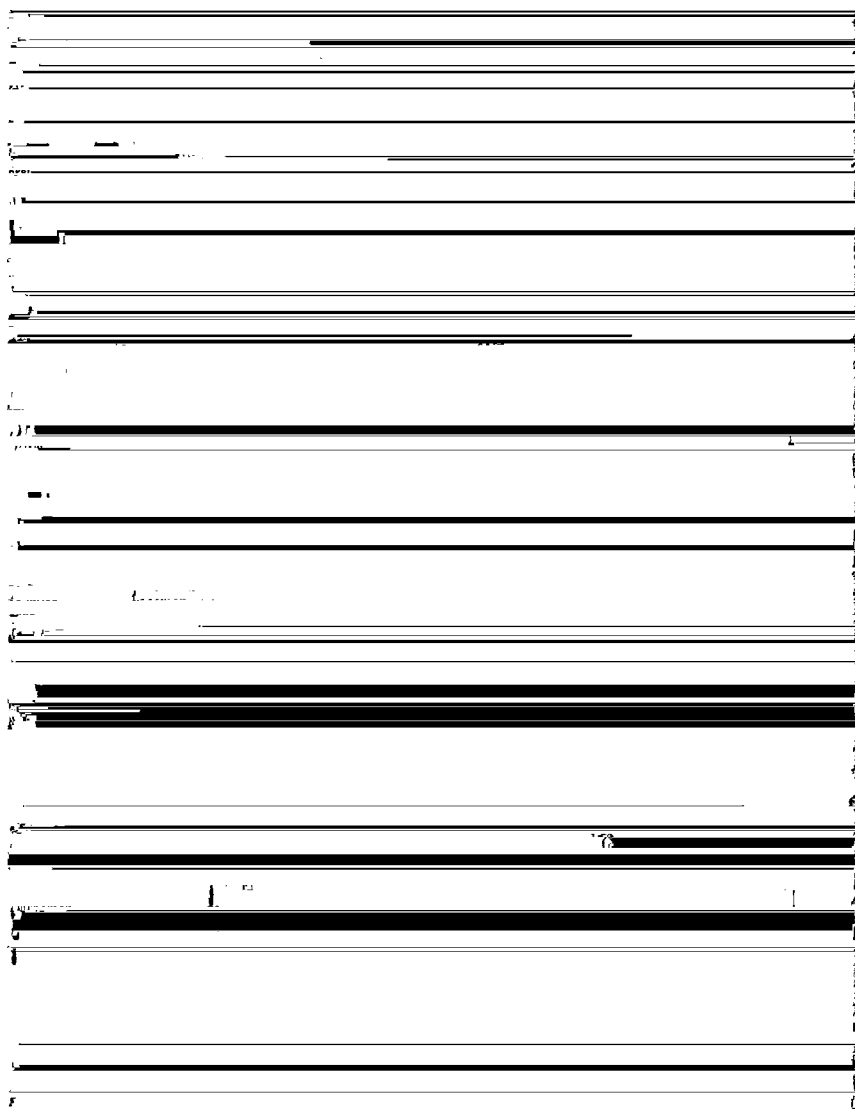
[REDACTED]

[REDACTED]

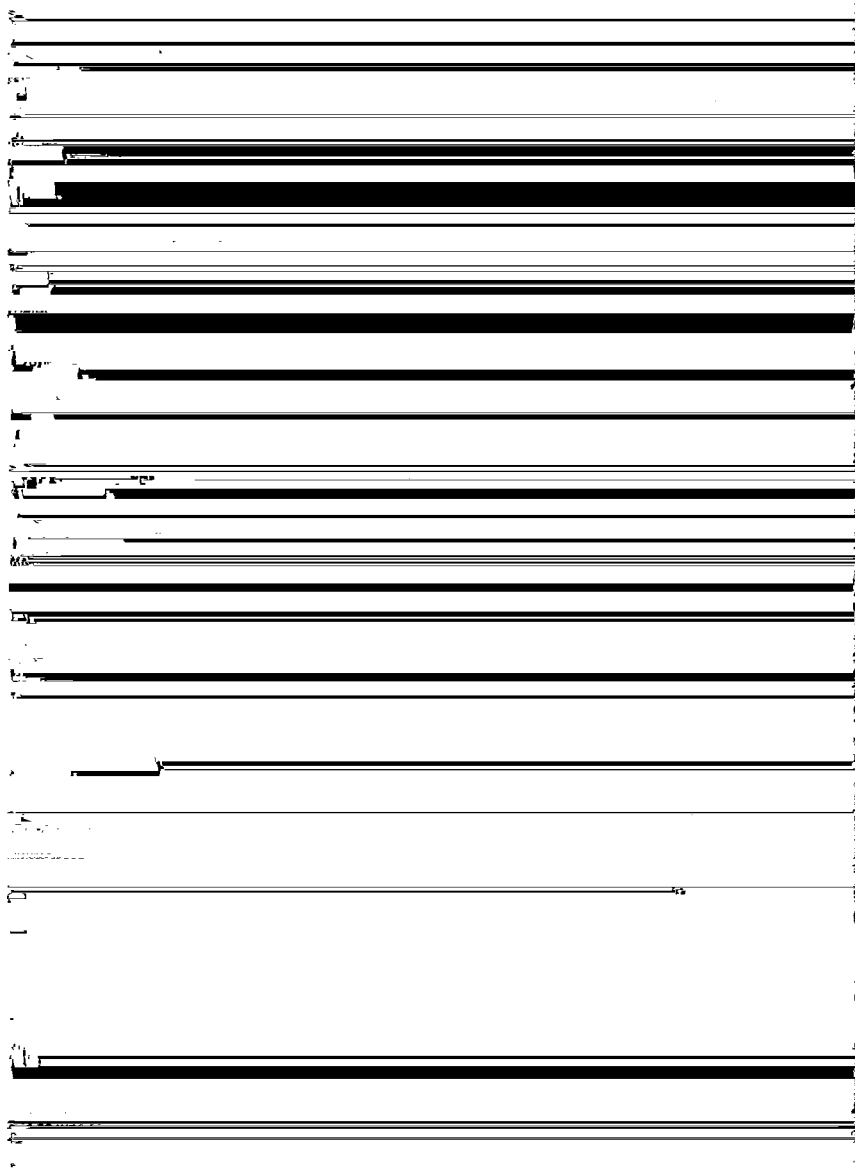
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]
[Redacted]	[Redacted]	[Redacted]



[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

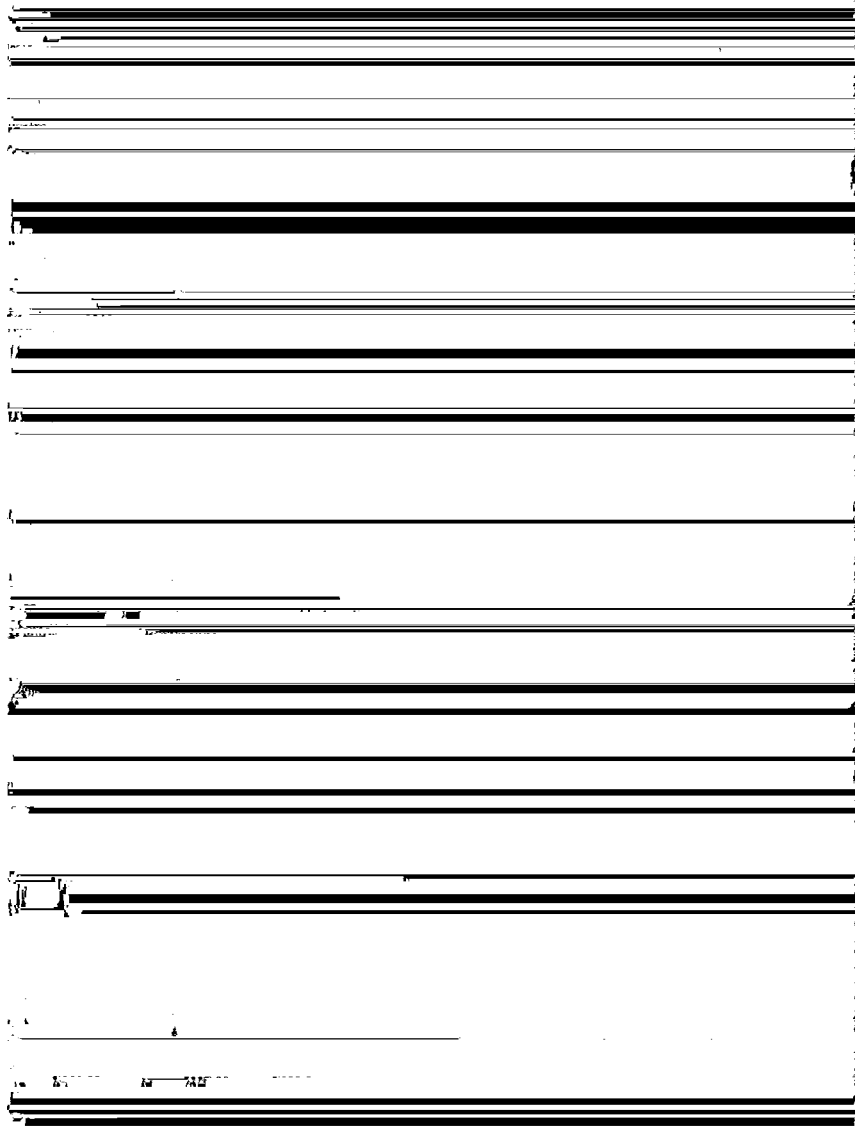
[Redacted]

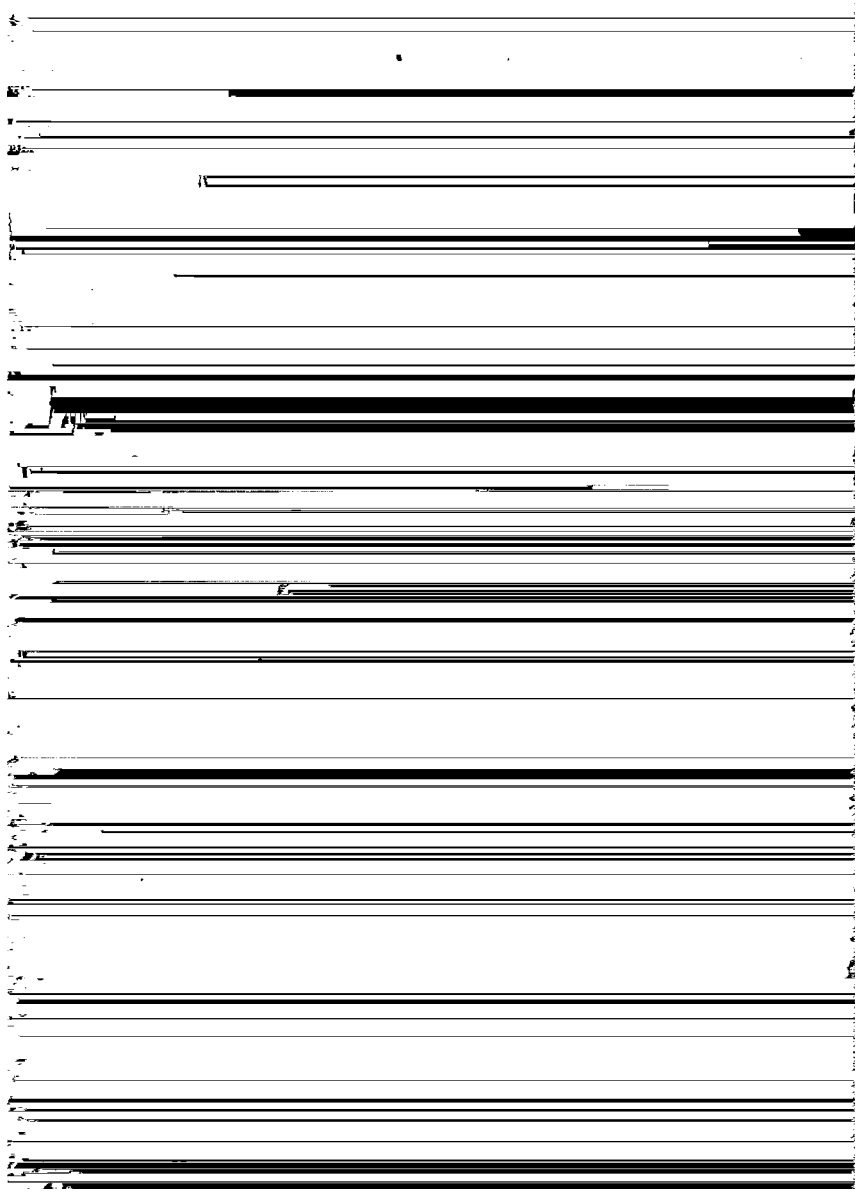
[Redacted]

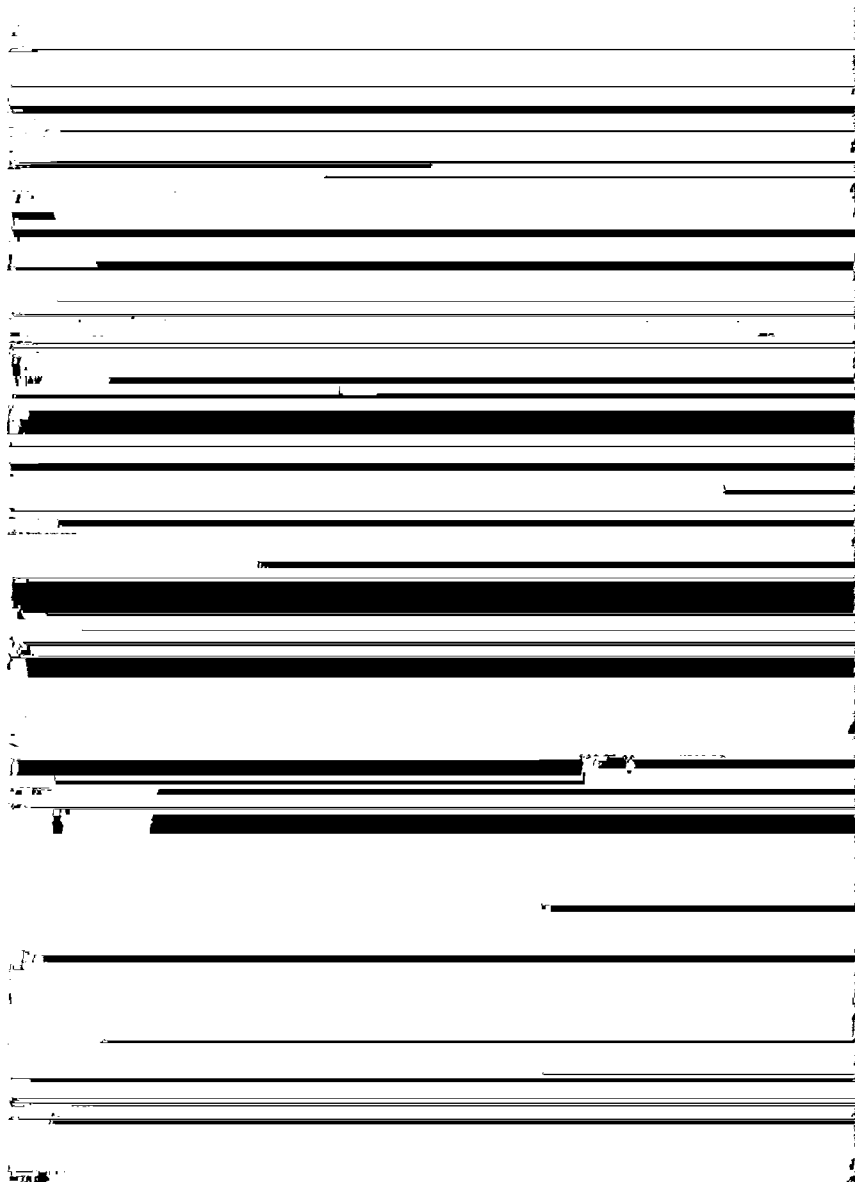
[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]







[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

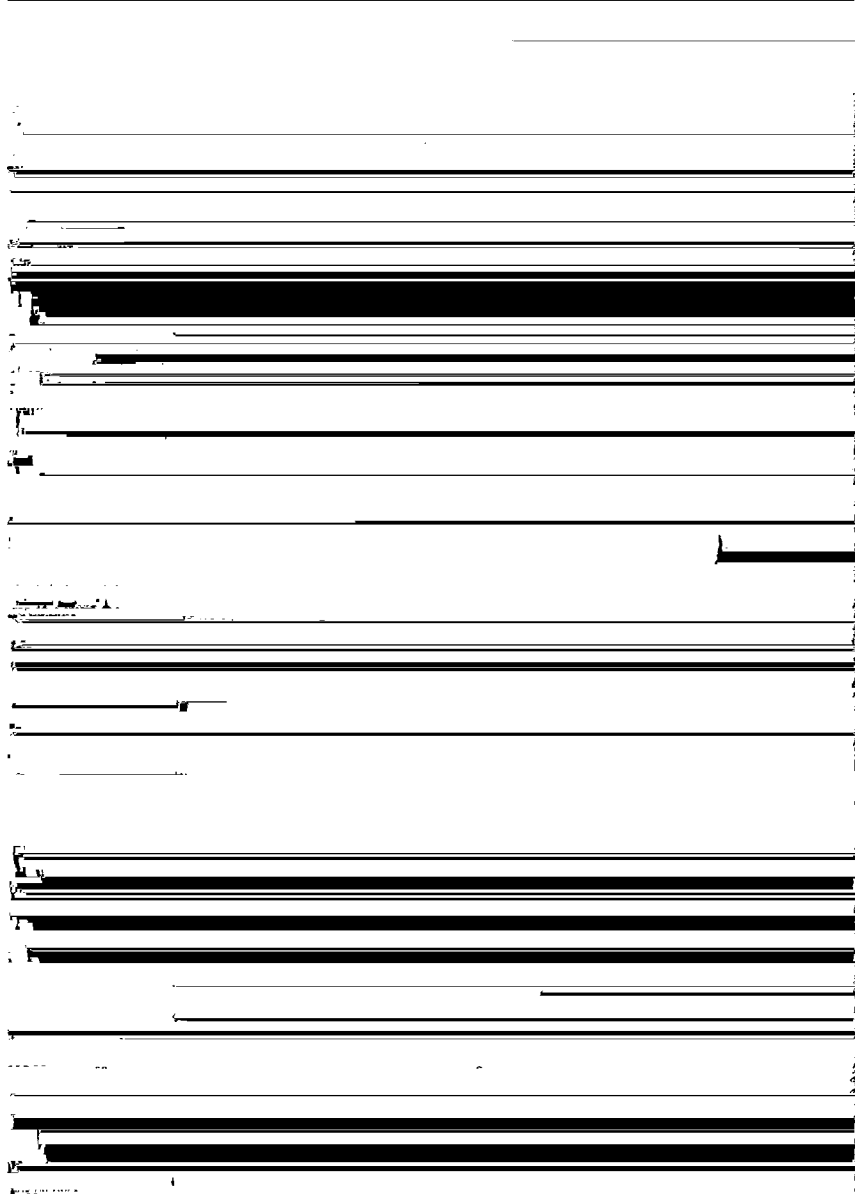
[Redacted]

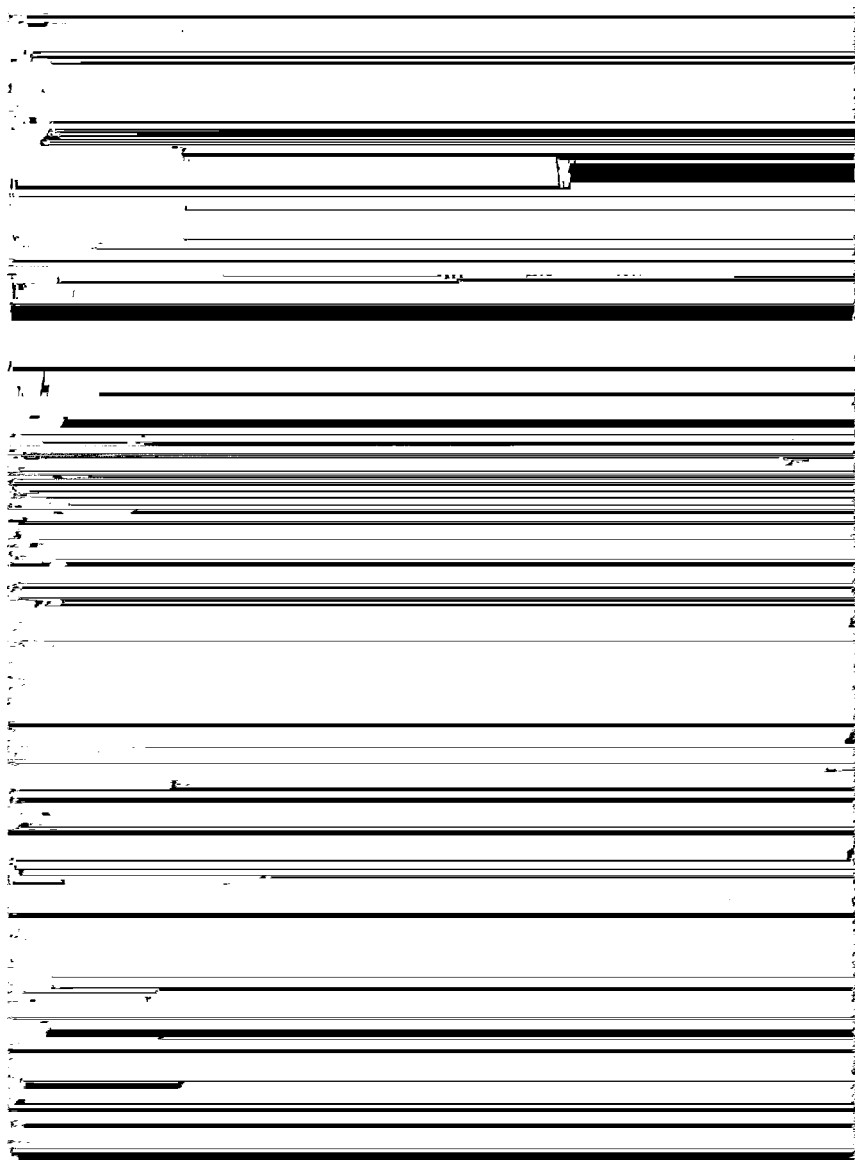
[Redacted]

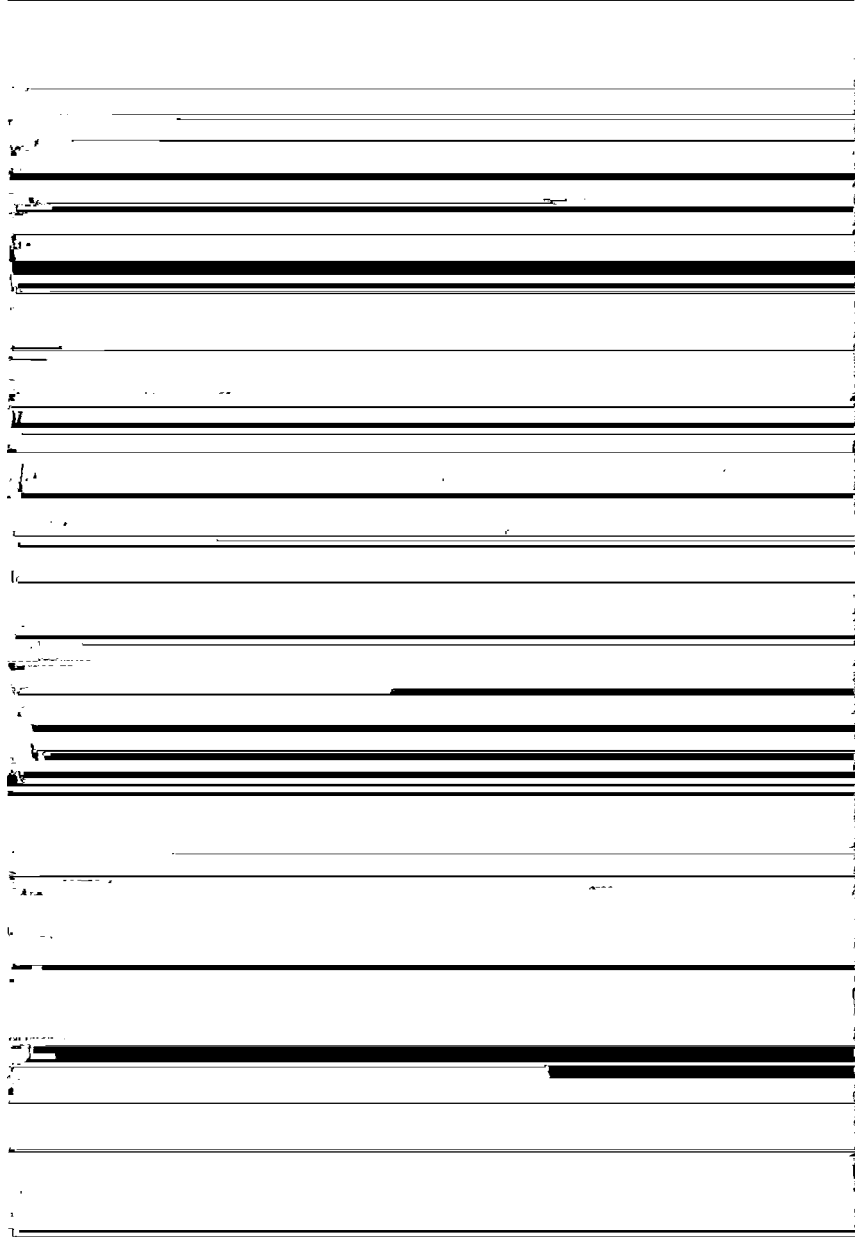
[Redacted]

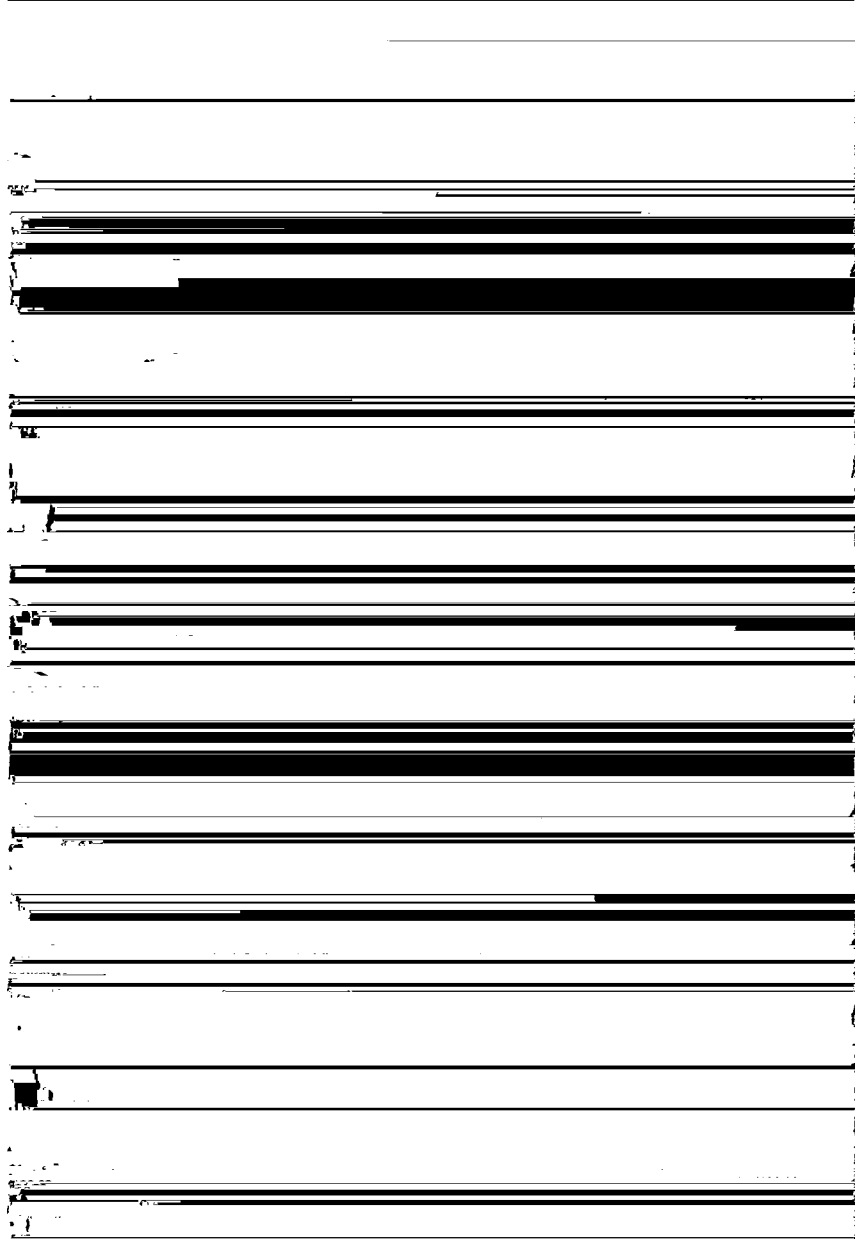
[Redacted]

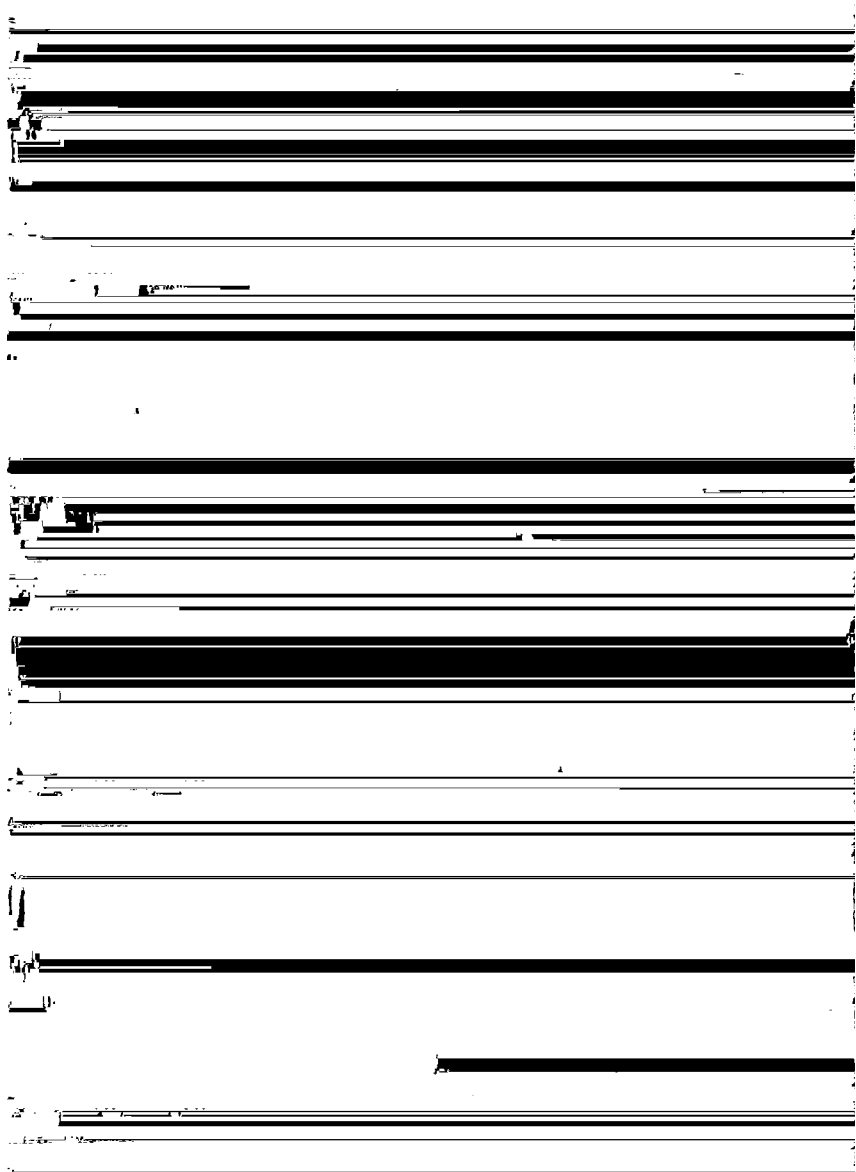


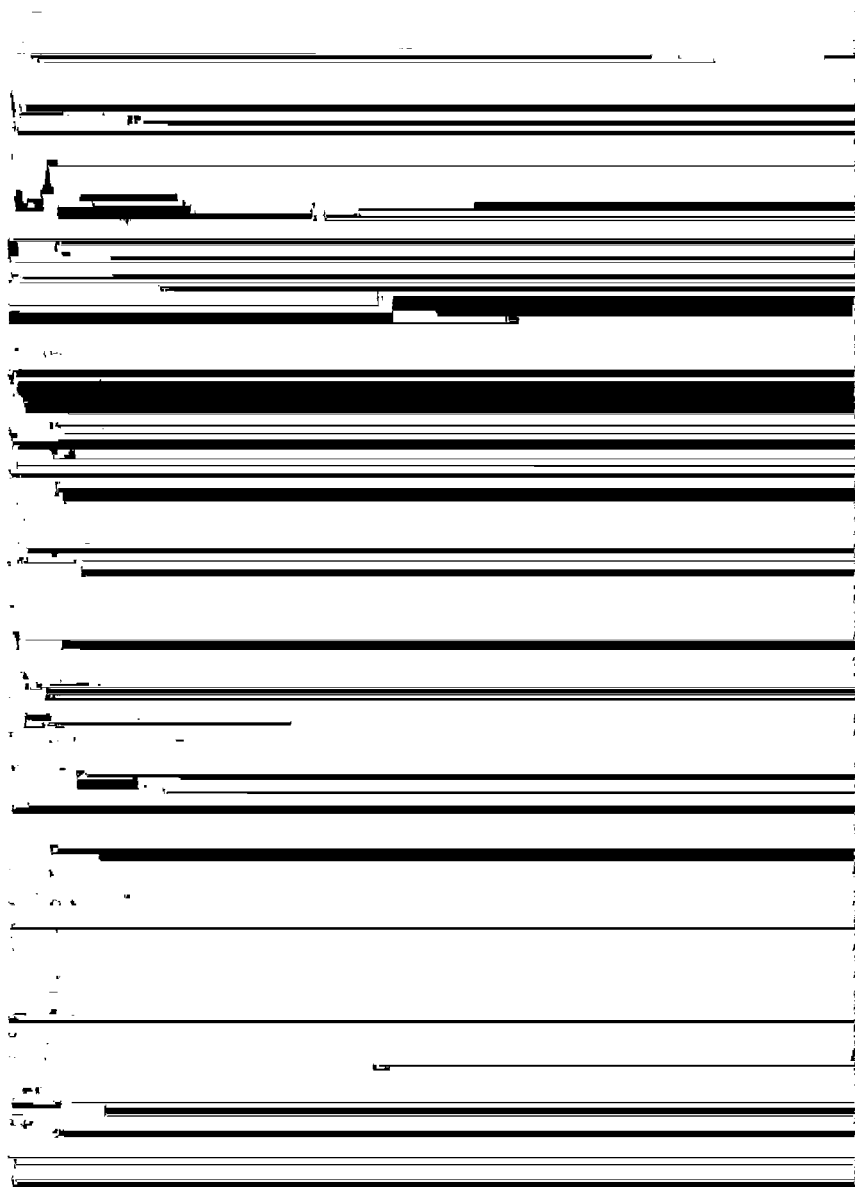




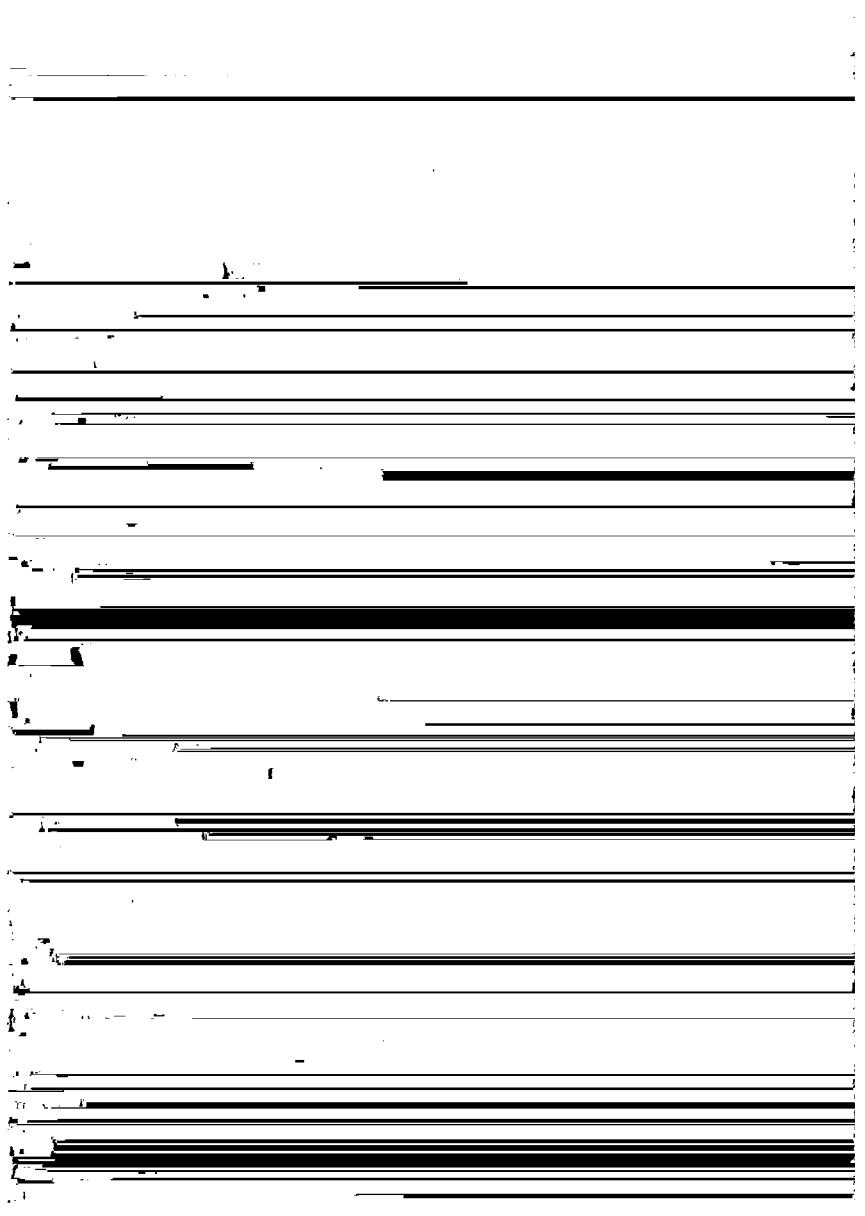


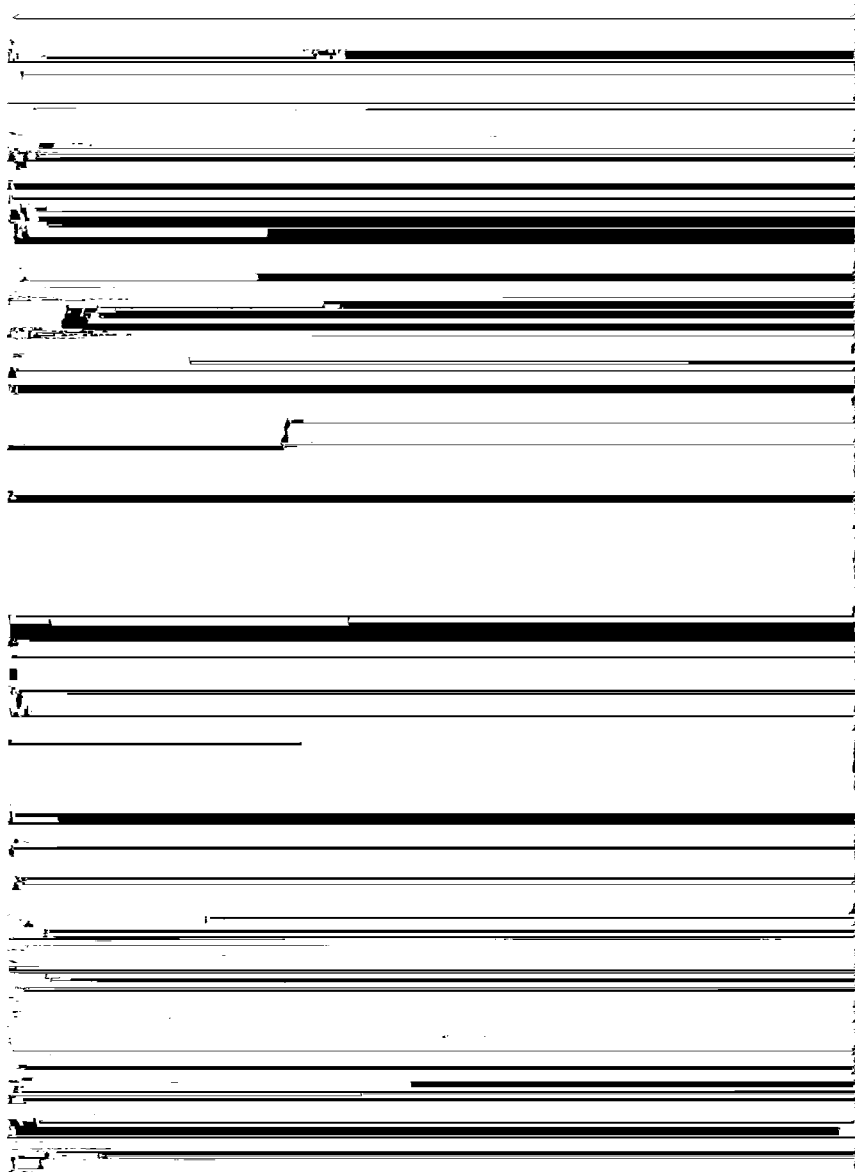


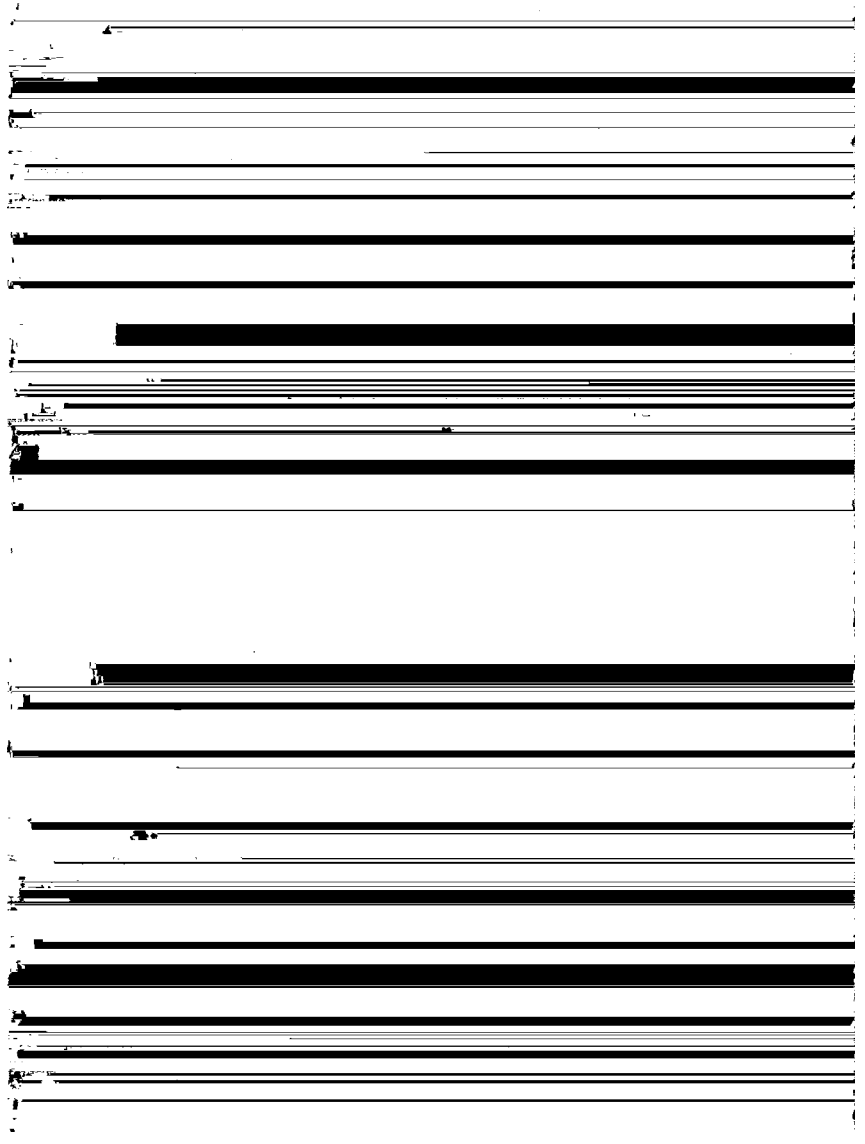


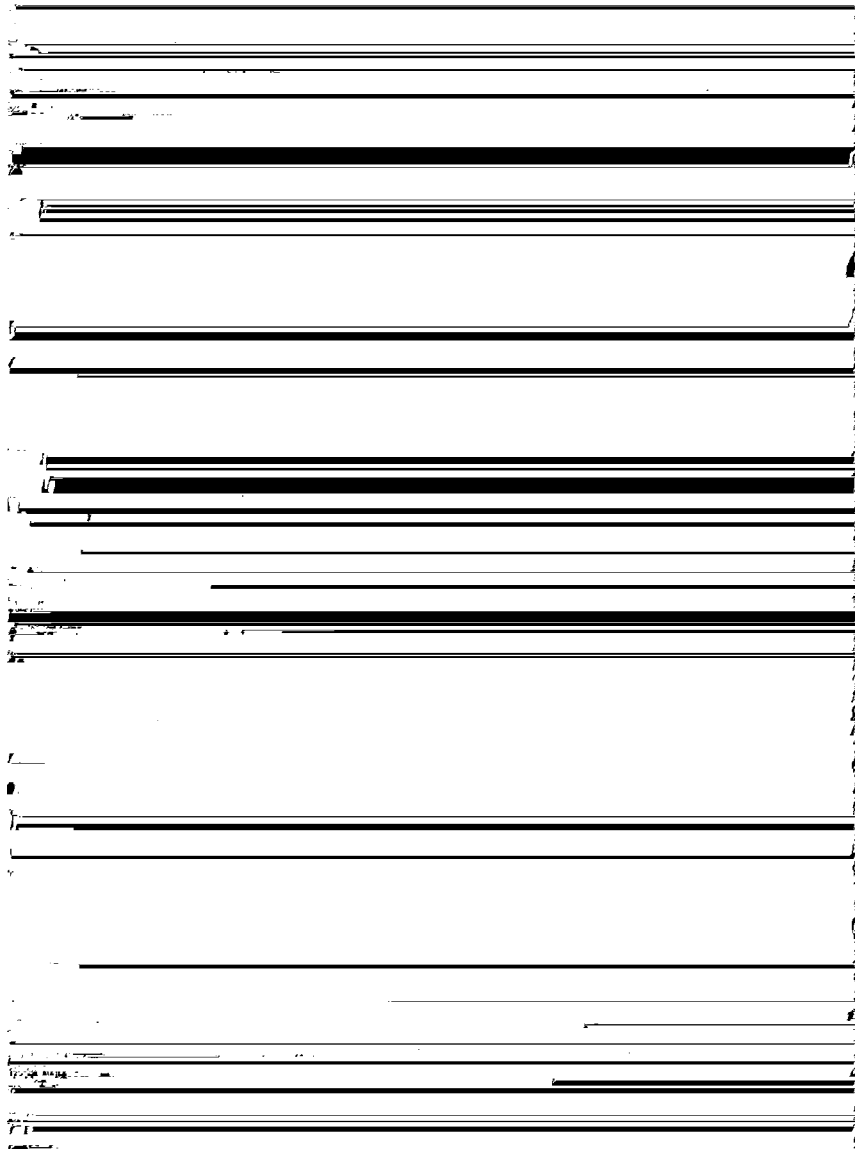


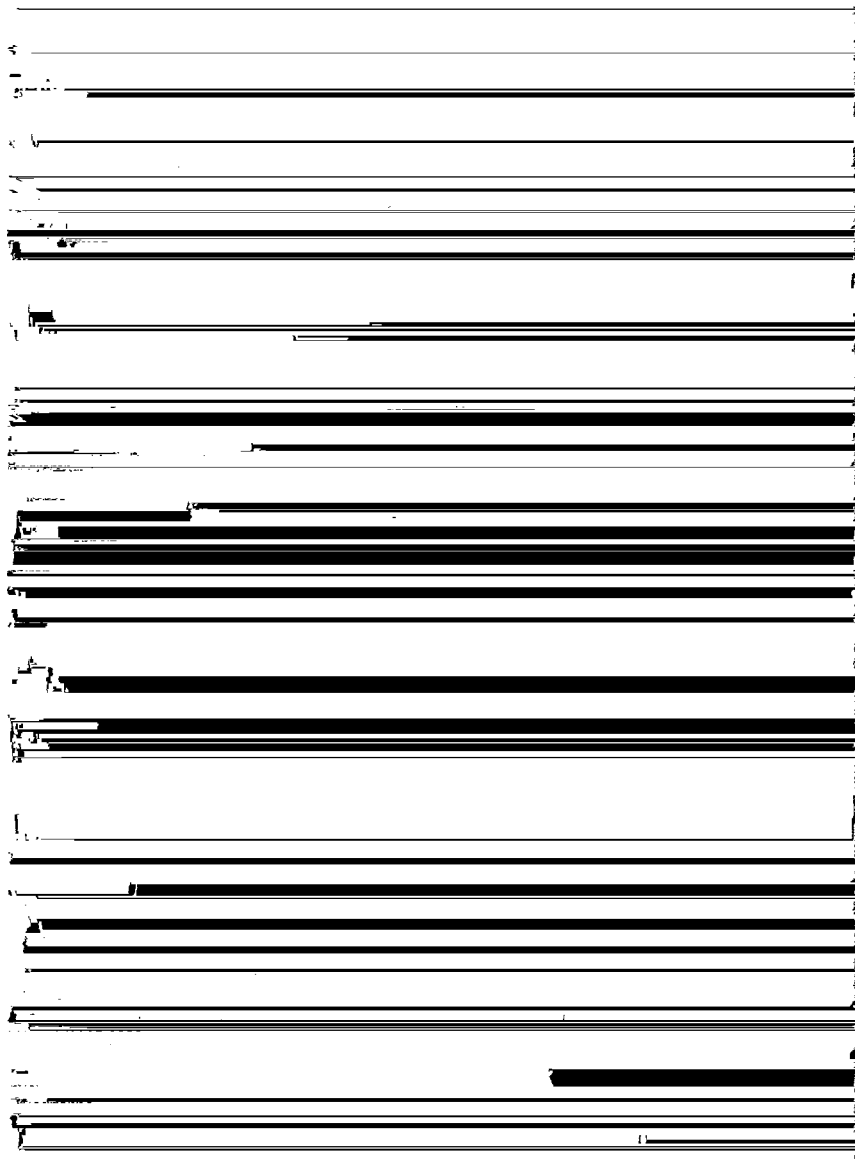
The image shows a document page with a table structure. The table has approximately 15 rows. Each row is mostly covered by a thick black horizontal bar, indicating that the data has been redacted. Only the thin lines of the table grid and some faint, illegible text are visible between the bars.

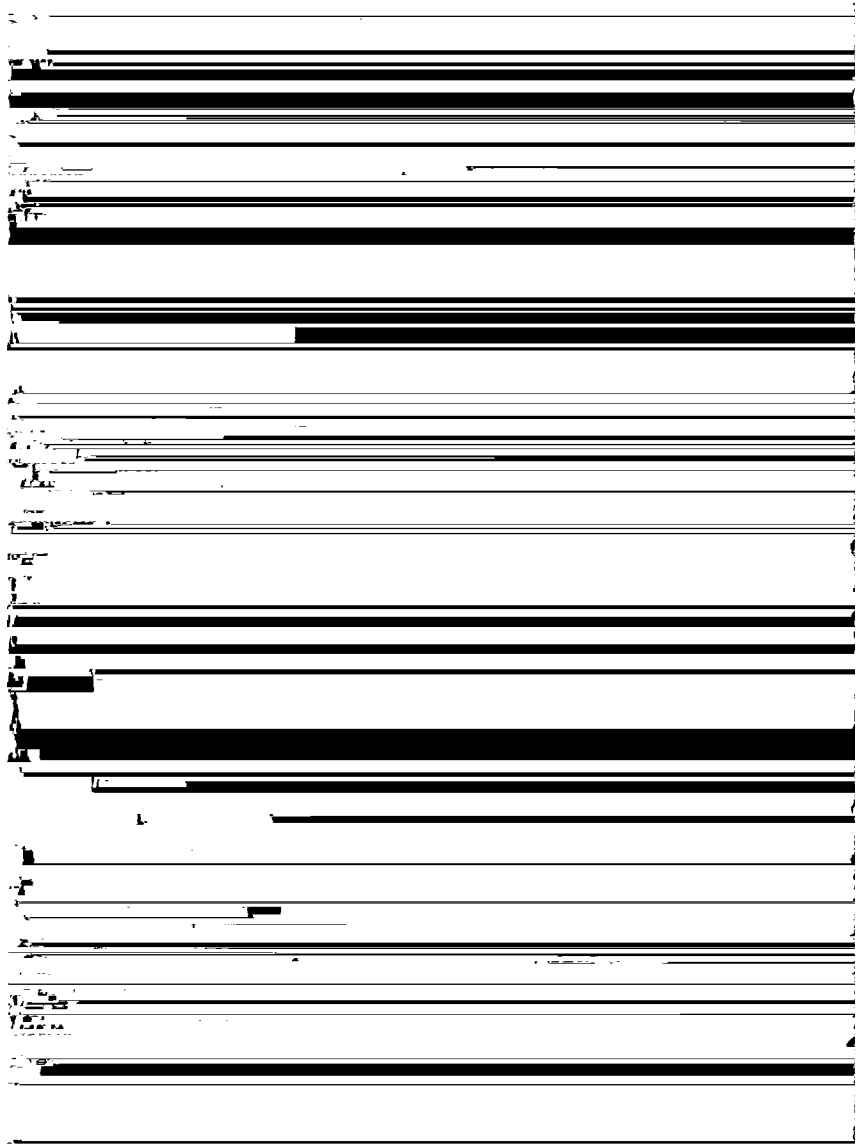












[Redacted]

[Redacted]

1

[Redacted]

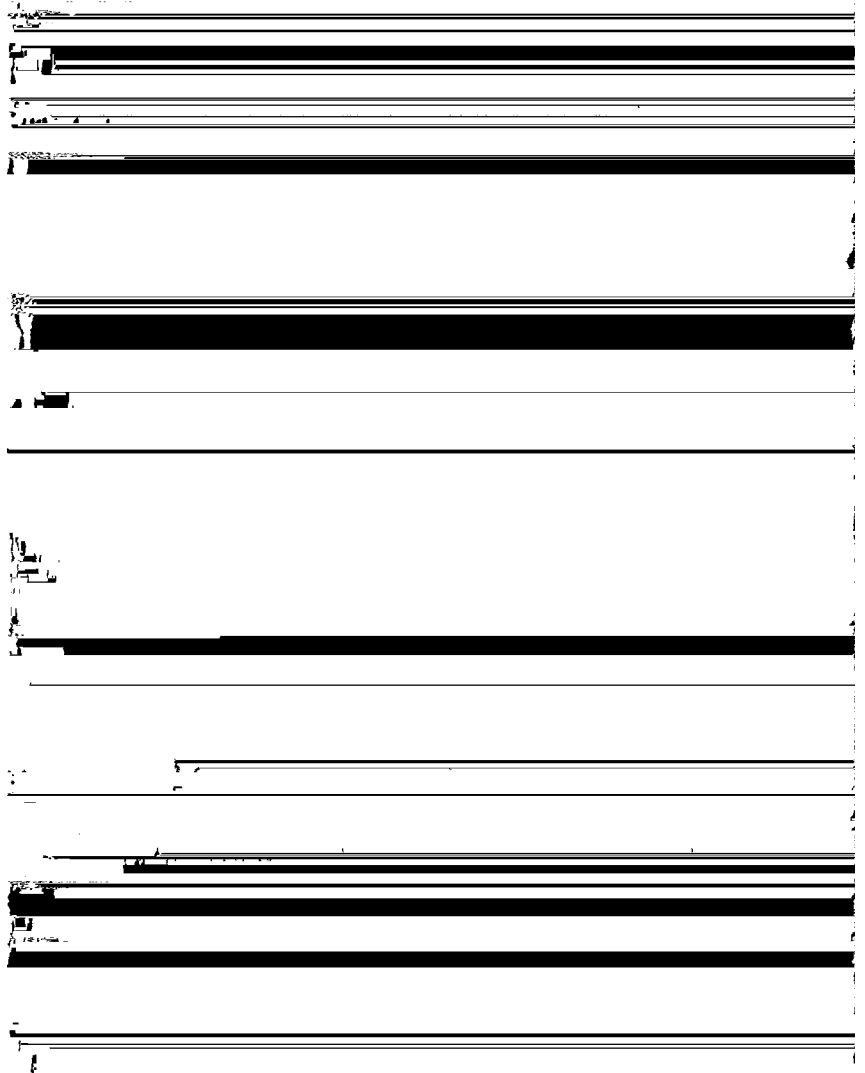
[Redacted]

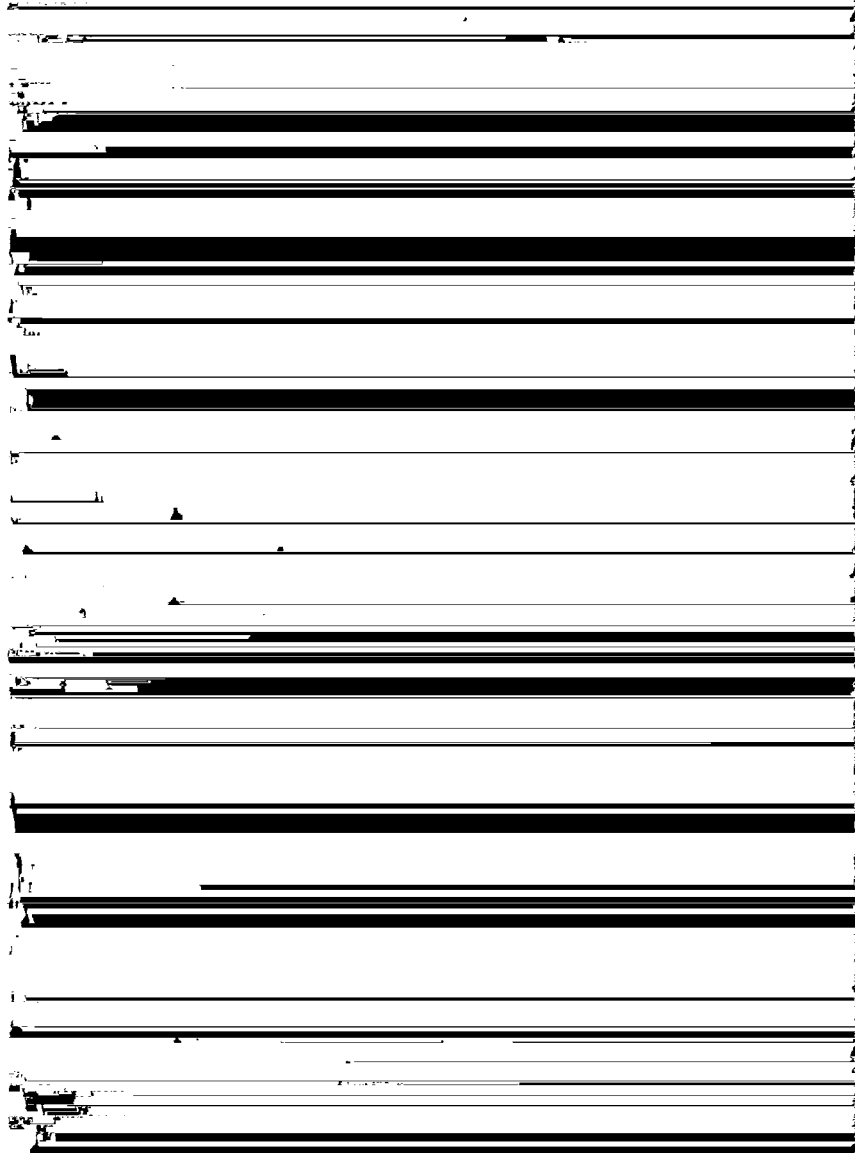
[Redacted]

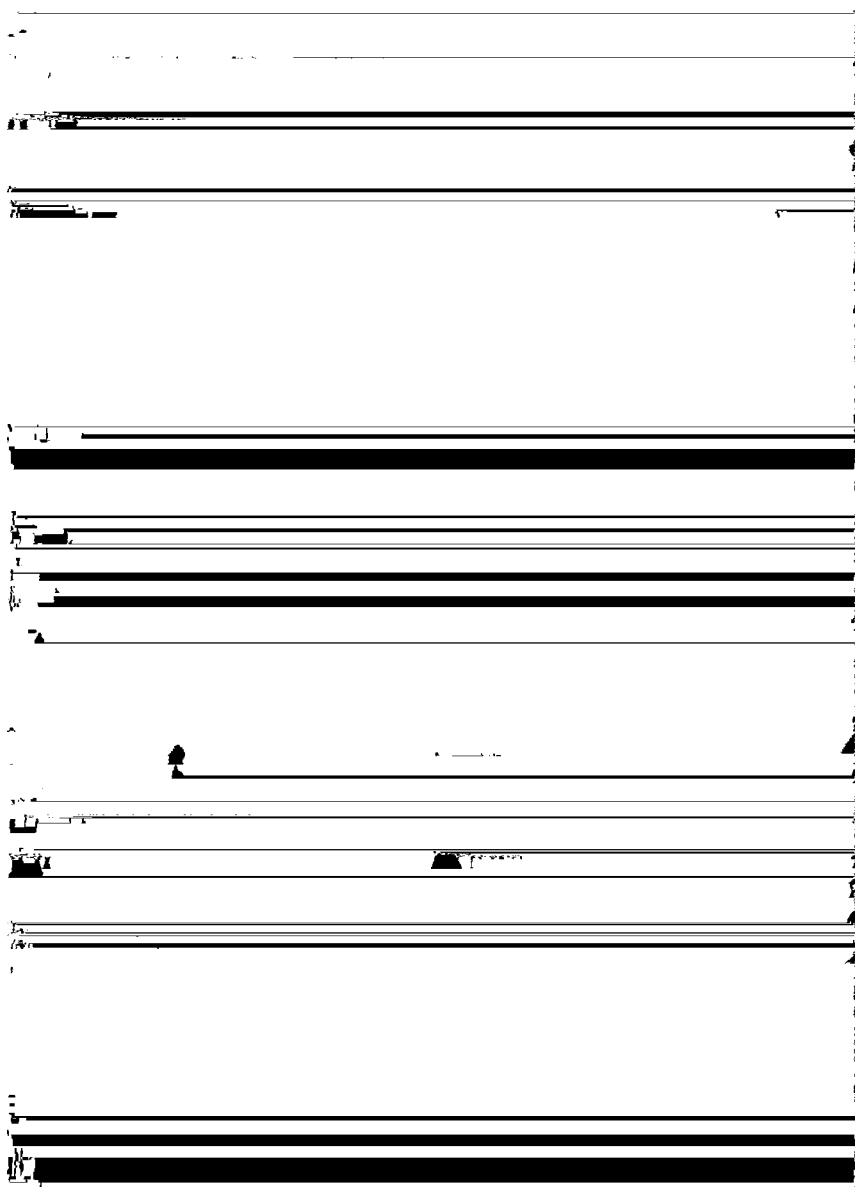
[Redacted]

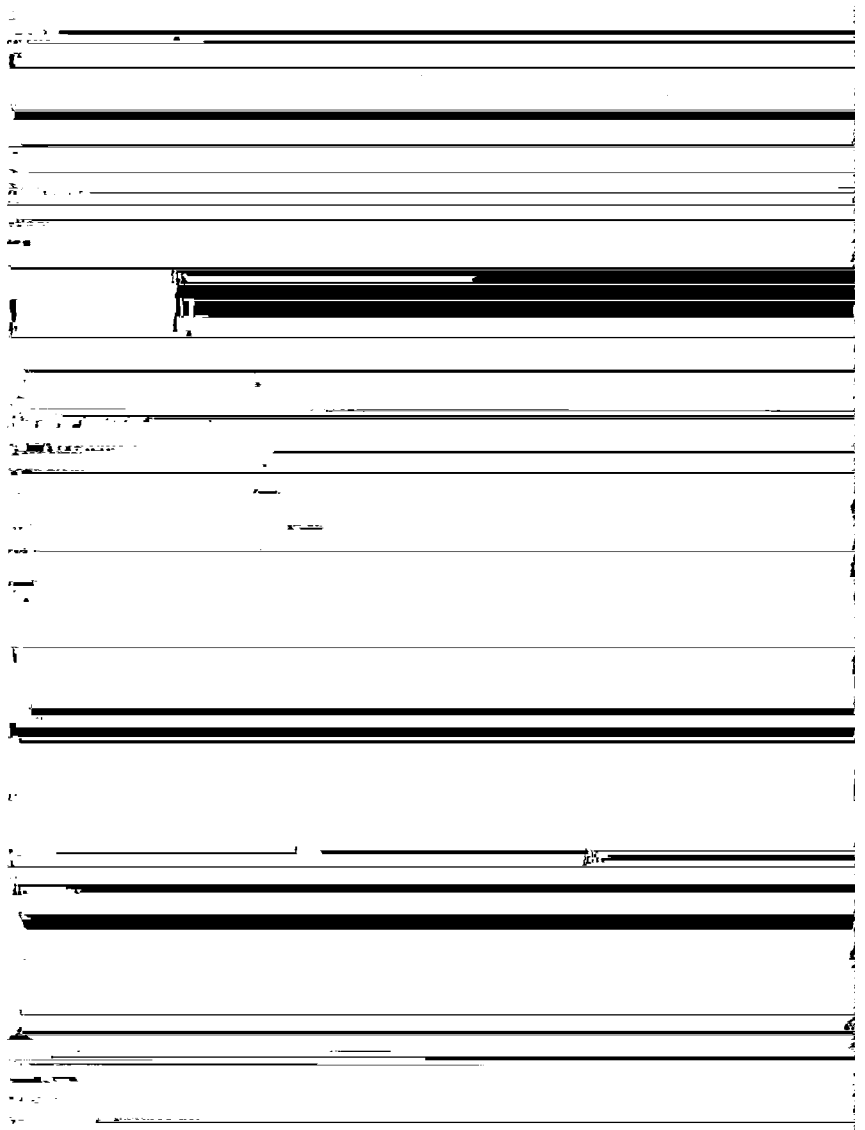
[Redacted]

[Redacted]









[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

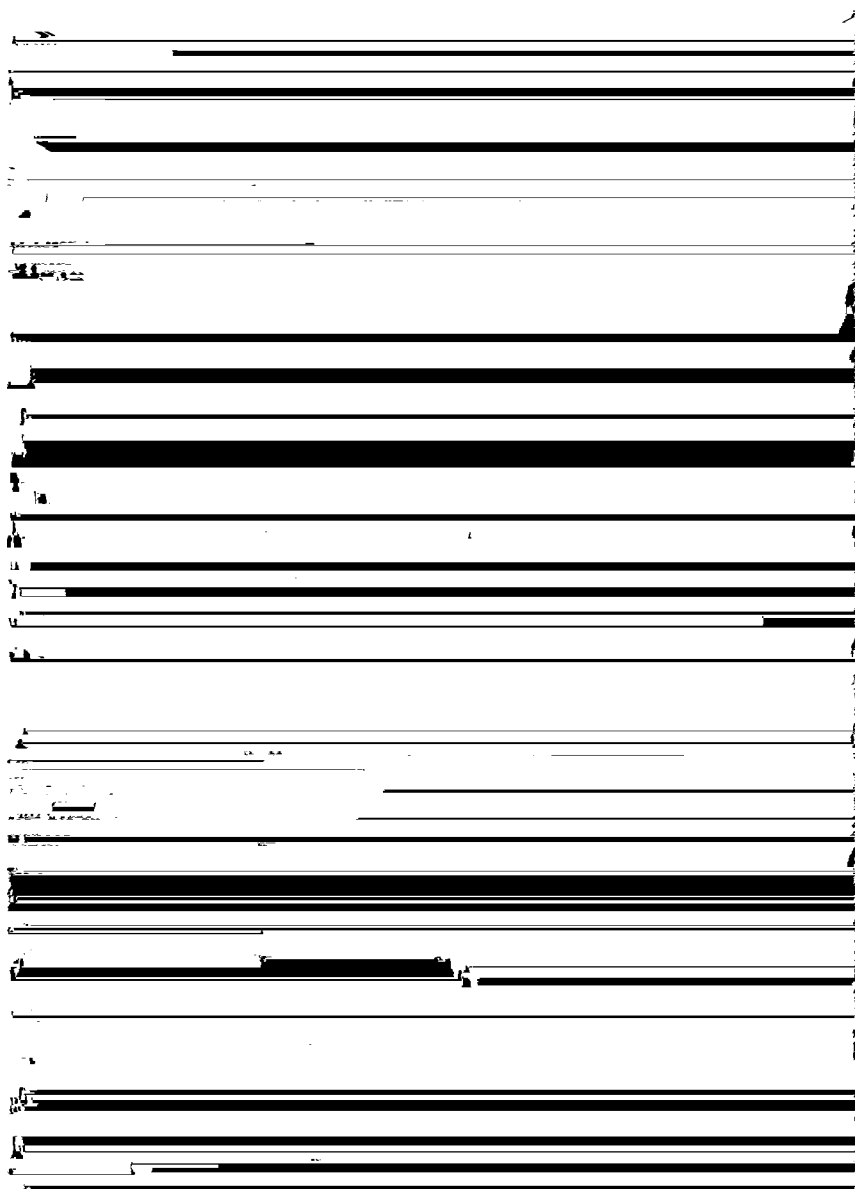
[REDACTED]

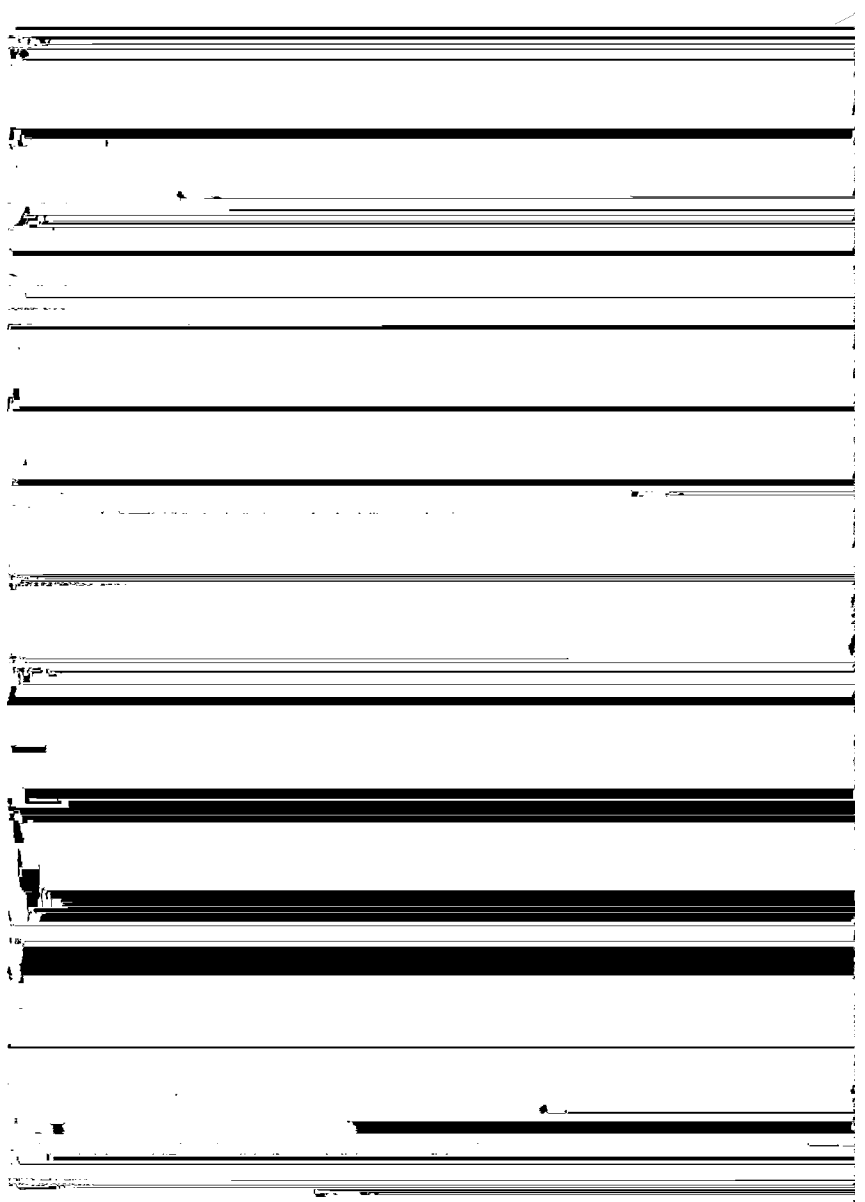
[REDACTED]

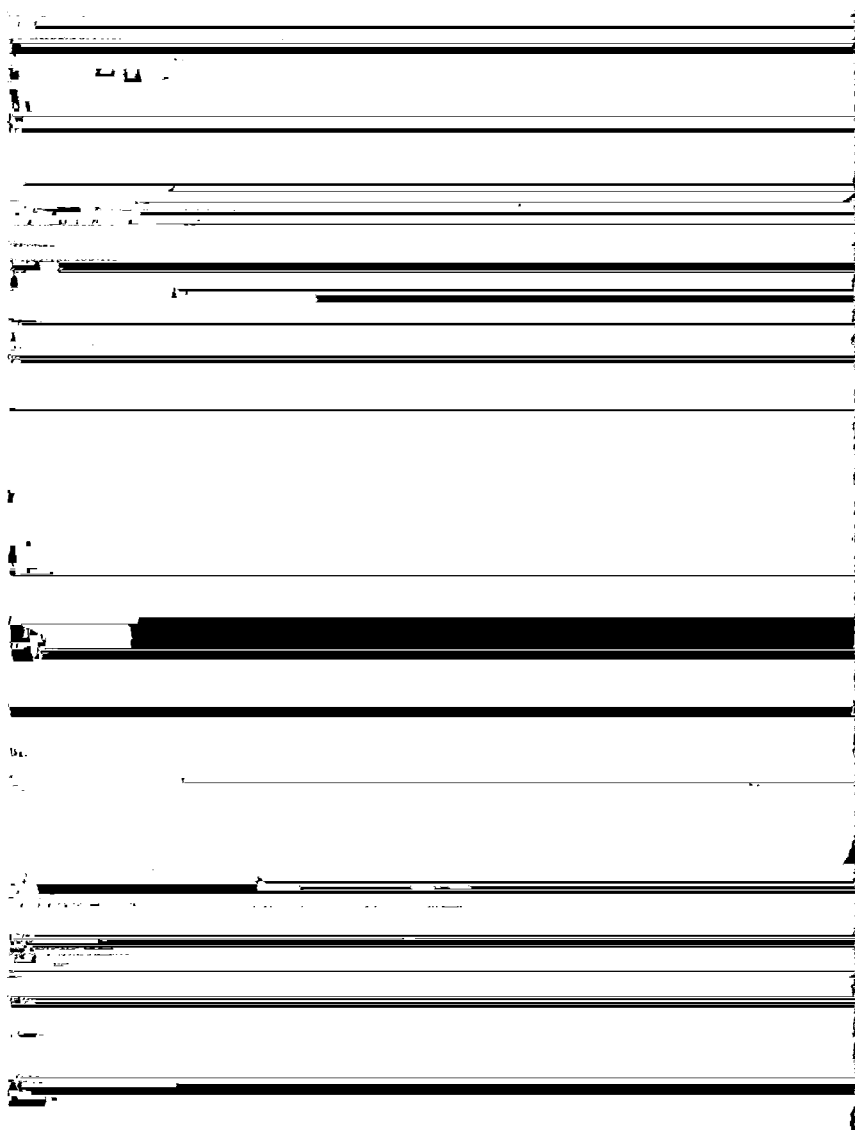
[REDACTED]

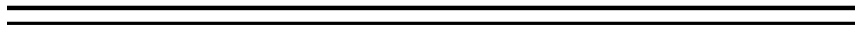
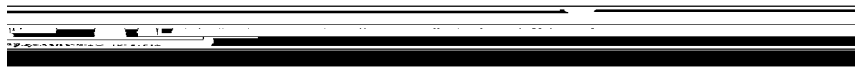
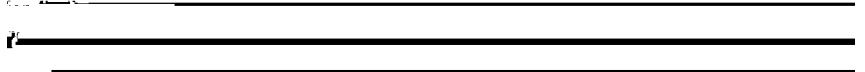
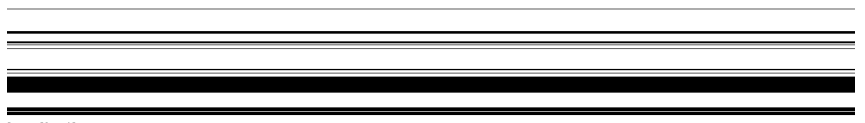
[REDACTED]

[REDACTED]









[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

1. [REDACTED]

2. [REDACTED]

3. [REDACTED]

4. [REDACTED]

5. [REDACTED]

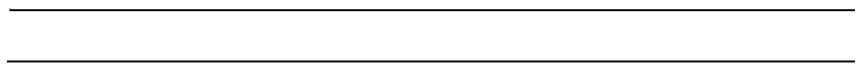
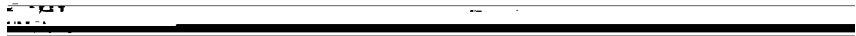
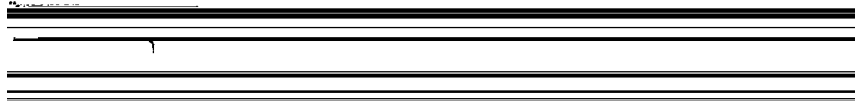
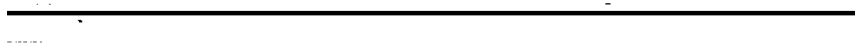
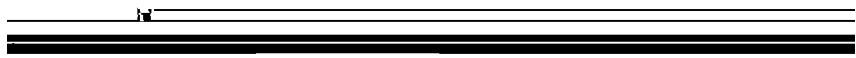
6. [REDACTED]

7. [REDACTED]

8. [REDACTED]

ANNEXE ID:

[REDACTED]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

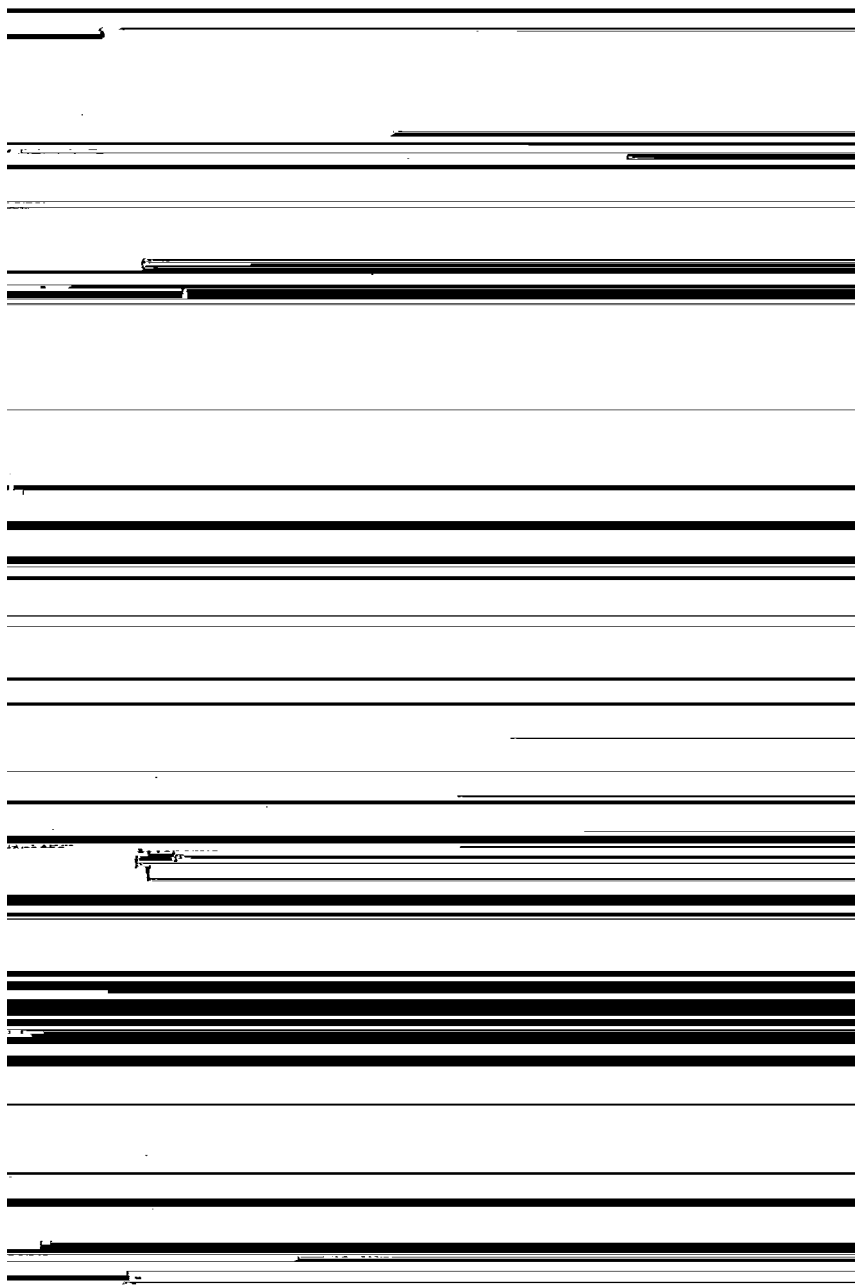
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

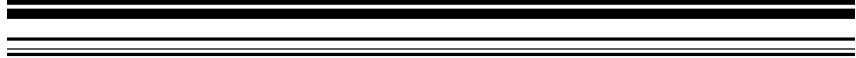
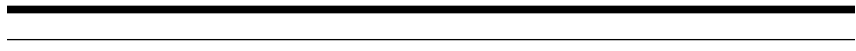
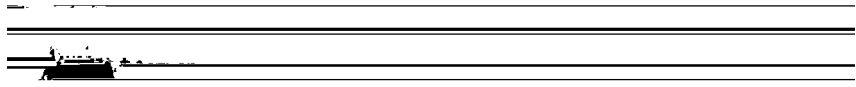


[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

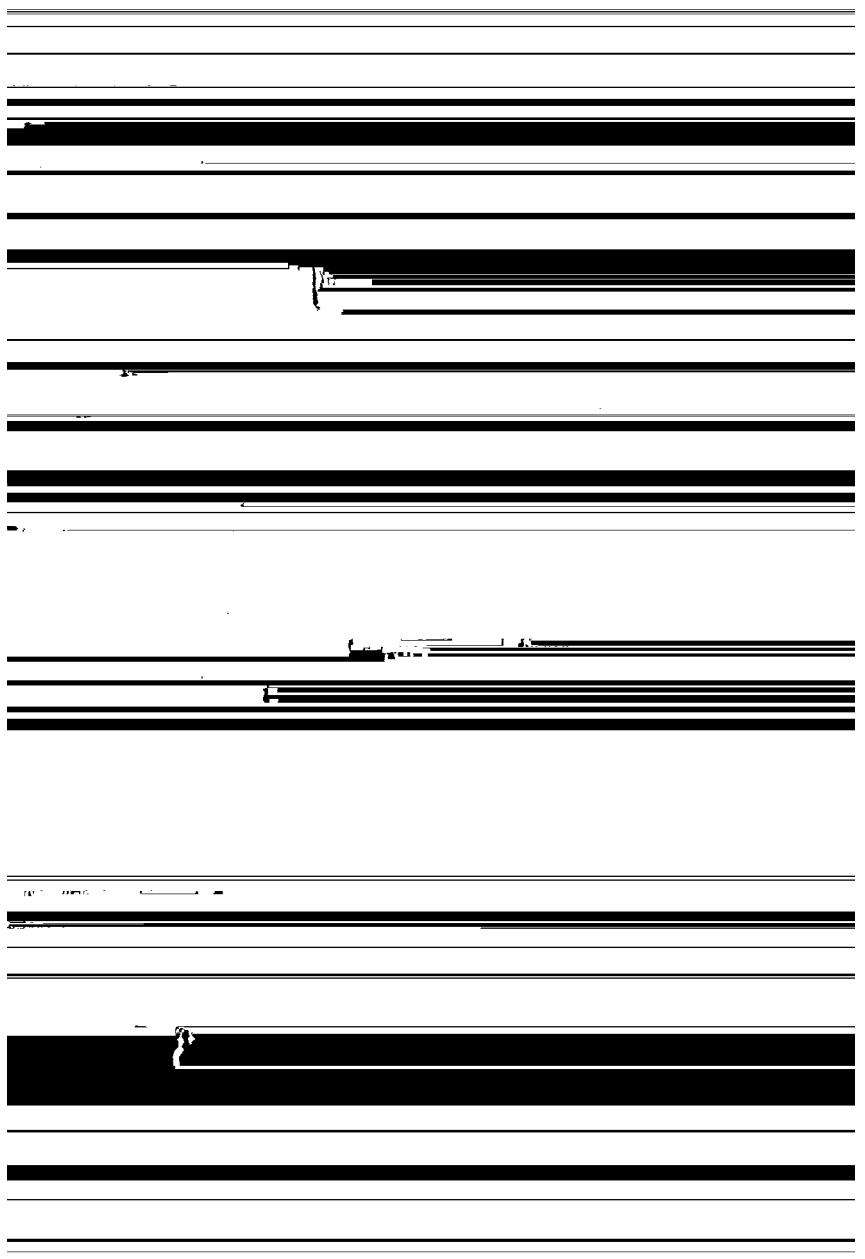
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



Page 1

[REDACTED]

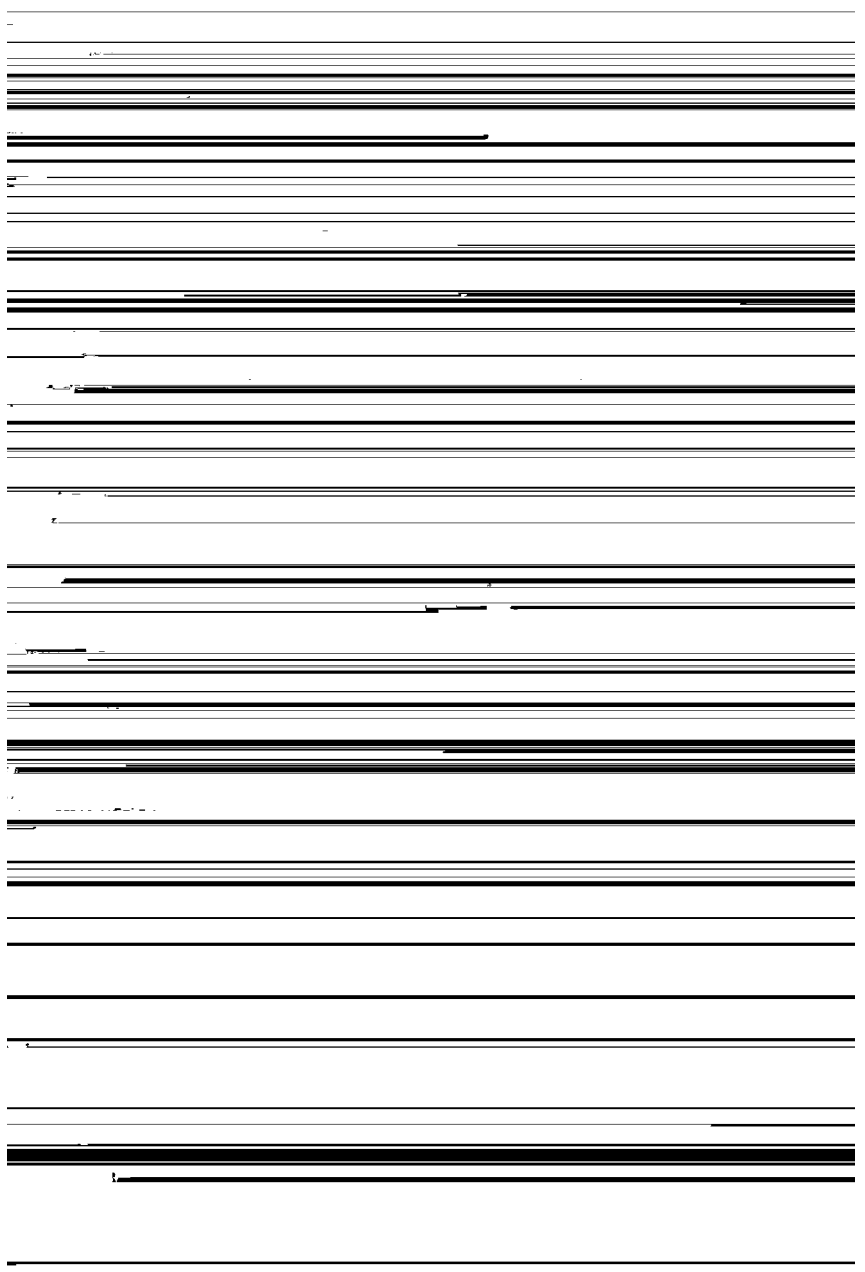
[REDACTED]

[REDACTED]

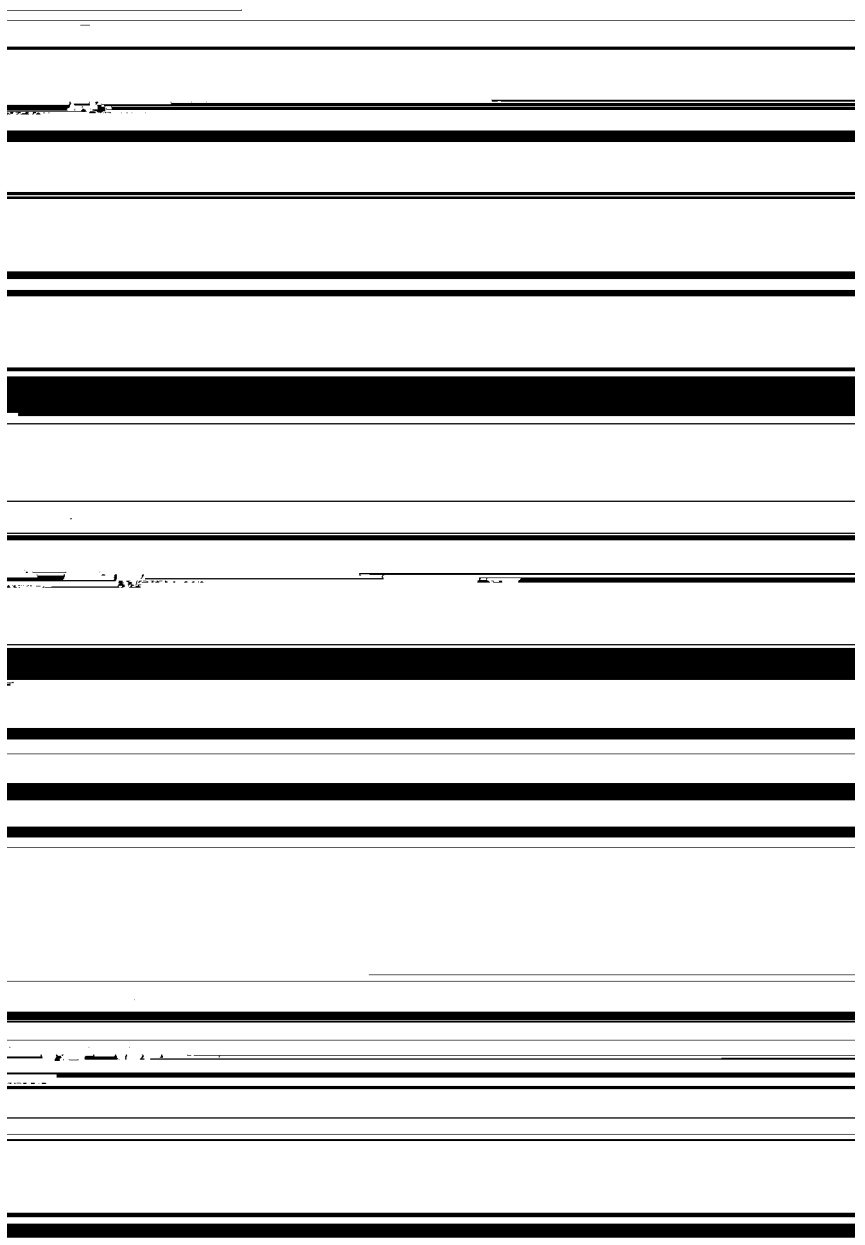
[REDACTED]

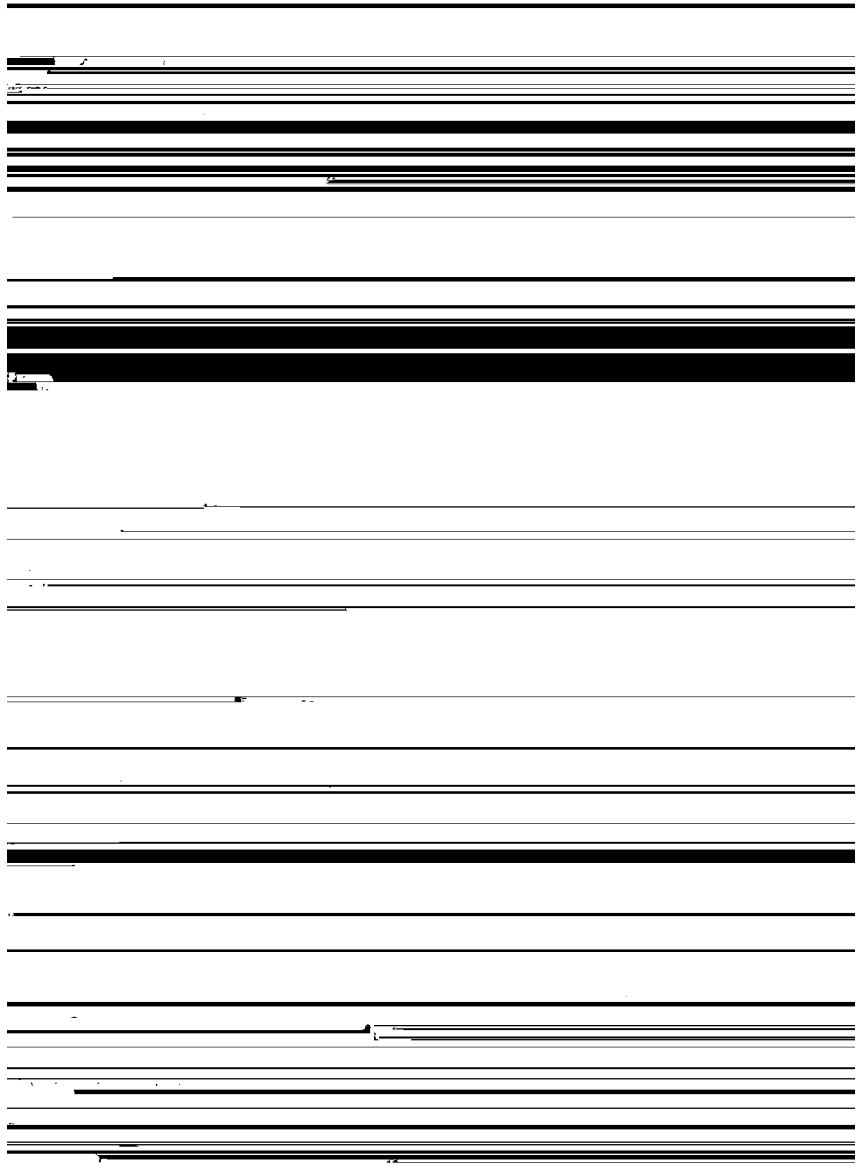
[The page contains multiple lines of text that are almost entirely obscured by heavy black redaction bars. Only a few faint, illegible characters are visible through the bars.]

[The page contains multiple lines of text that have been almost entirely obscured by heavy black redaction bars. Only a few faint, illegible characters are visible through the bars.]



The image shows a document page with a header at the top left containing the number '219/562' and at the top right containing the alphanumeric code 'PL 10064-A'. The main body of the page is filled with horizontal lines, suggesting a table or a list. Several large, solid black rectangular redaction bars are placed across the page, obscuring the text underneath. These redactions occur at approximately the top, middle, and bottom sections of the document. The lines between the redactions are mostly empty, indicating that the original content has been completely removed for security or privacy reasons.





[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

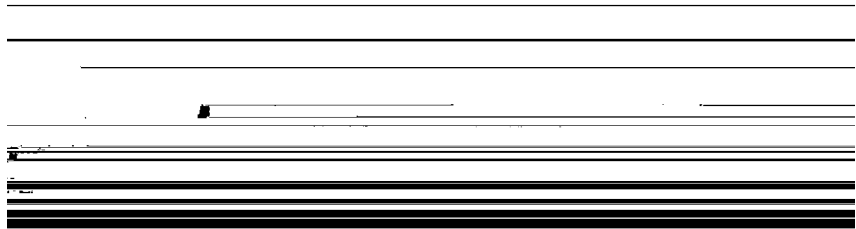
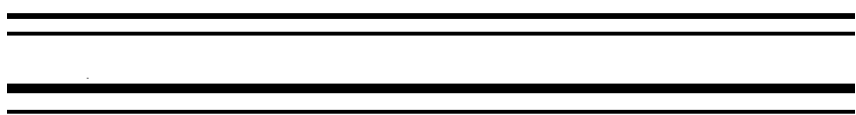
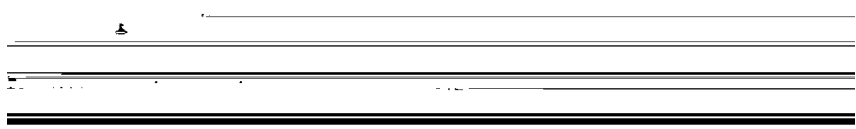
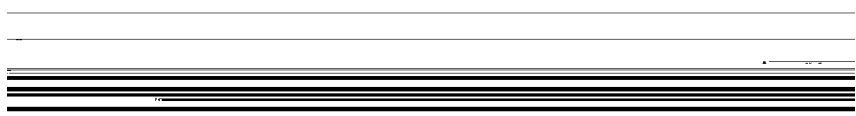
[Redacted text block]

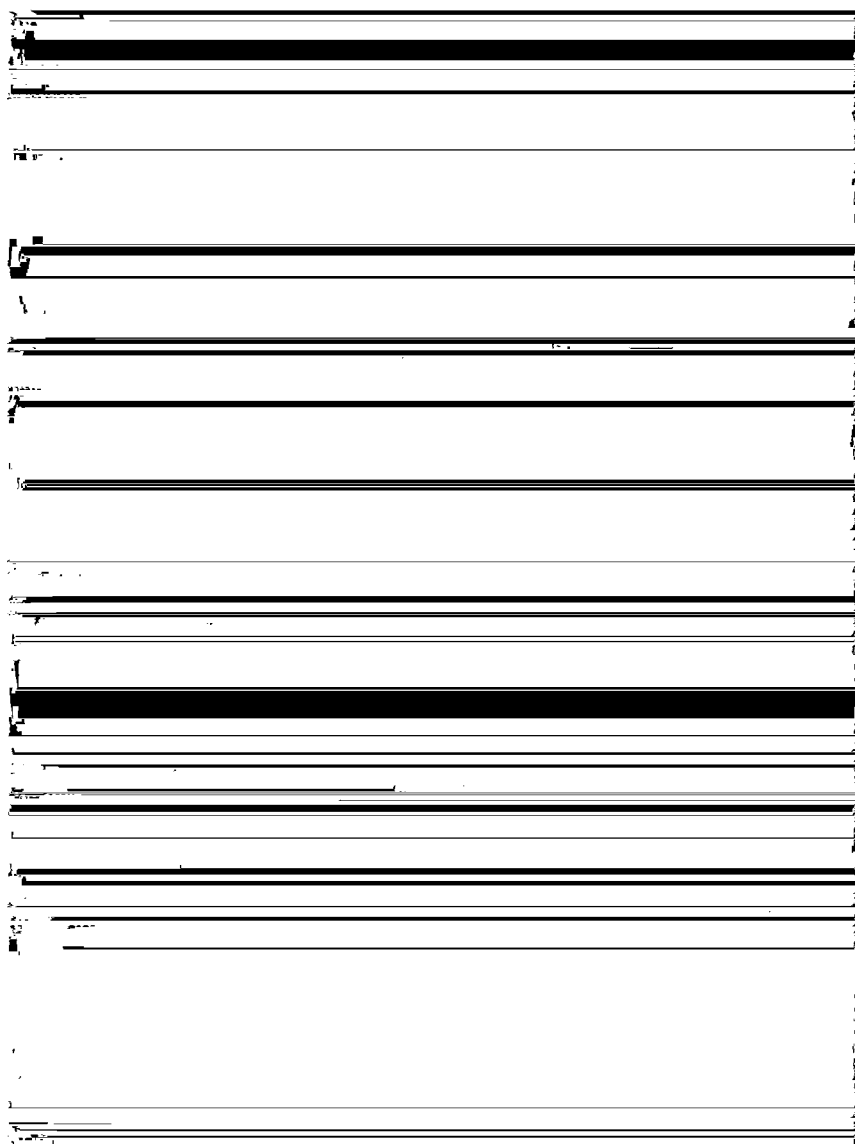
[Redacted text block]

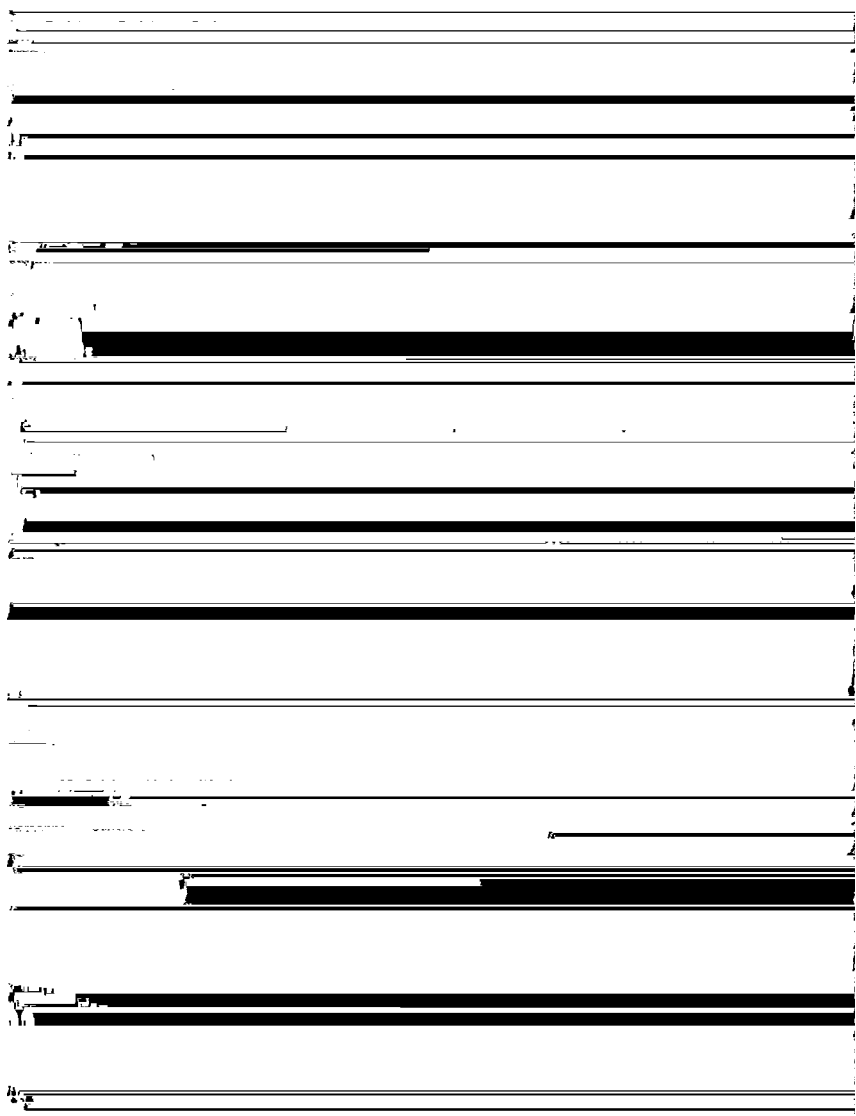
[Redacted text block]

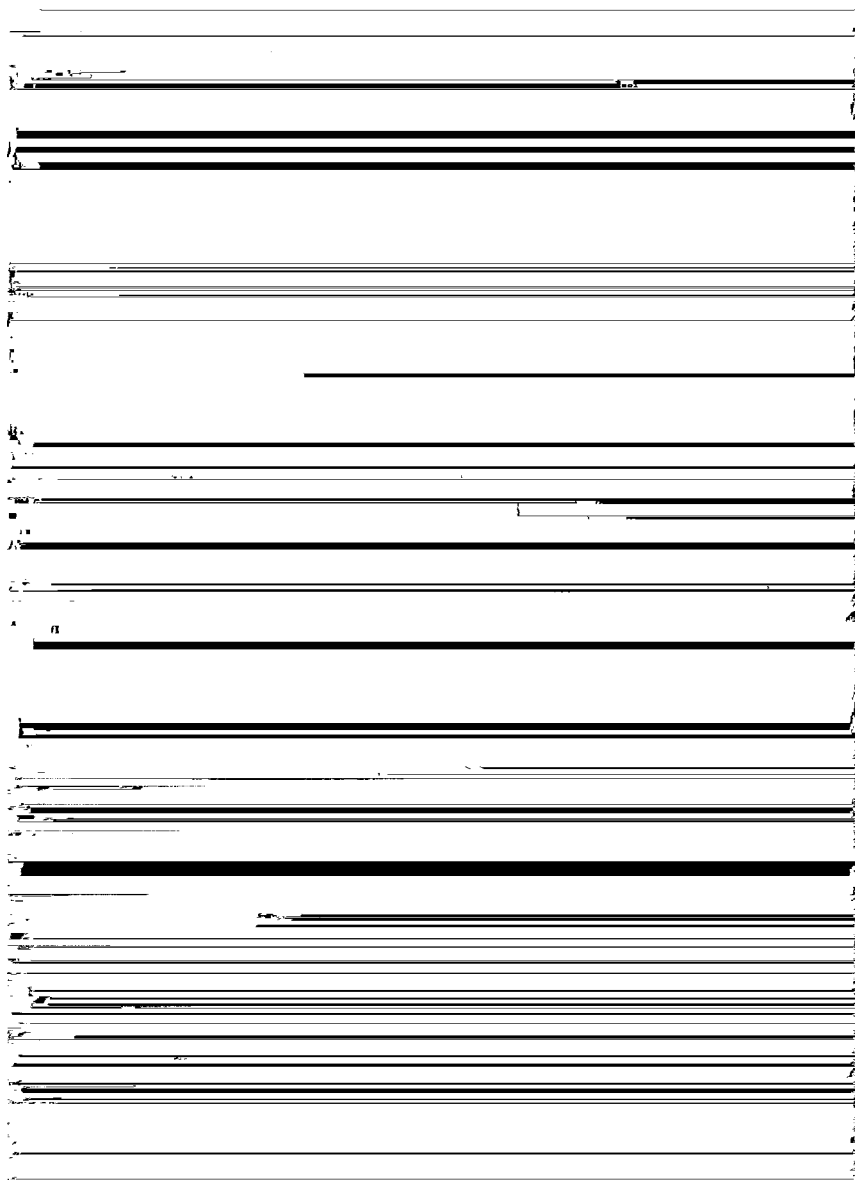
[Redacted text block]

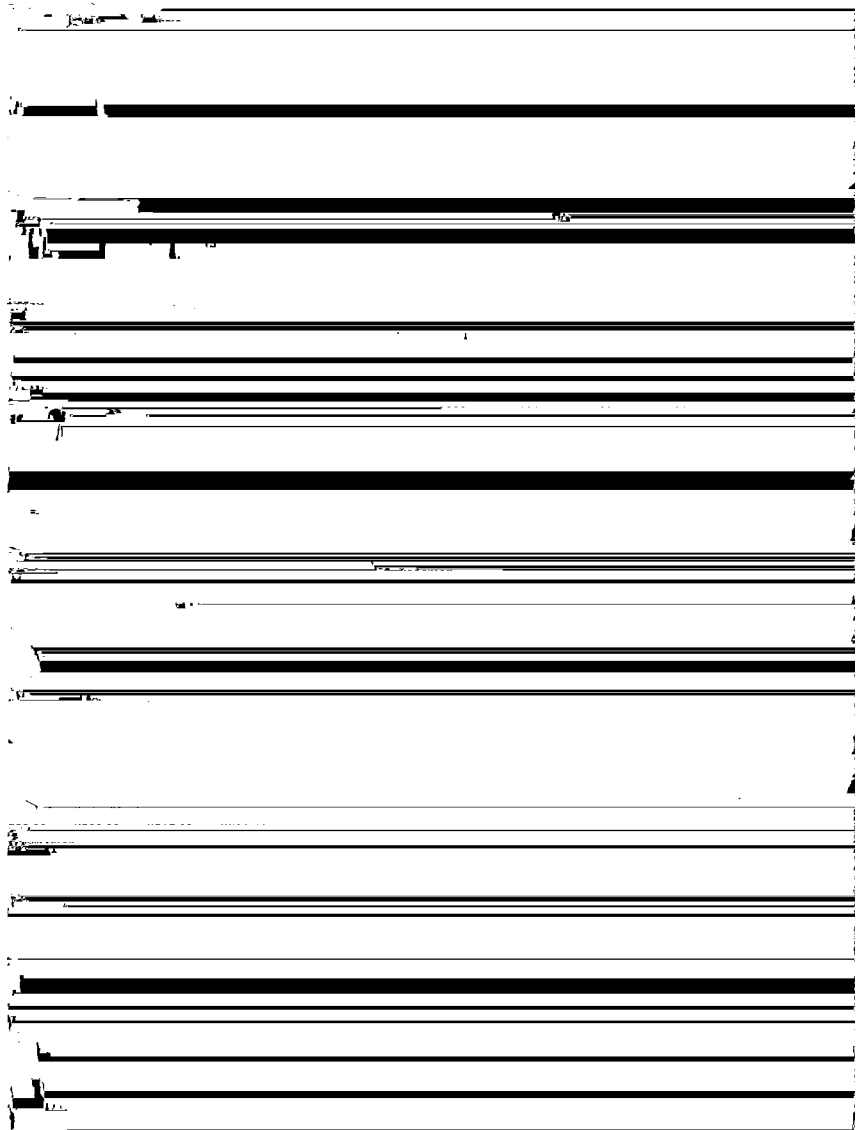
[Redacted text block]













[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

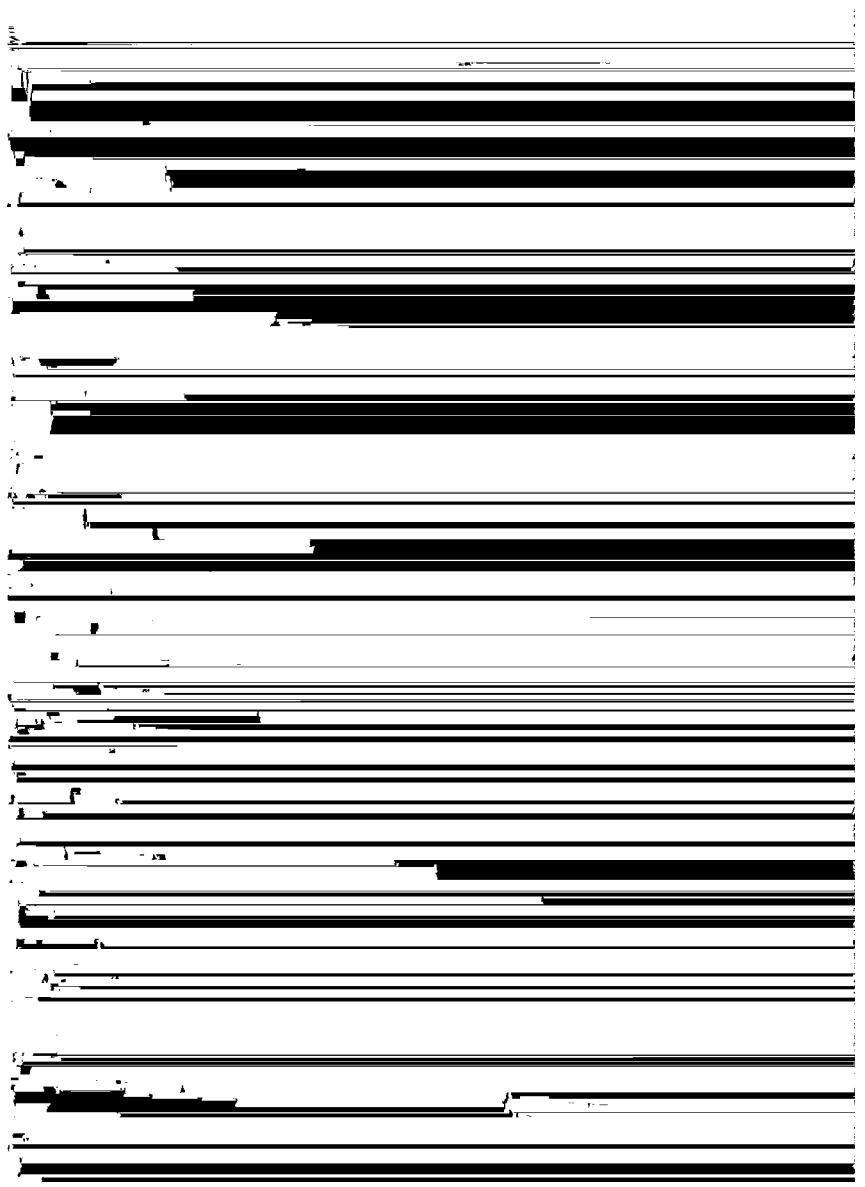
[REDACTED]

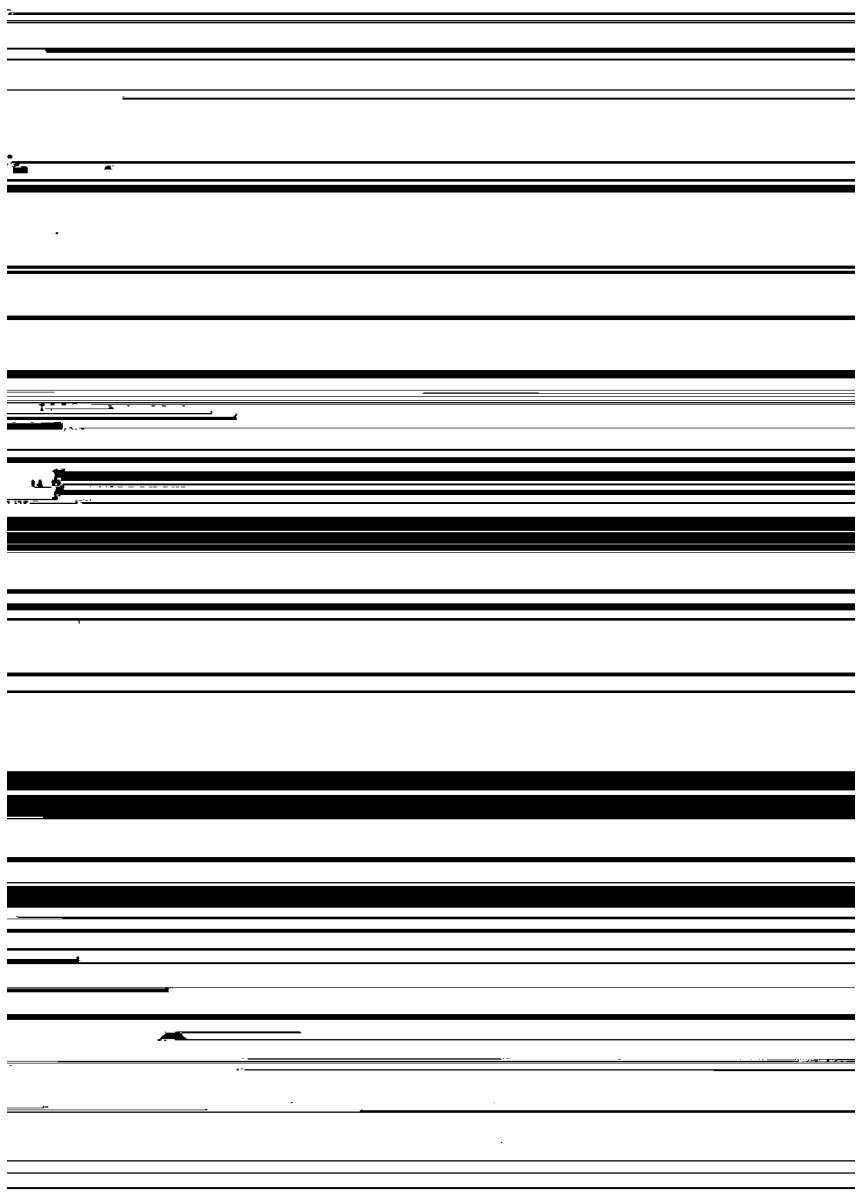
[REDACTED]

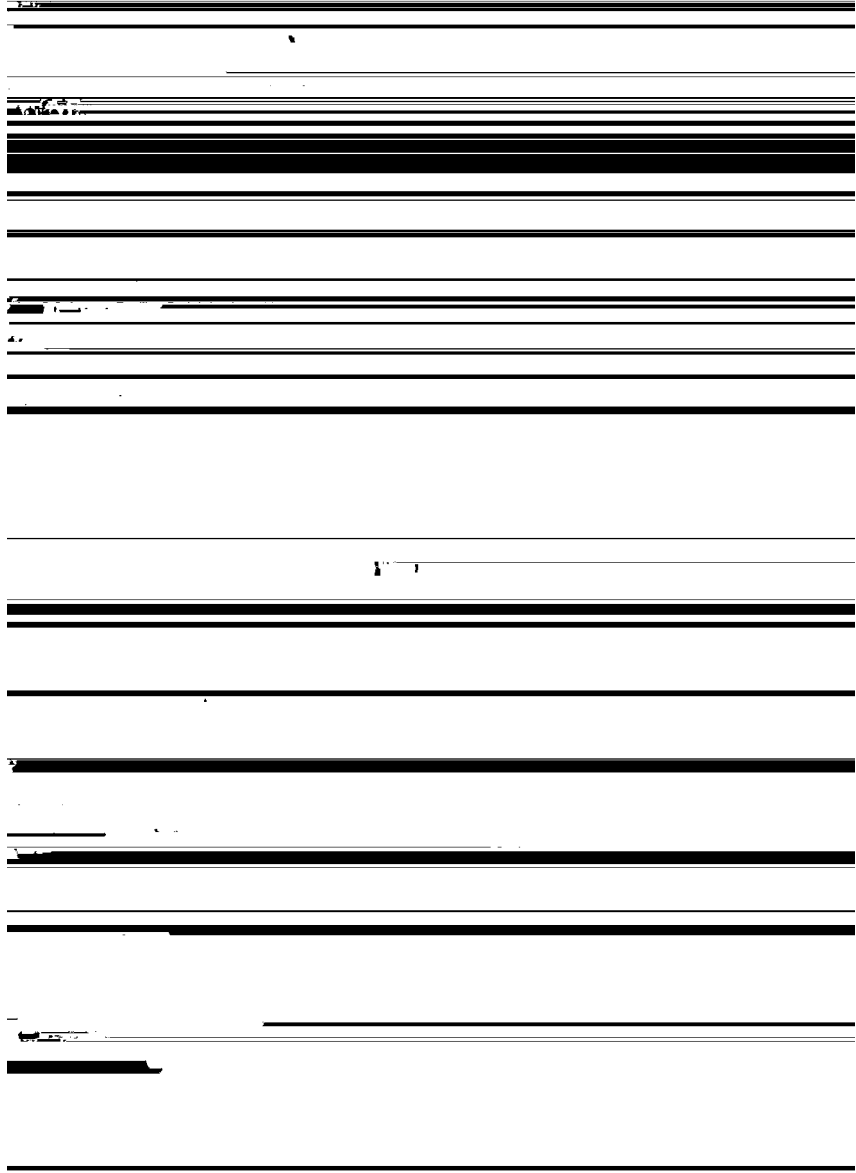
[REDACTED]

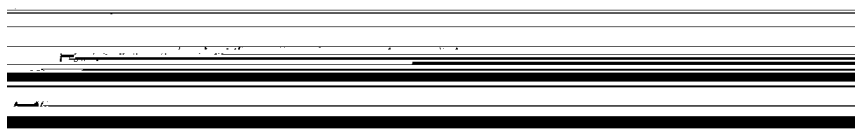
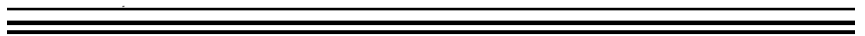
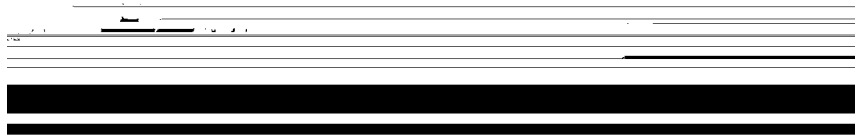
[REDACTED]

[REDACTED]









[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED] 1,

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

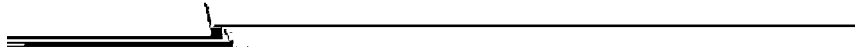
[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]



[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[Redacted text]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

Date de dépôt : 27 mai 2008

Rapport

de la Commission des finances chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat accordant une indemnité et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2008 à 2011:

- a) fondation des services d'aide et de soins à domicile**
- b) foyer de jour Aux Cinq Colosses**
- c) foyer de jour Pavillon Butini**
- d) foyer de jour Le Caroubier**
- e) foyer de jour Livada et Soubeyran**
- f) foyer de jour Oasis**
- g) foyer de jour Le Relais Dumas**
- h) foyer de jour-nuit Pavillon De La Rive**
- i) Chaperon Rouge, de la Croix-Rouge Genevoise**
- j) Arcade sages-femmes, association de sages-femmes à domicile**

ANNEXE 1E

The table contains several rows of data, but the content is almost entirely obscured by thick black redaction bars. In the middle row, there is some faint, illegible text that appears to be a header or a label, possibly containing the number '1234'.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[The body of the document is almost entirely obscured by heavy horizontal black redaction bars.]

The image shows a document page that has been almost entirely redacted. There are several thick, solid black horizontal bars of varying lengths that obscure the text. The bars are located at the top, middle, and bottom of the page. The remaining visible areas are mostly white with some faint, illegible lines and a small dark triangular mark in the lower-left quadrant. The page is otherwise blank.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[Redacted]

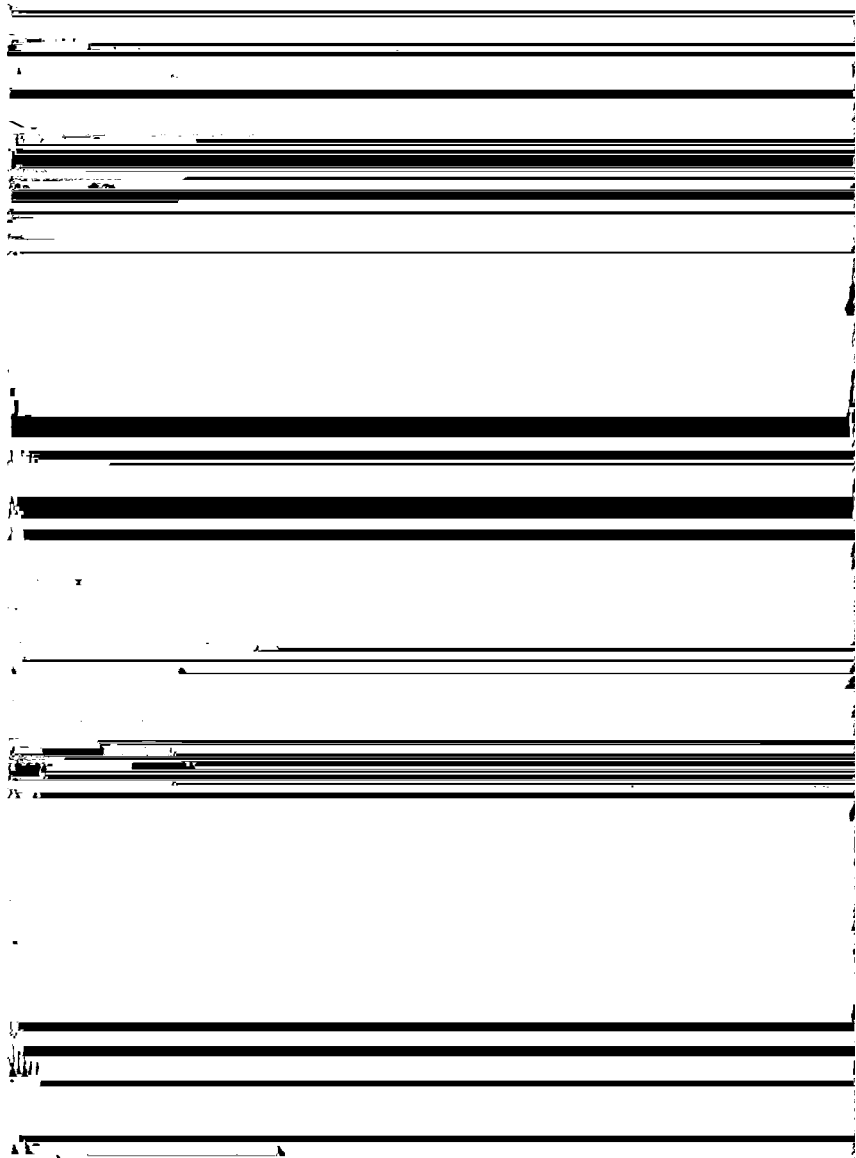
[Redacted]

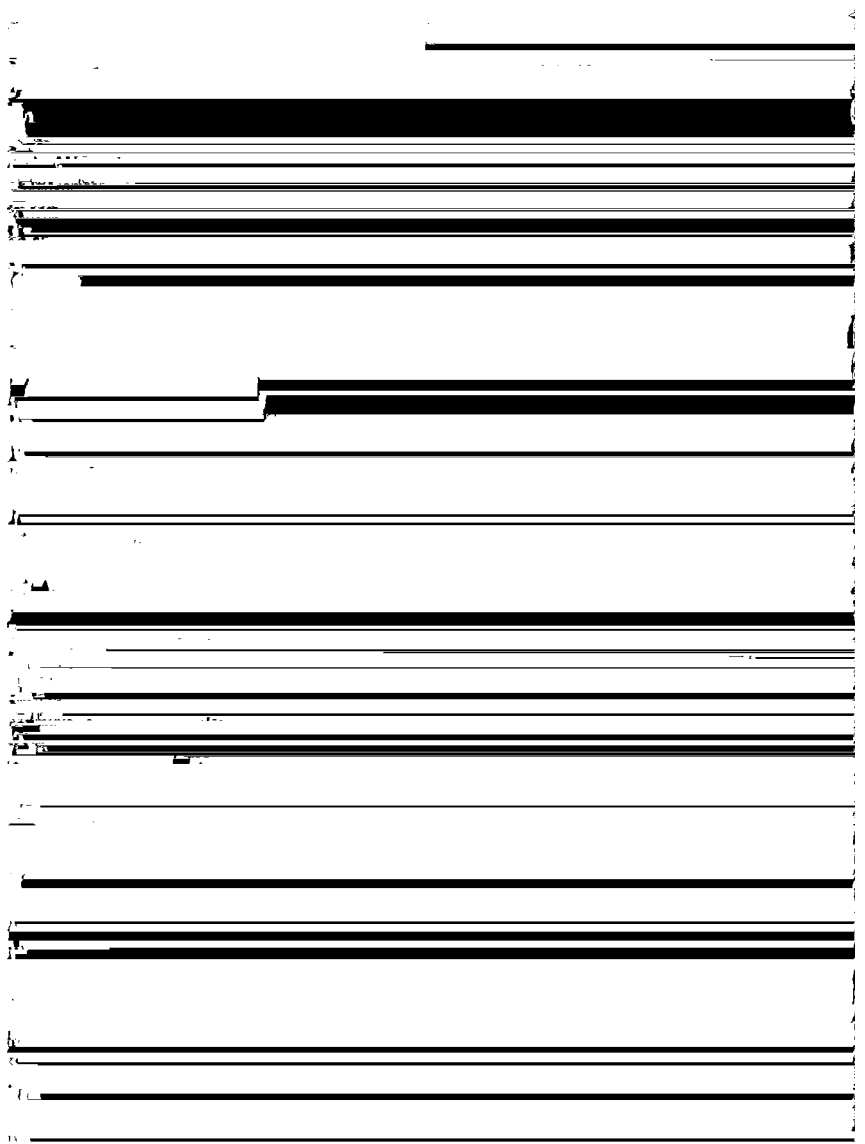
[Redacted]

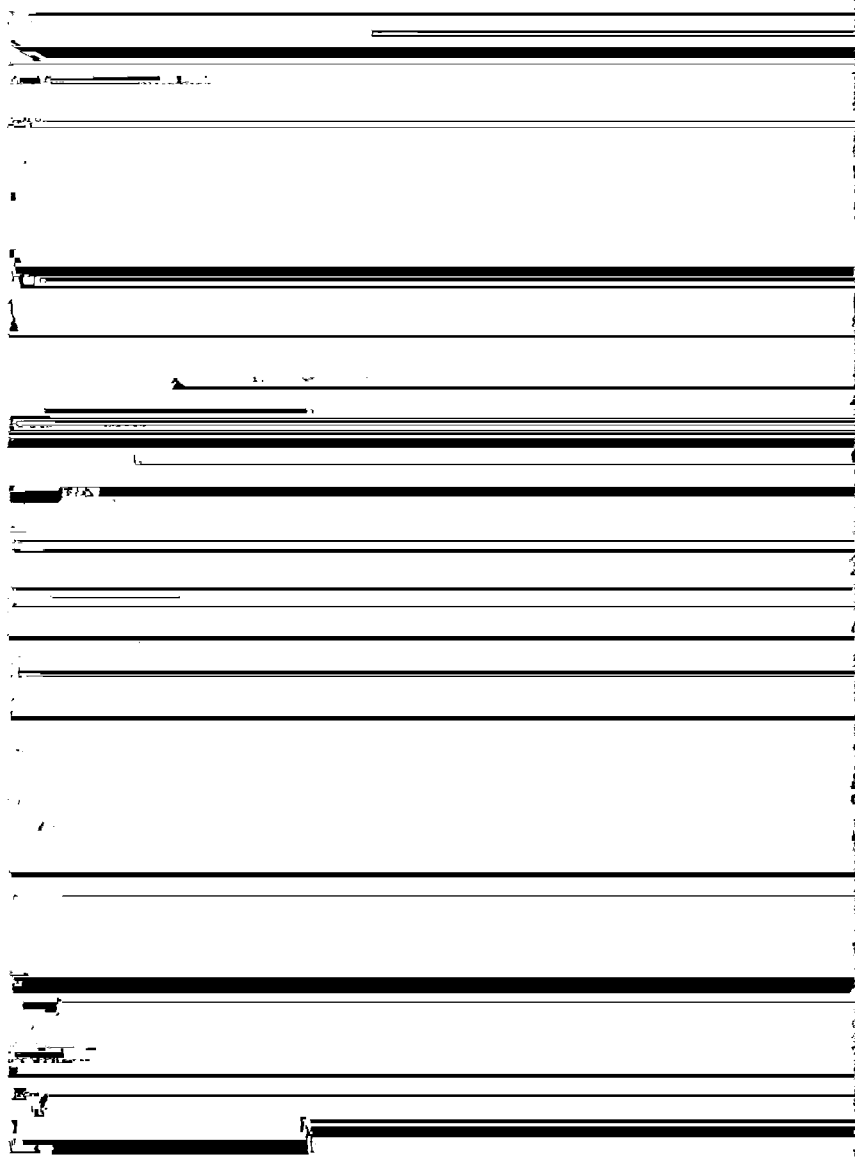
[Redacted]

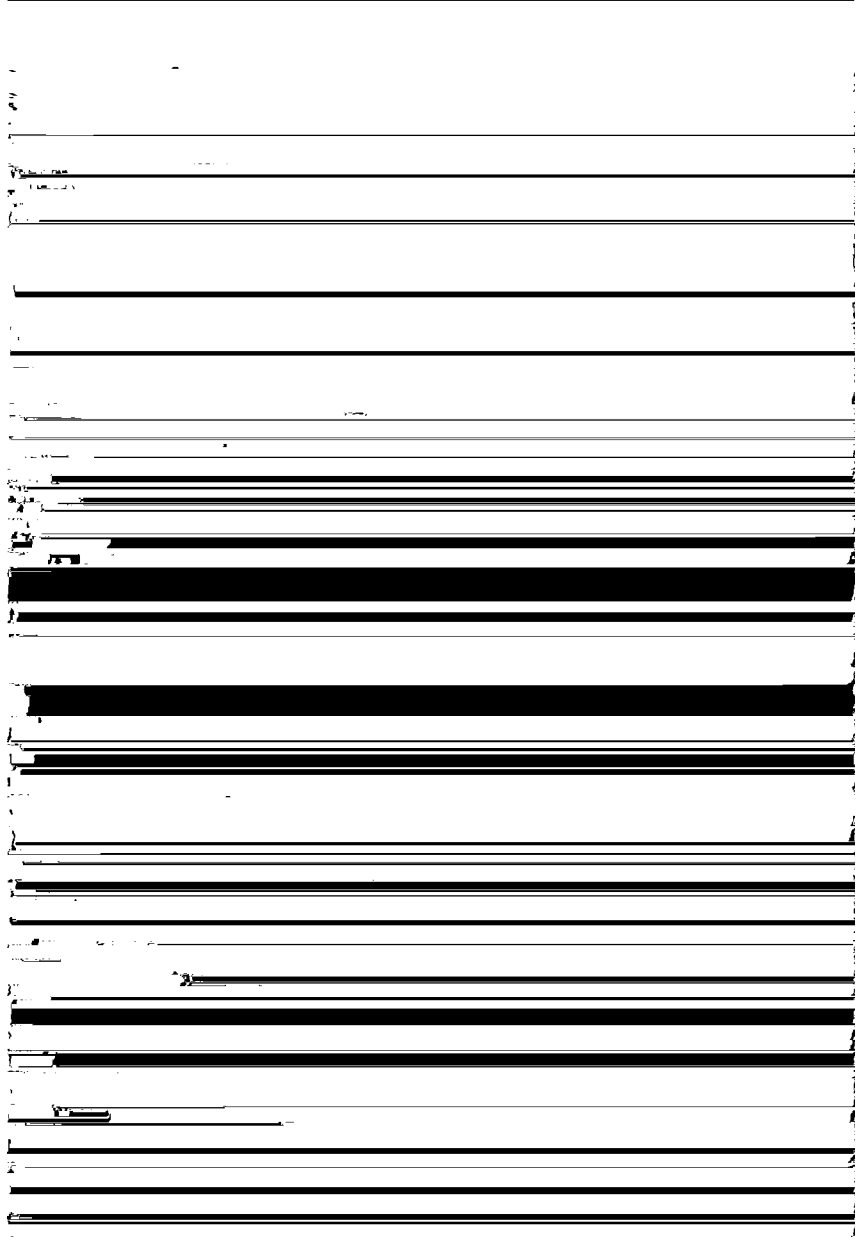
[Redacted]

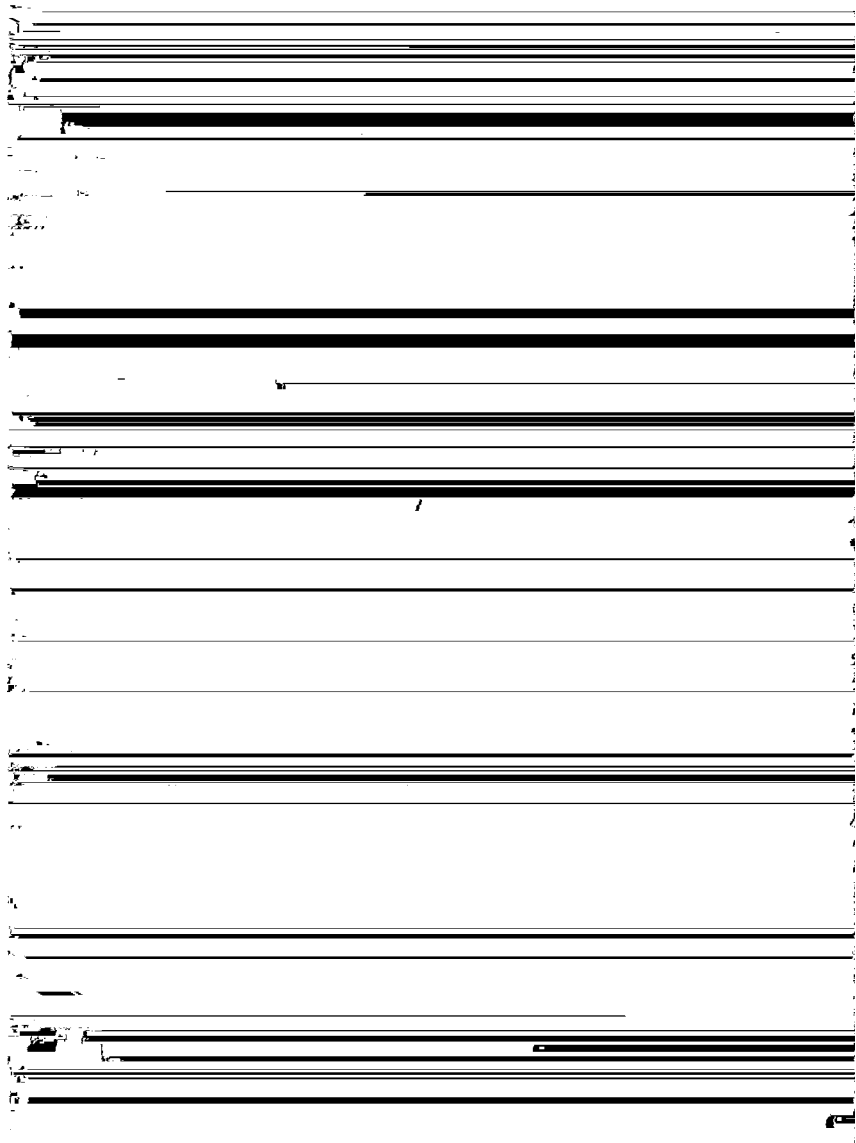
[Redacted]





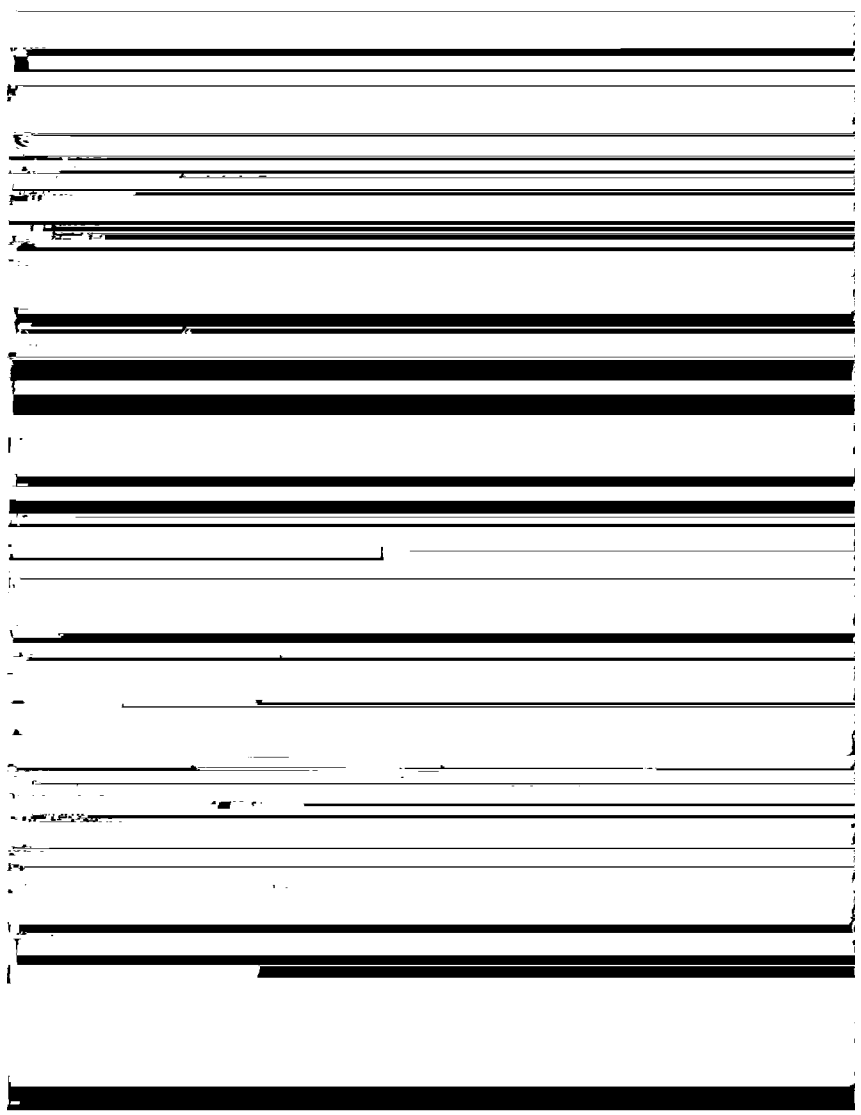






[The body of the document is almost entirely obscured by heavy black redaction bars. Only a few faint, illegible characters are visible through the gaps.]

[The body of the document is almost entirely obscured by heavy black redaction bars and horizontal scanning artifacts. Only faint, illegible traces of text are visible.]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

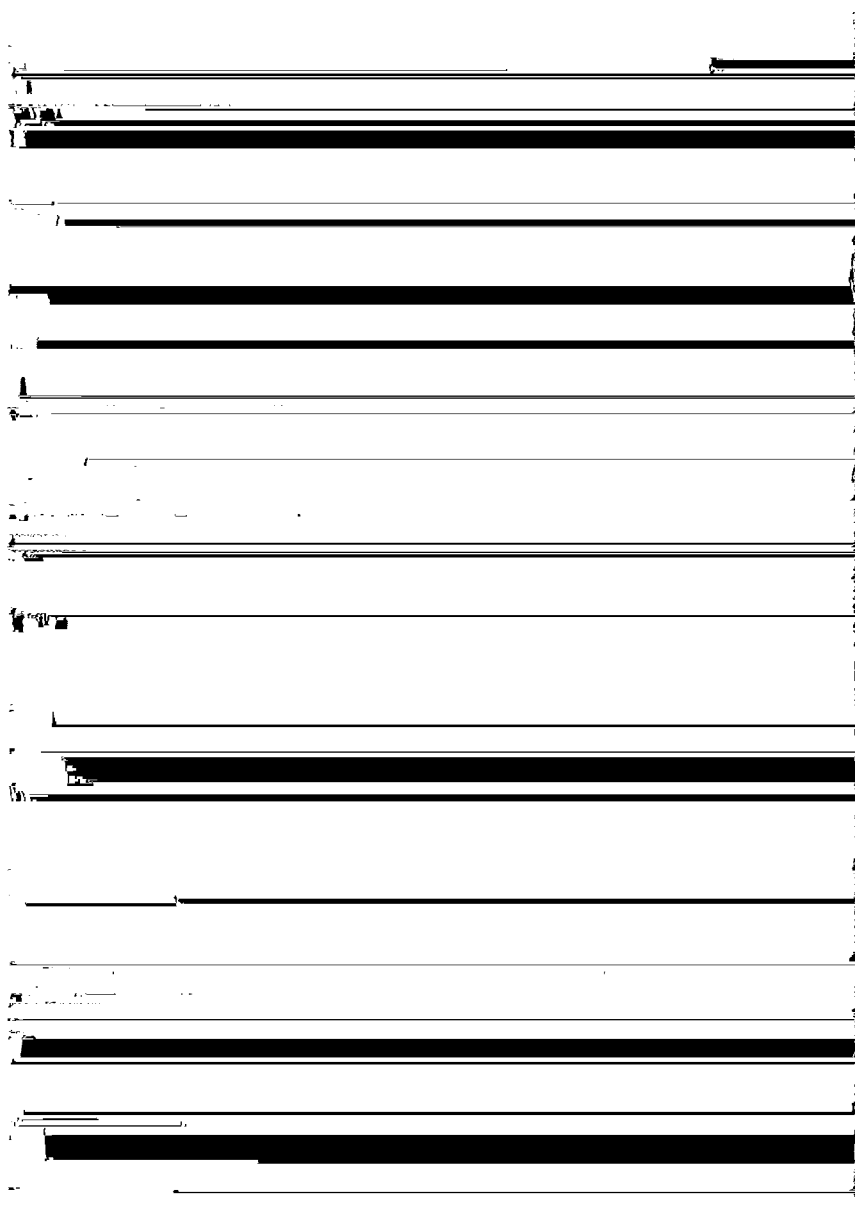
[REDACTED]

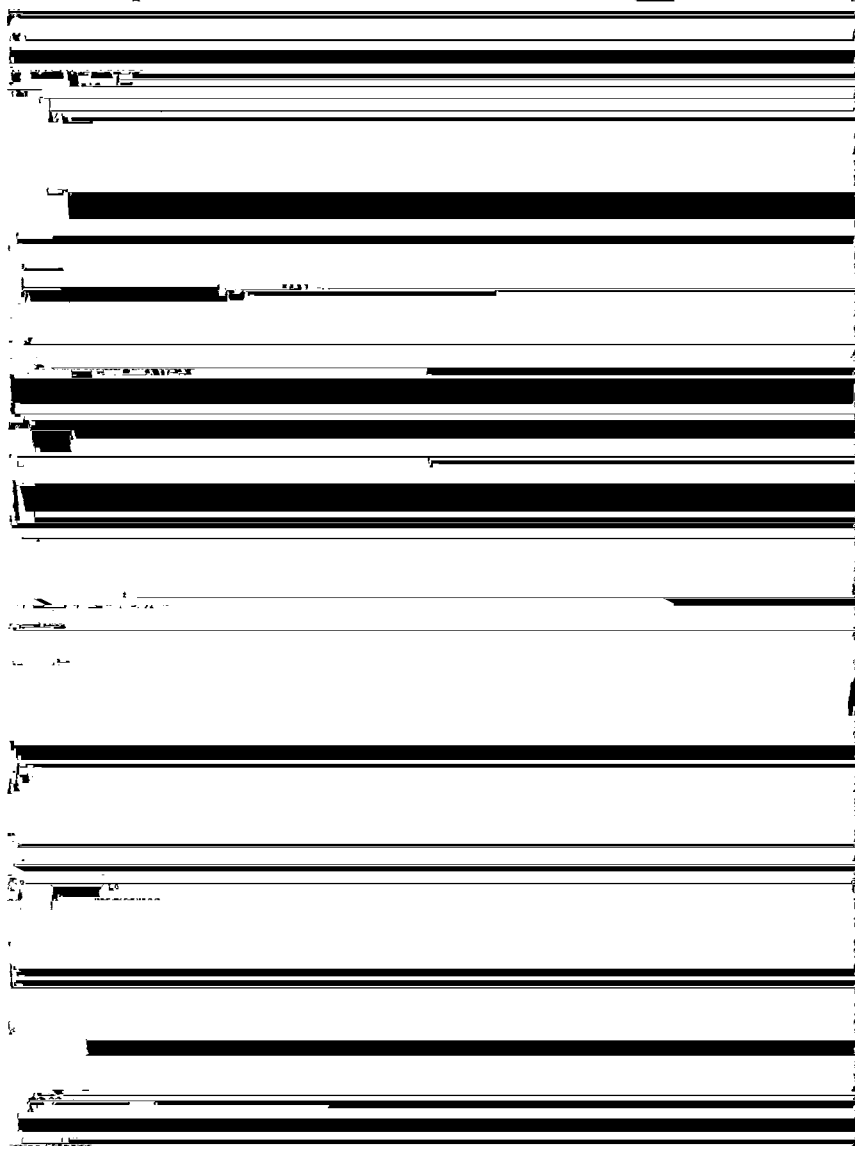
[REDACTED]

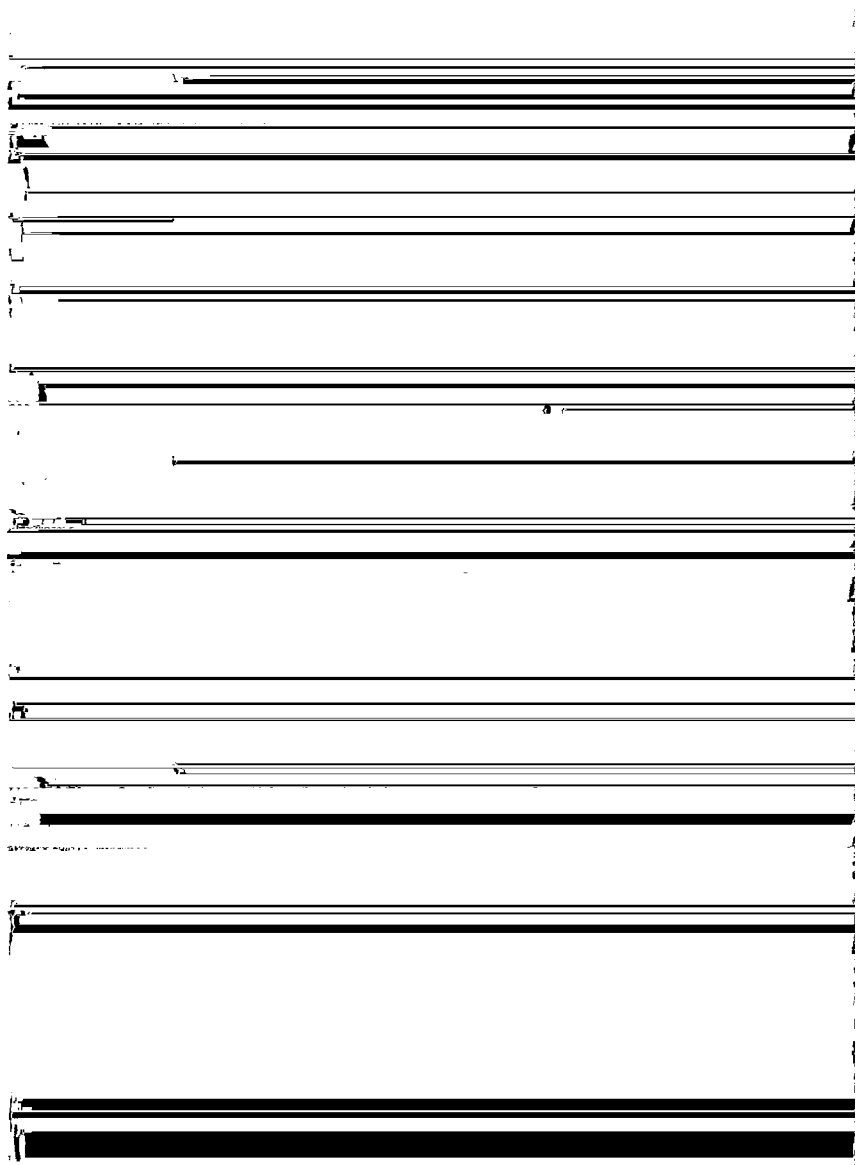
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]







[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

SEP 1972

78

79

80

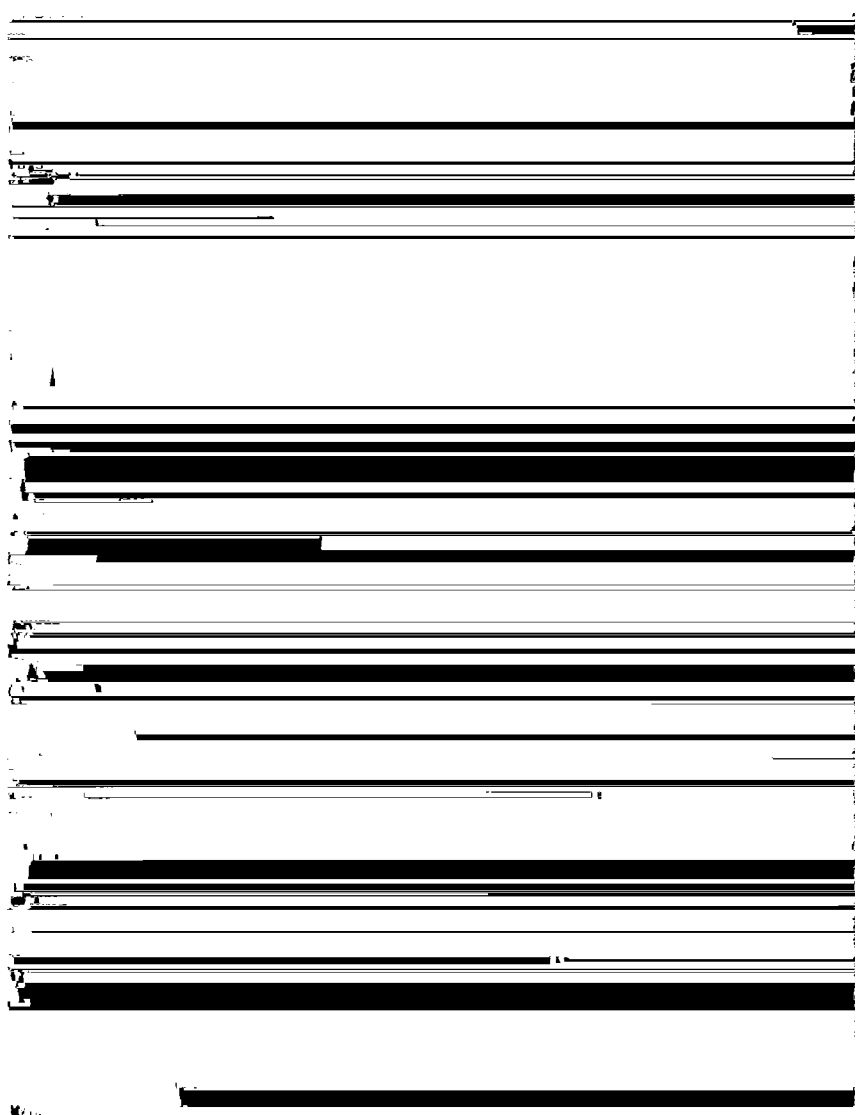
81

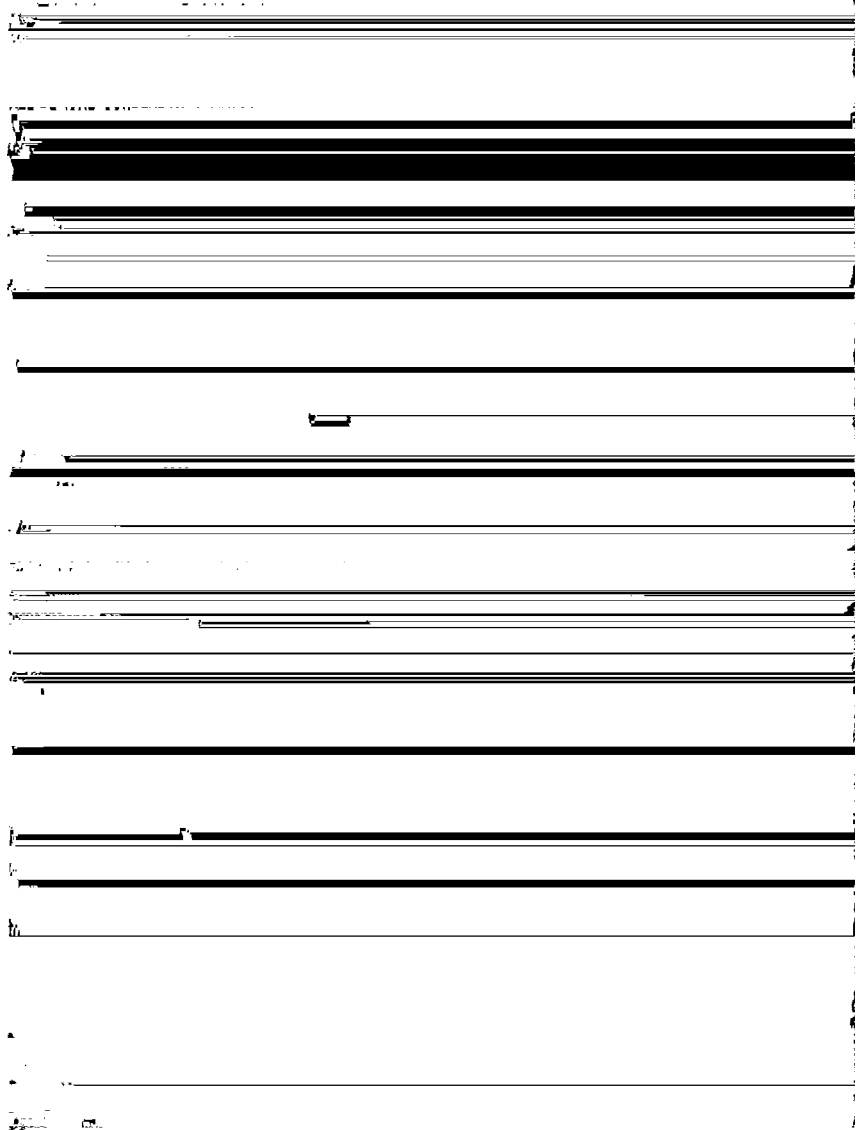
82

83

84

85





[REDACTED]

[REDACTED]

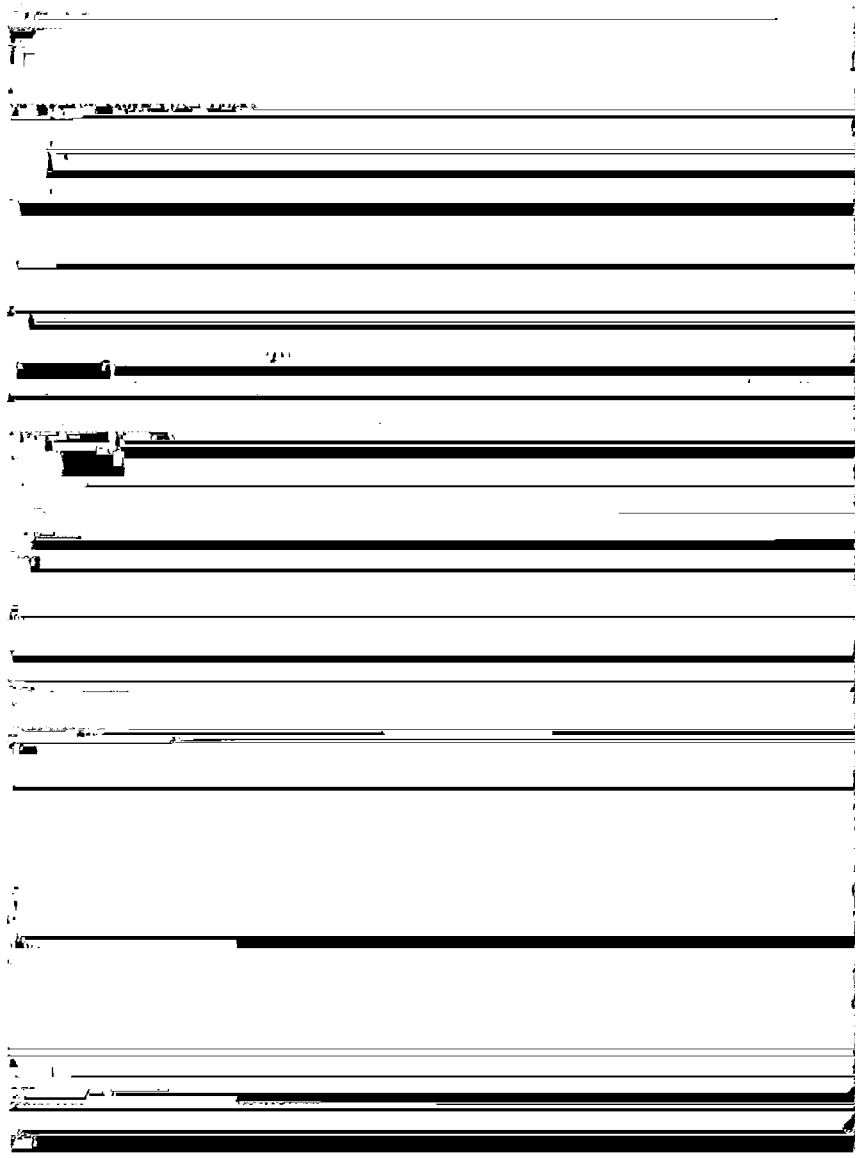
[REDACTED]

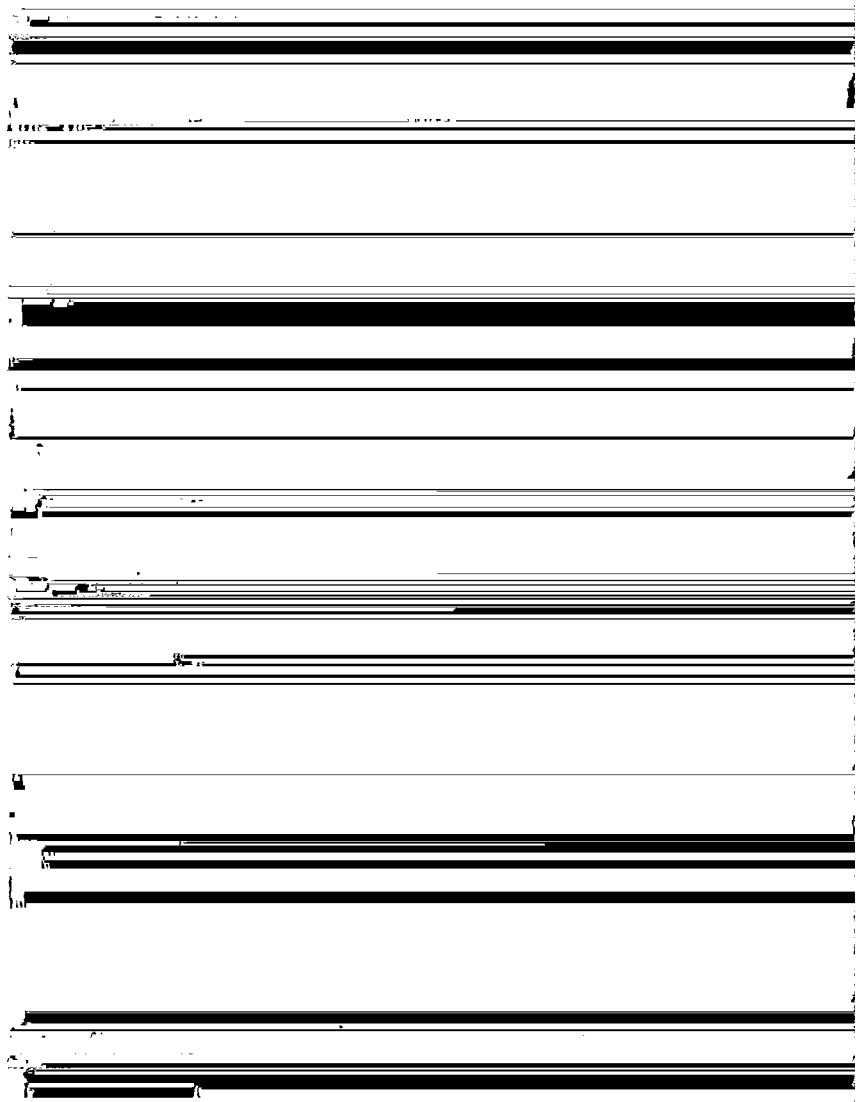
[REDACTED]

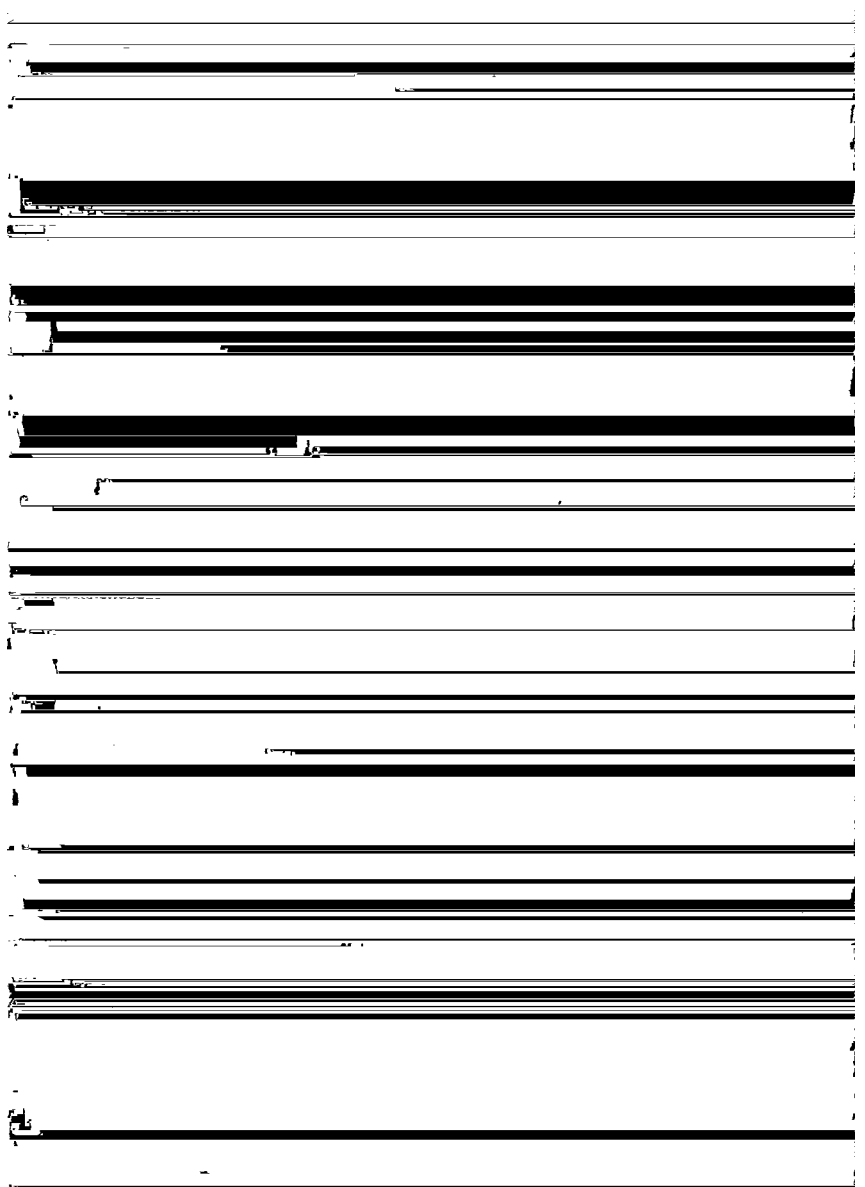
[REDACTED]

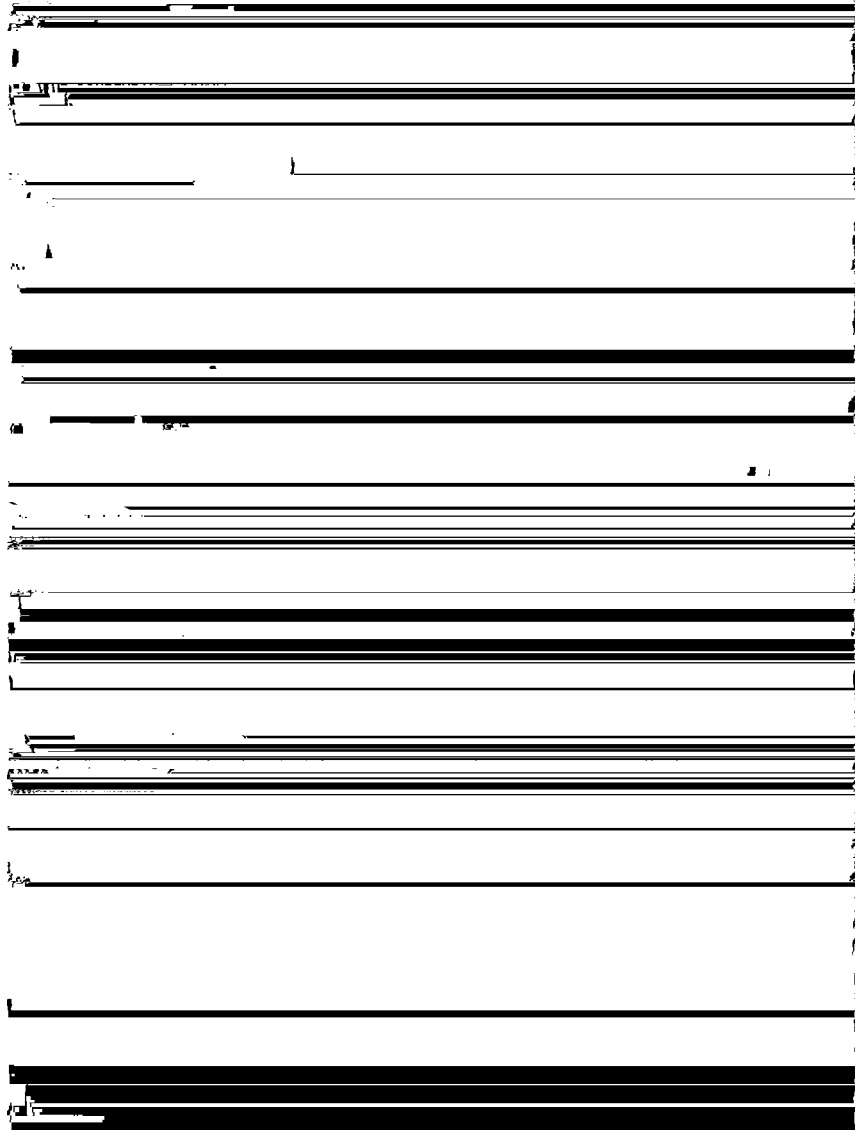
[REDACTED]

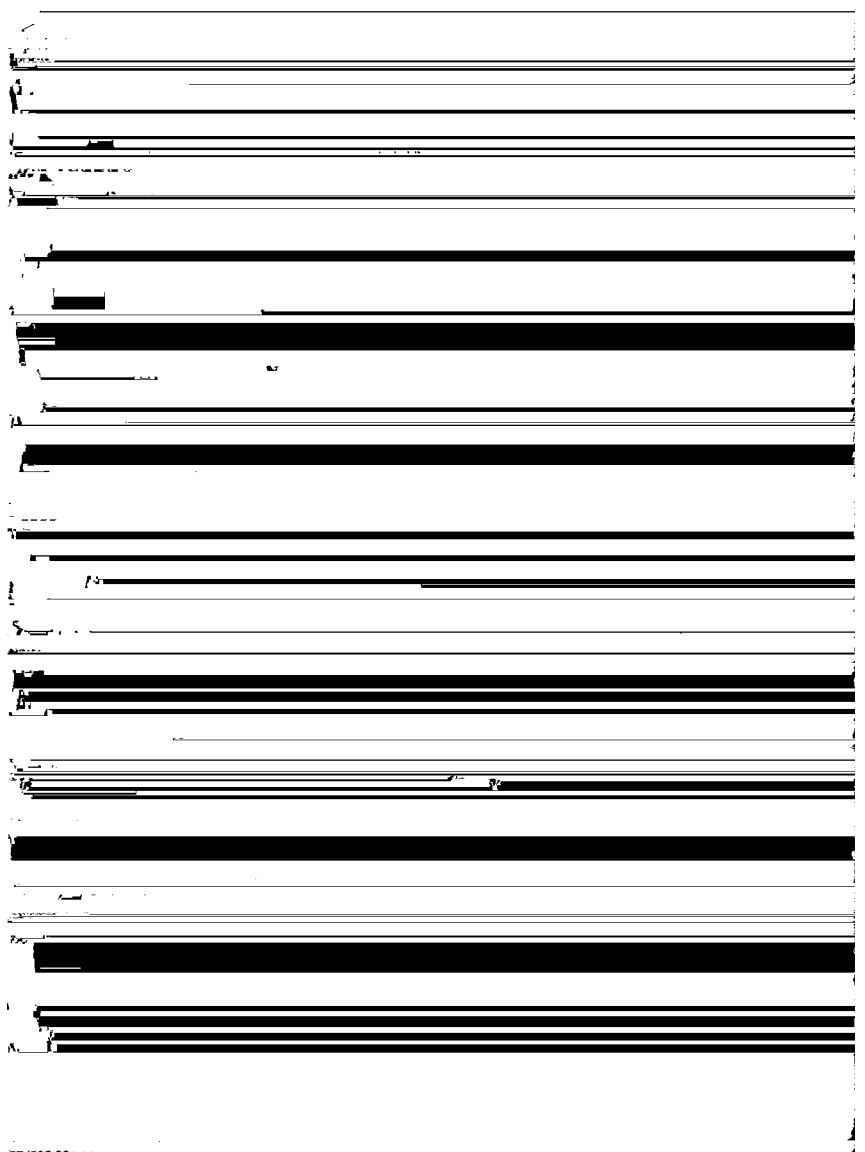
[REDACTED]

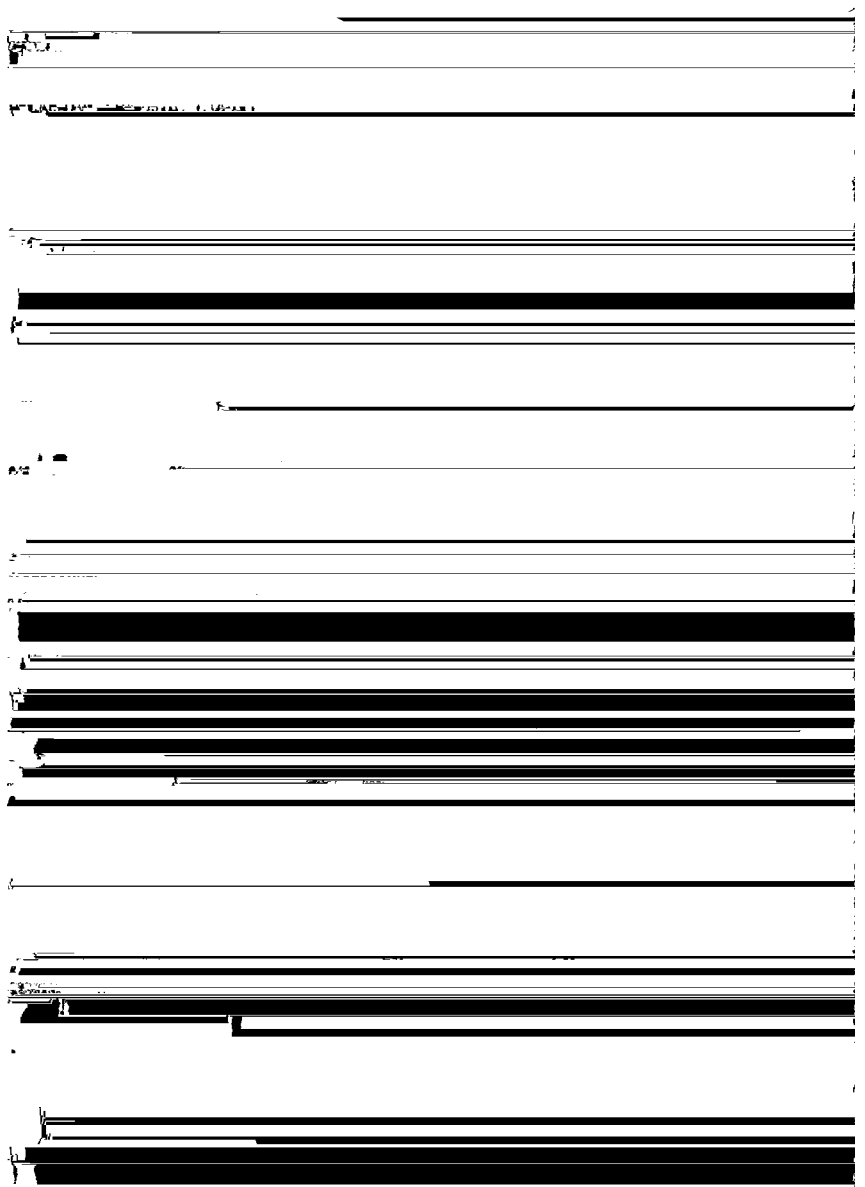


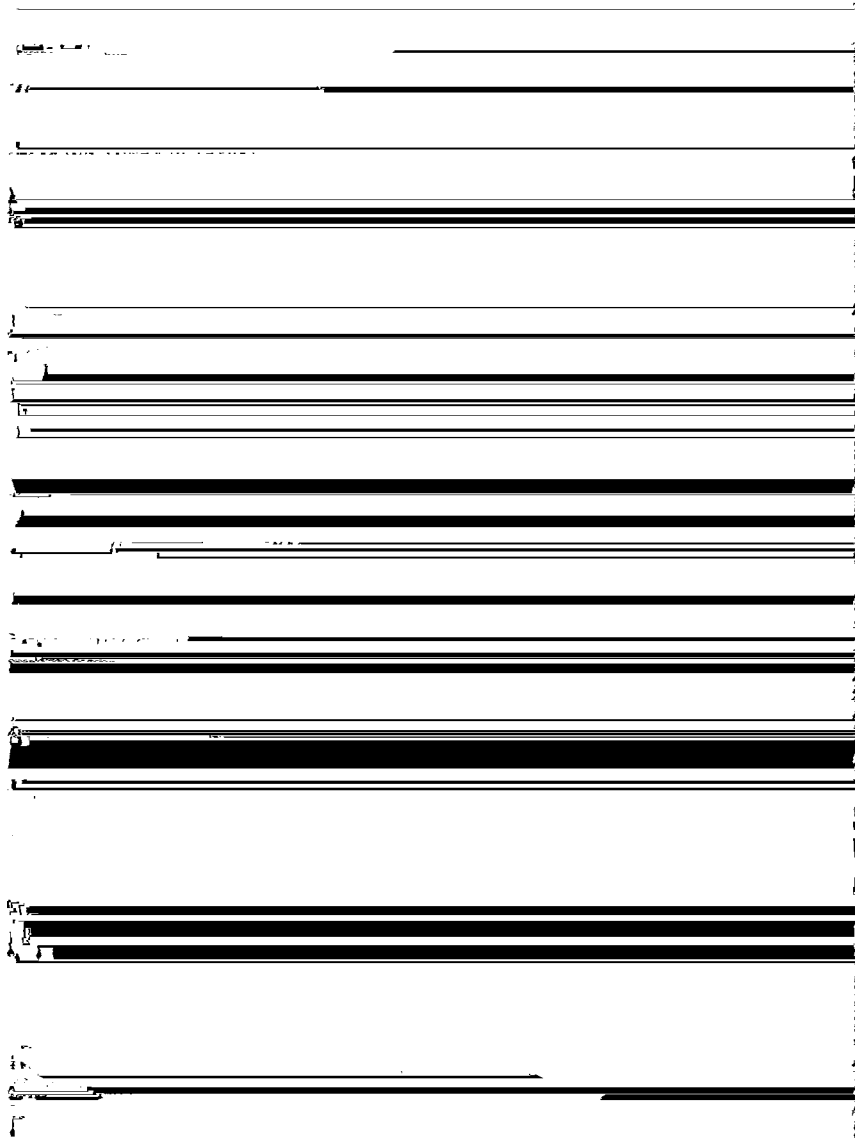


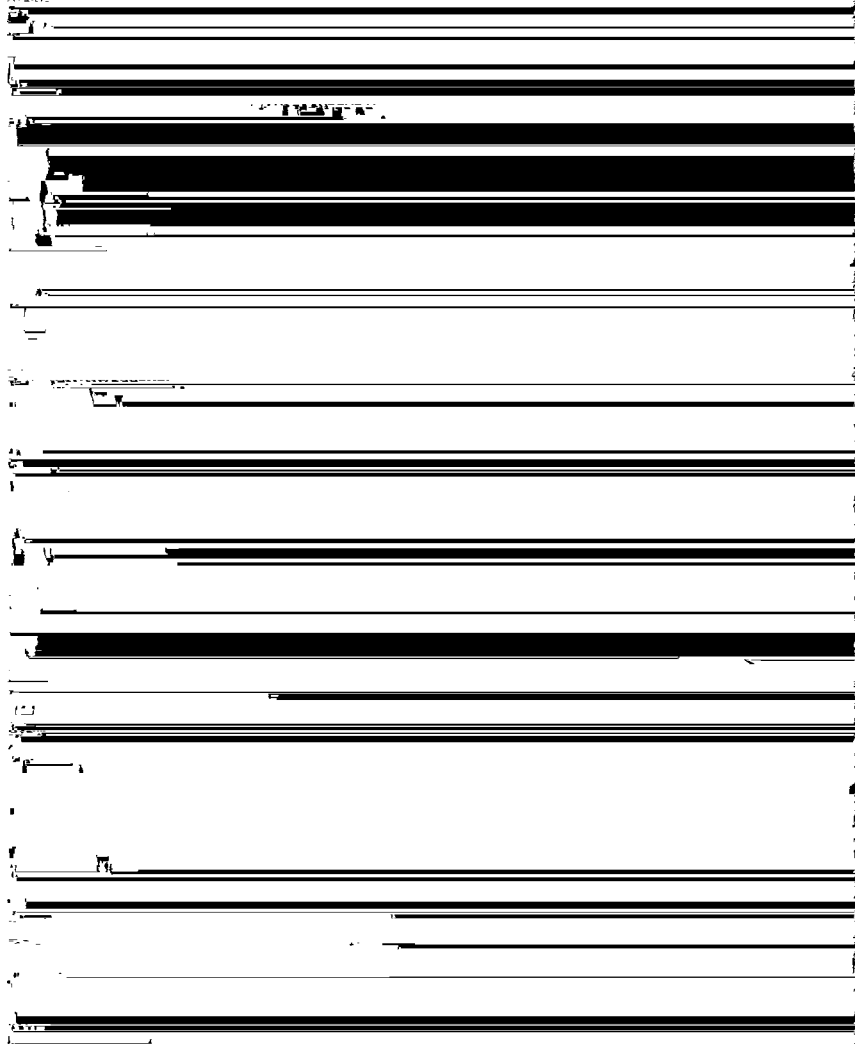












[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

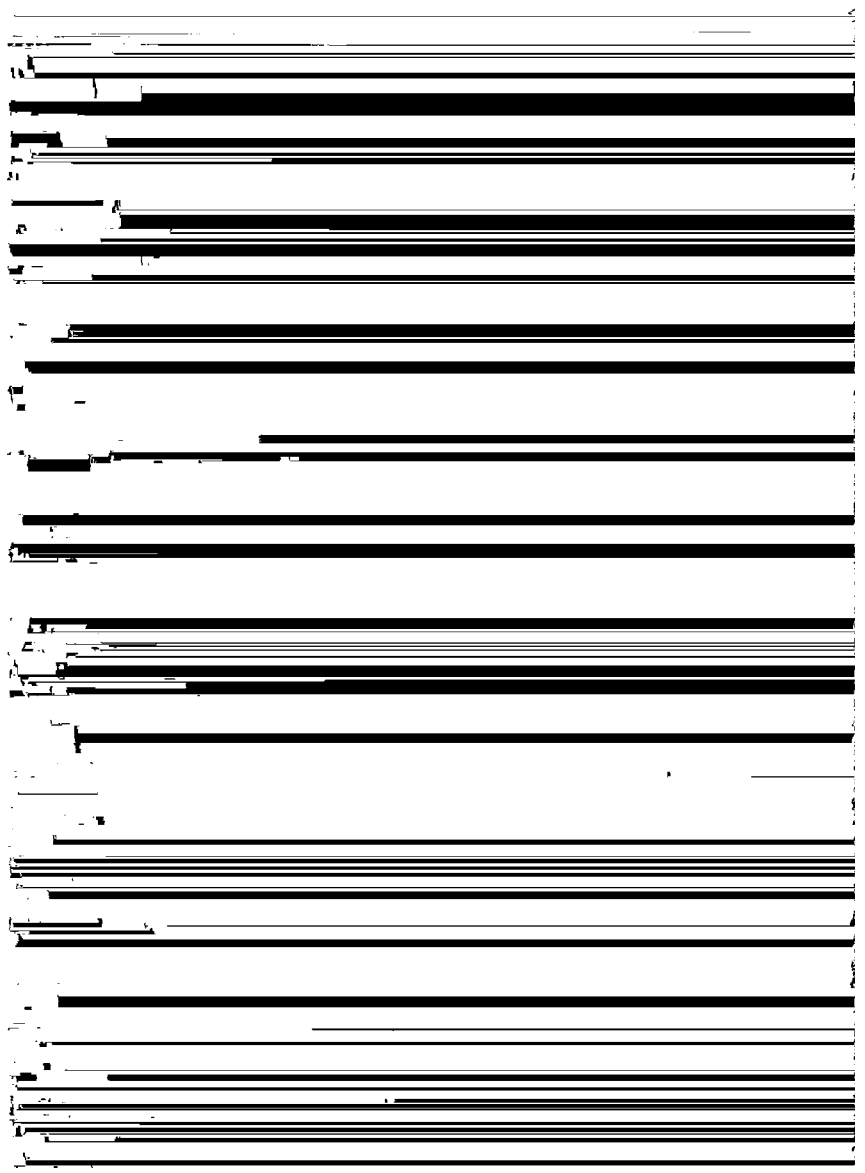
[Redacted text block]

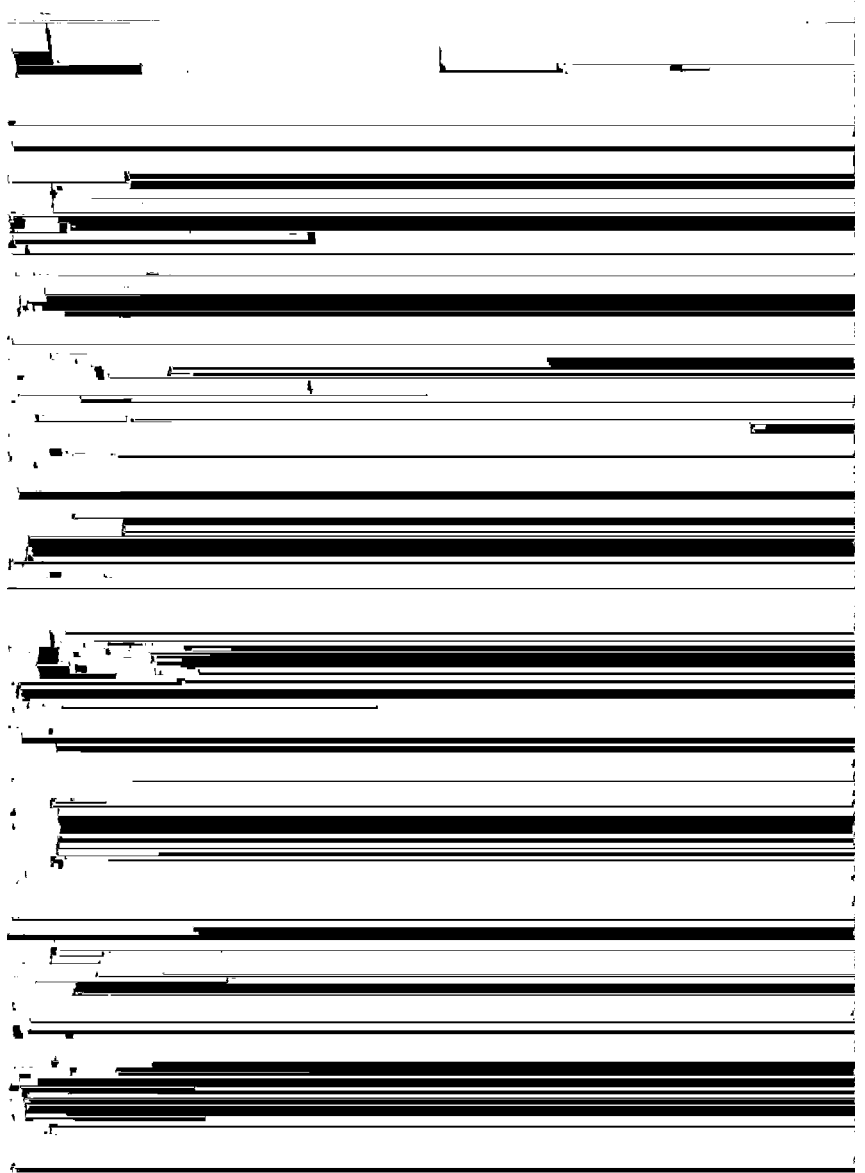
[Redacted text block]

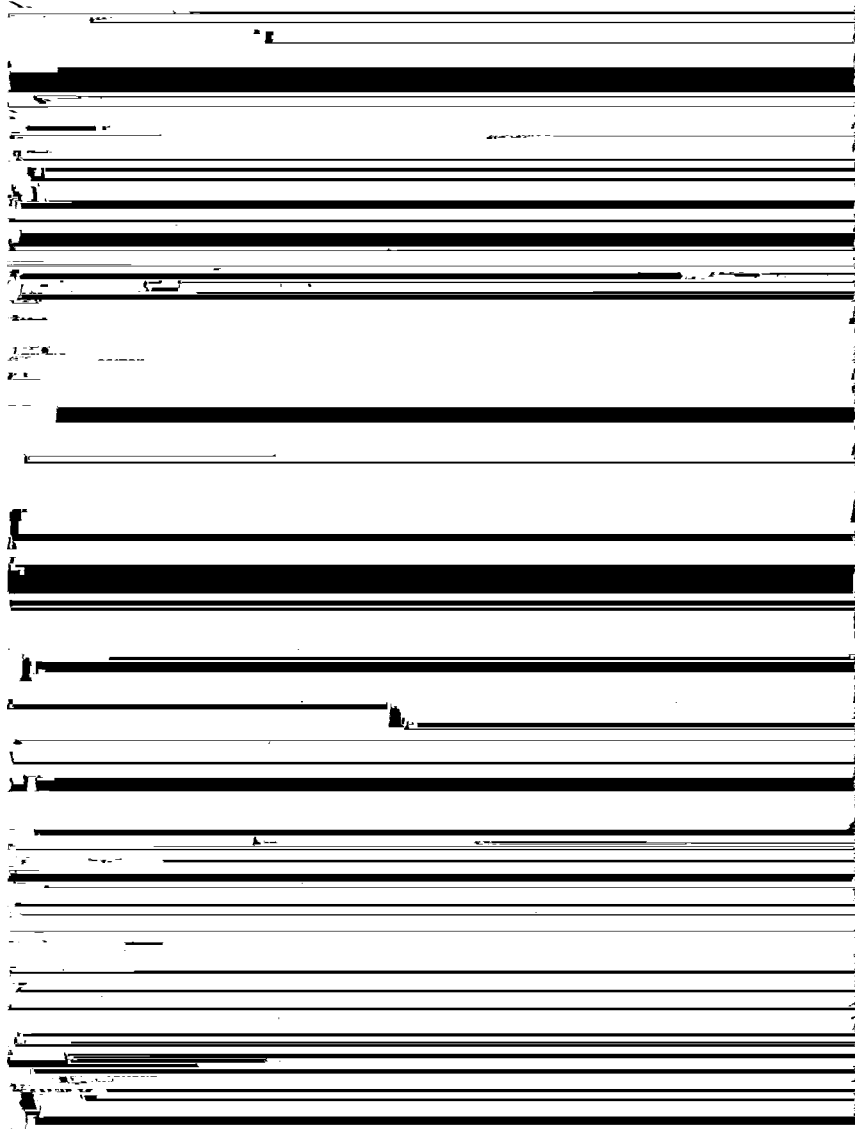
[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]







[REDACTED]

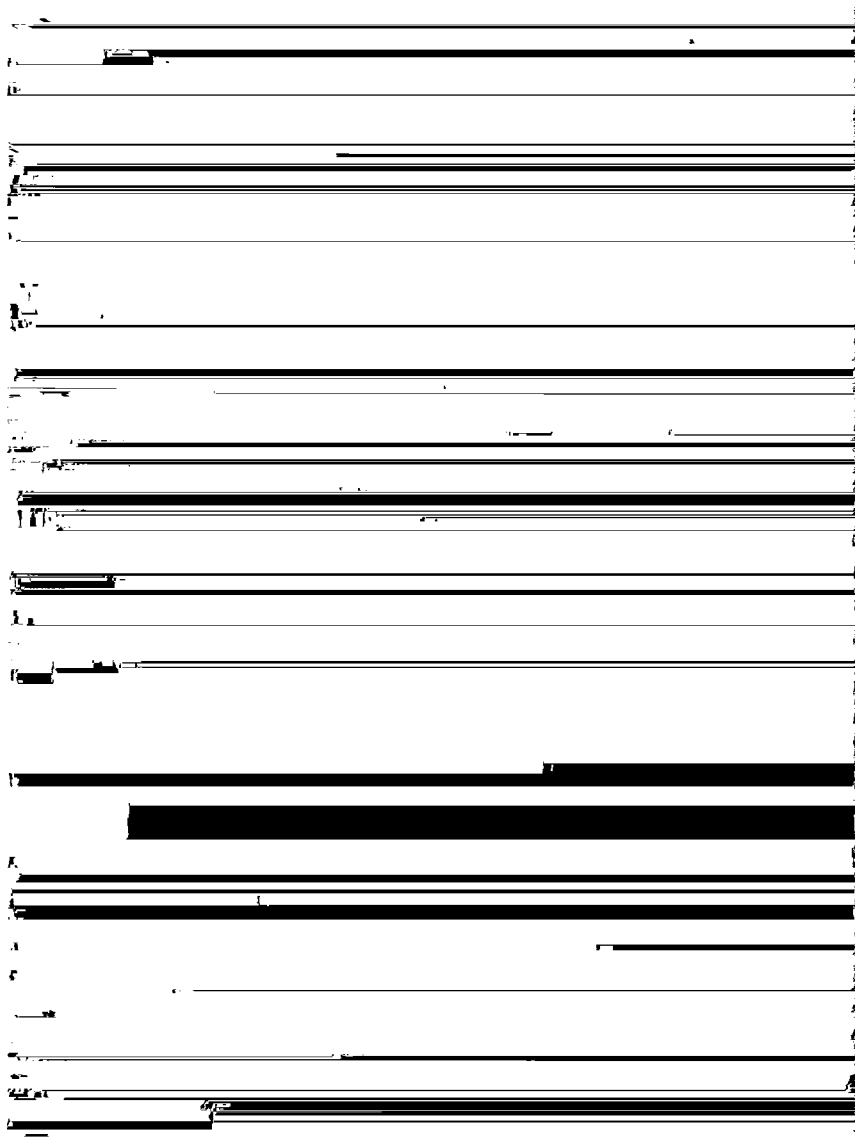
[REDACTED]

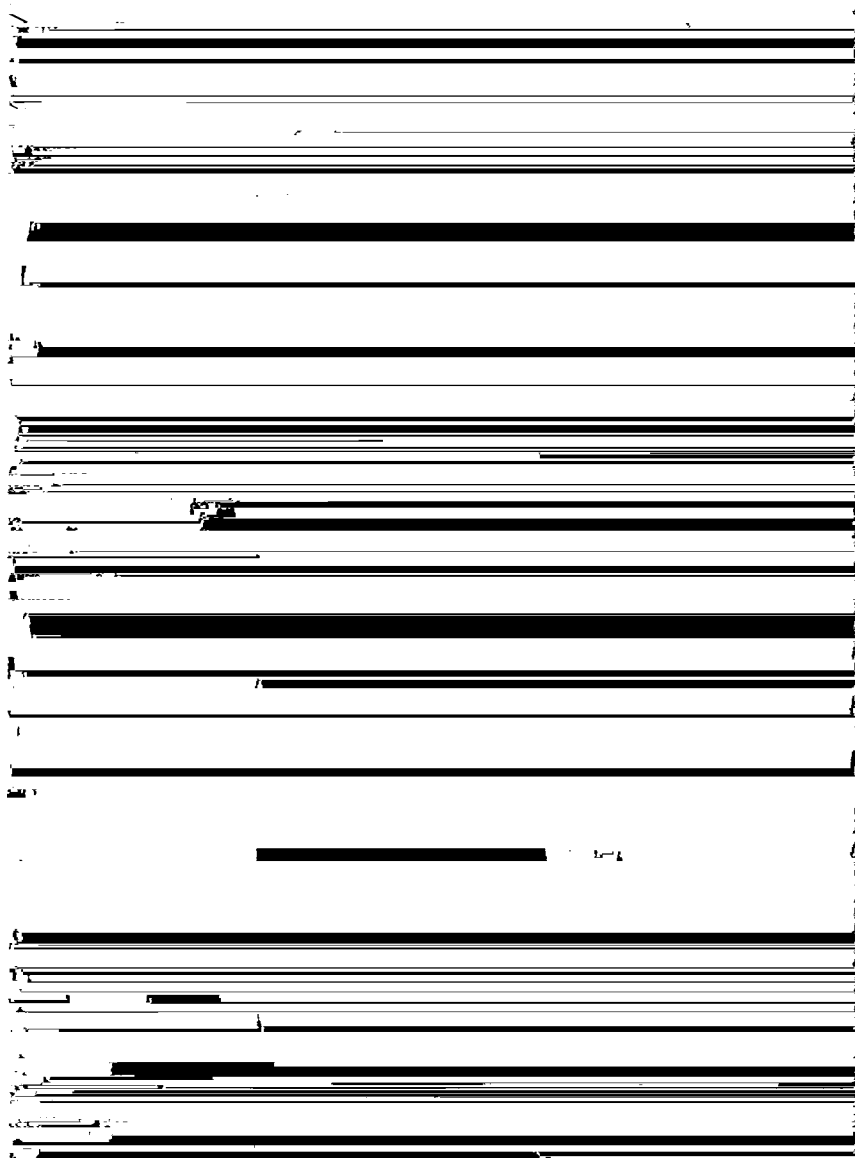
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]





[Redacted]

[Redacted]

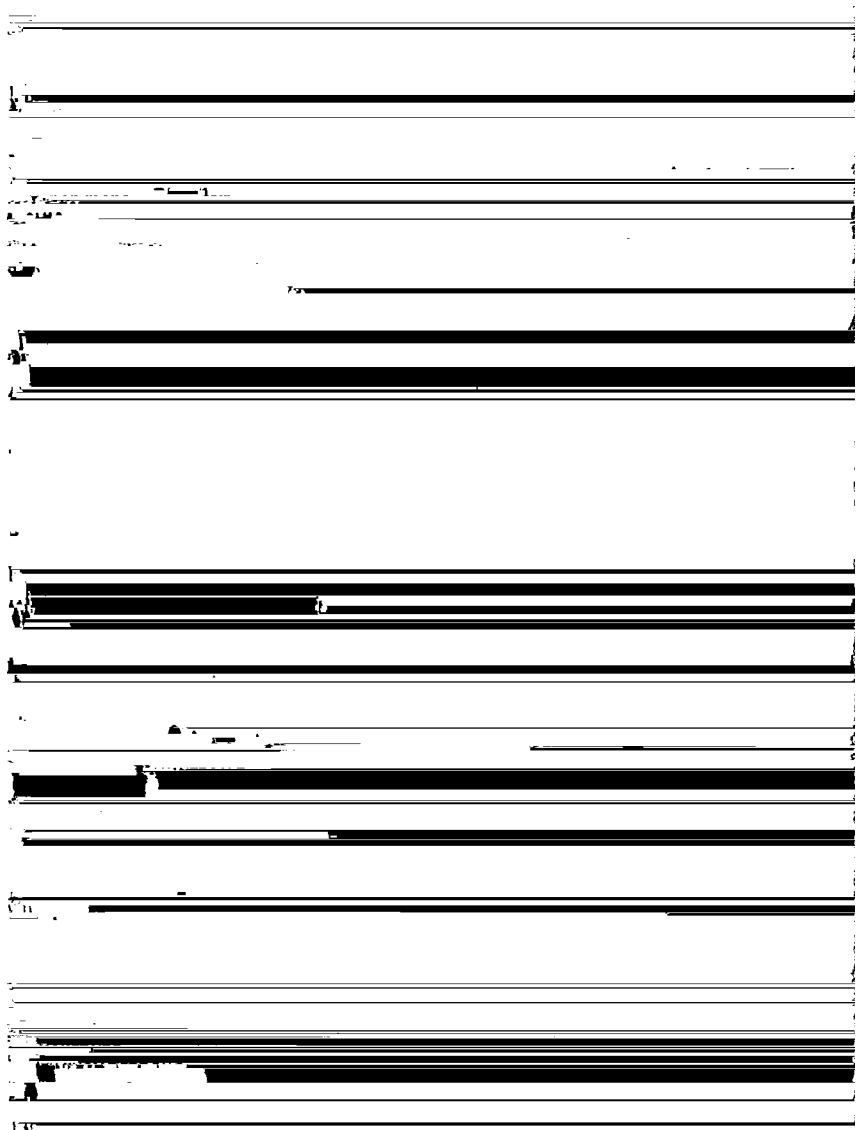
[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

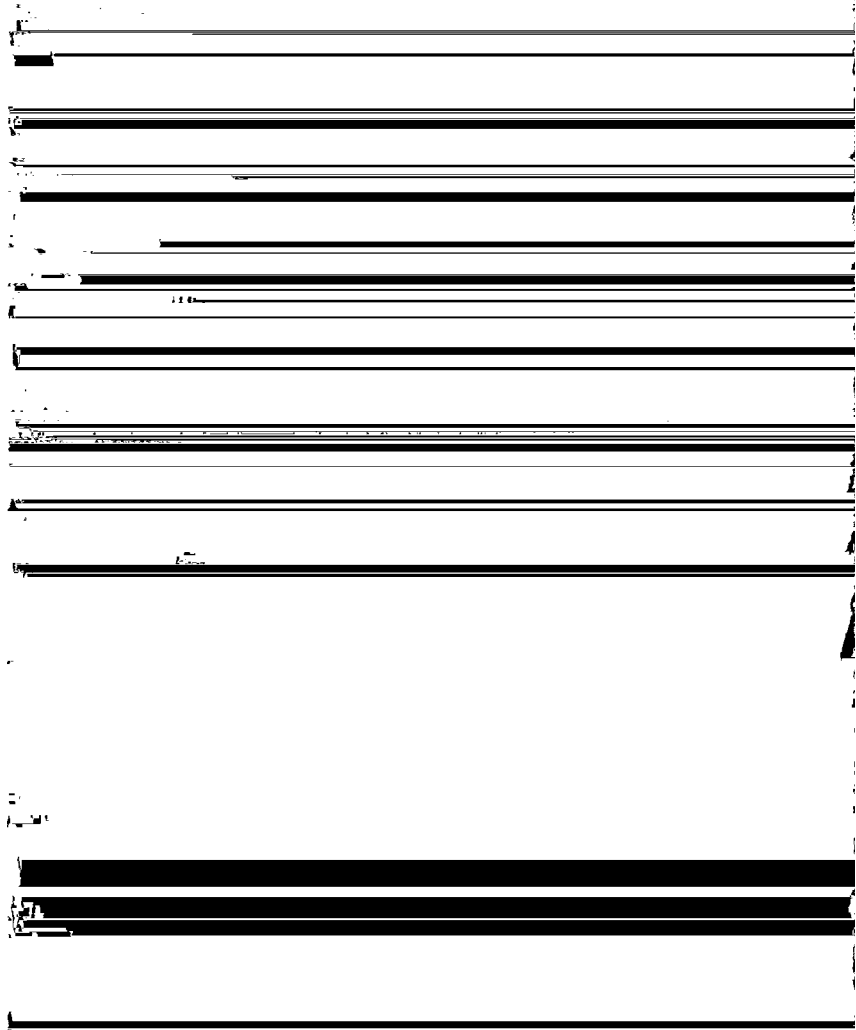
[REDACTED]

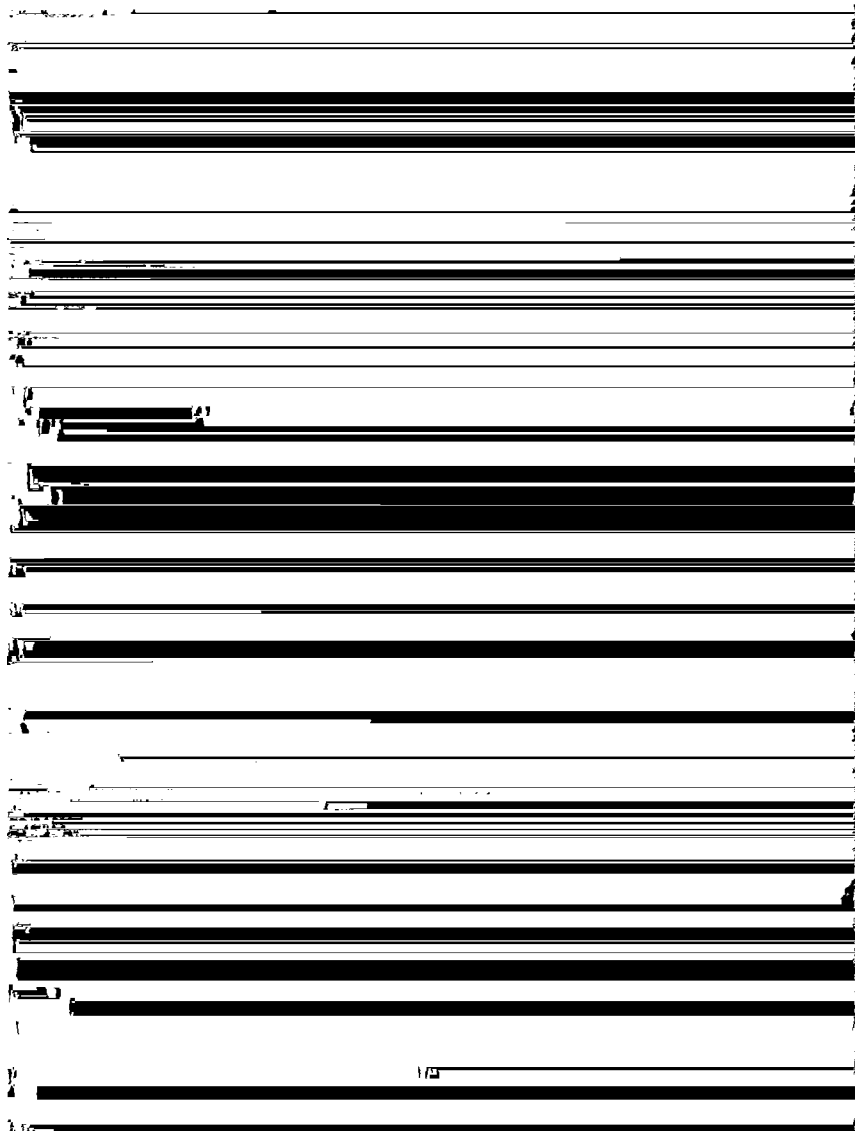
[REDACTED]

[REDACTED]



[The body of the document is almost entirely obscured by heavy black redaction bars and horizontal scanning artifacts. Only faint, illegible traces of text are visible.]





[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

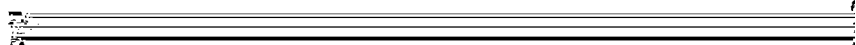
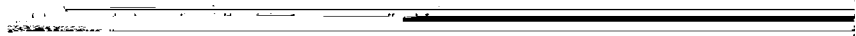
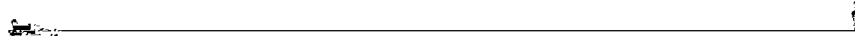
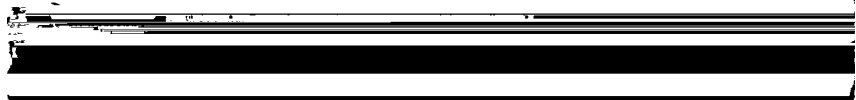
[REDACTED]

[REDACTED]

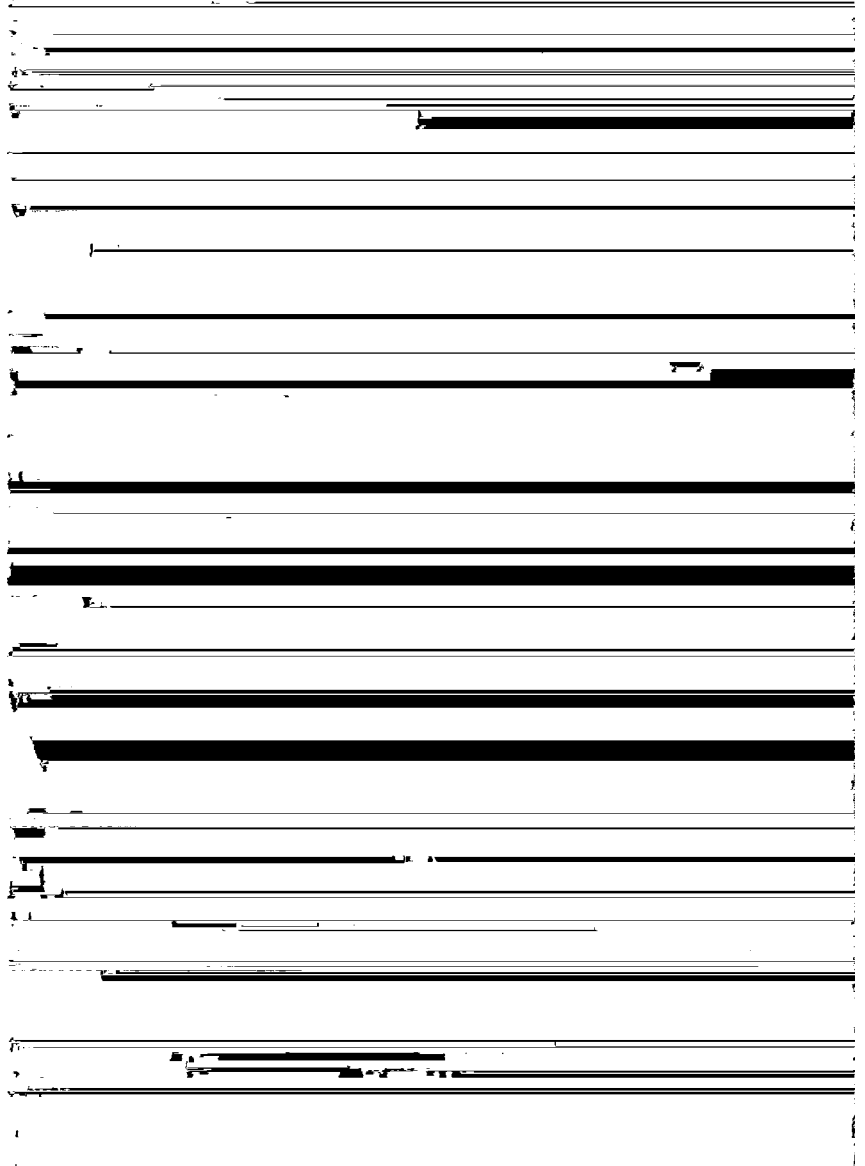
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



ANNEXE IF



[REDACTED]

[REDACTED]

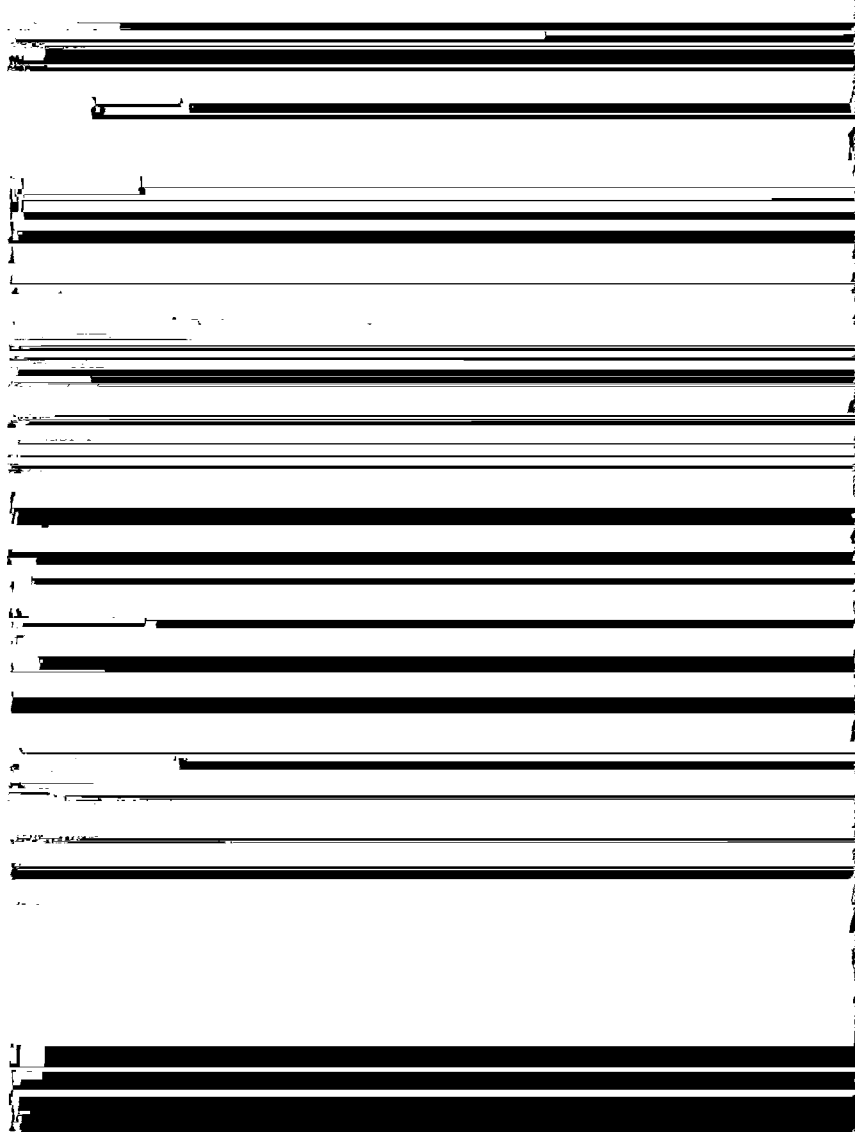
[REDACTED]

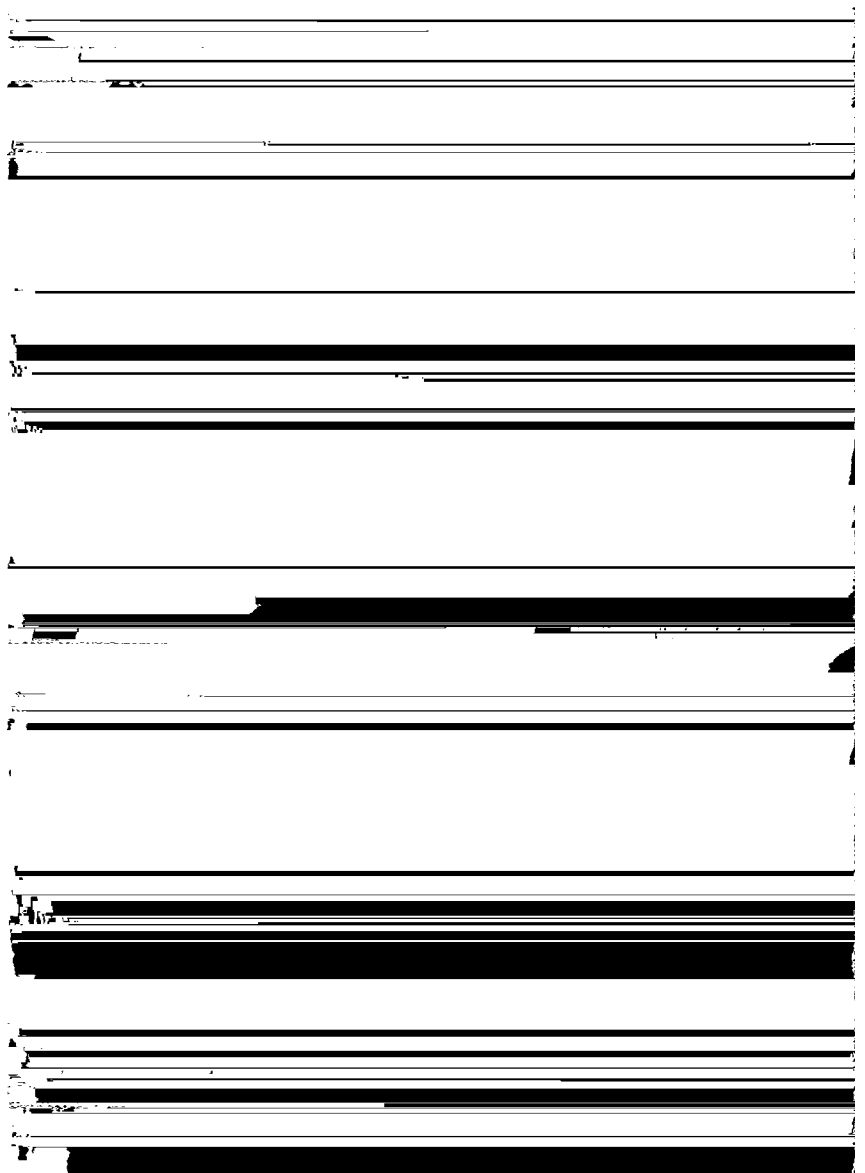
[REDACTED]

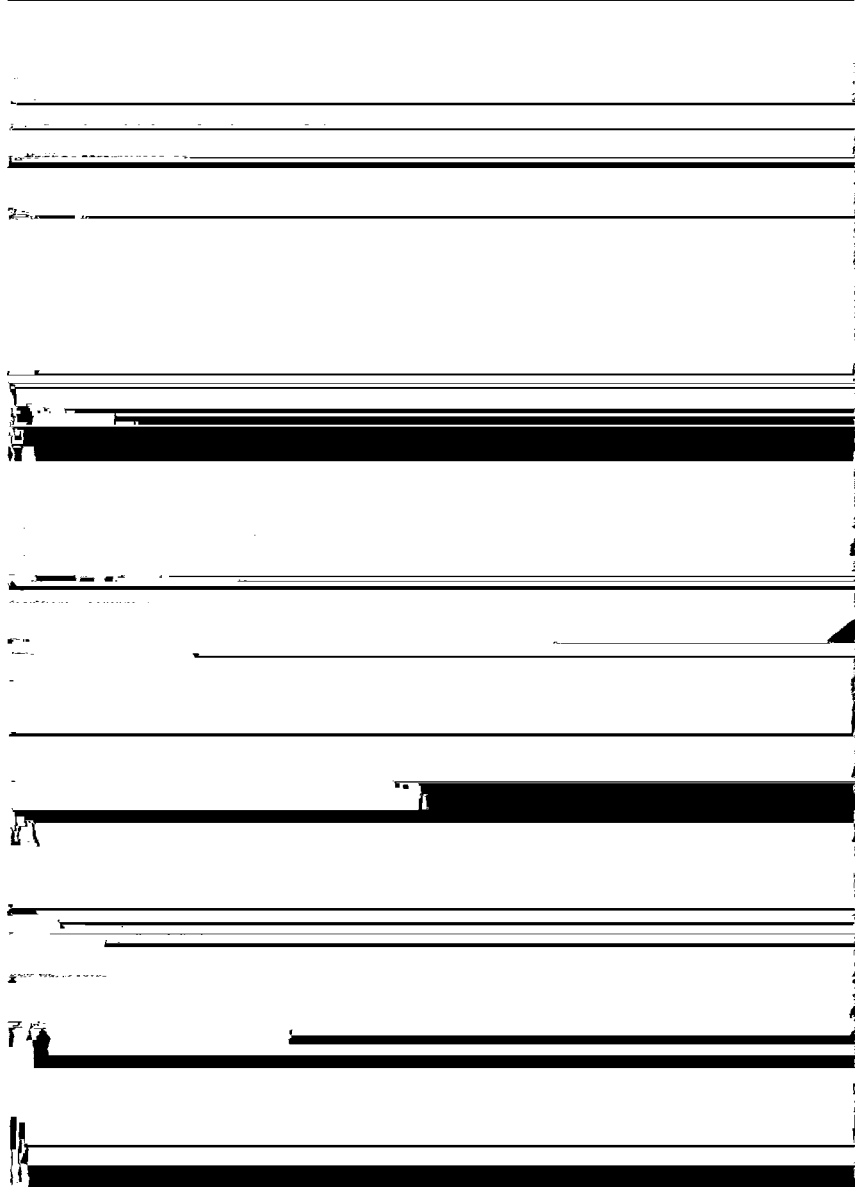
[REDACTED]

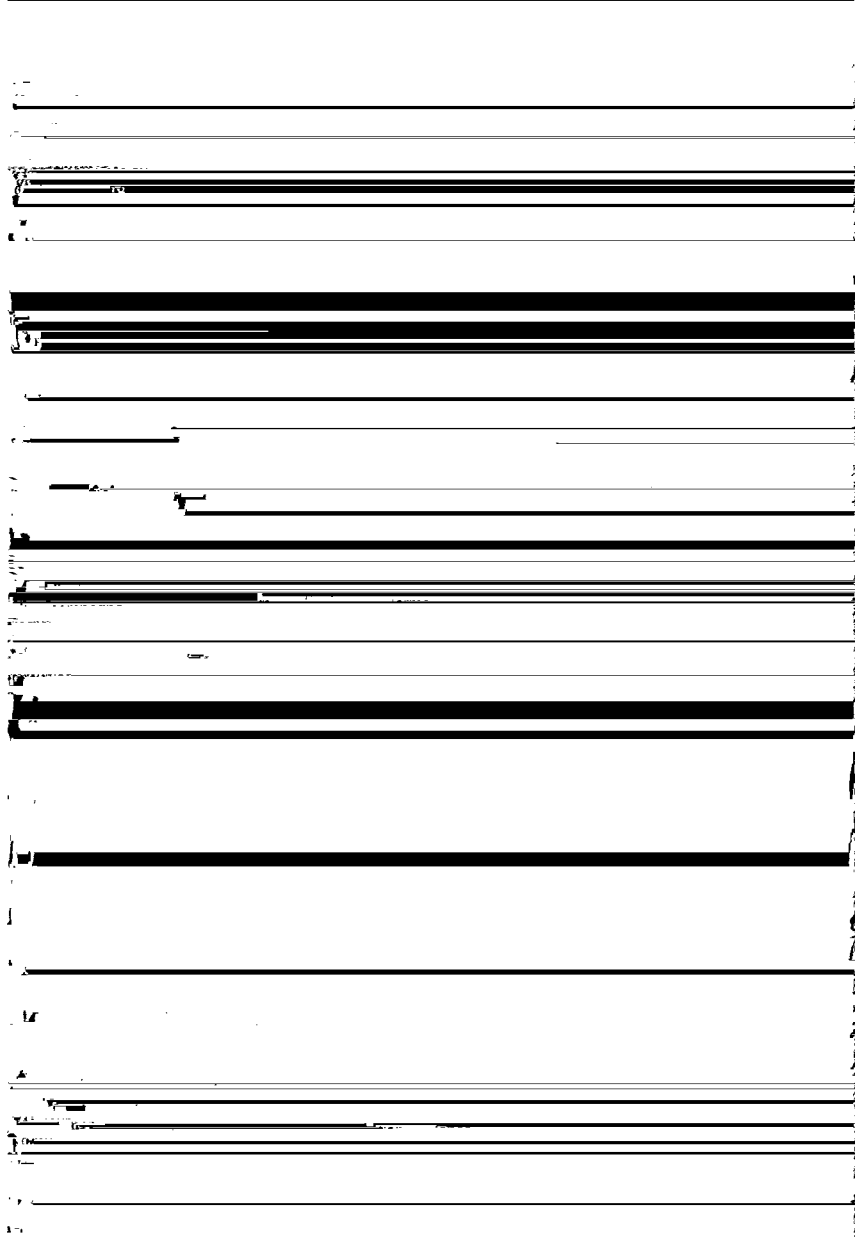
[REDACTED]

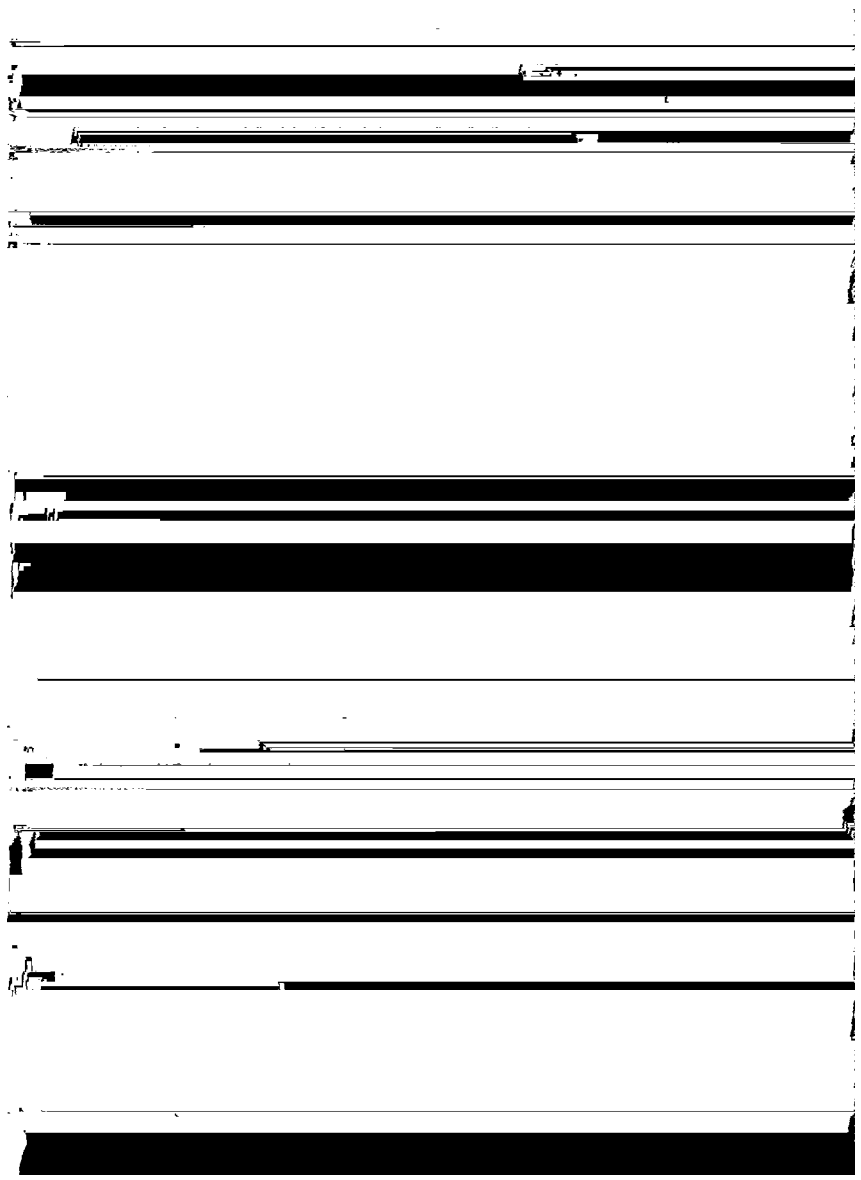
[REDACTED]

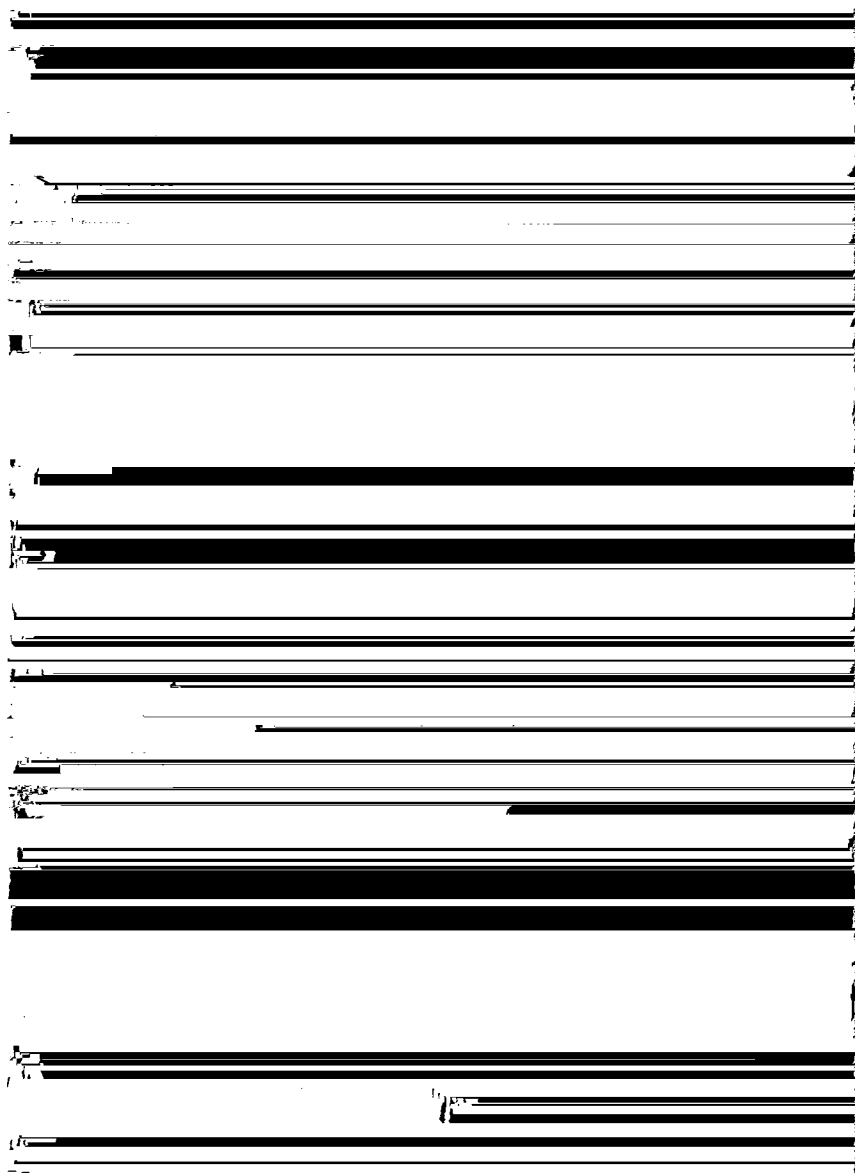


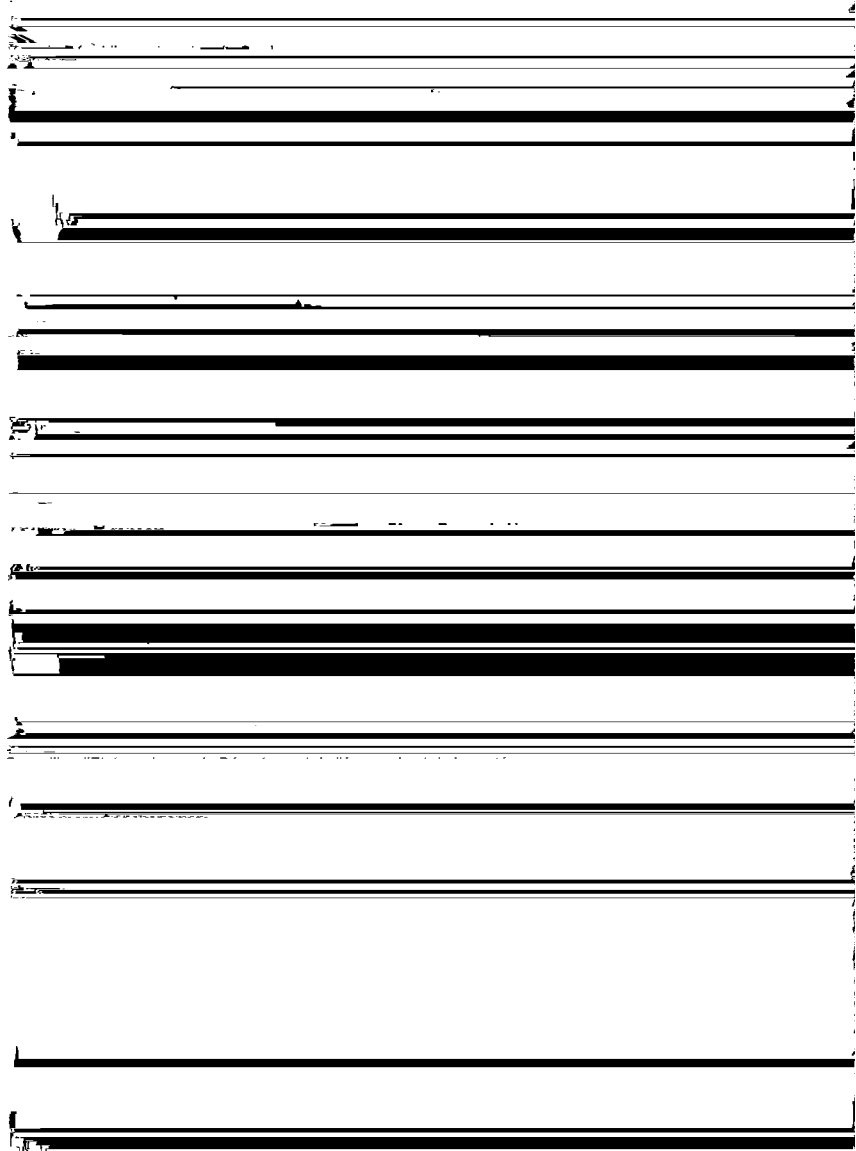


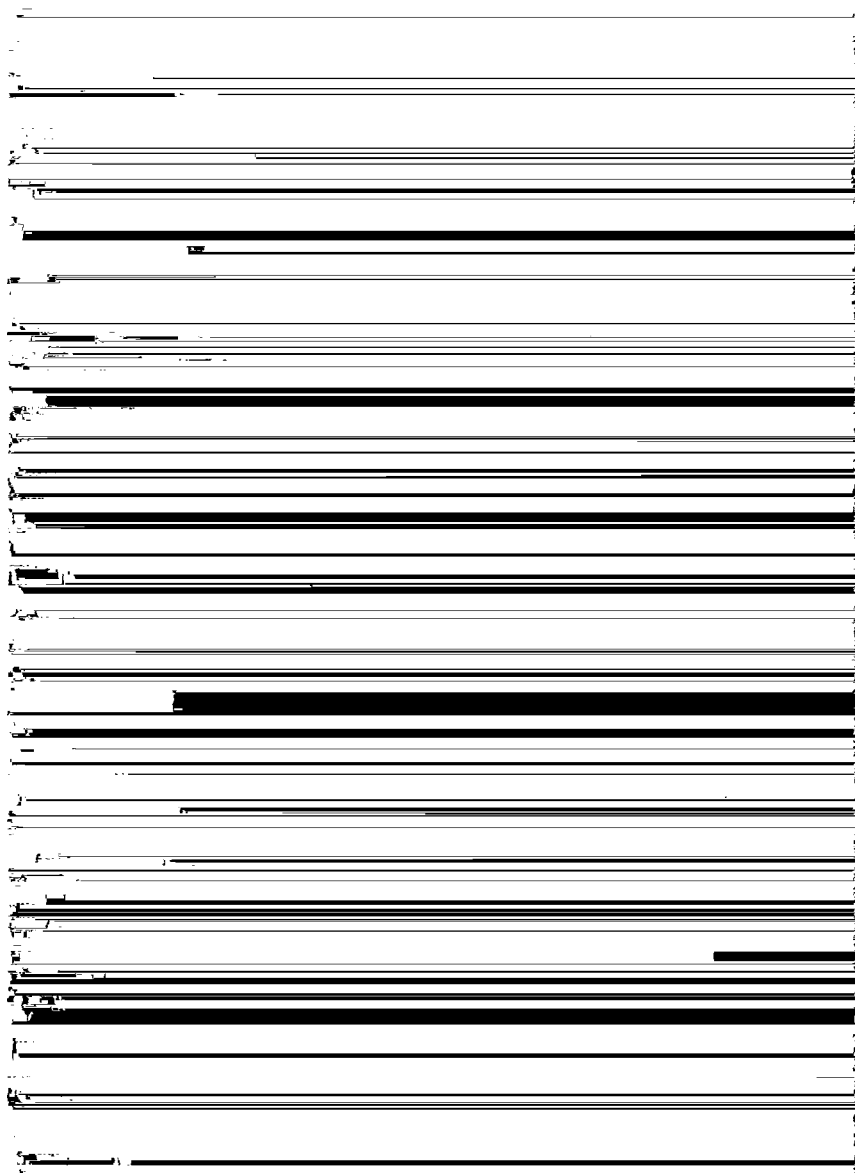


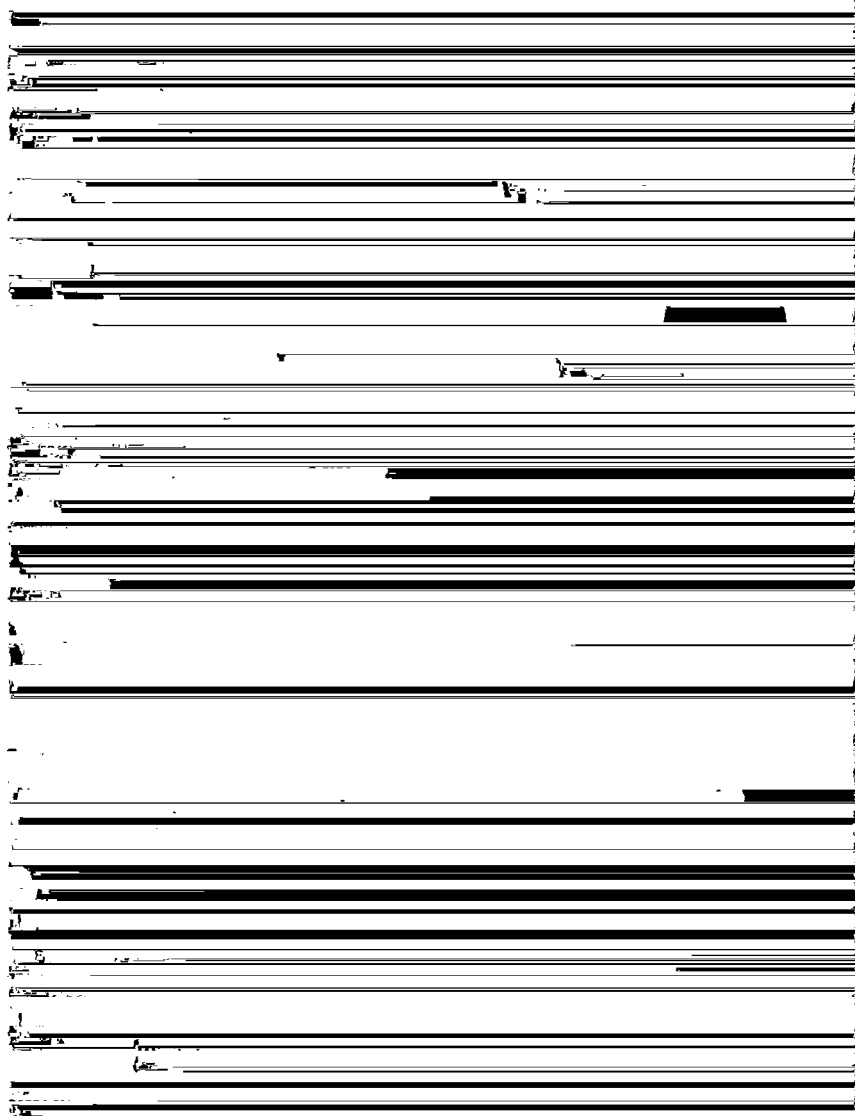












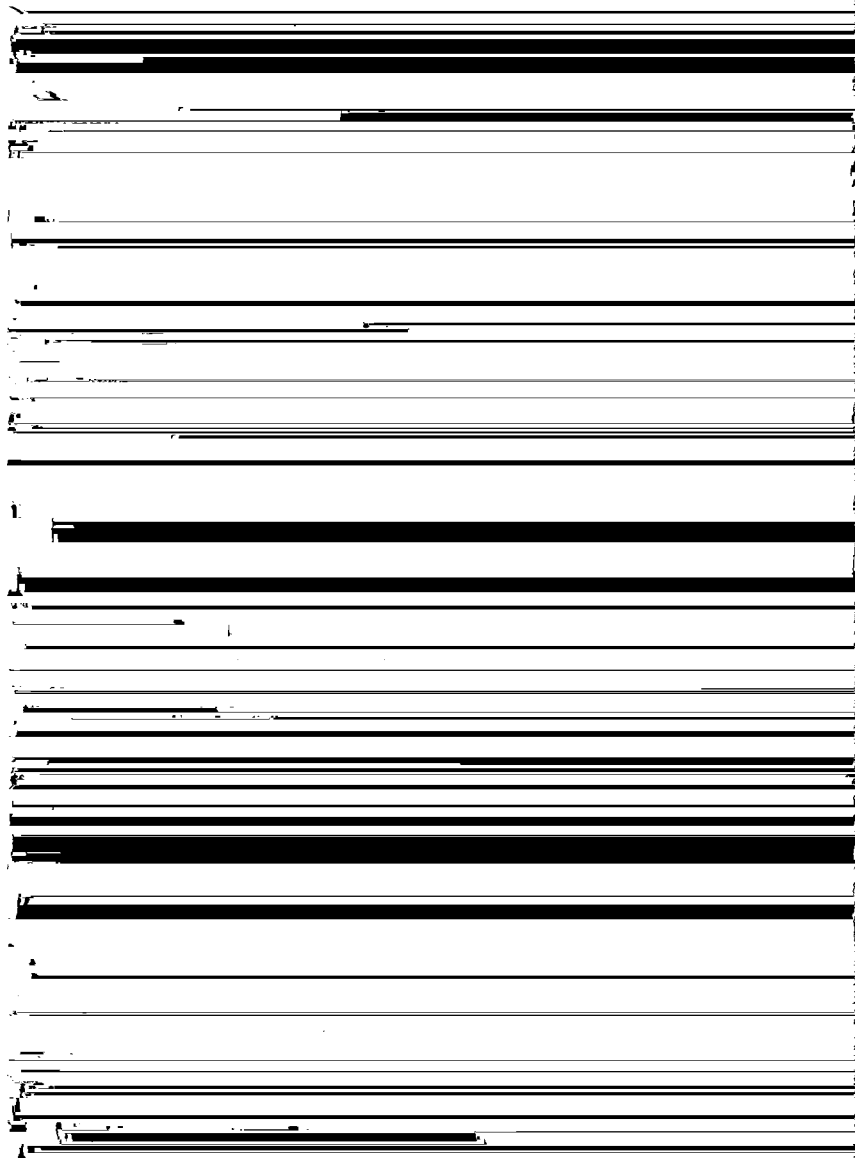
[REDACTED]

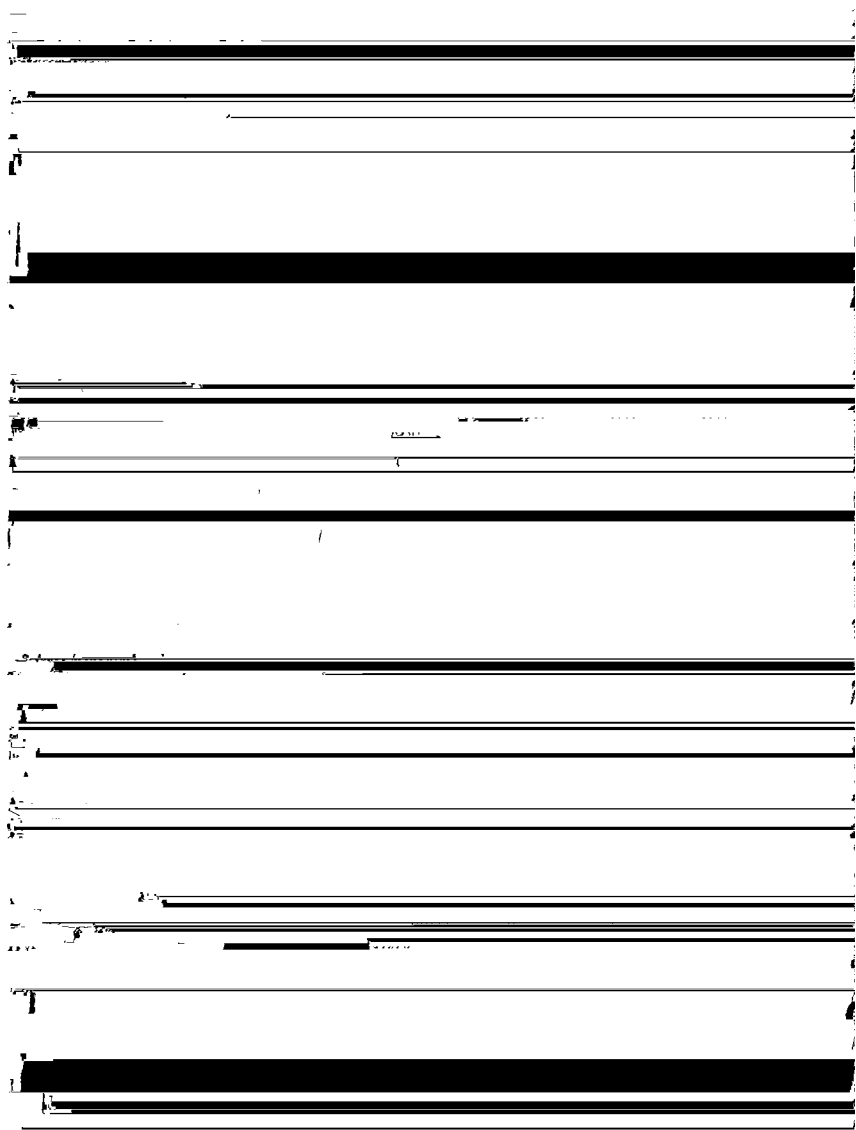
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]







[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

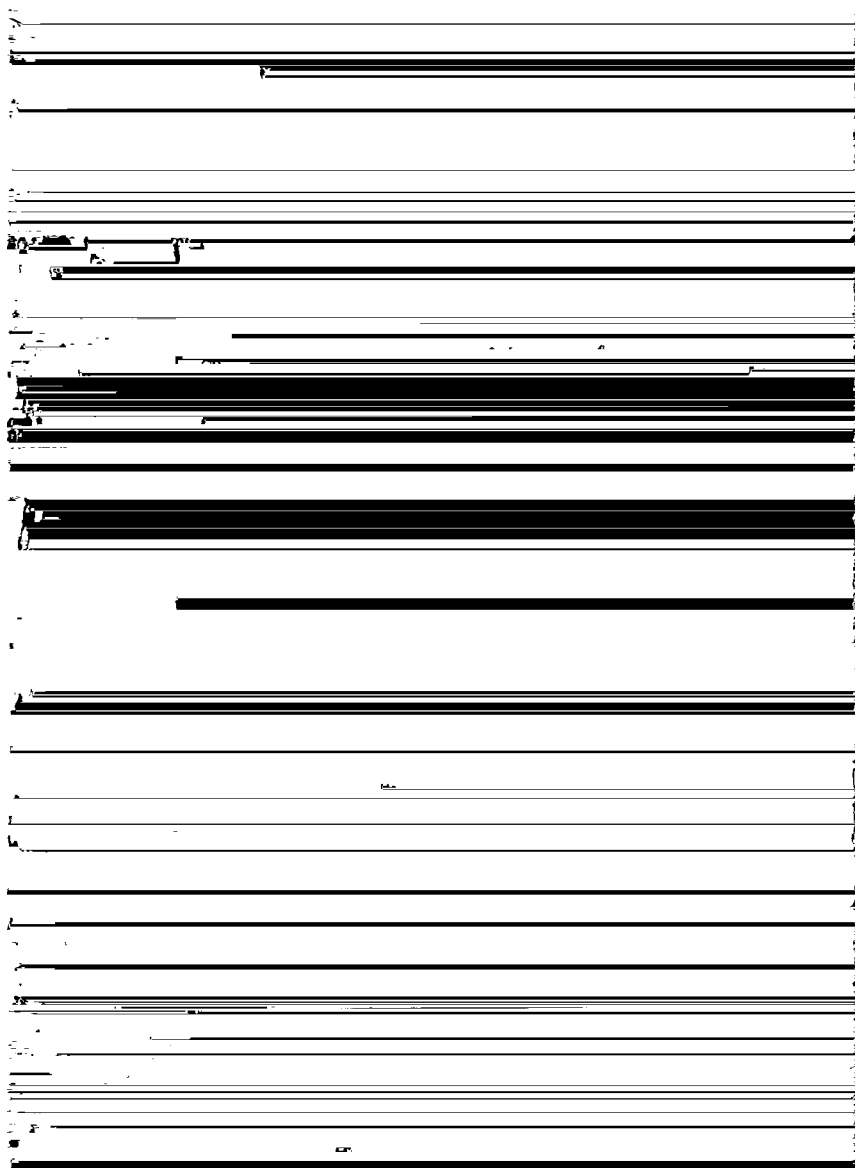
[REDACTED]

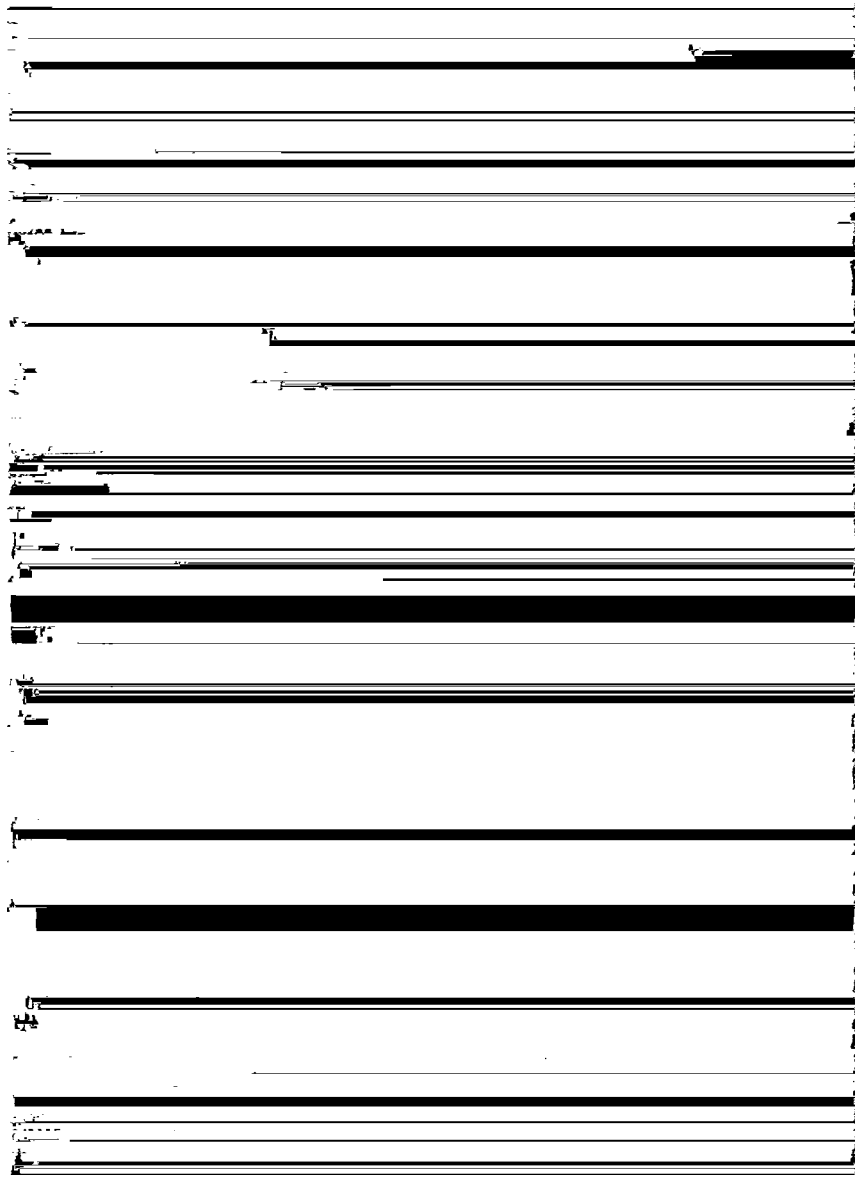
[REDACTED]

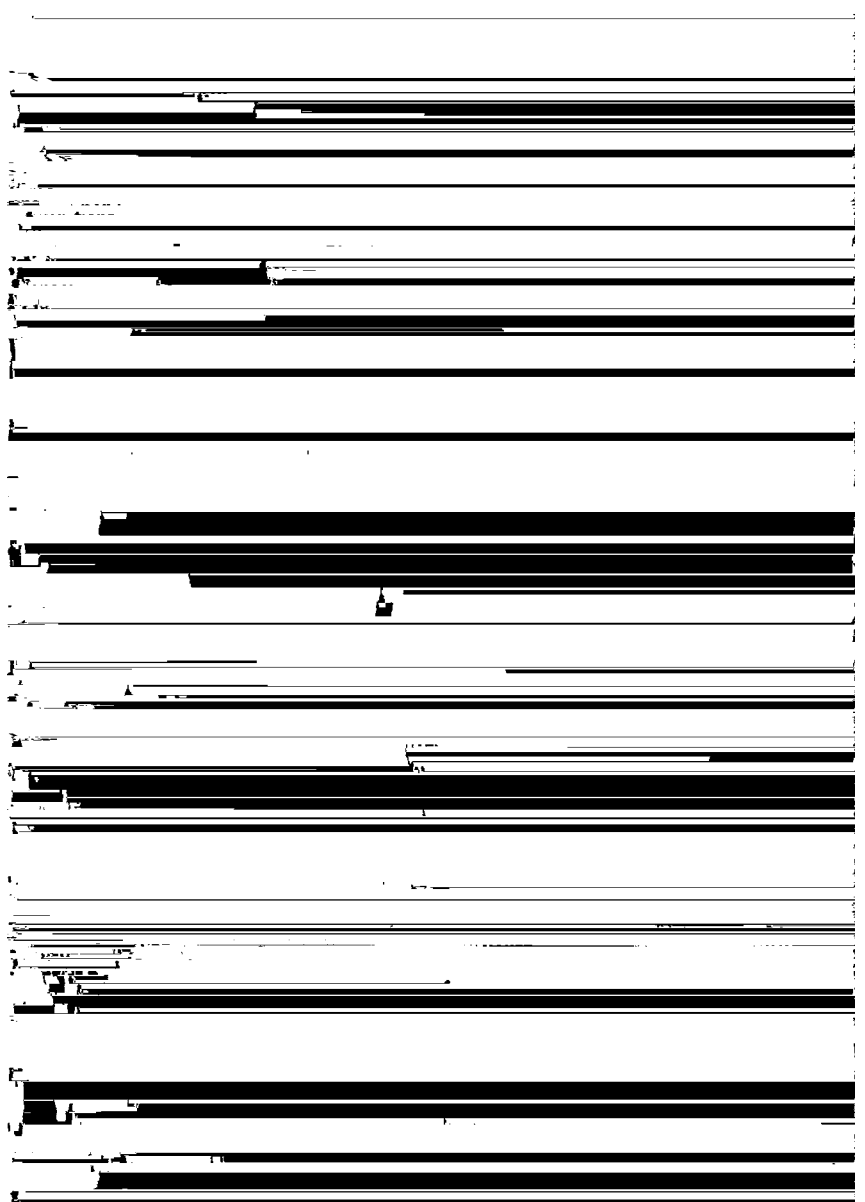
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]







[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

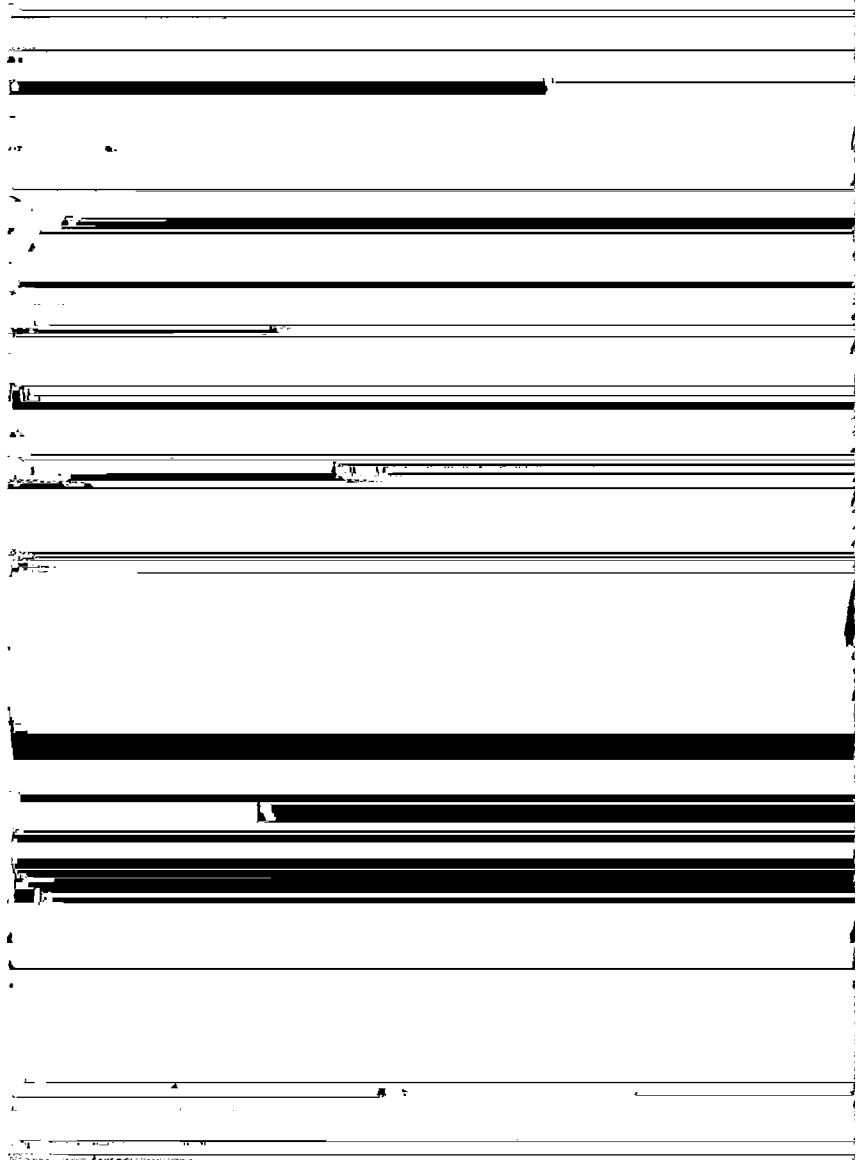
[Redacted]

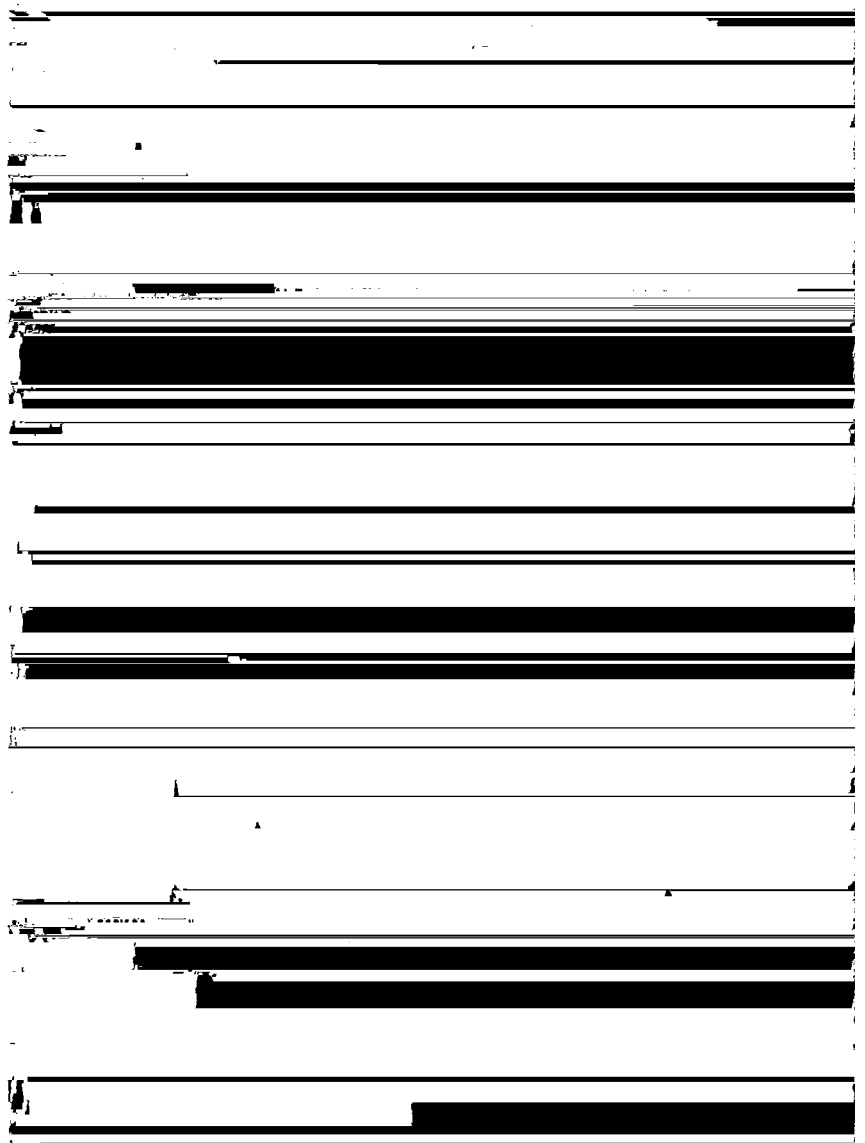
[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

The image shows a document page with a table structure. The table has multiple rows and columns. The content is almost entirely obscured by thick black redaction bars. Only a few horizontal lines and a small central mark are visible, indicating the underlying grid structure.





[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

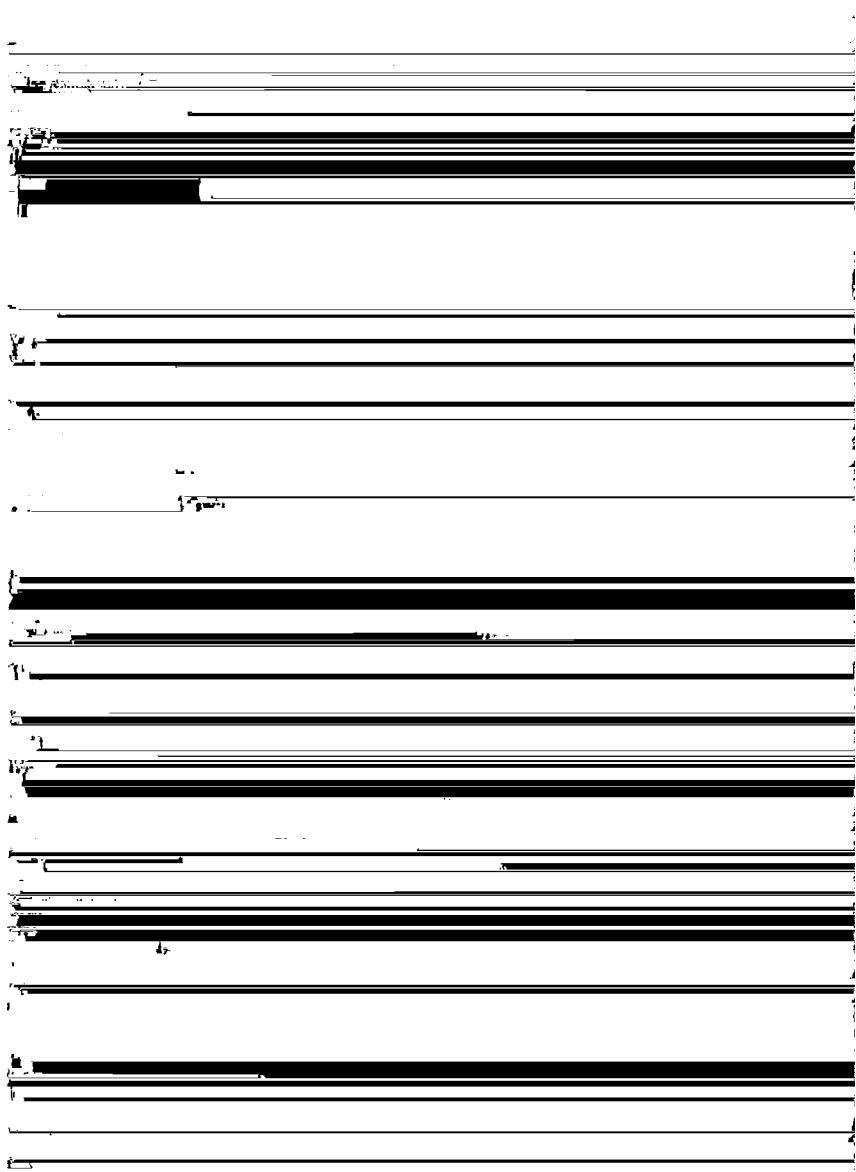
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

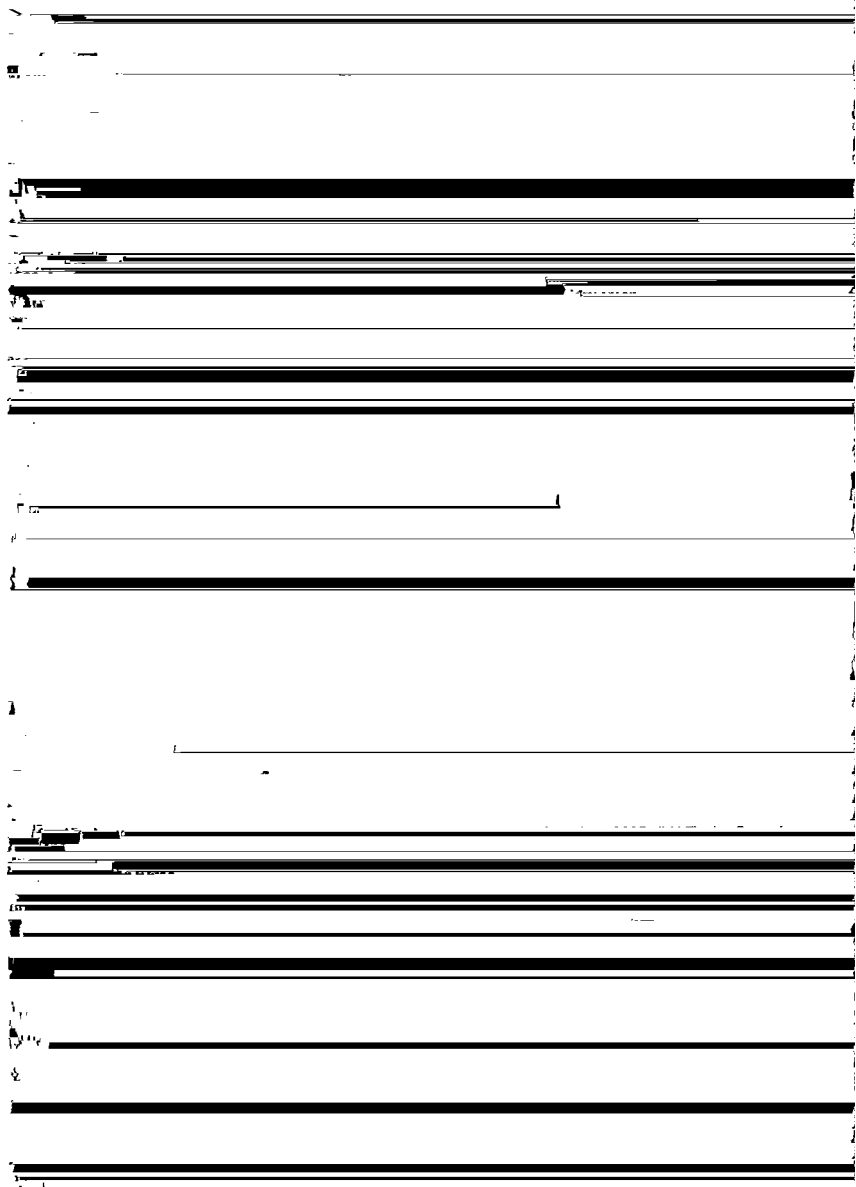
[REDACTED]

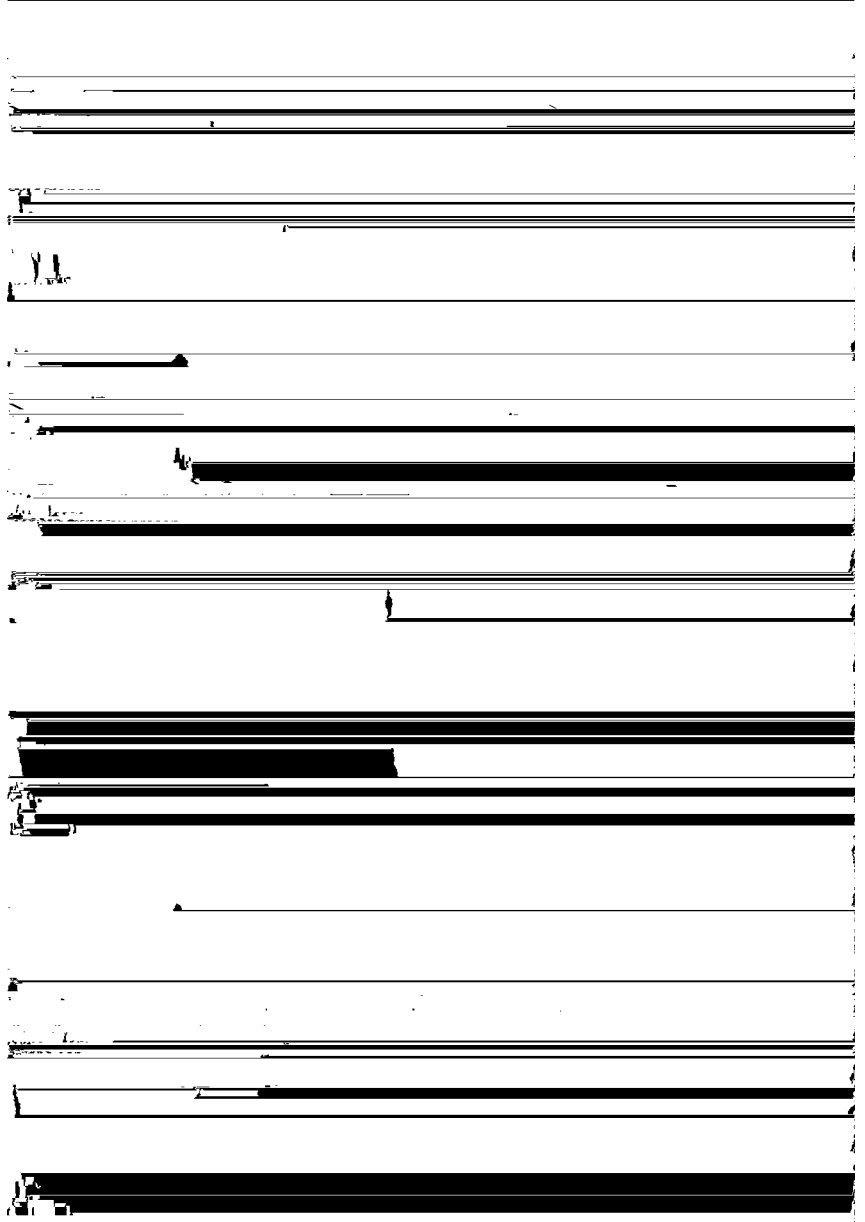
[REDACTED]

[REDACTED]

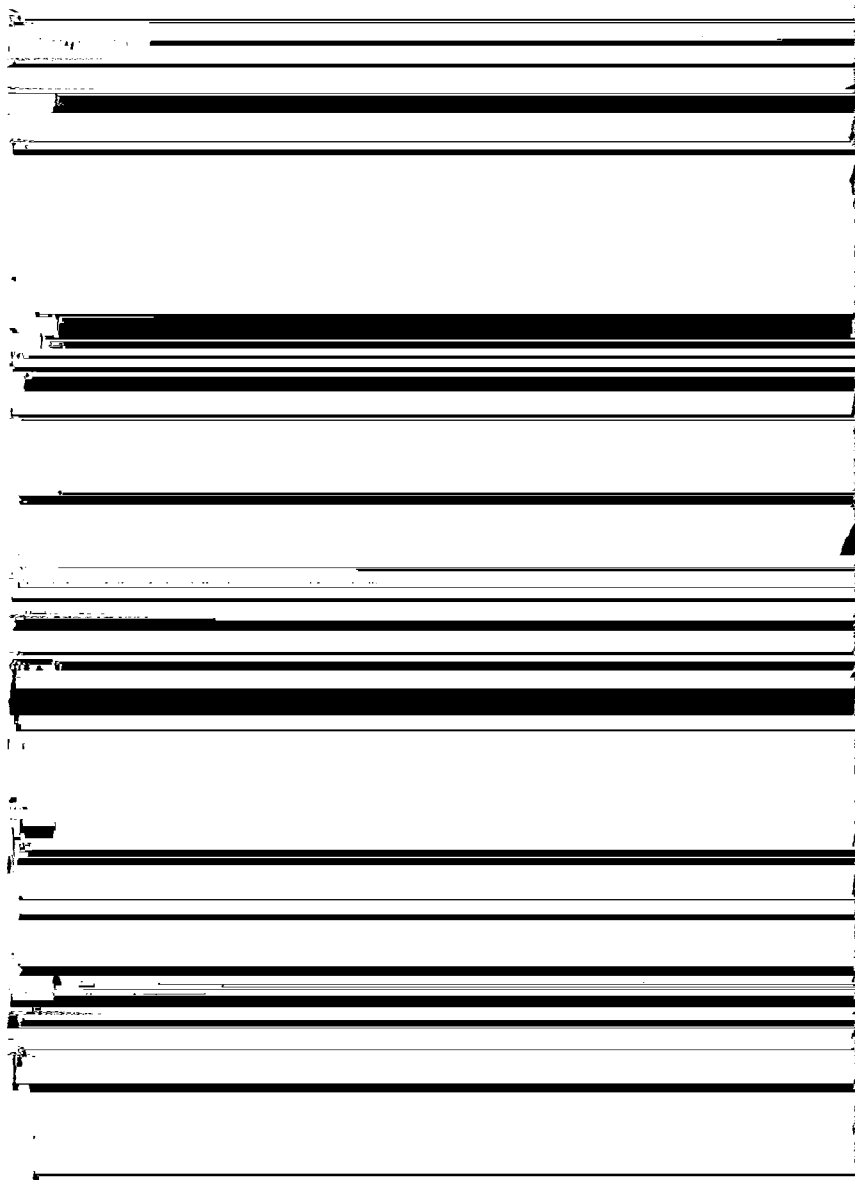
ANNEXE 1G

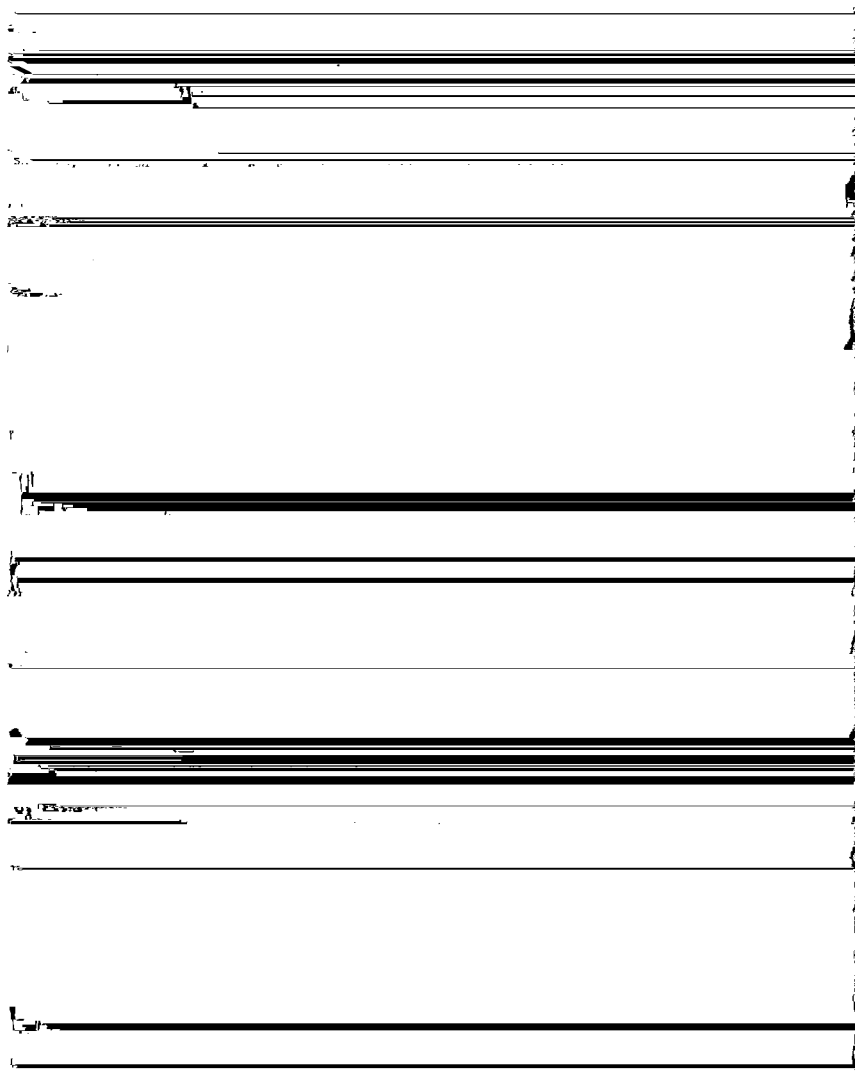
The table is almost entirely obscured by thick black redaction bars. Only a few thin horizontal lines are visible, indicating the presence of a table with multiple rows and columns. The redactions are applied in a way that completely masks the content of the cells.

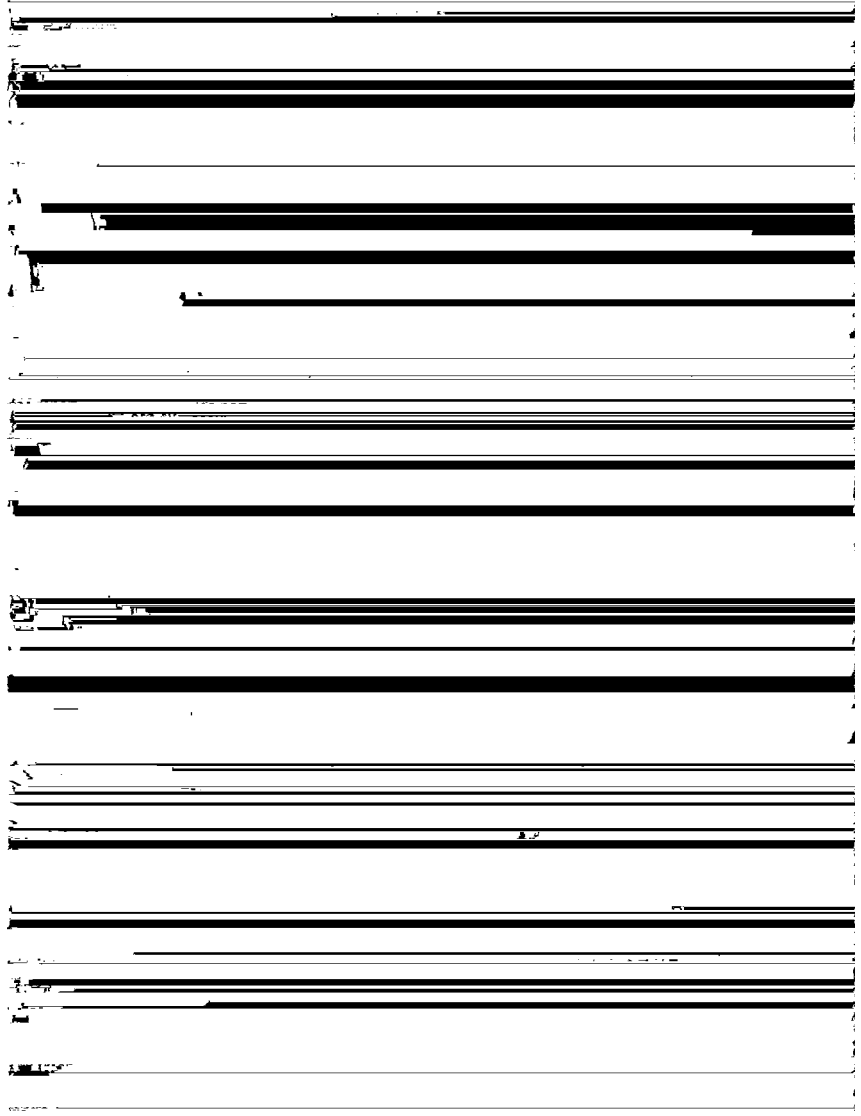


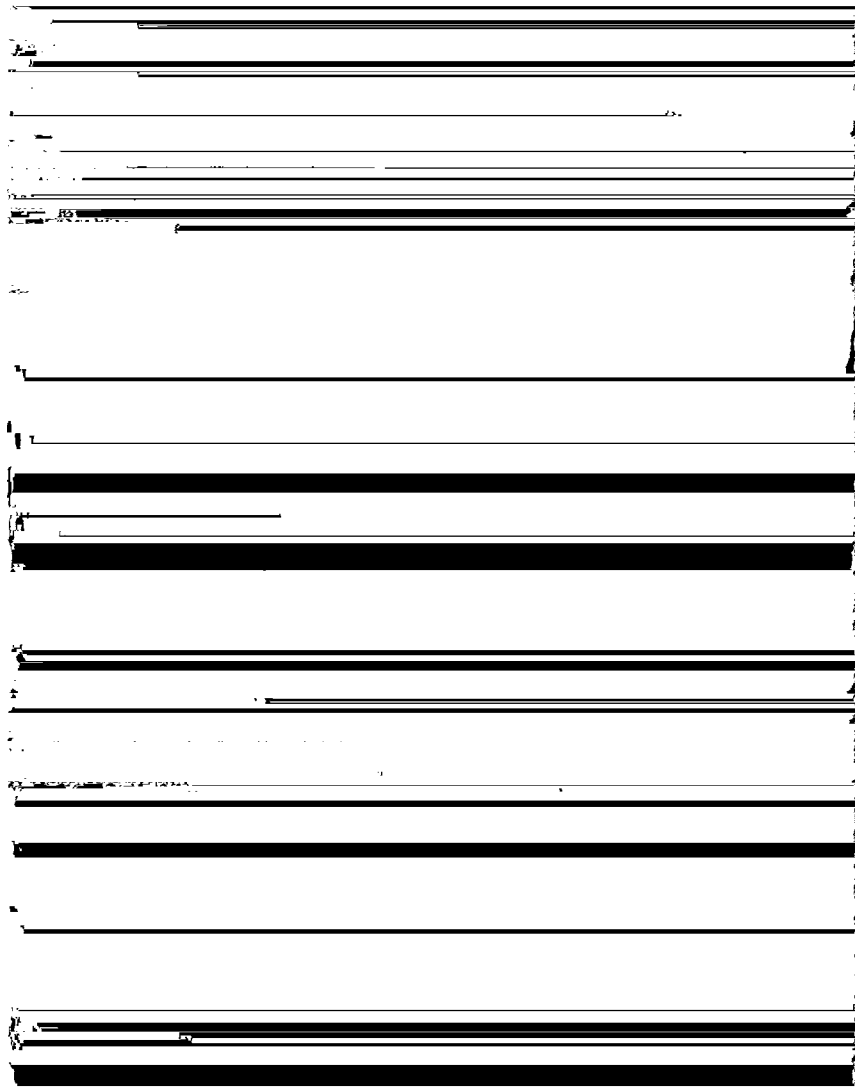


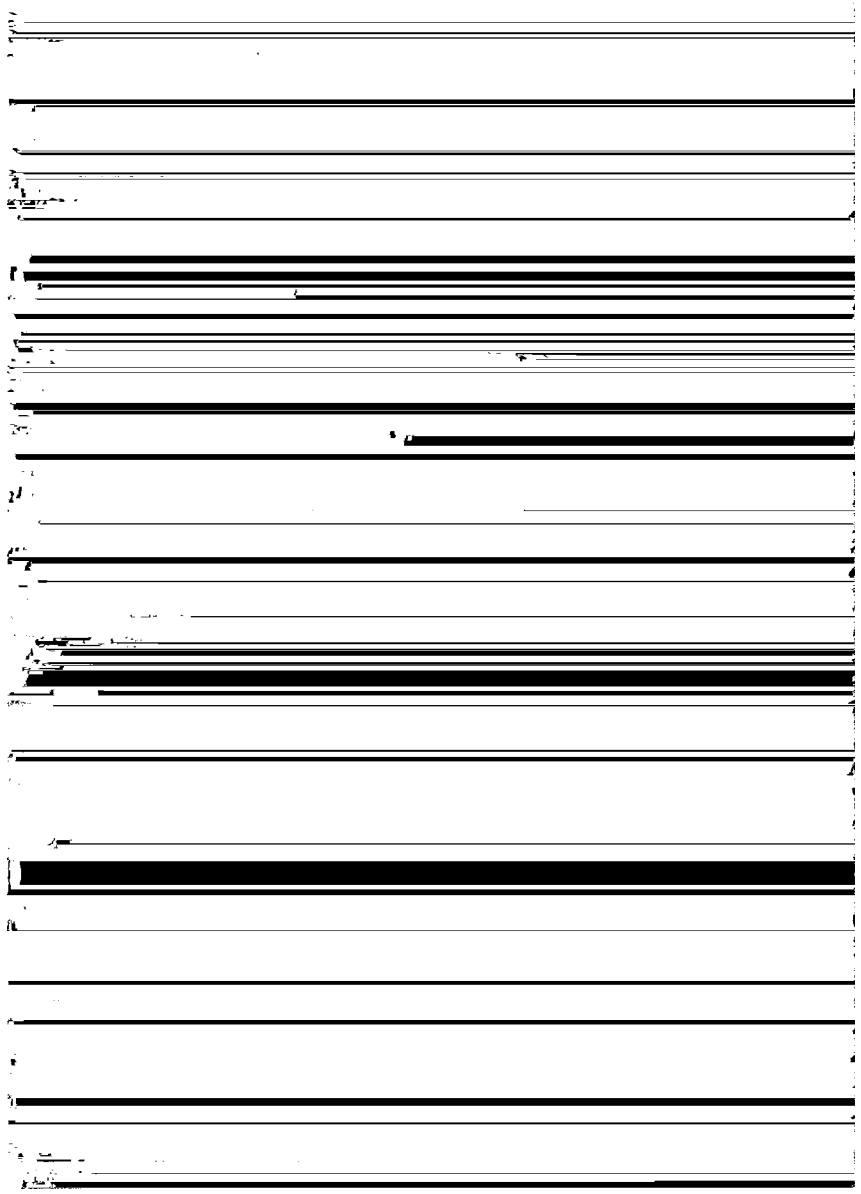
[The body of the document is almost entirely obscured by heavy black redaction bars and horizontal scanning artifacts. Only faint, illegible fragments of text are visible.]

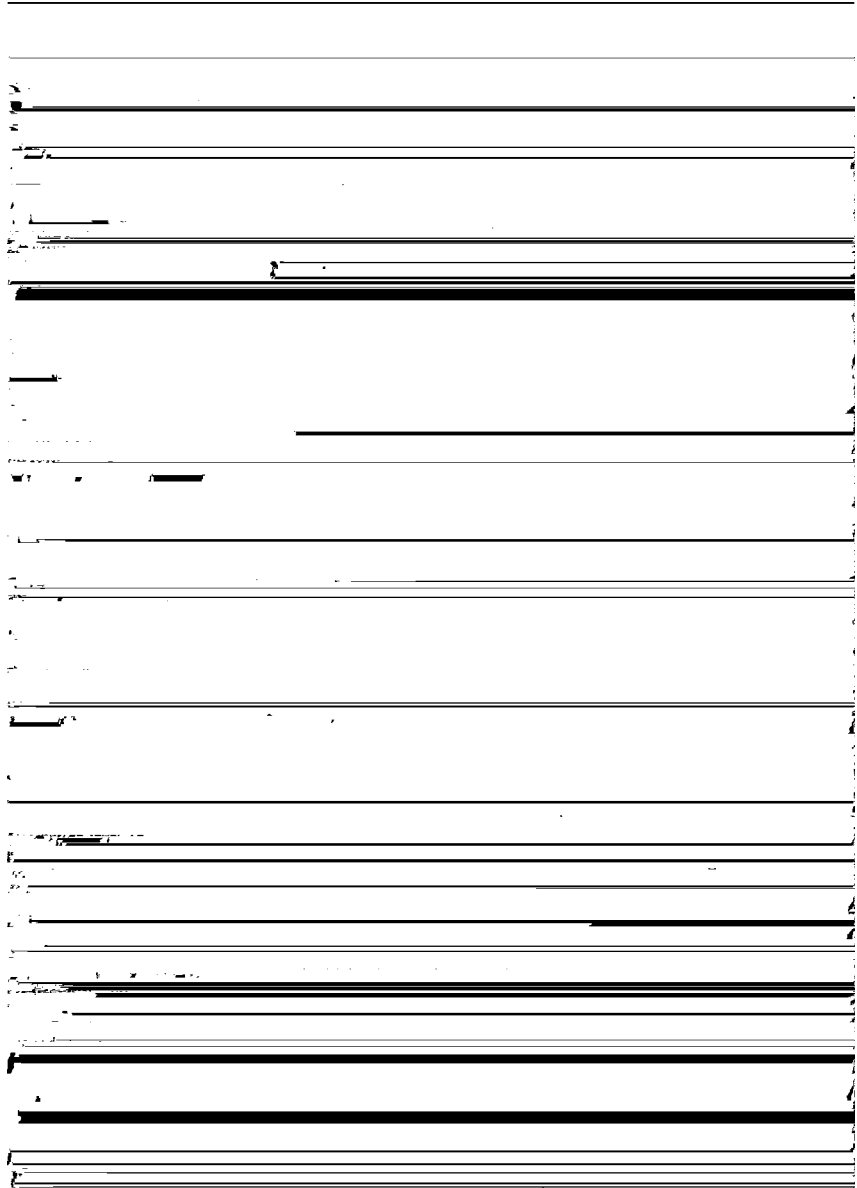


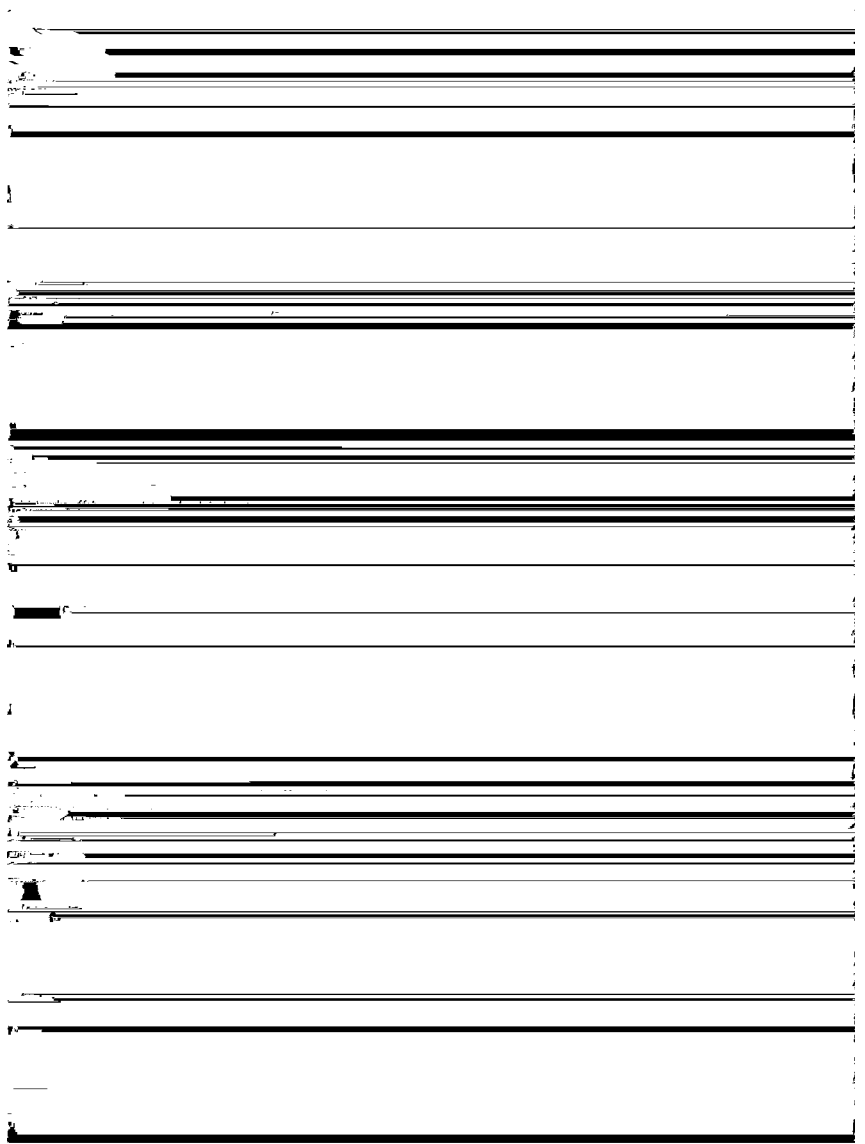


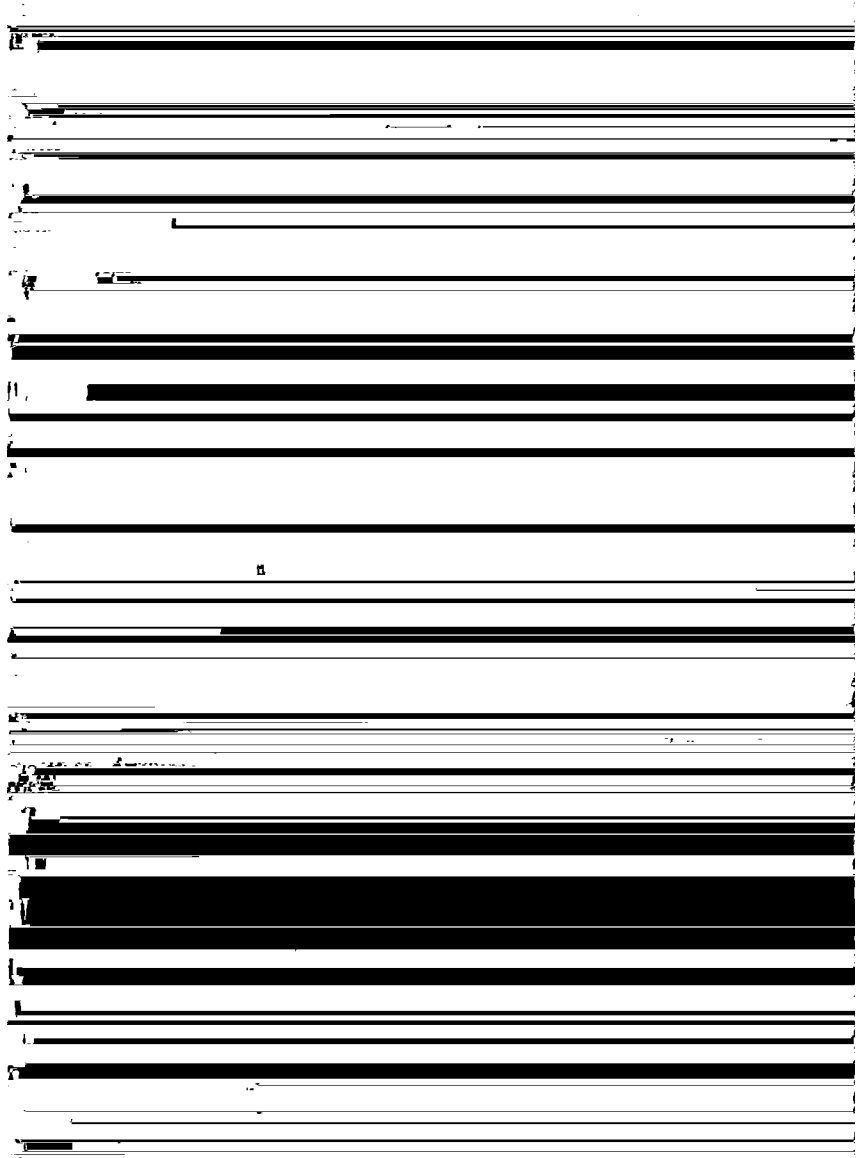




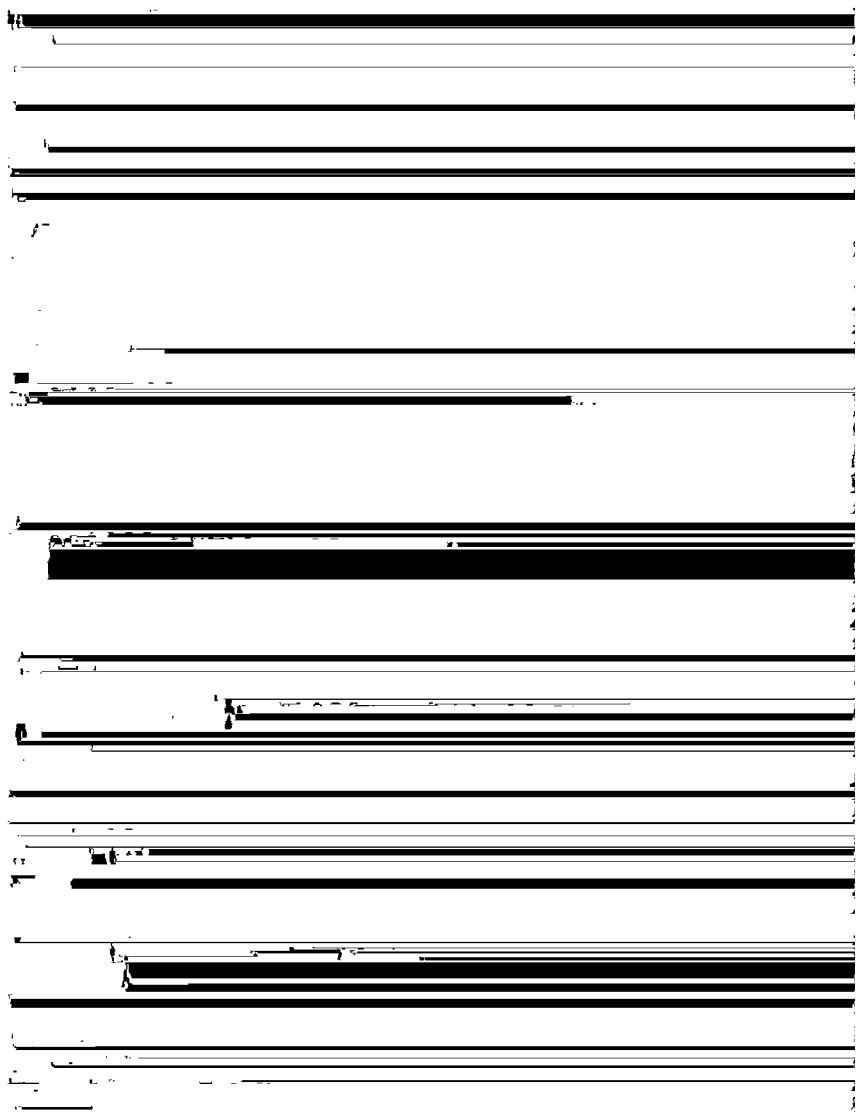




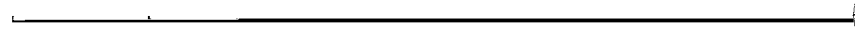
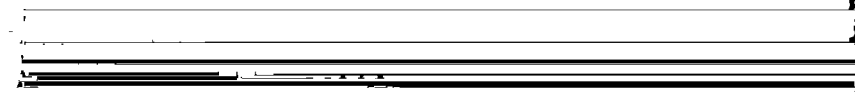
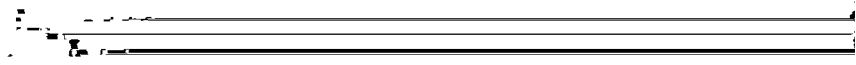
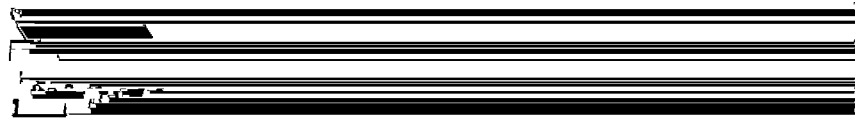




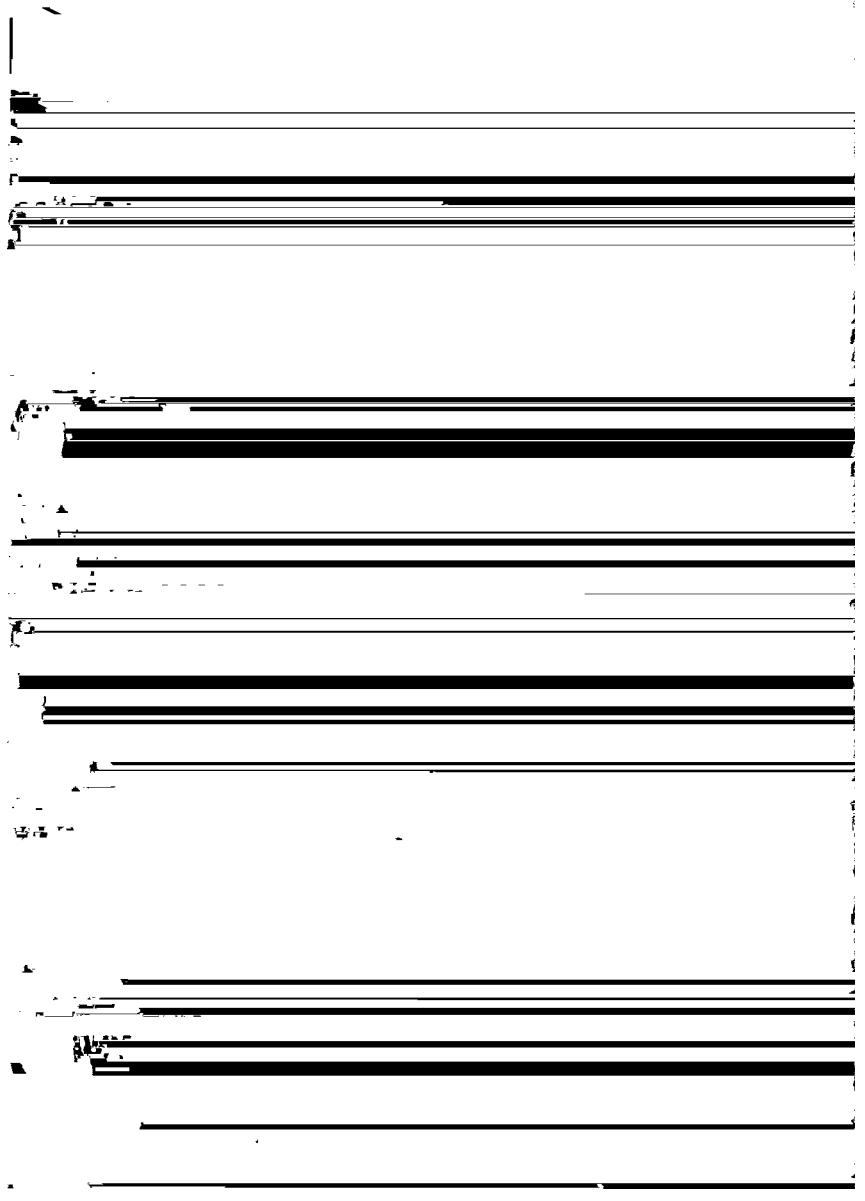
The image shows a document page that has been almost entirely redacted with thick black horizontal bars. Only a few thin lines of text are visible, appearing as faint horizontal streaks between the redaction bars. The redactions cover the majority of the page's content, leaving very little legible information.

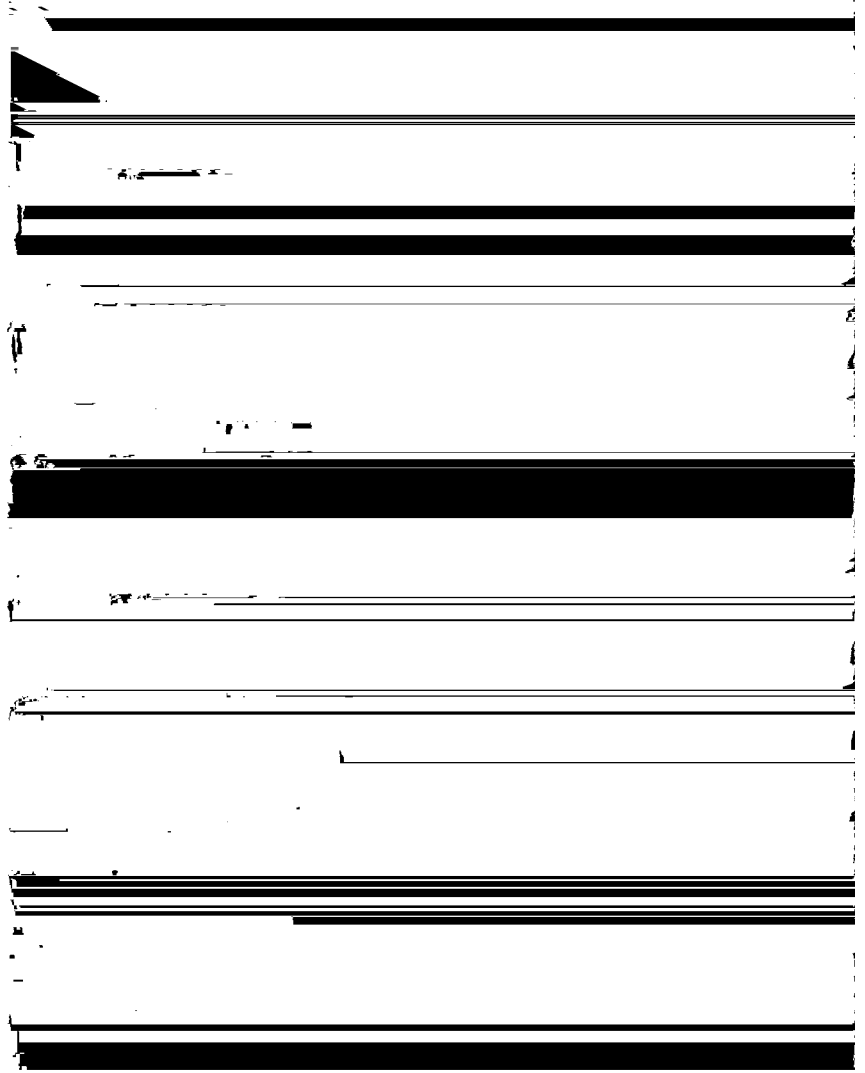




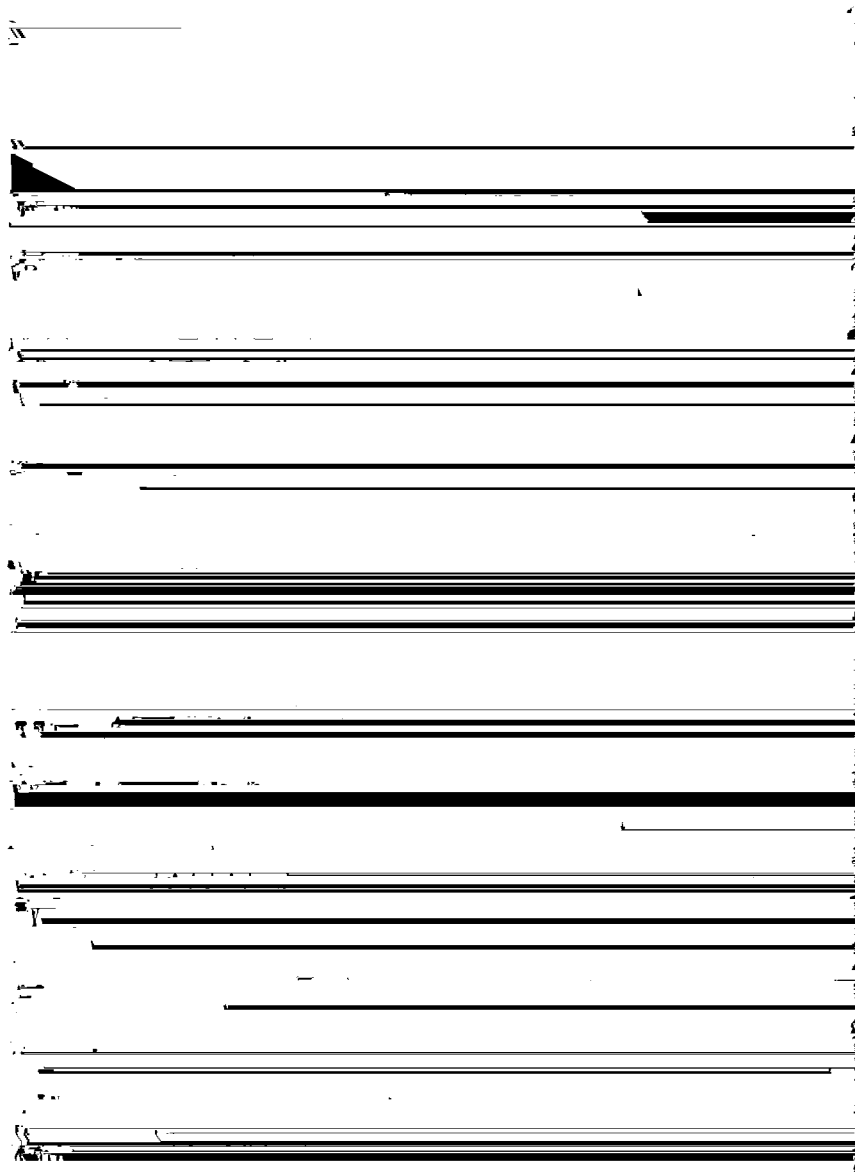


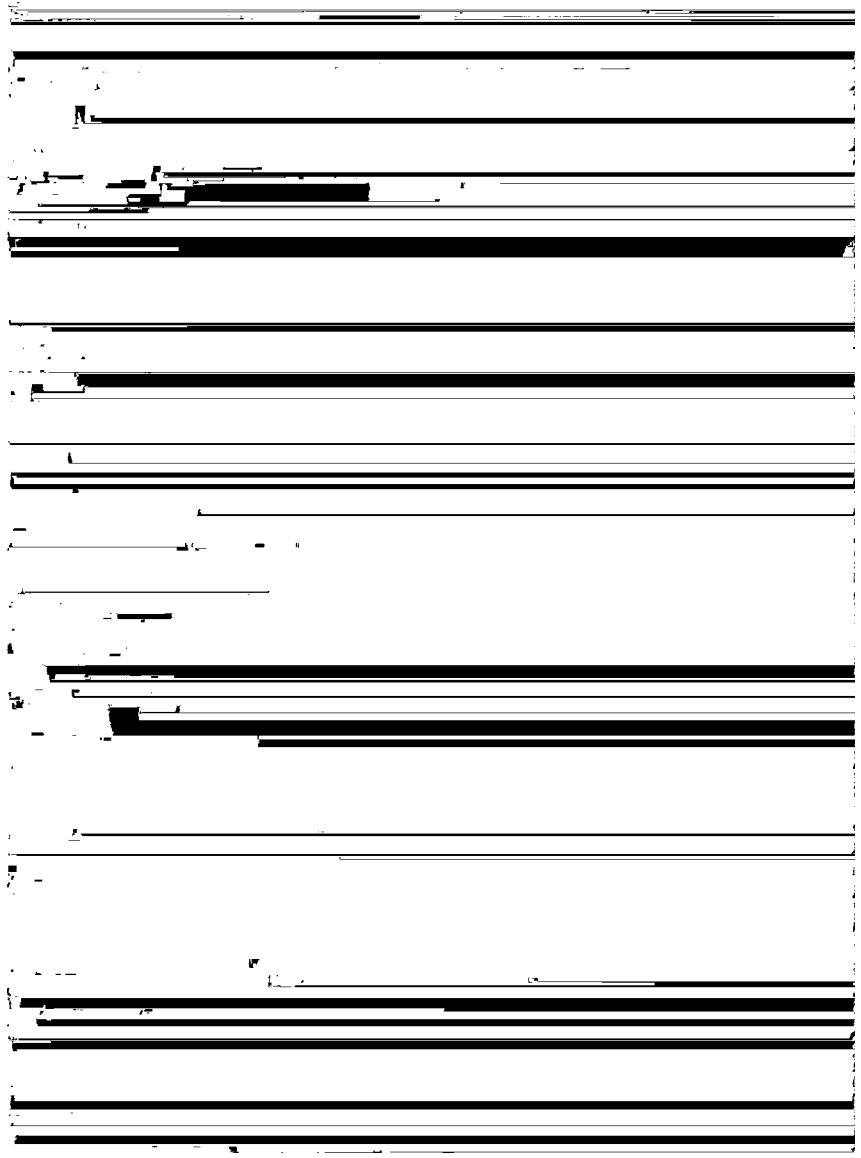


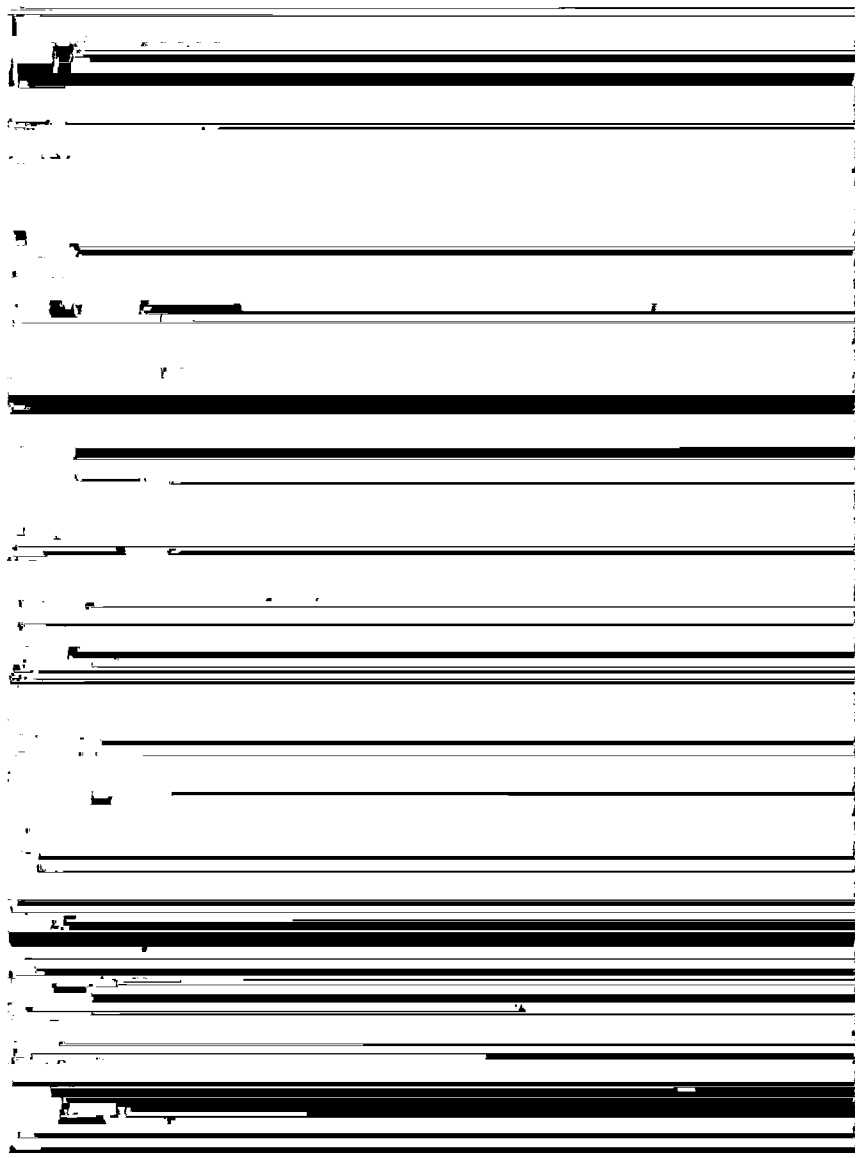


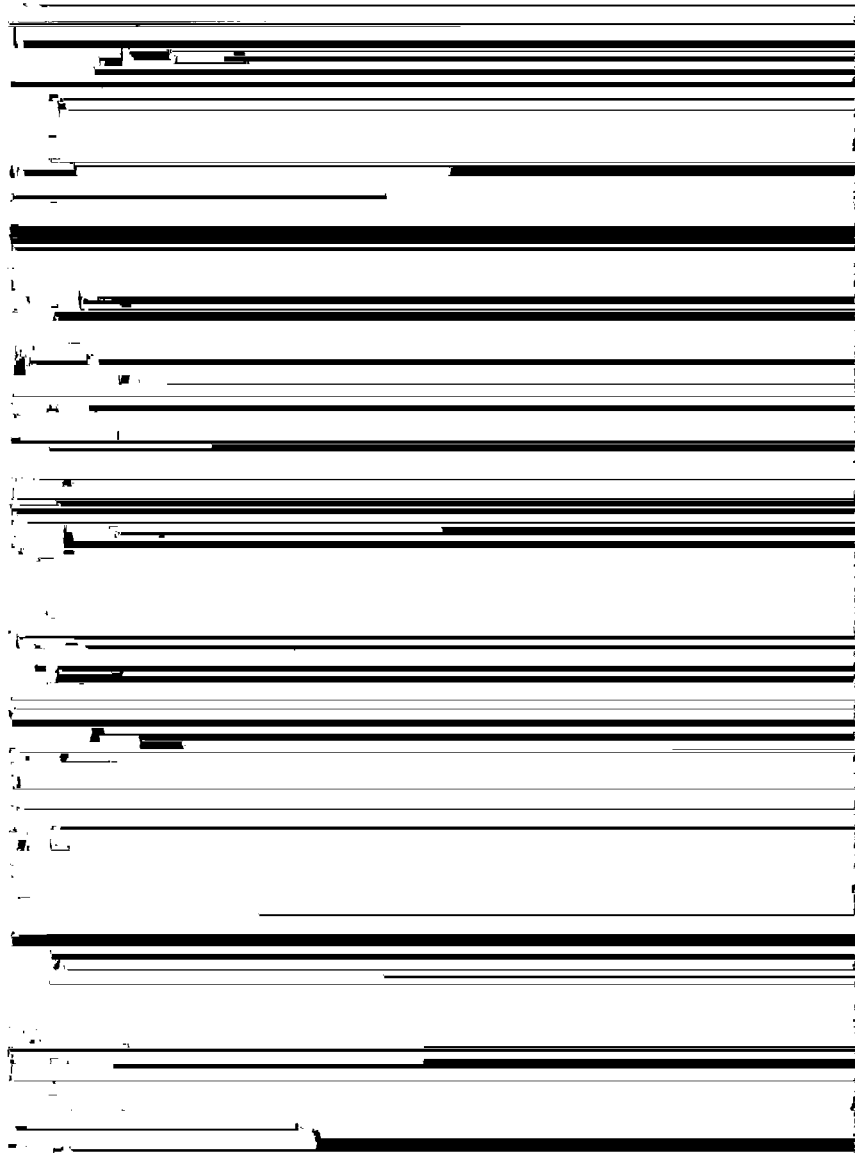


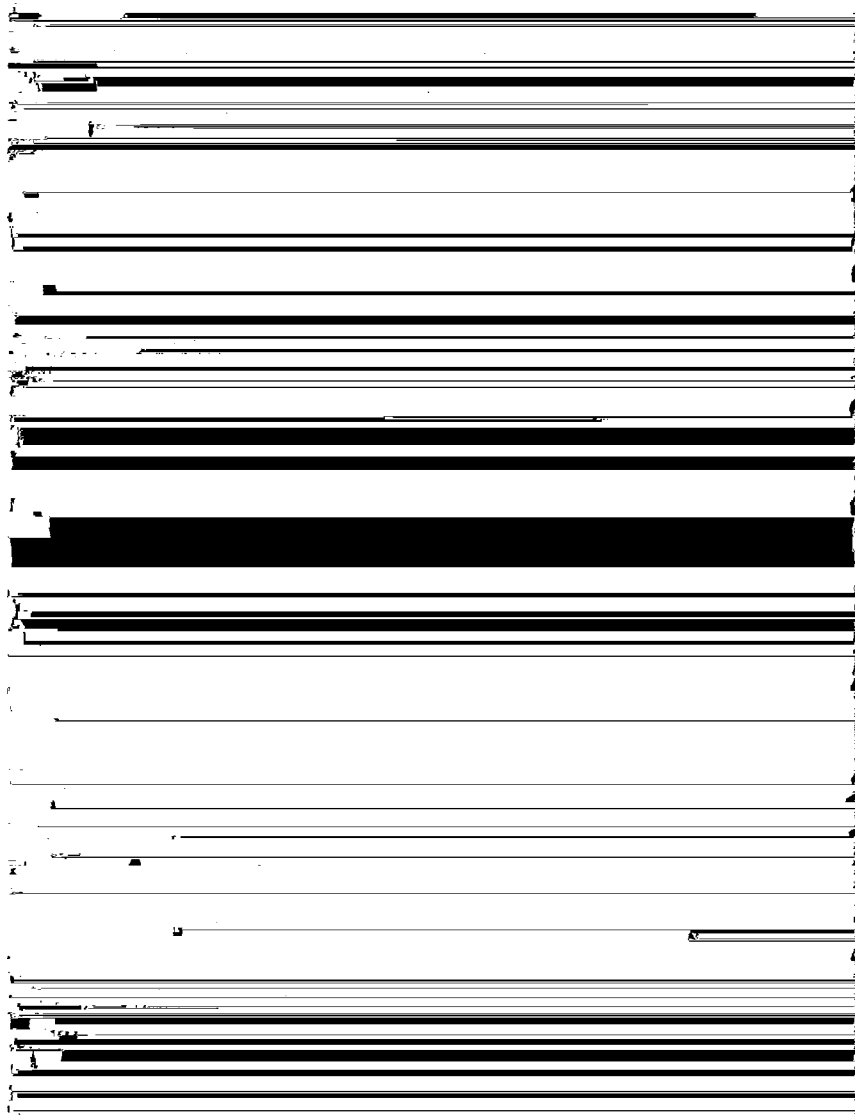


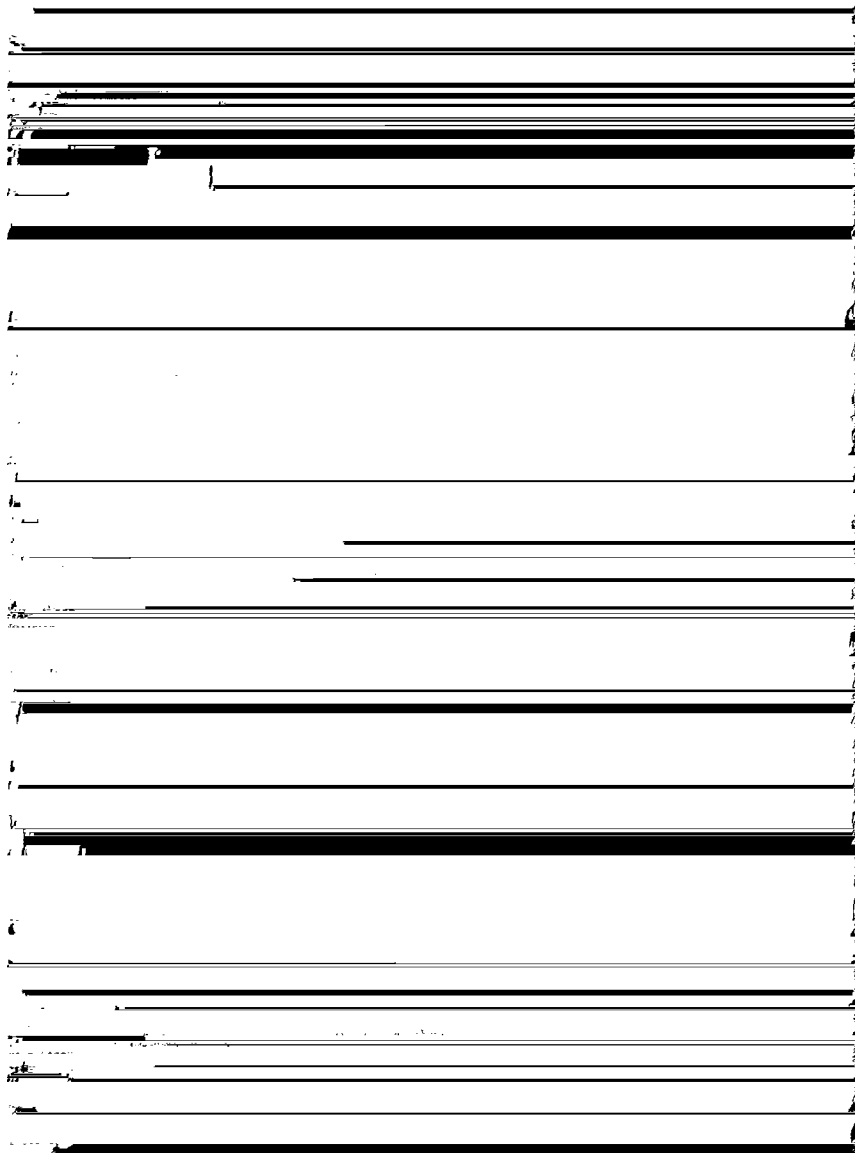


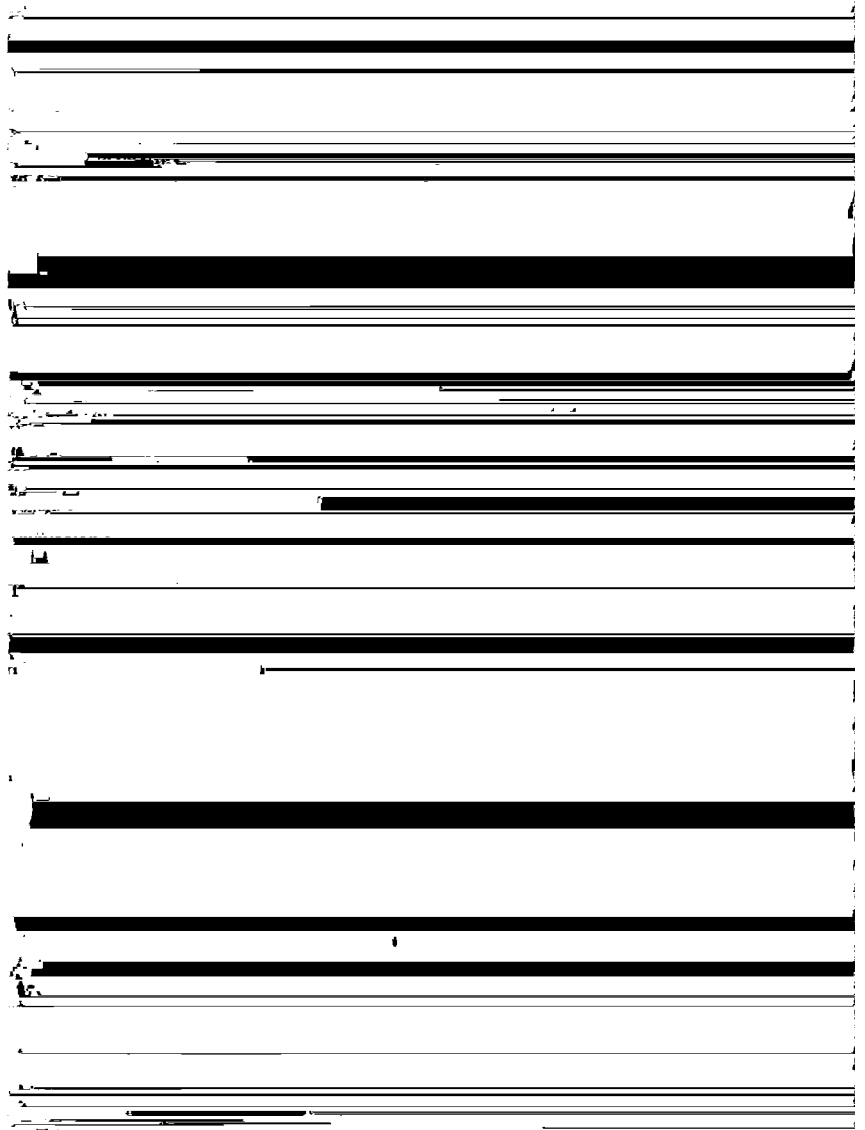












[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

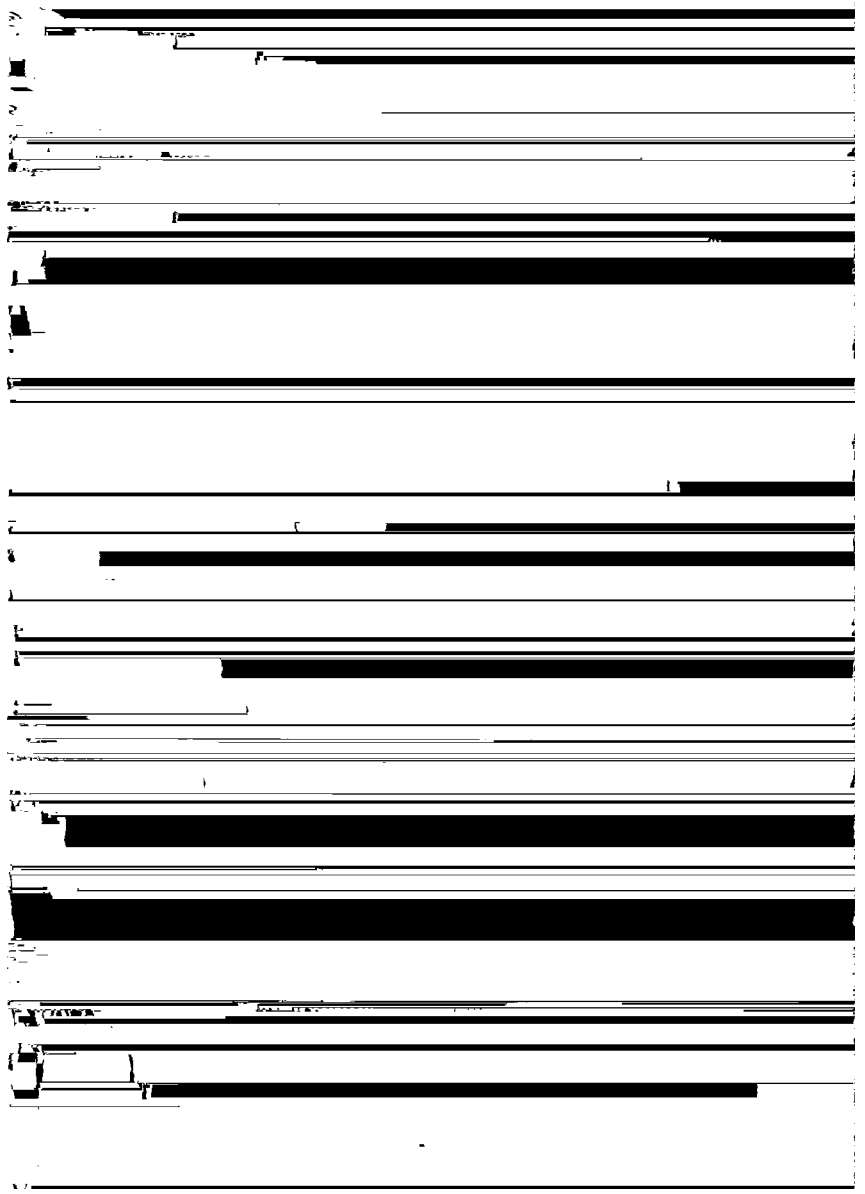
[REDACTED]

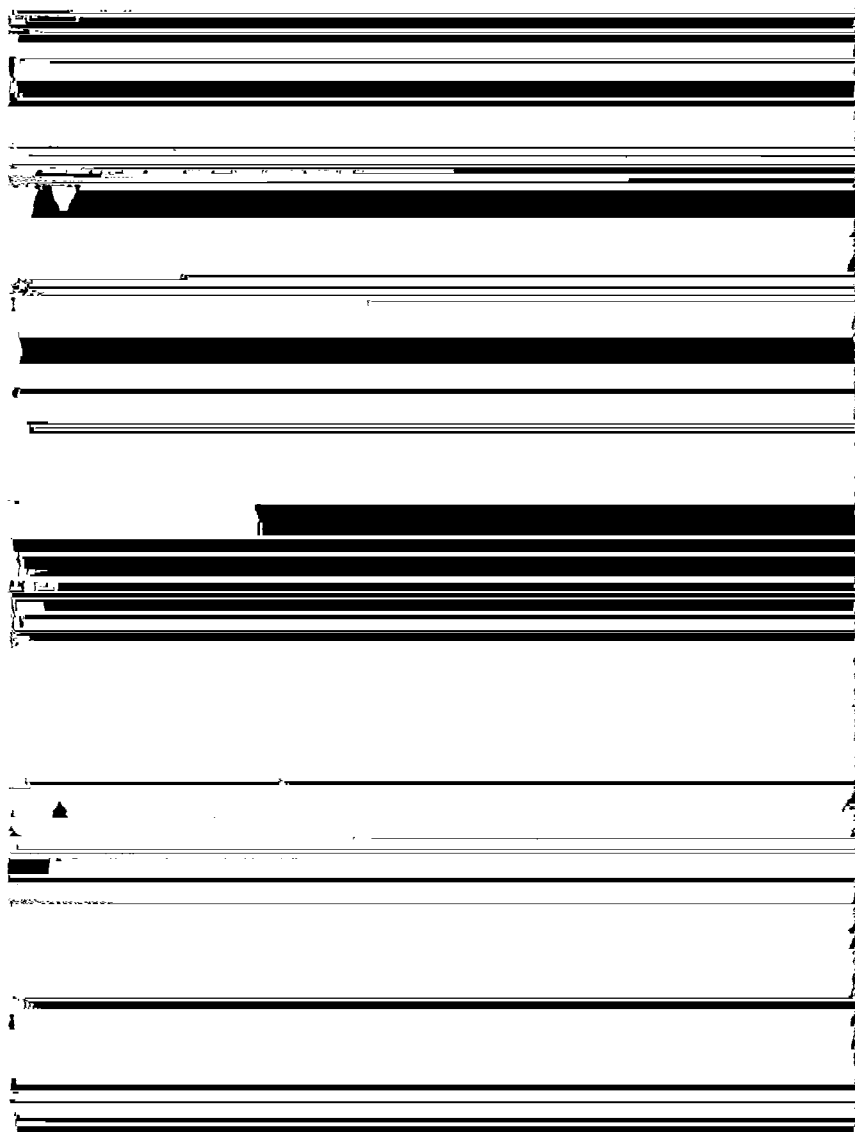
[REDACTED]

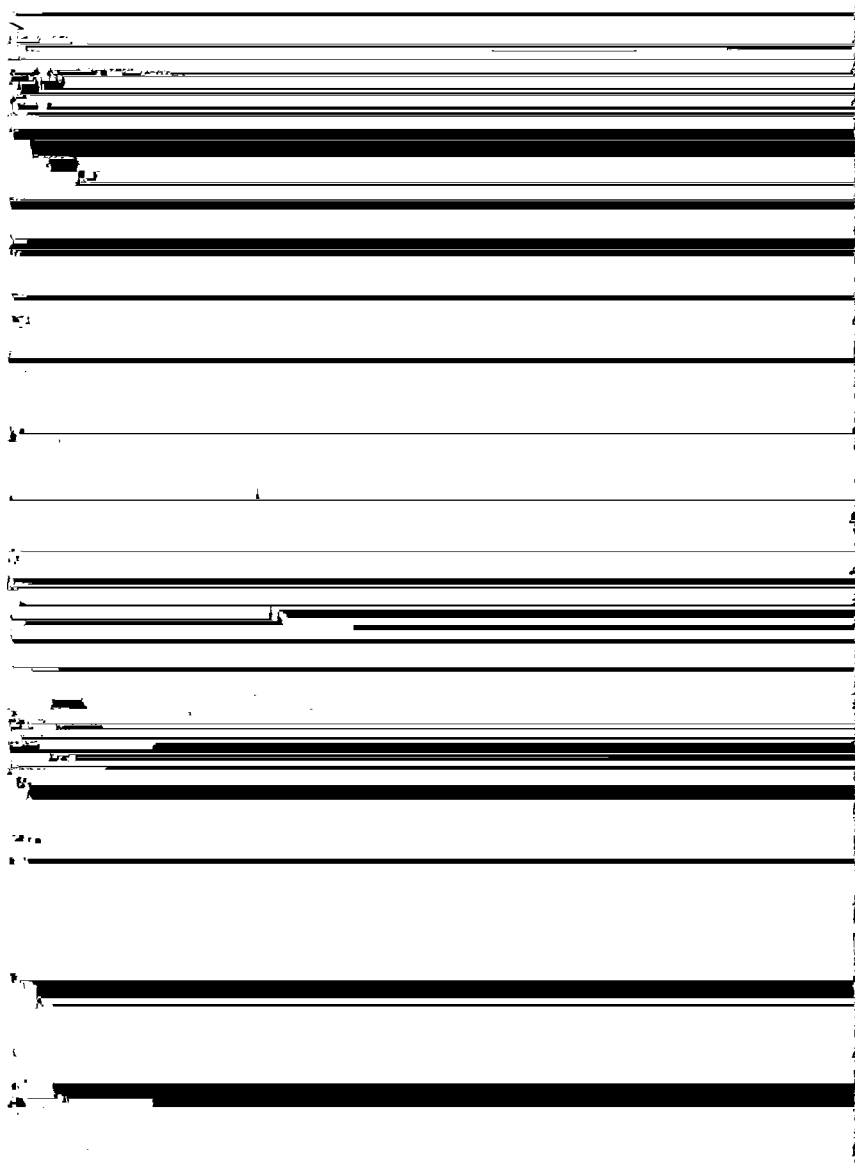
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]







[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

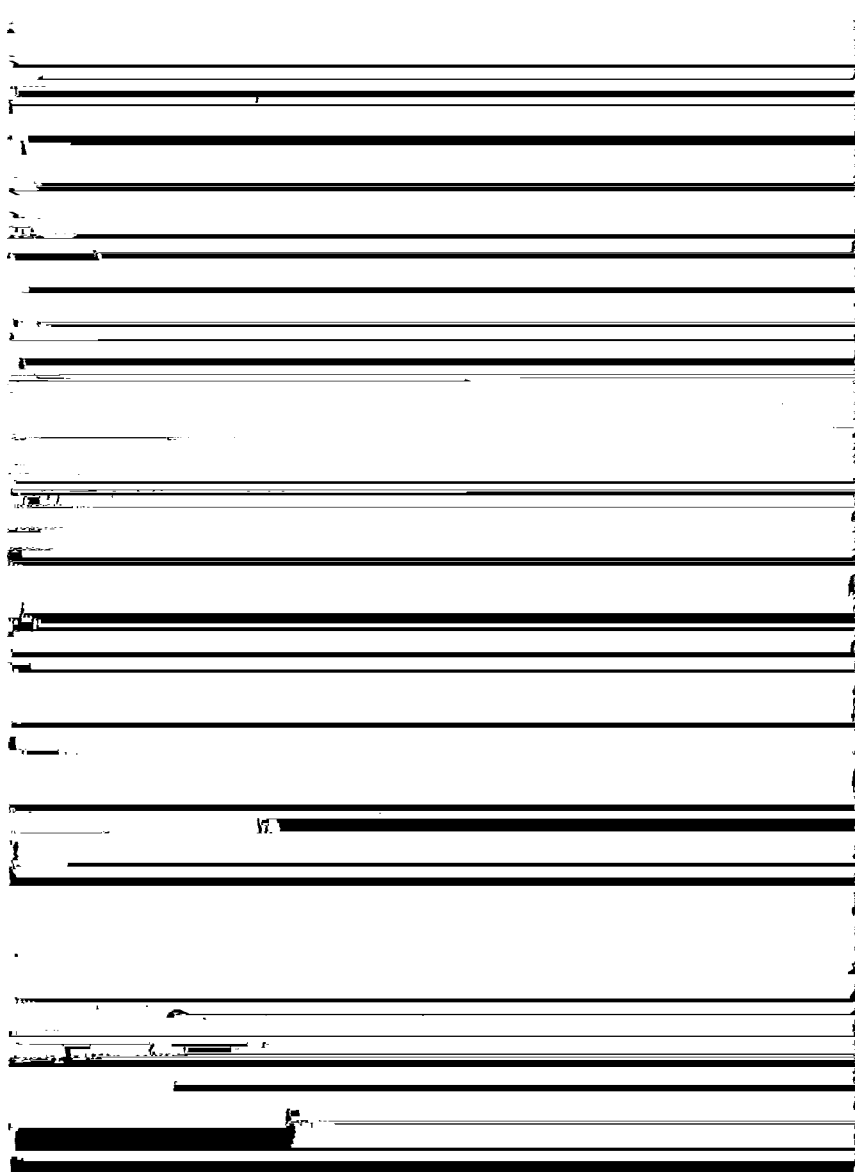
[REDACTED]

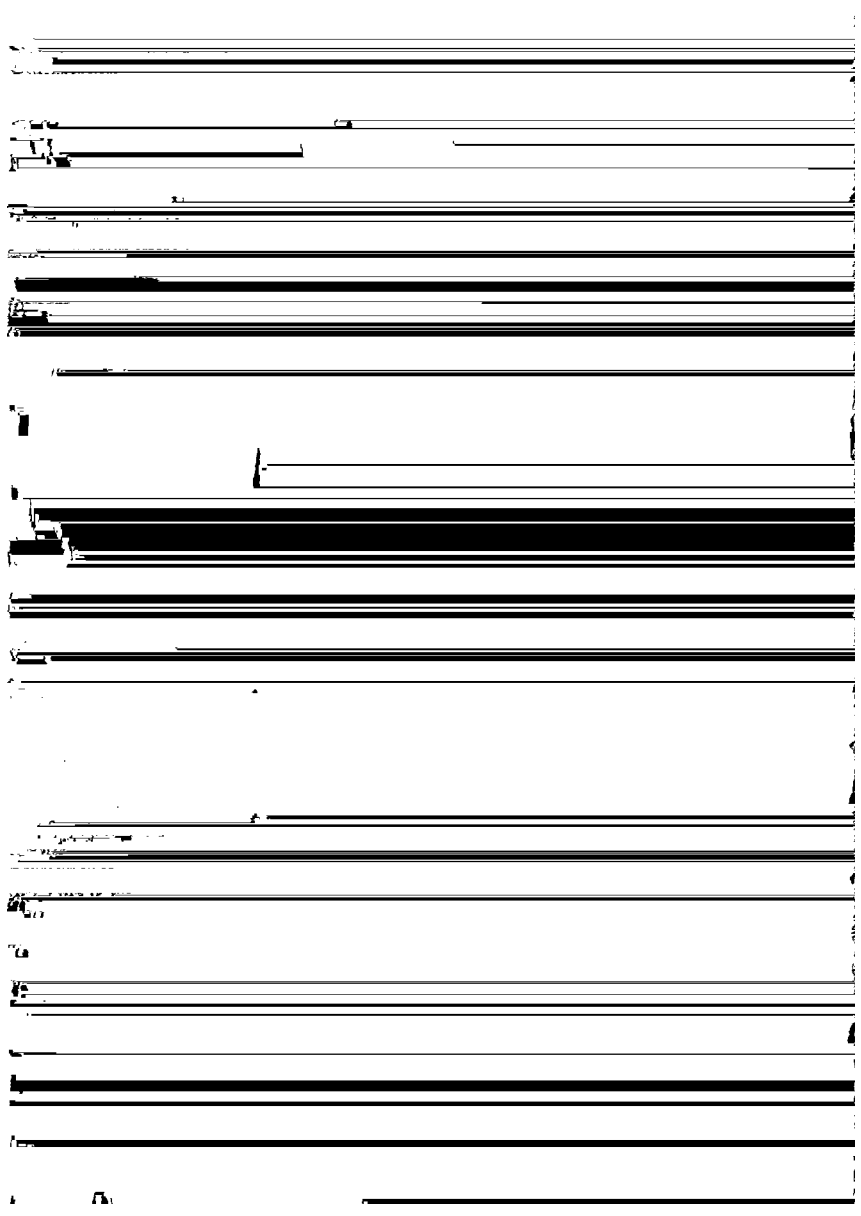
[REDACTED]

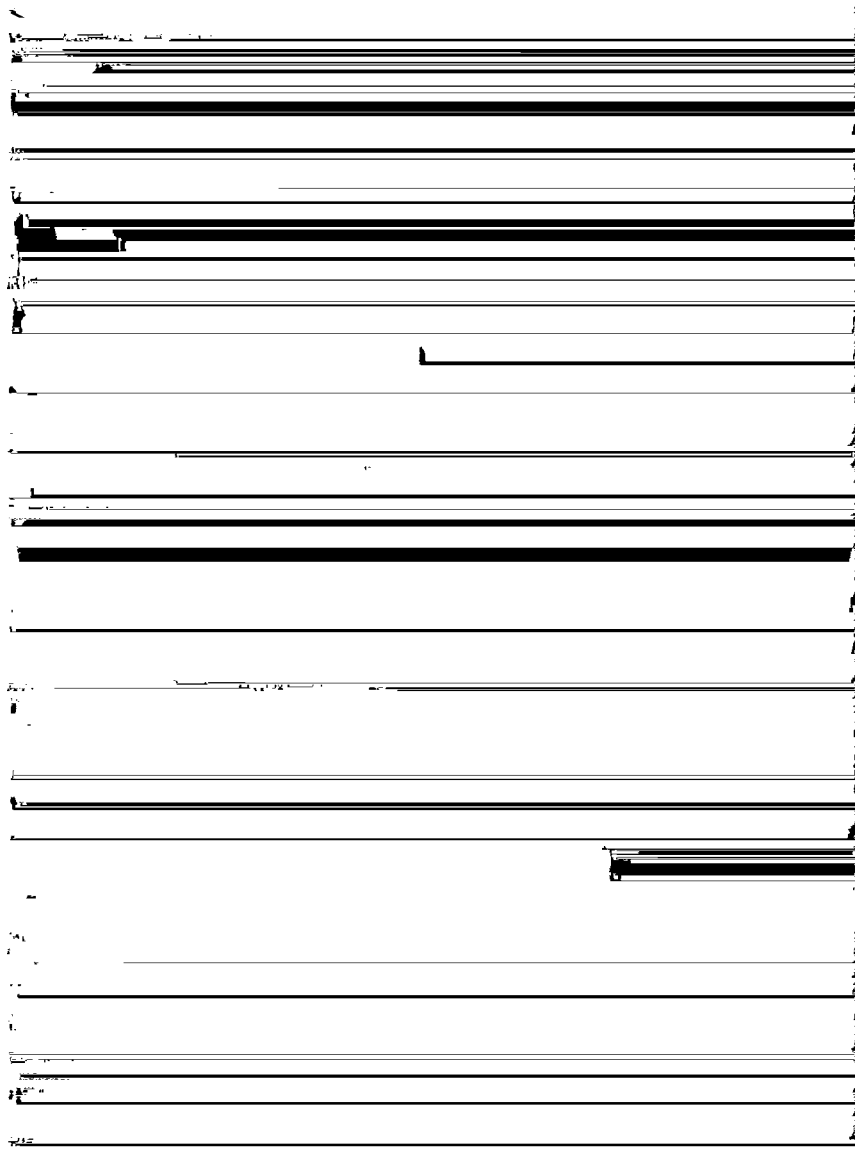
[REDACTED]

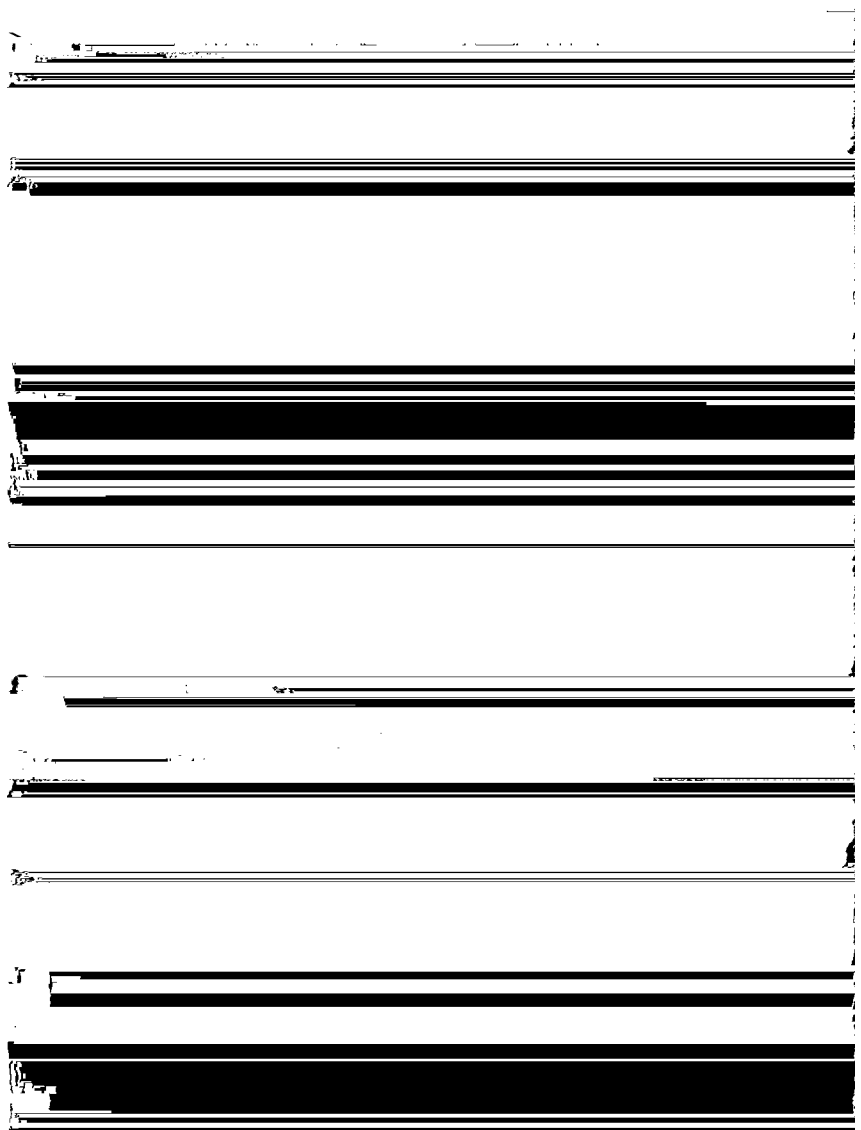
b

[REDACTED]





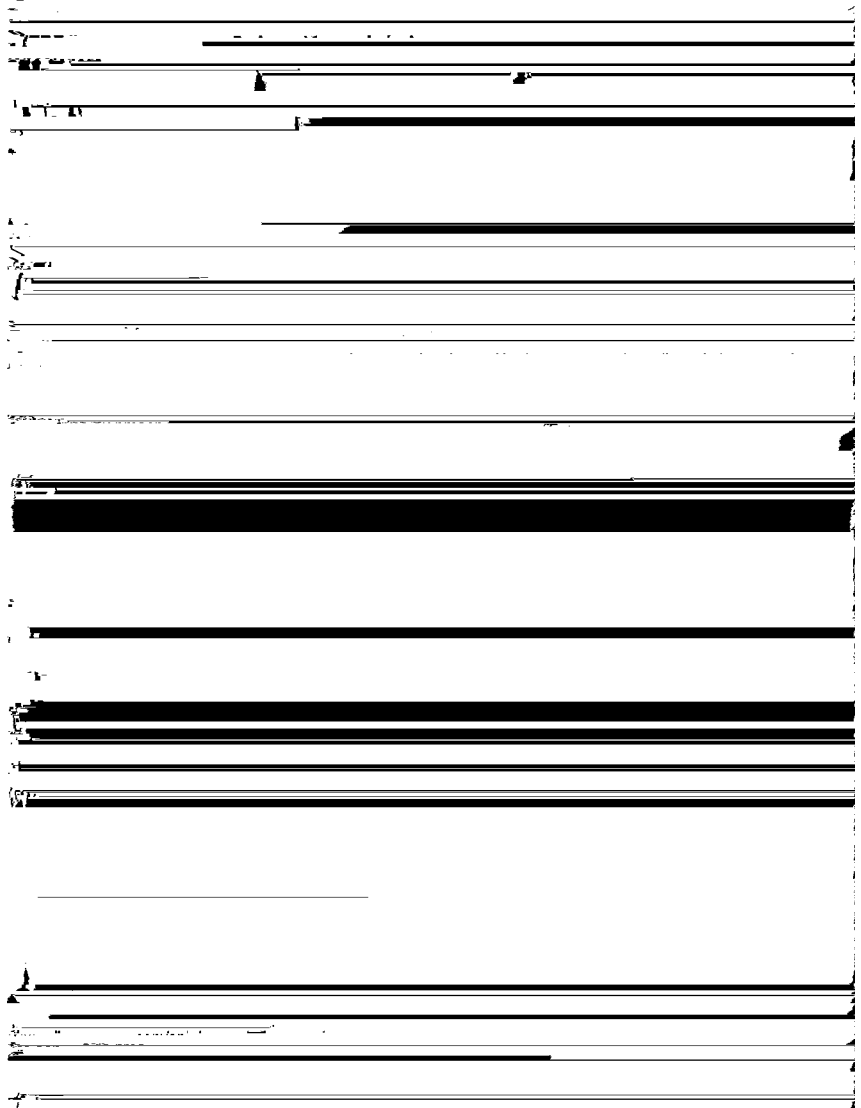


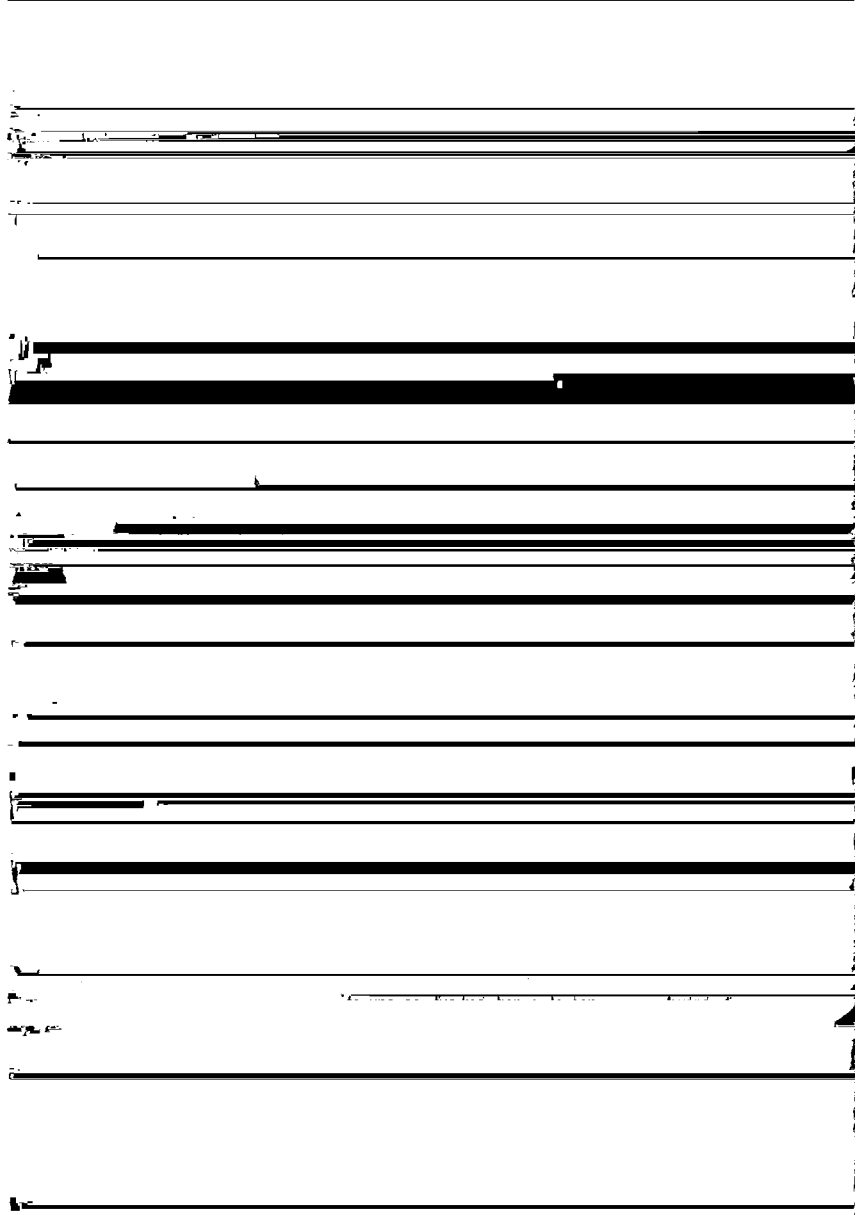


ANNEXE 1H

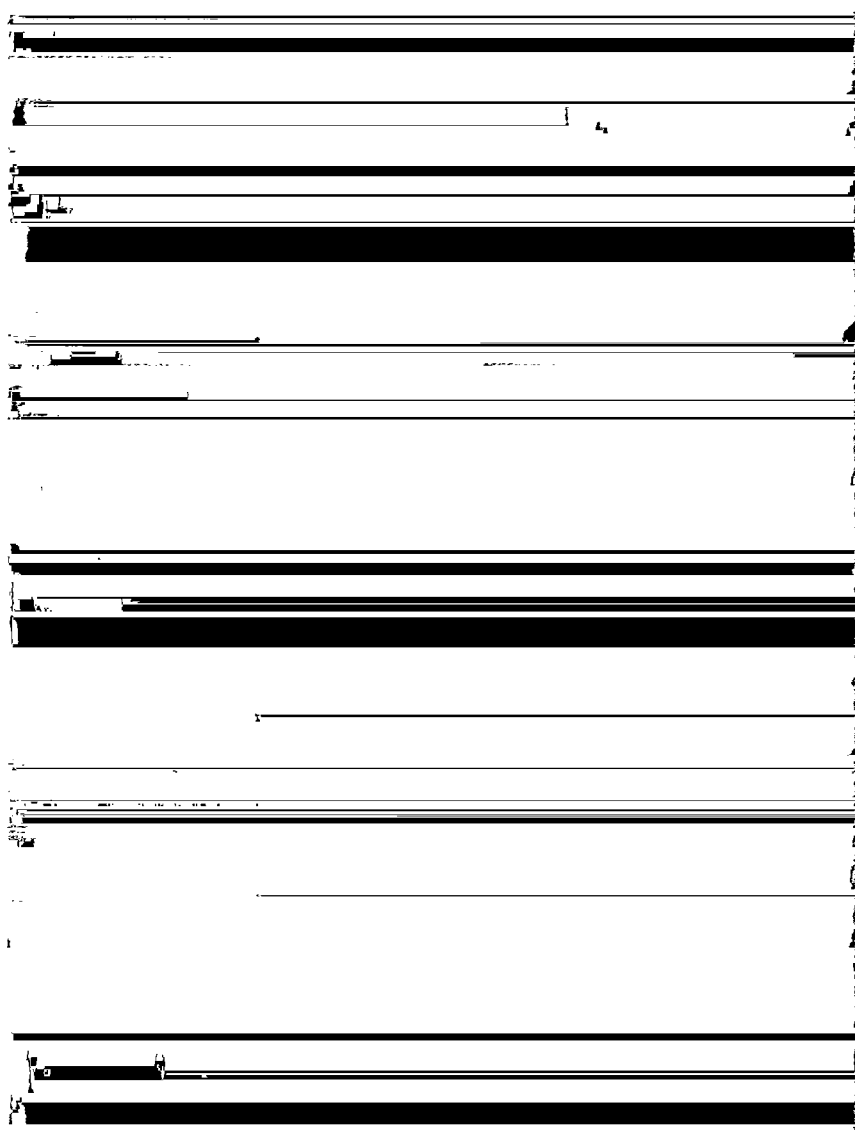
[The table content is almost entirely obscured by heavy black redaction bars. Only faint horizontal lines and some illegible fragments of text are visible.]







The image shows a table with several rows and columns. The majority of the data is obscured by thick black horizontal bars. In the lower portion of the table, there are some faint, illegible characters that appear to be "Pa" and "4".



[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

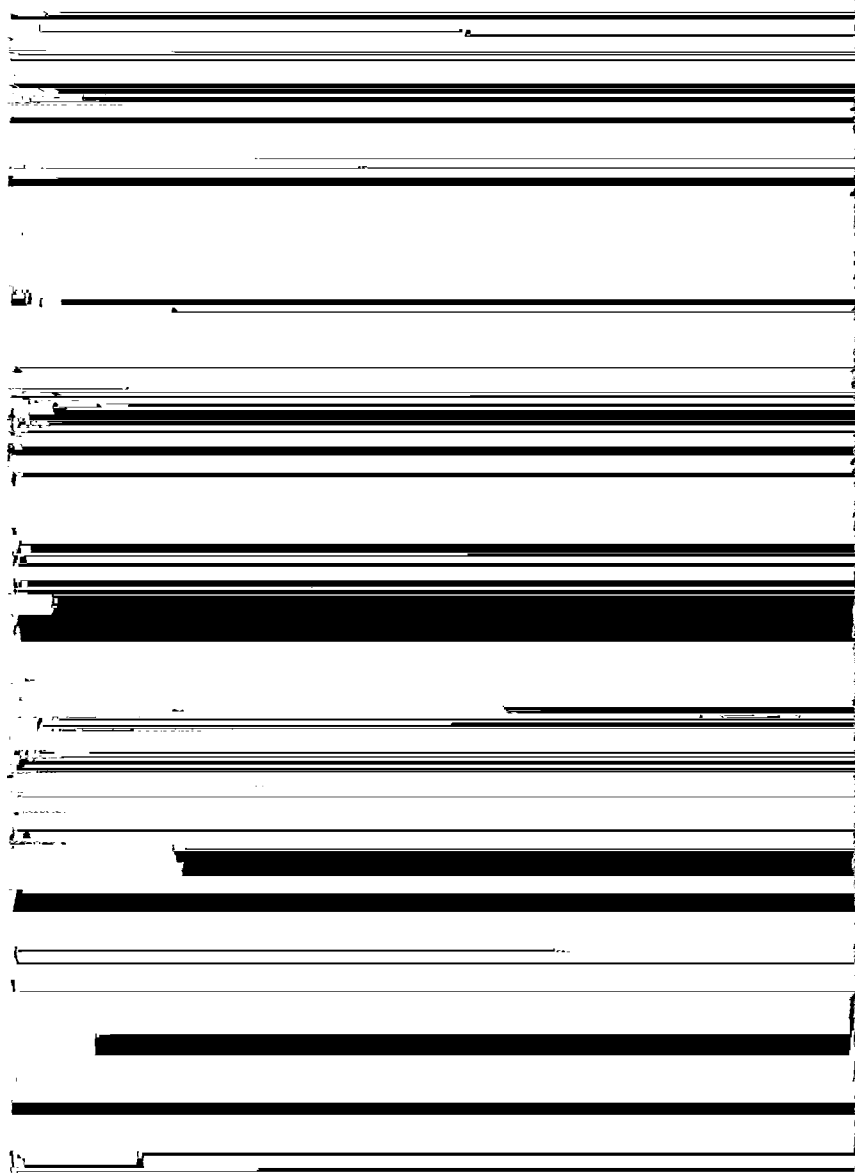
[Redacted text block]

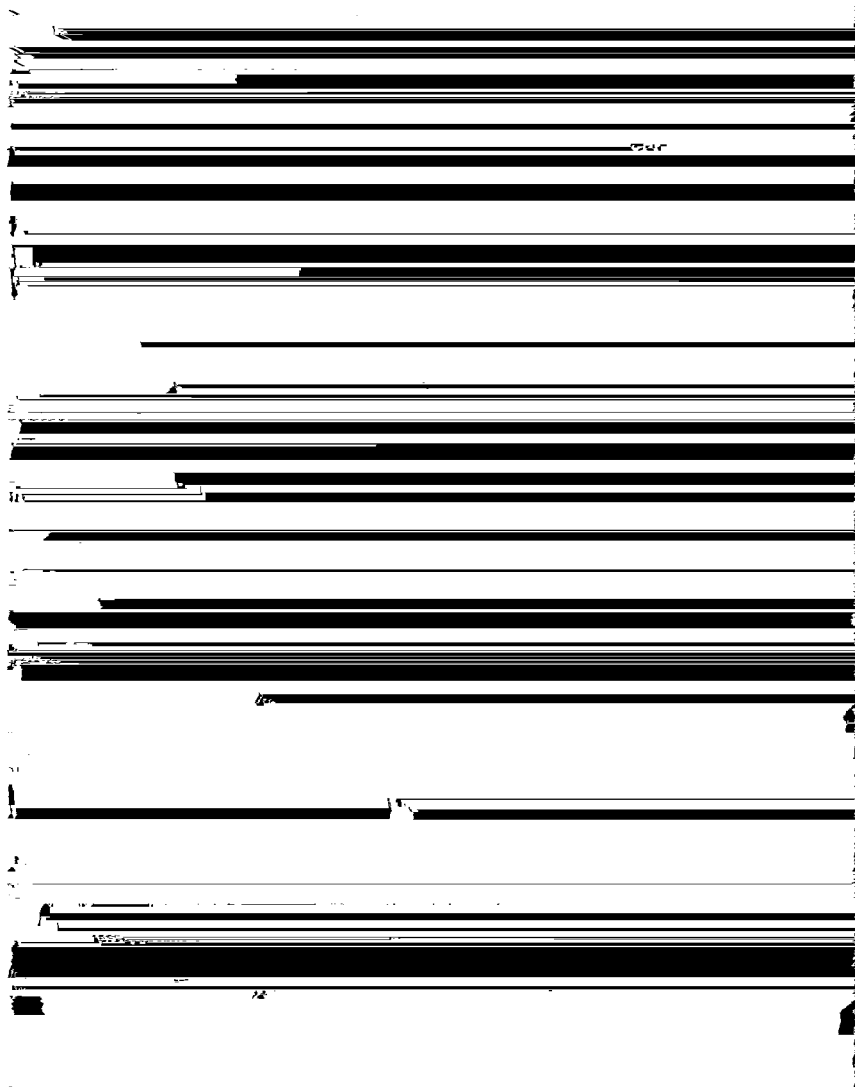
[Redacted text block]

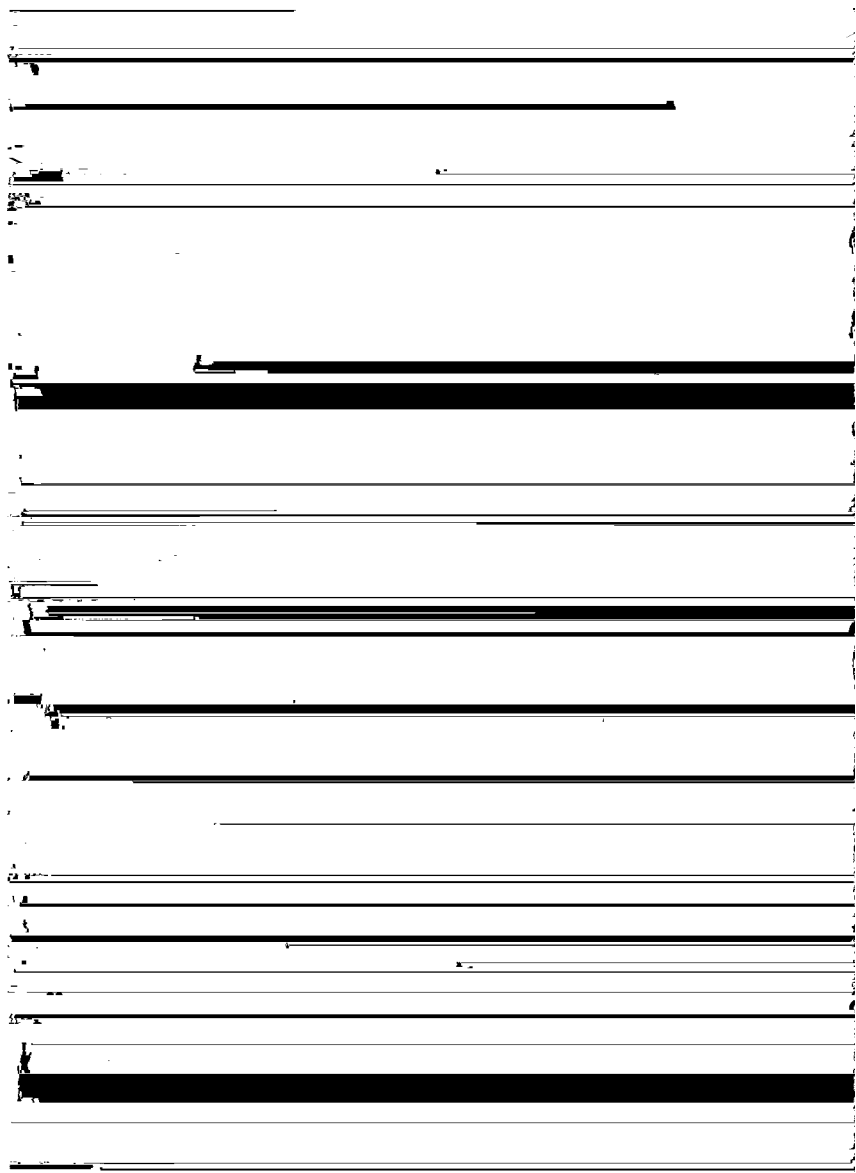
[Redacted text block]

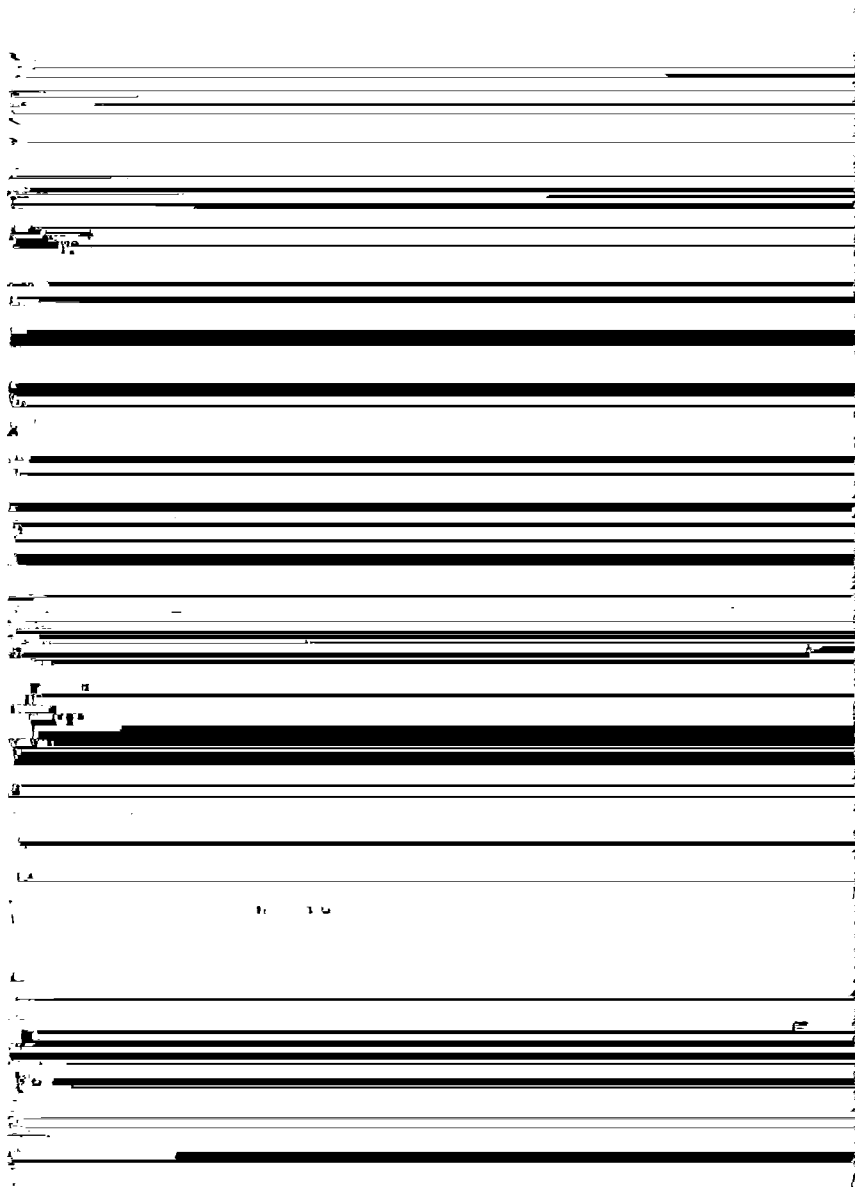
[Redacted text block]

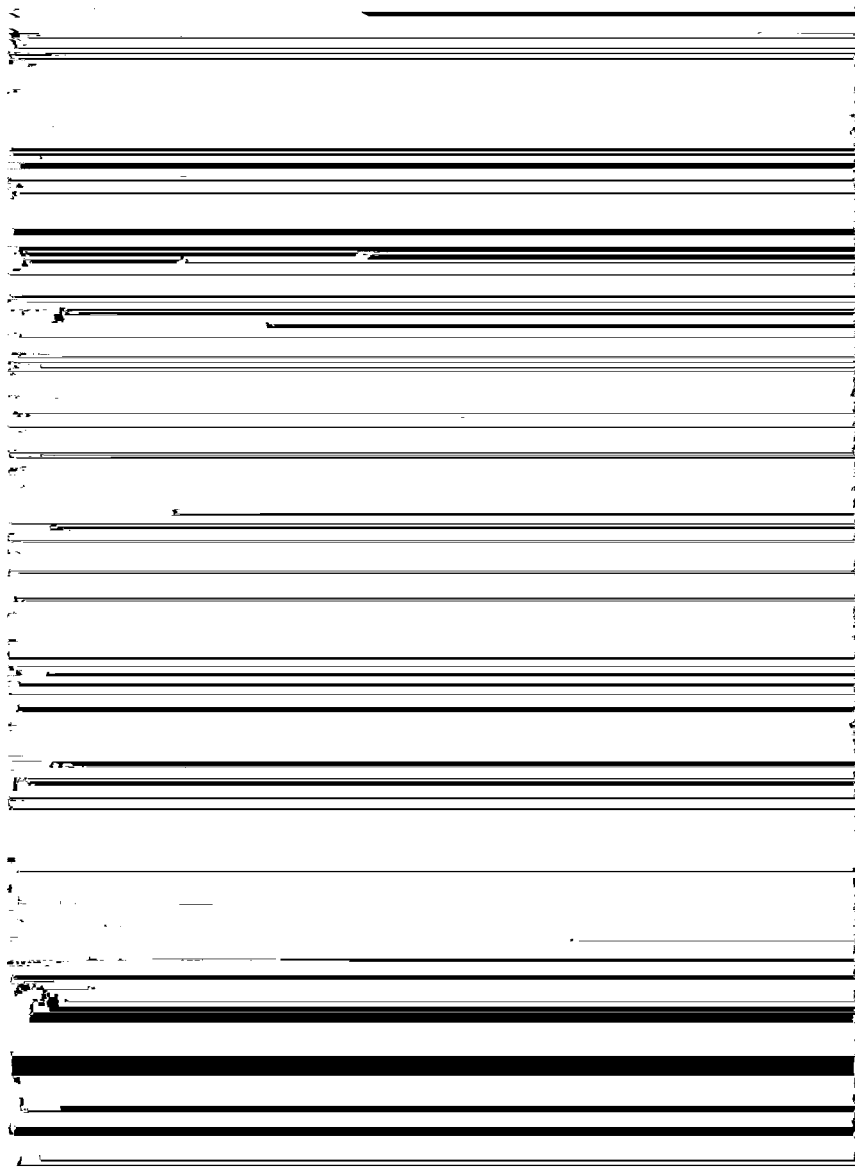
The image shows a table with approximately 10 rows and 2 columns. The content is almost entirely obscured by thick black horizontal bars. Only the faint outlines of the table grid and some small, illegible characters are visible. The redaction covers the majority of the data in each cell.

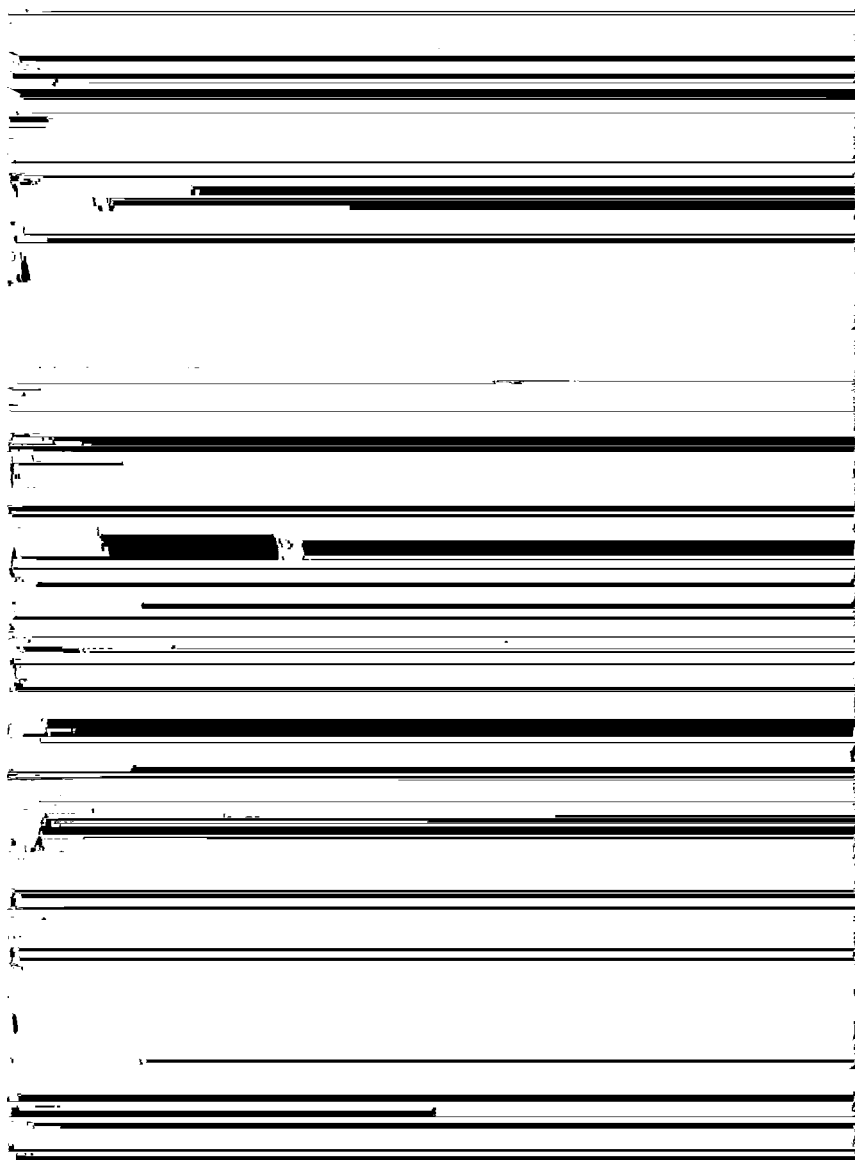






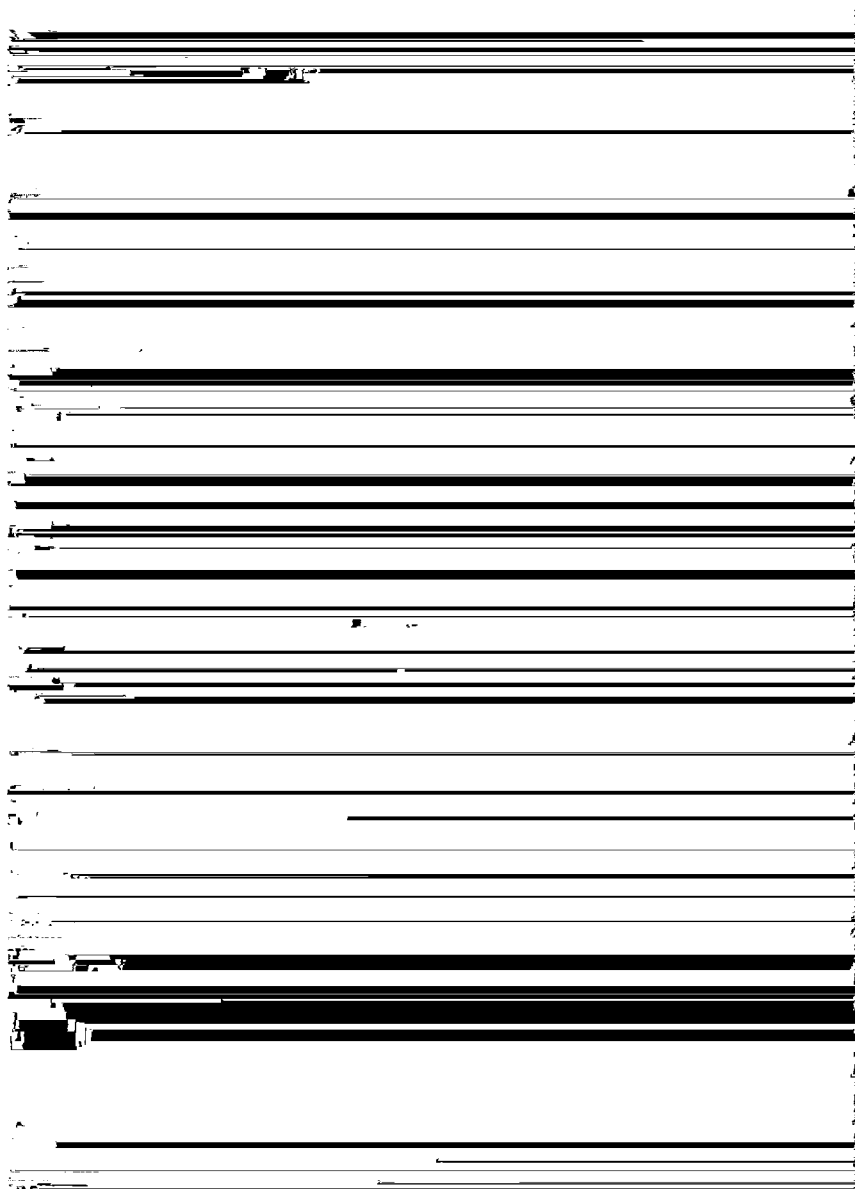


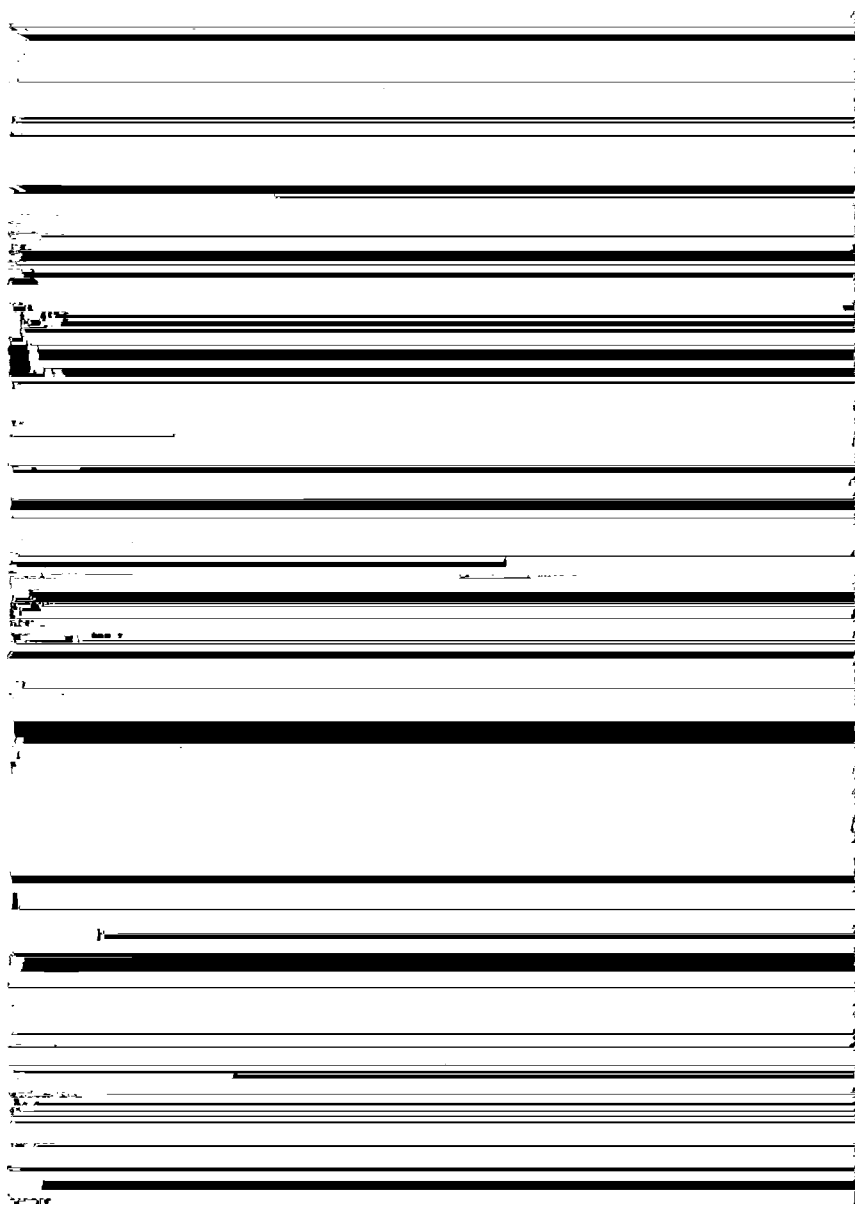




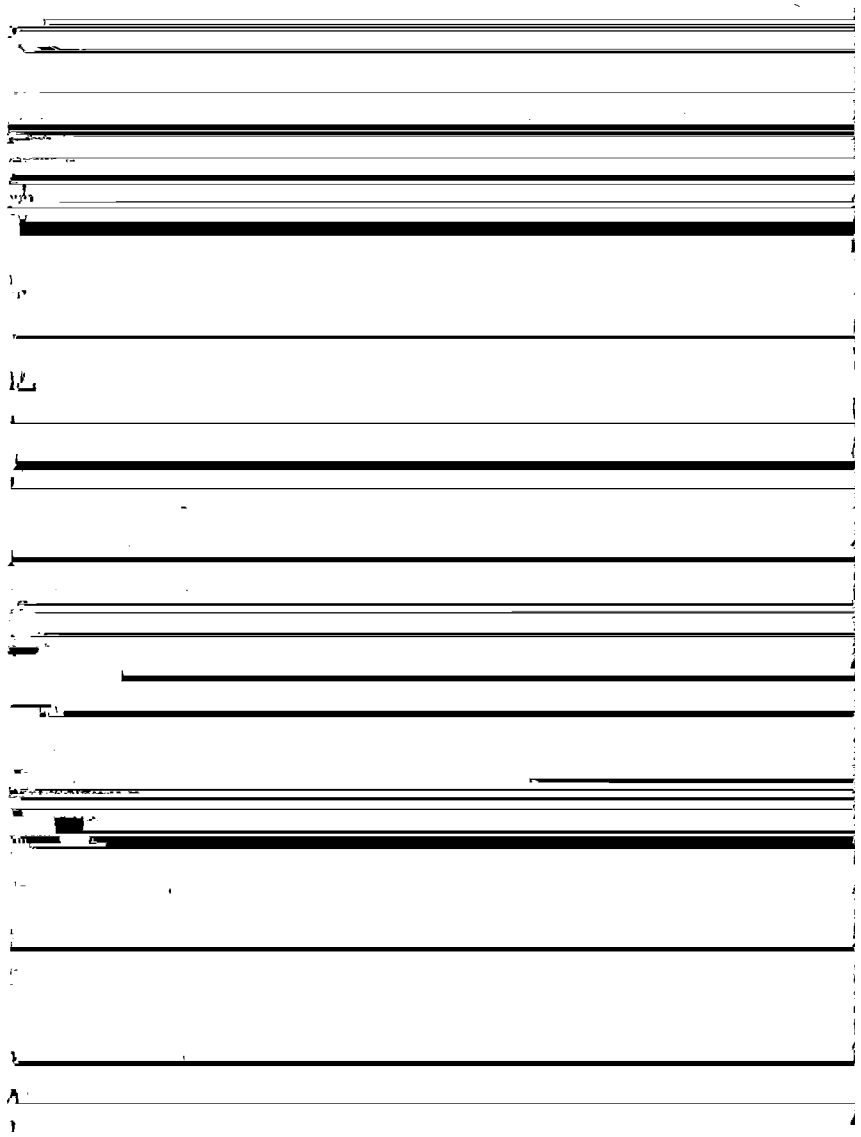
[The page contains approximately 20 lines of text that have been completely redacted with thick black bars.]

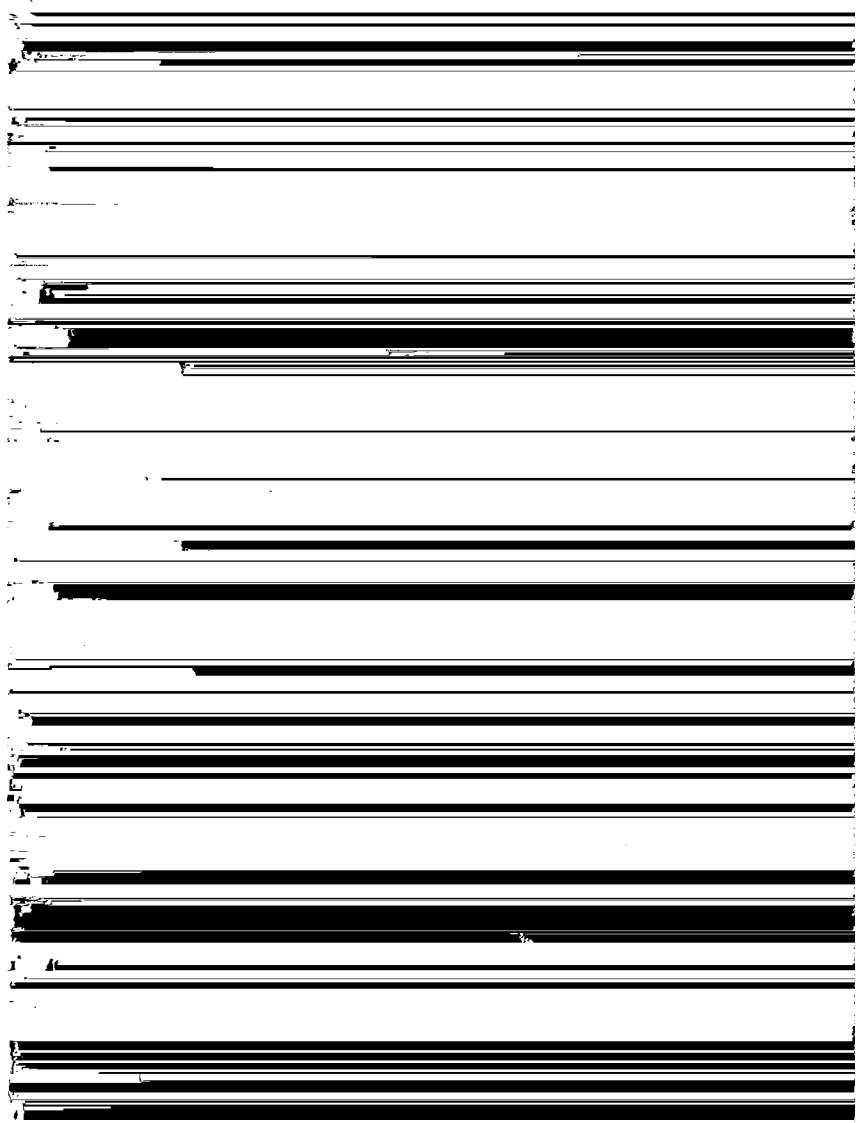






The image shows a table with multiple rows and columns. The content is almost entirely obscured by heavy black redaction bars. Only a few faint lines of text are visible, particularly in the lower half of the page. The table structure is difficult to discern due to the extent of the redaction.

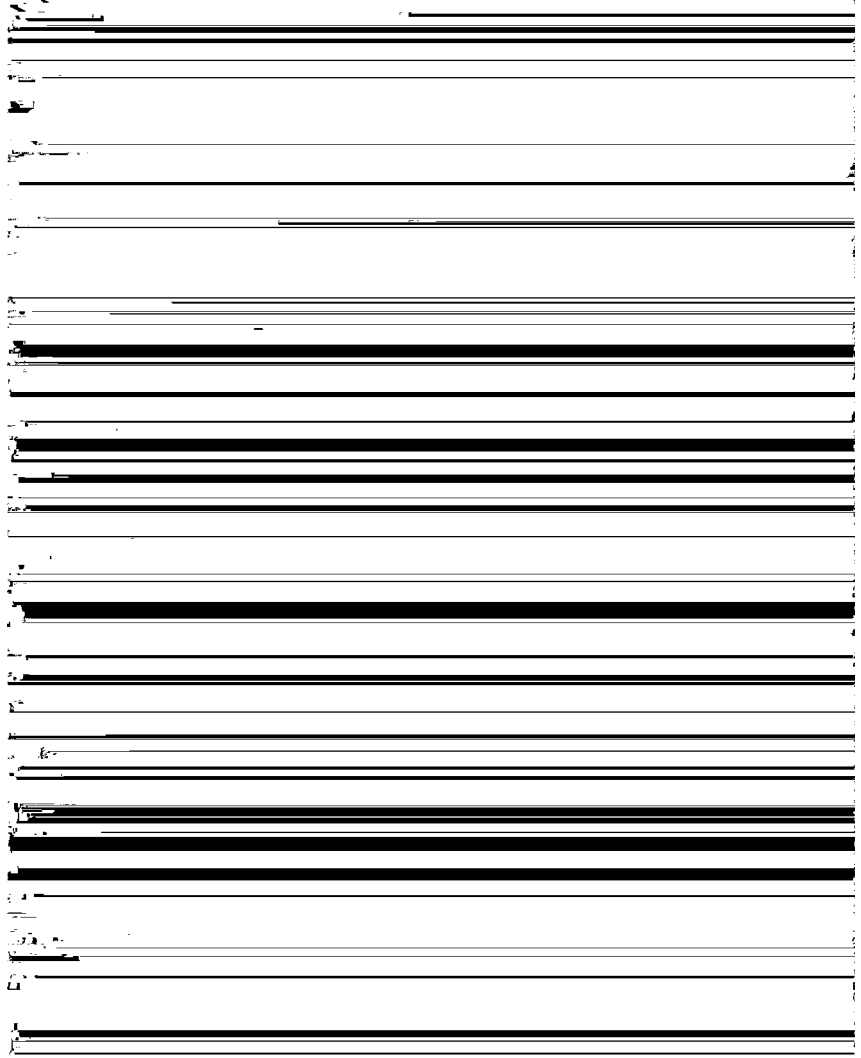


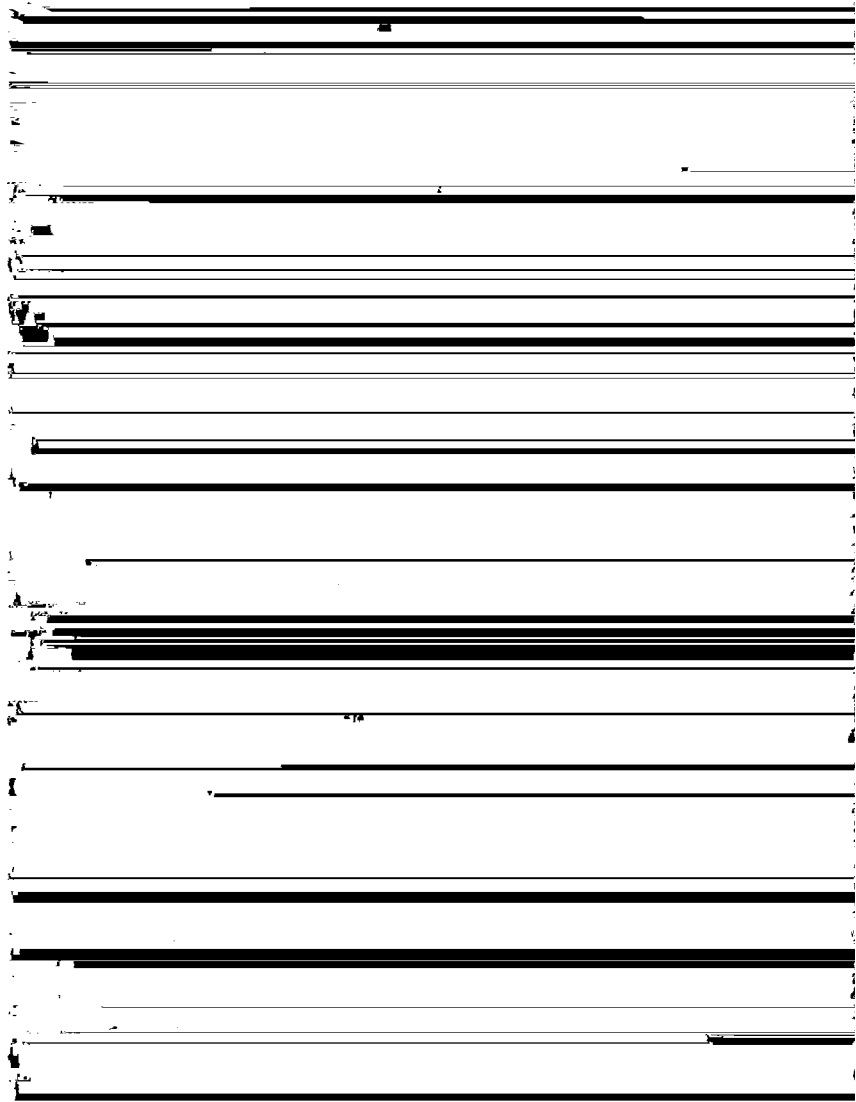


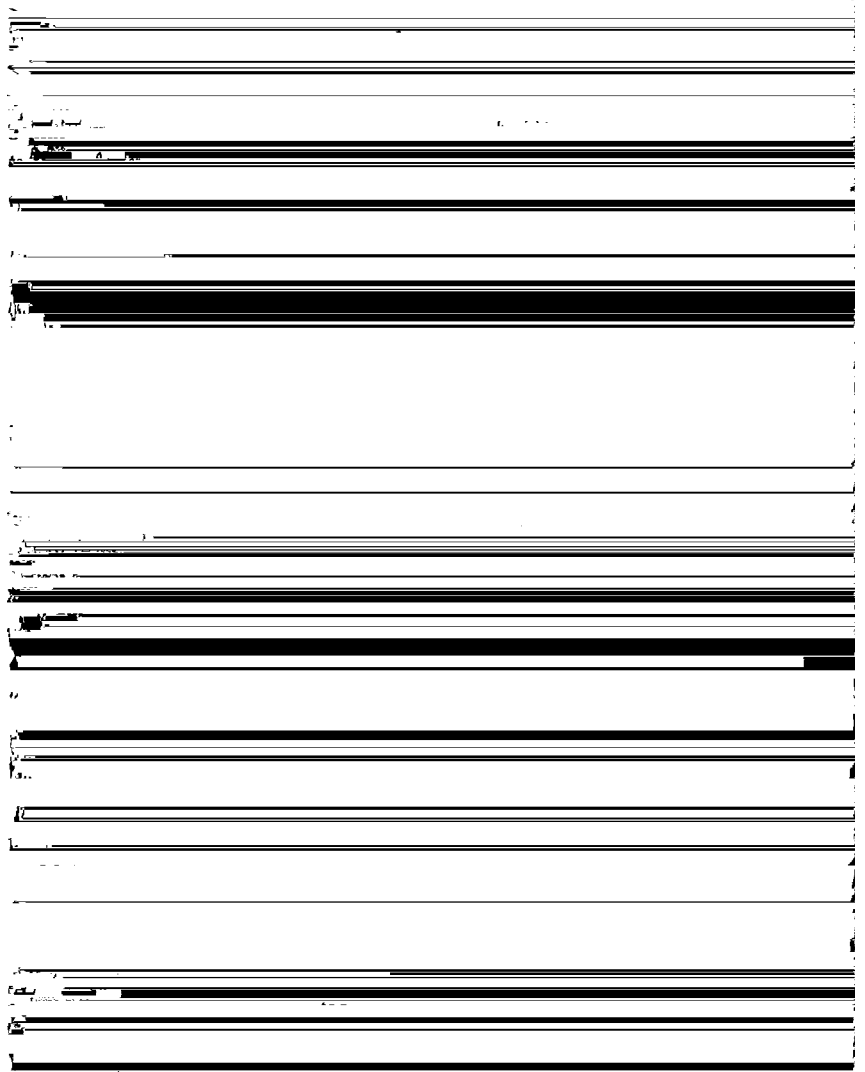
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]







[The body of the document is almost entirely obscured by heavy horizontal black redaction bars. Only faint, illegible lines of text are visible through the gaps.]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

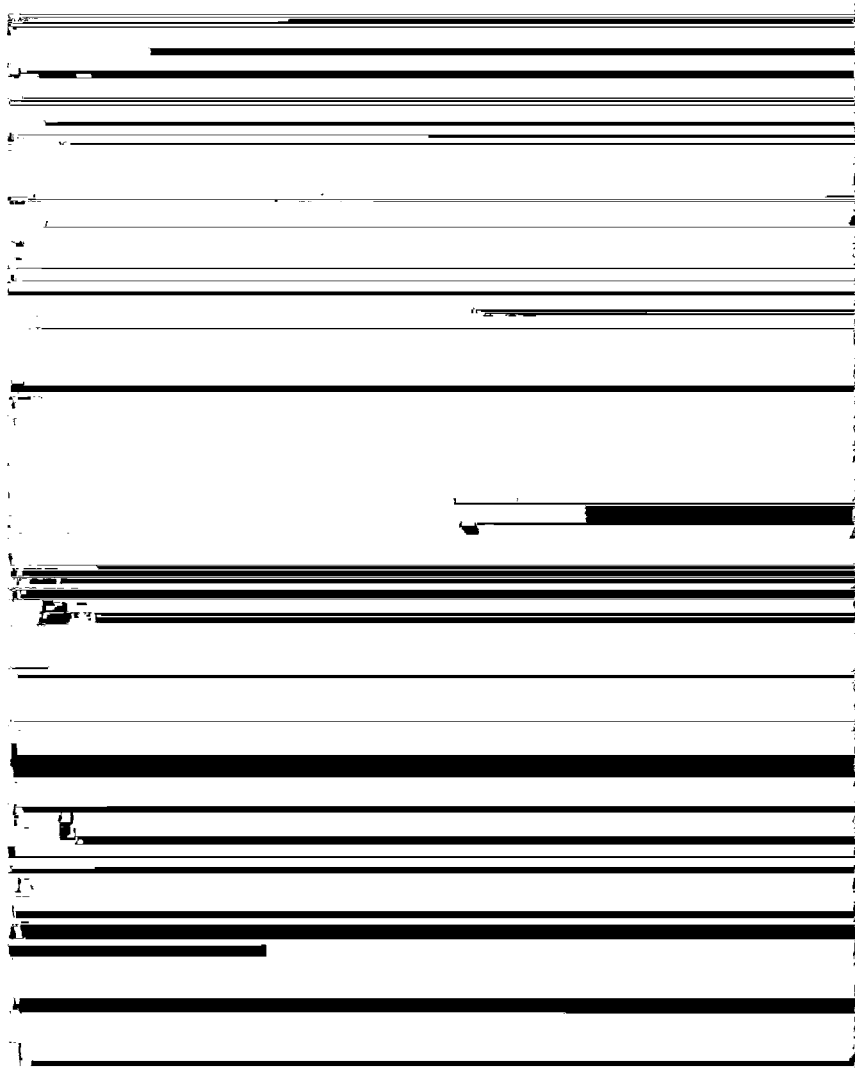
[Redacted]

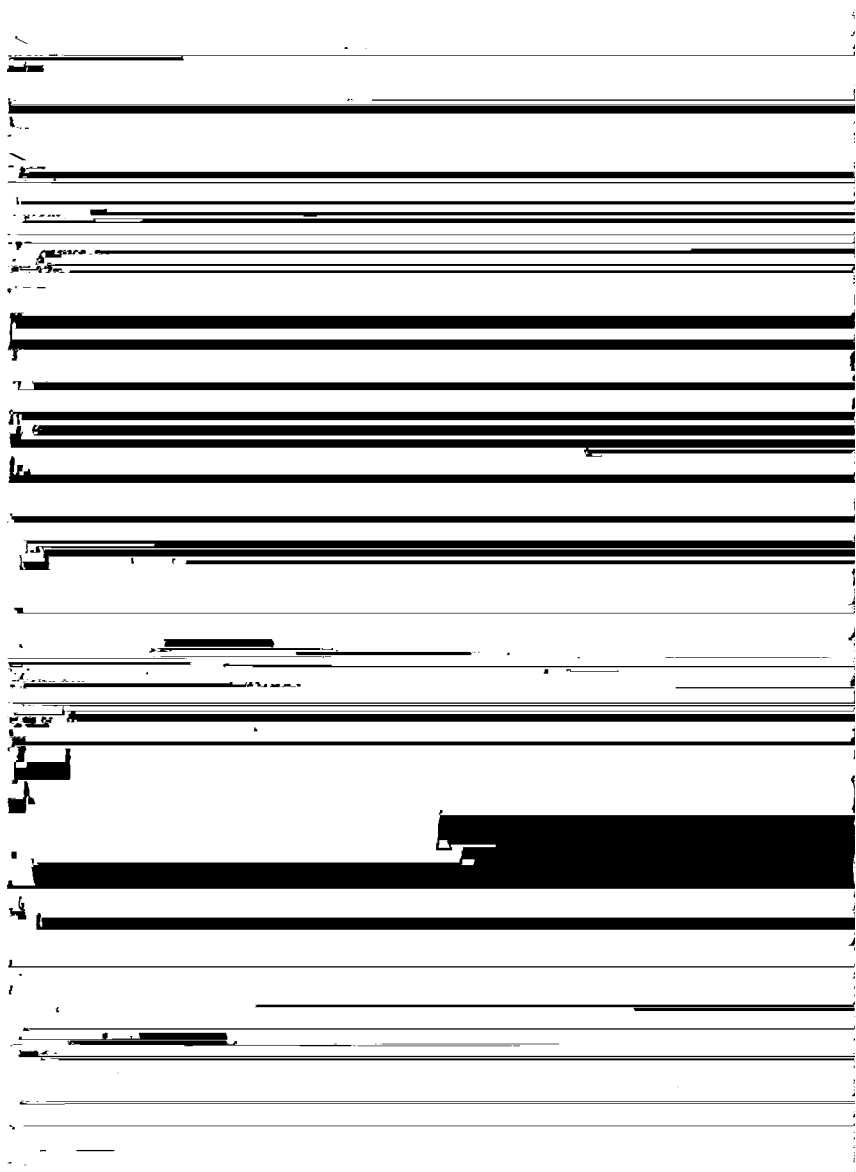
[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]





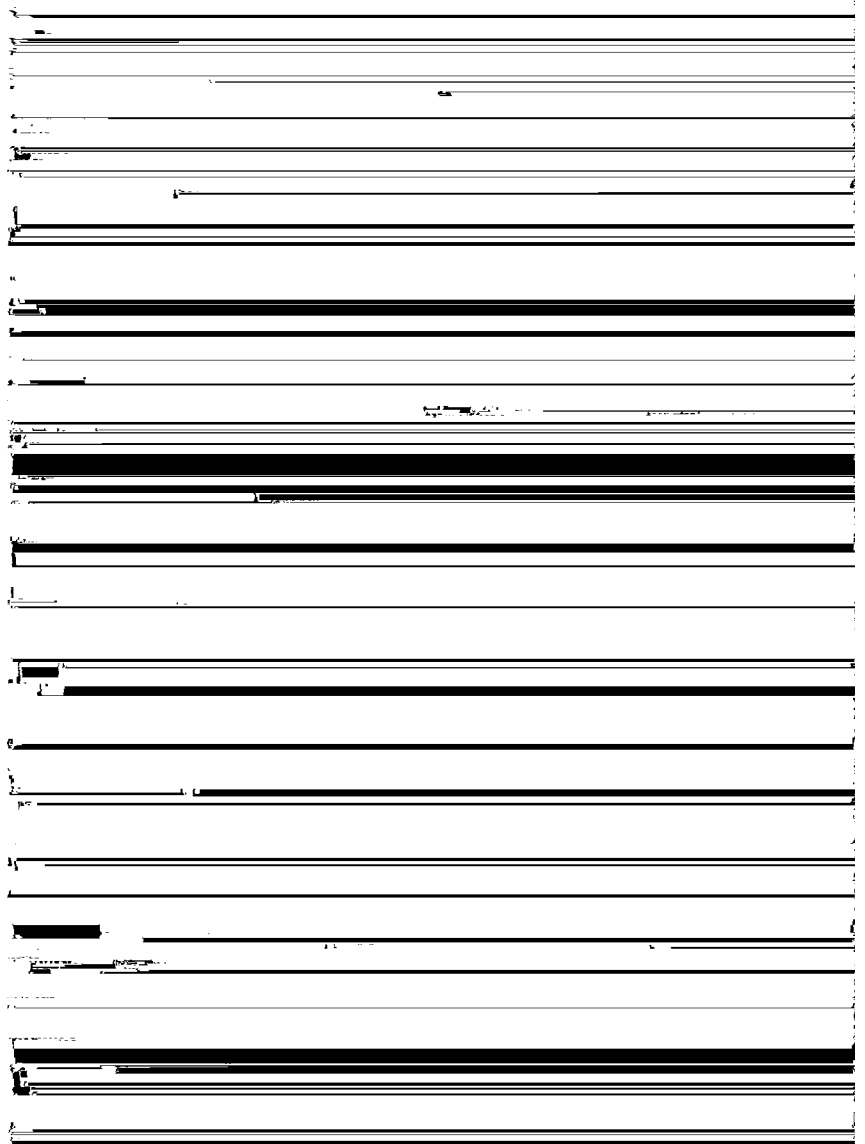
[REDACTED]

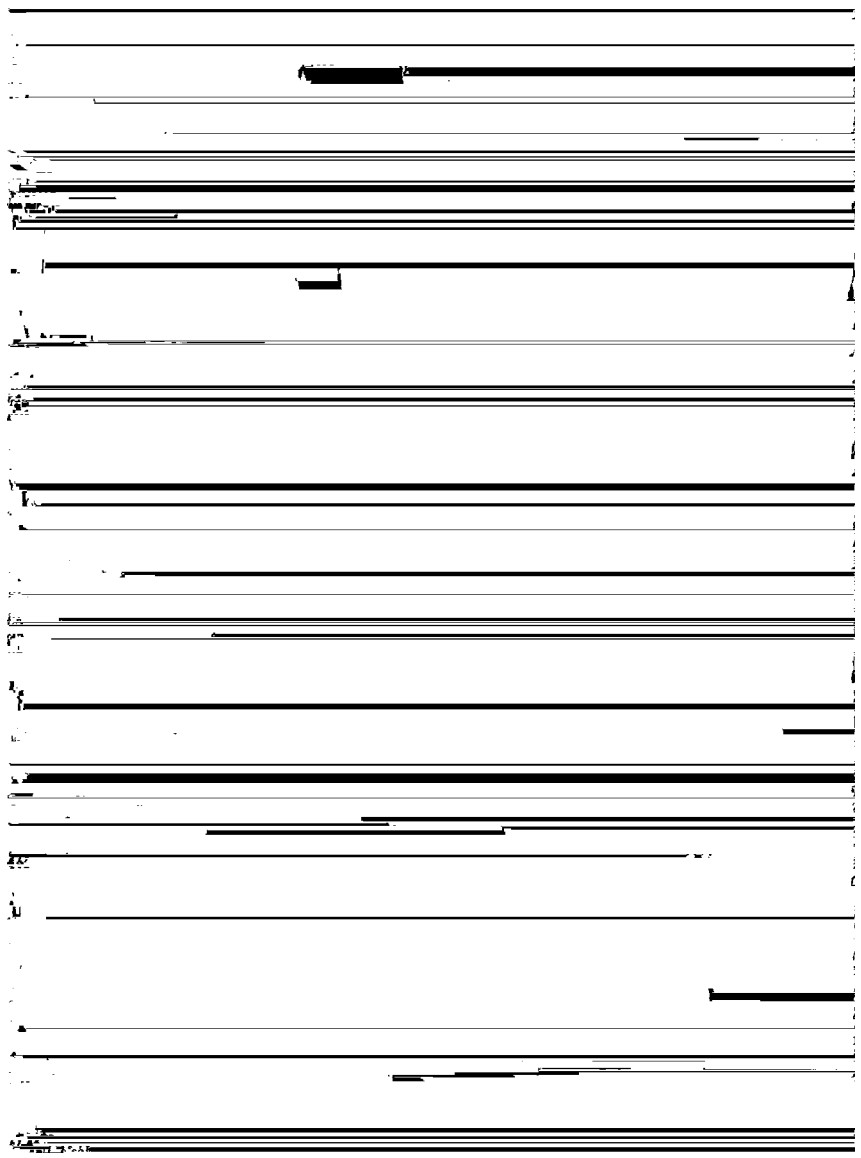
[REDACTED]

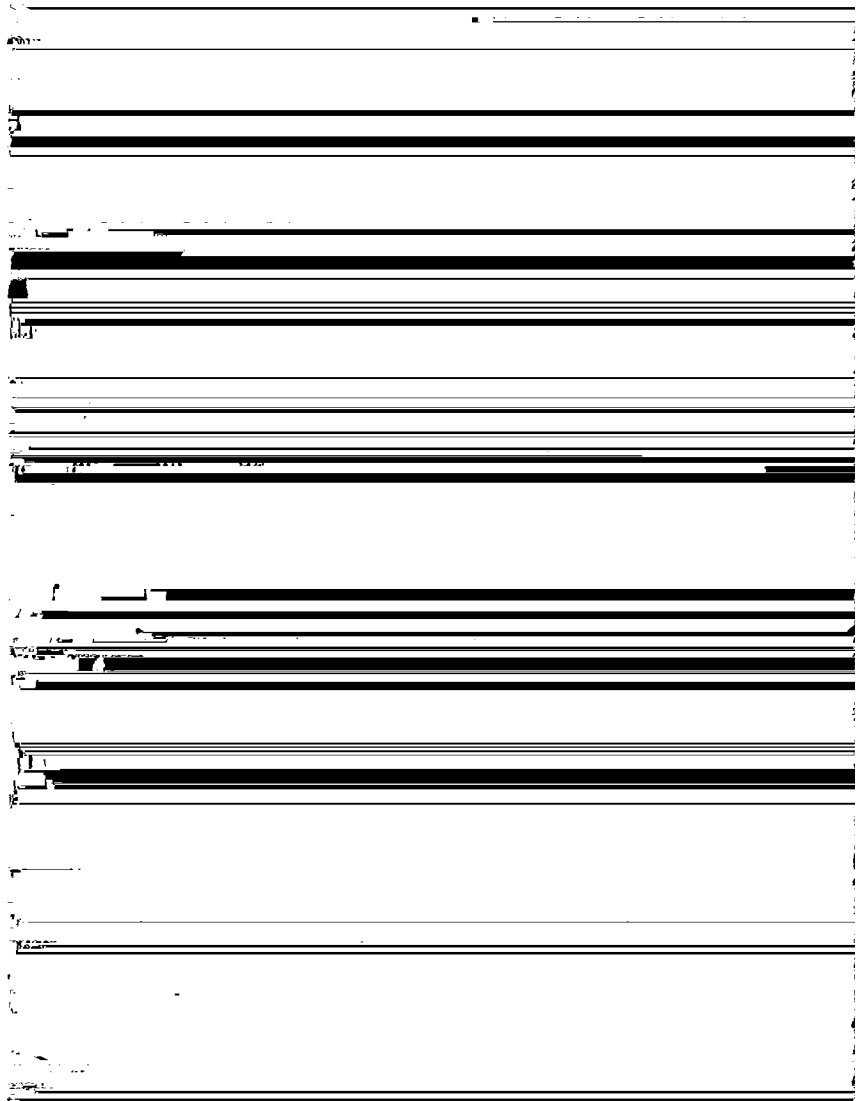
[REDACTED]

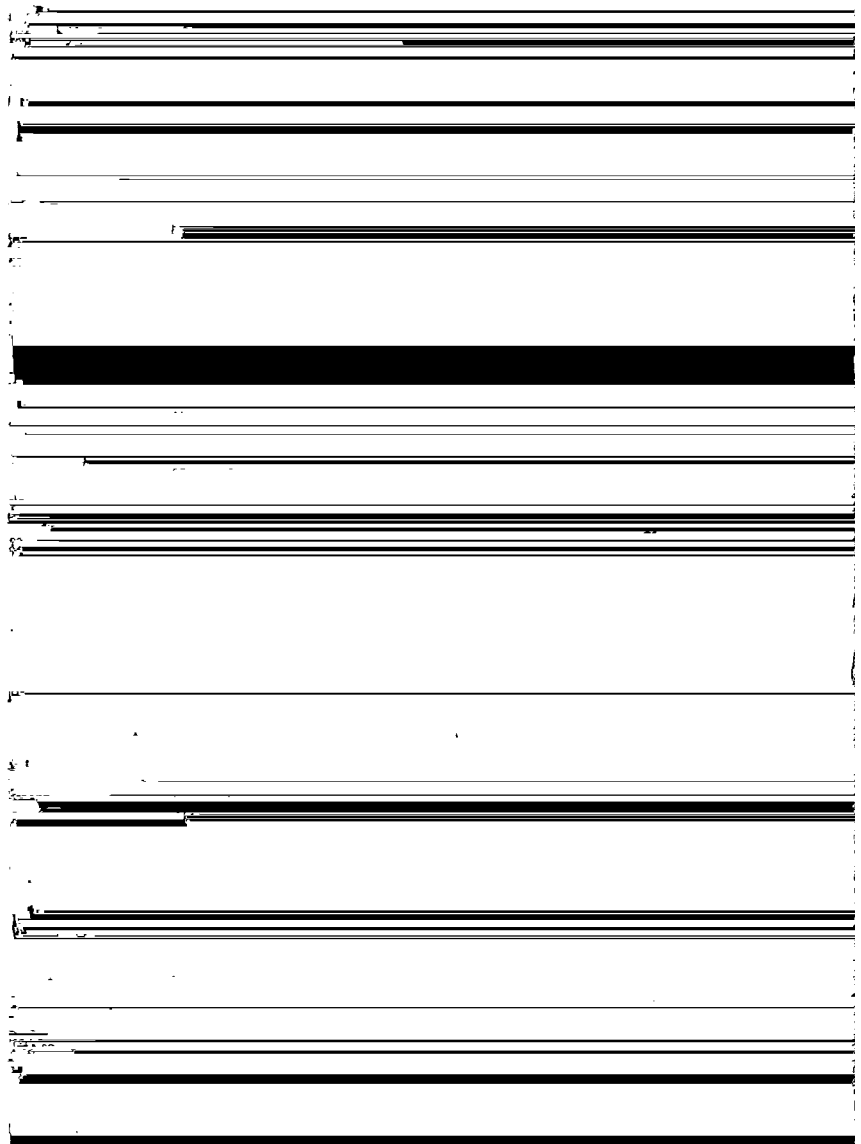
[REDACTED]

[REDACTED]

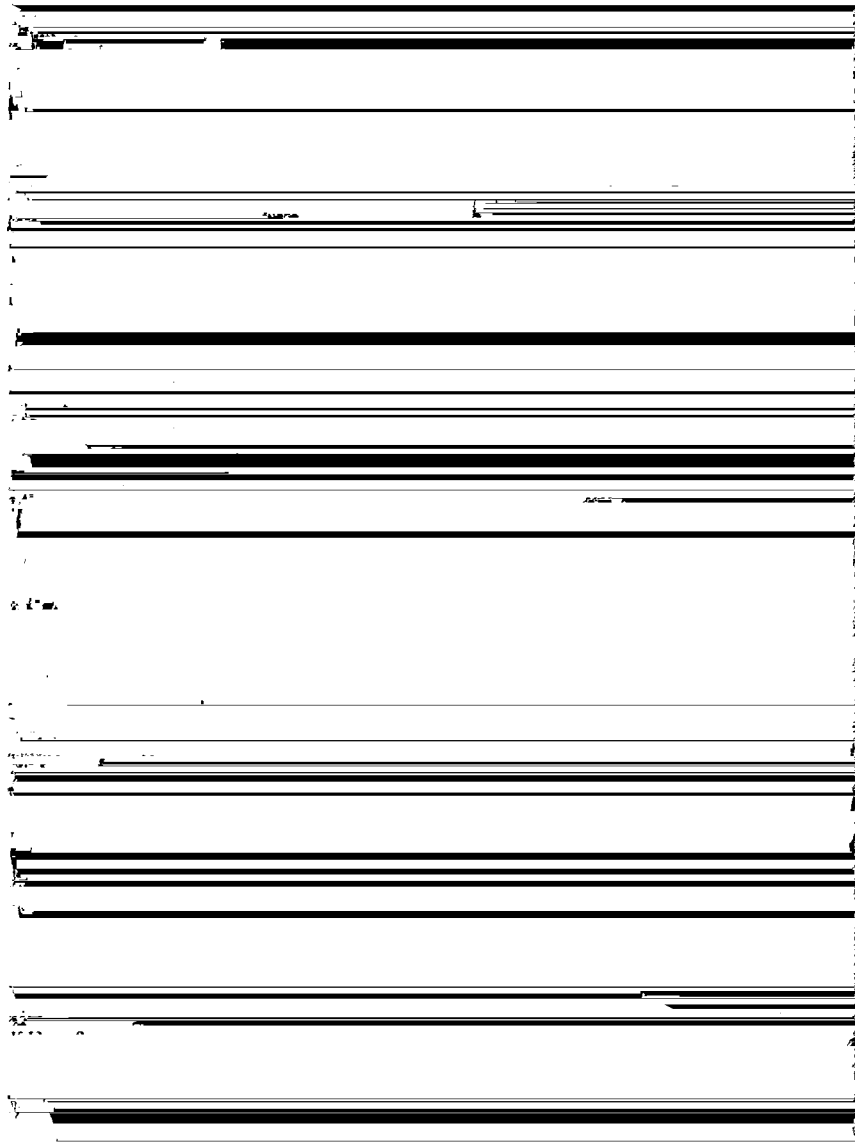


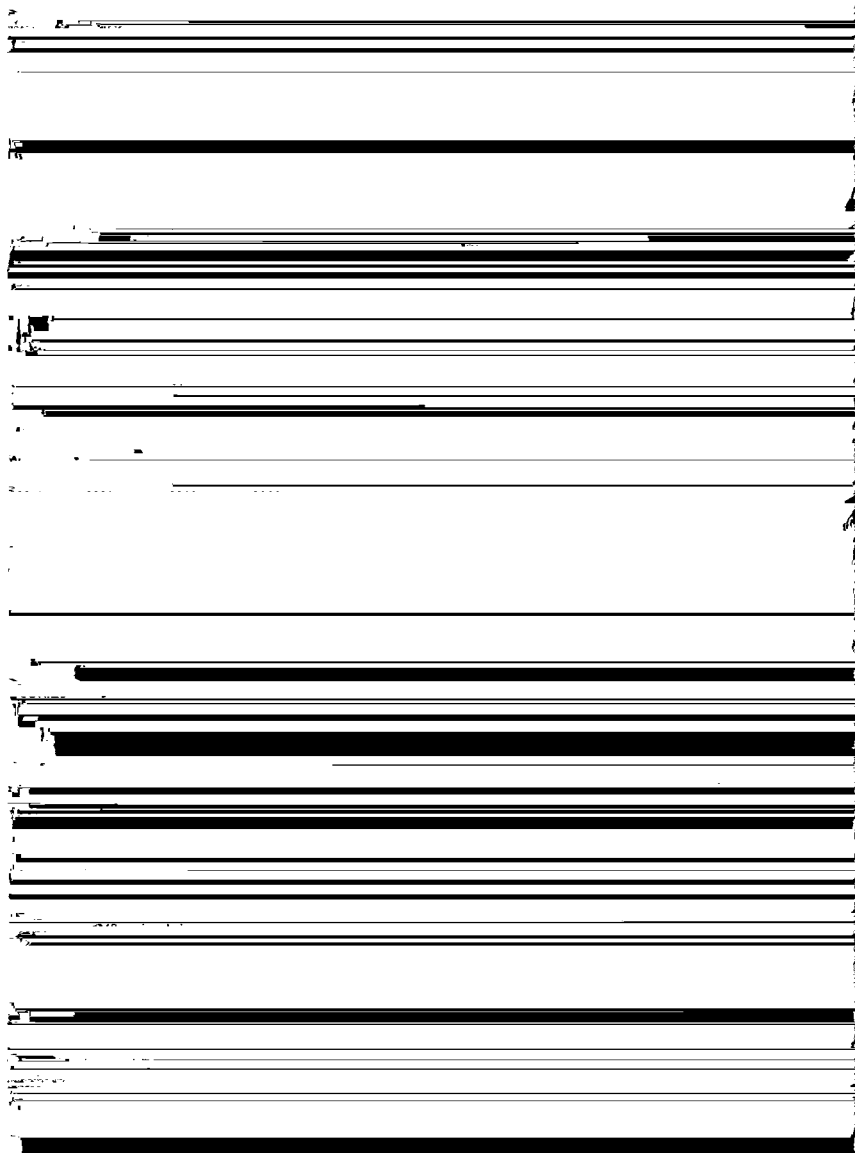


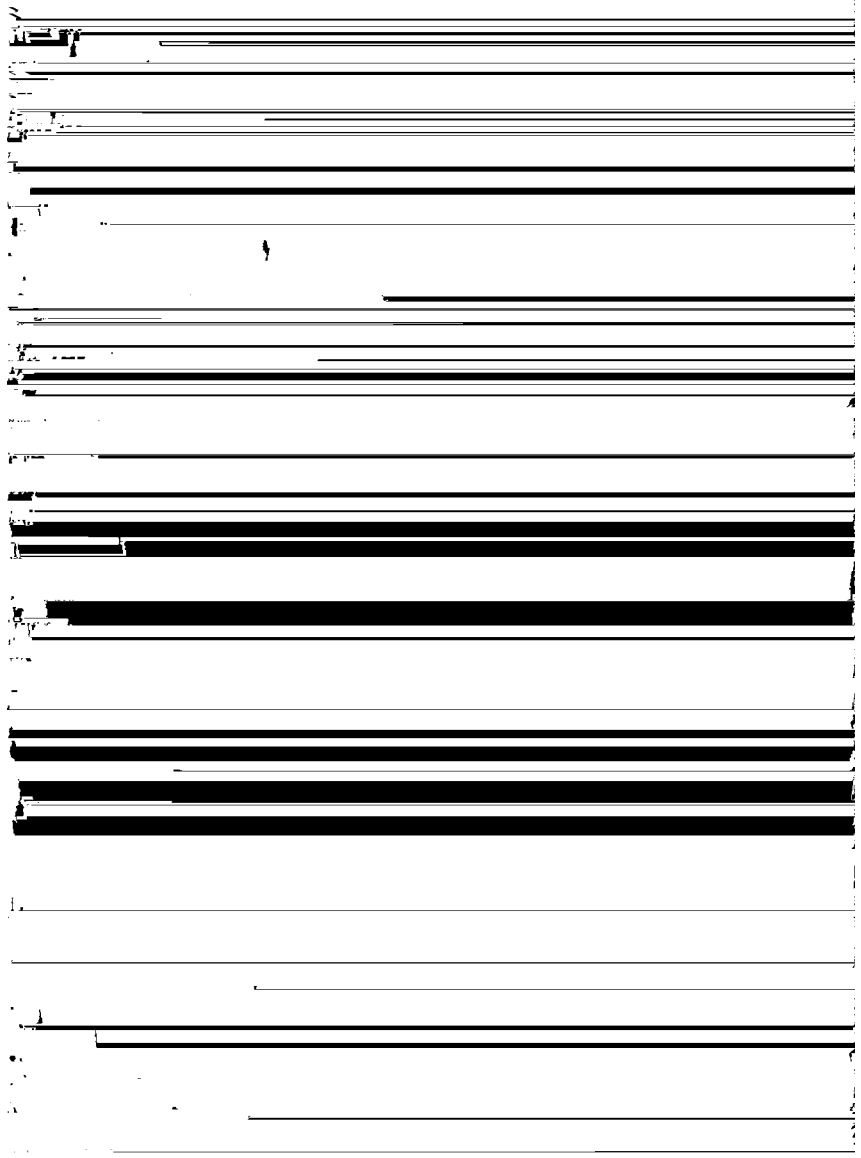


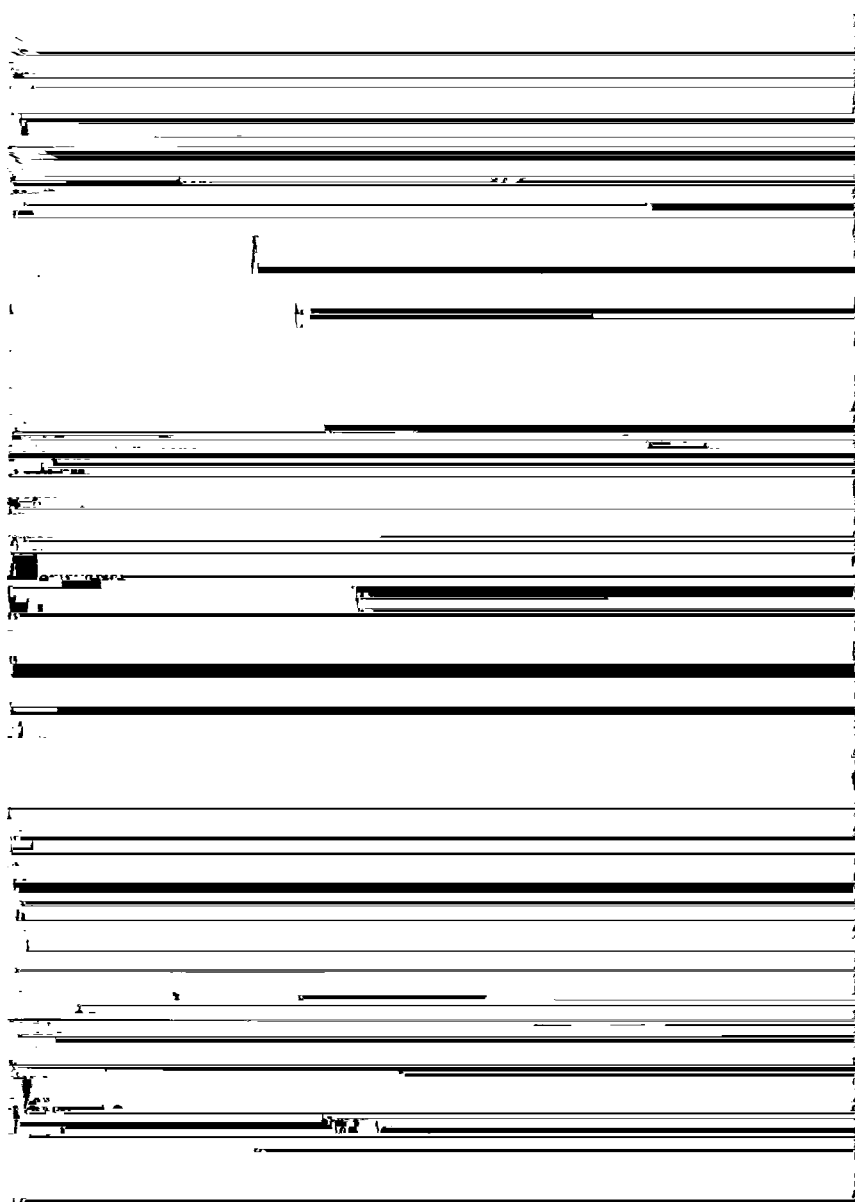


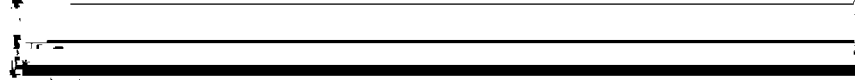
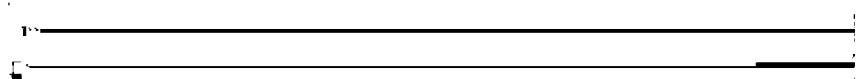
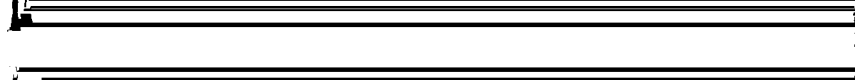


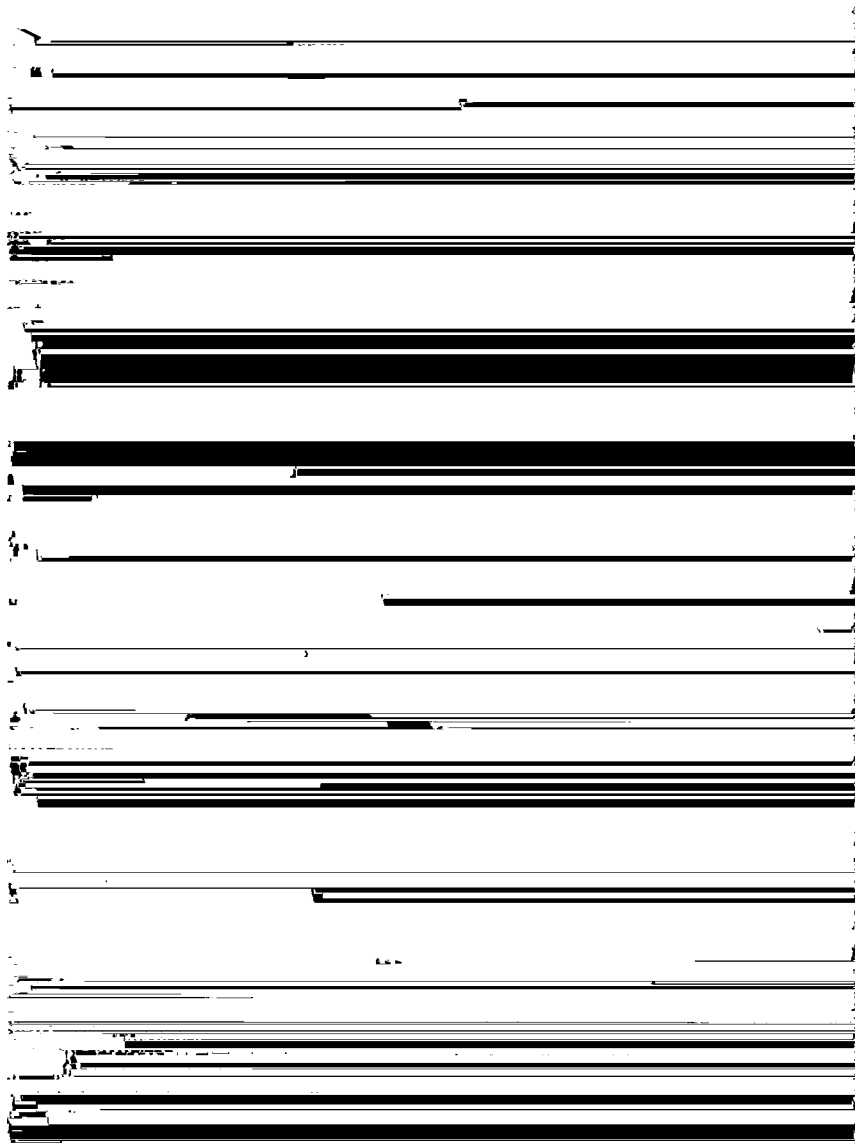


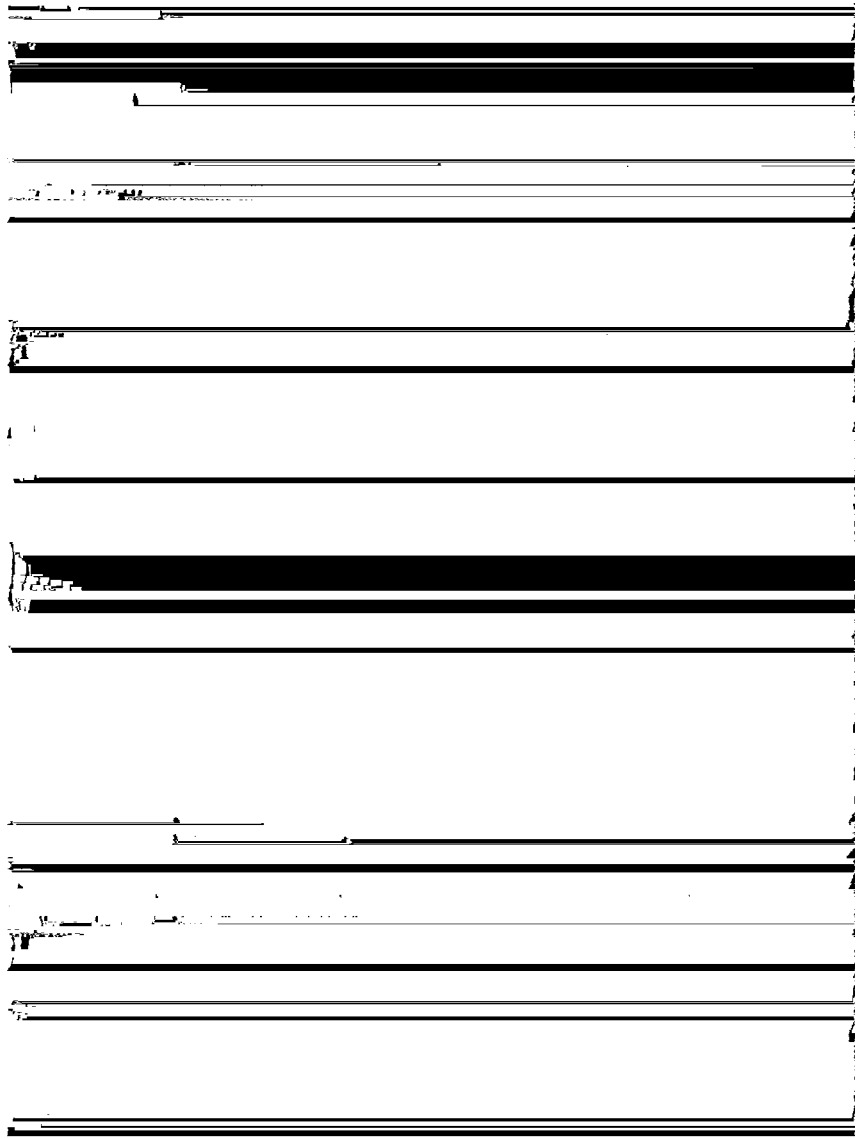


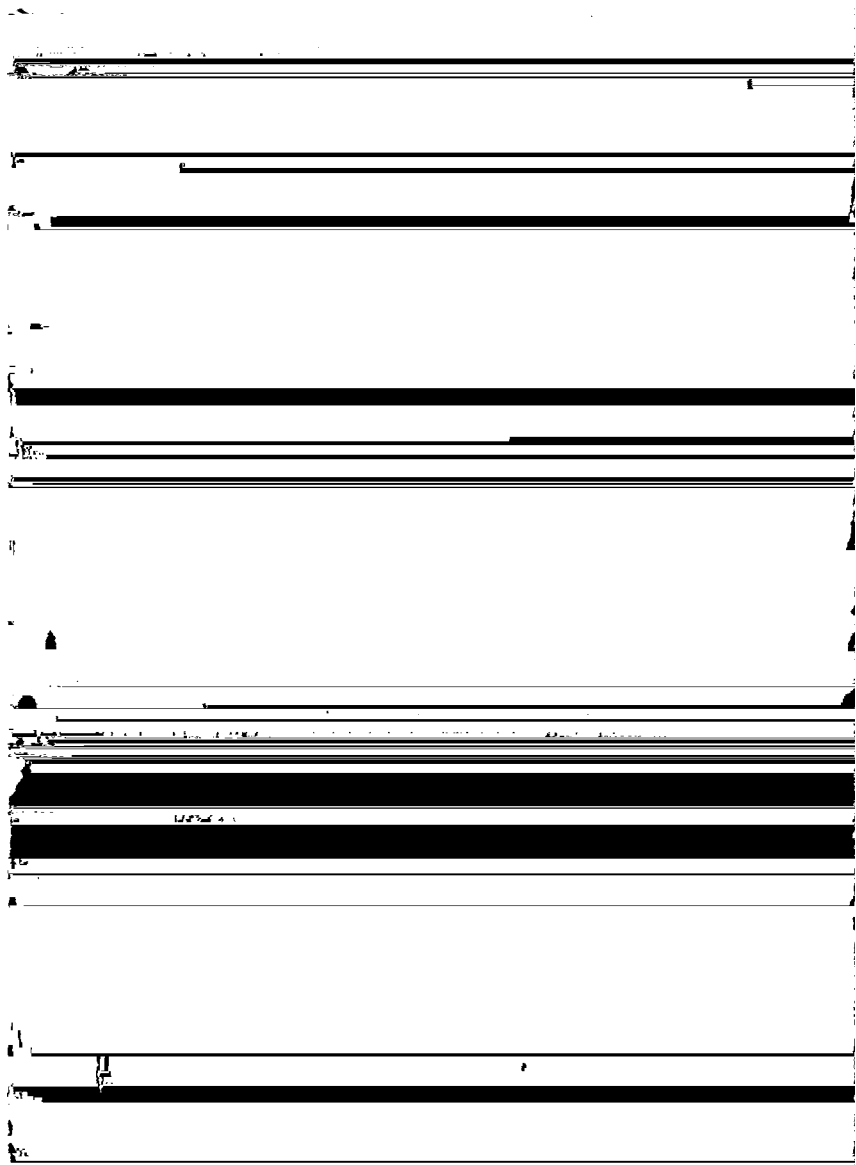


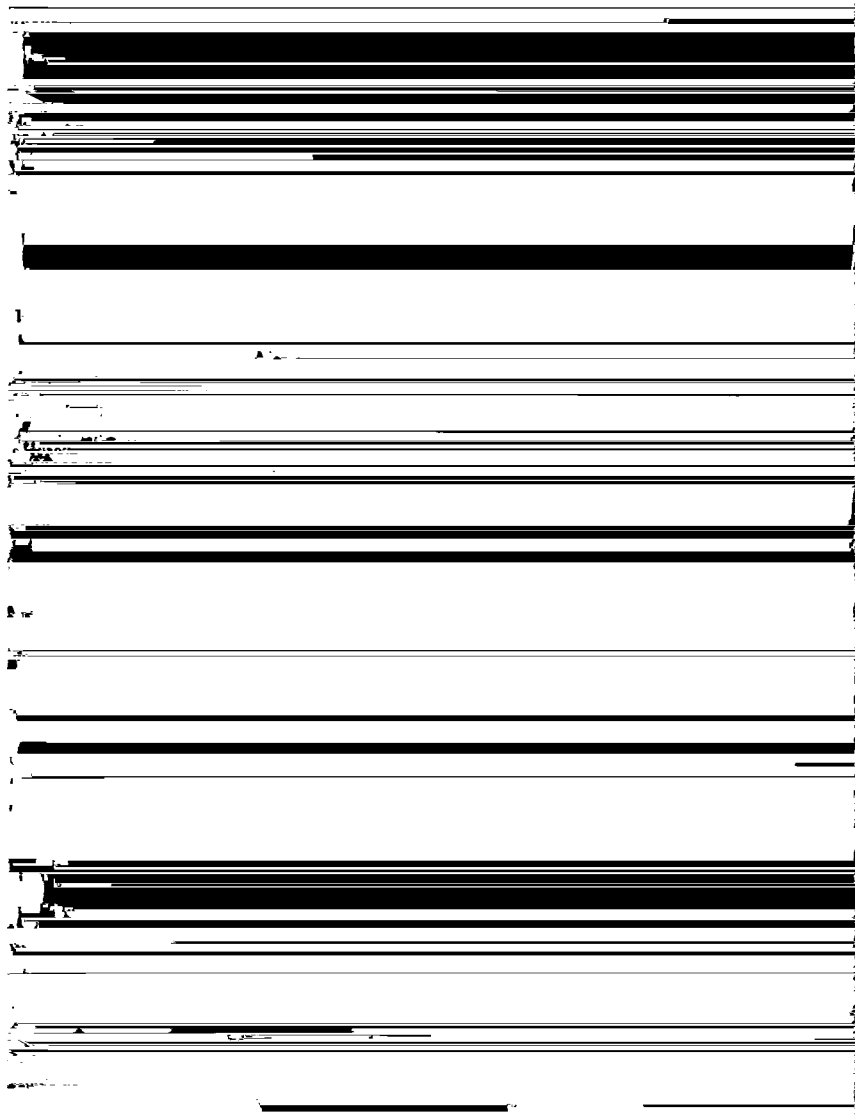




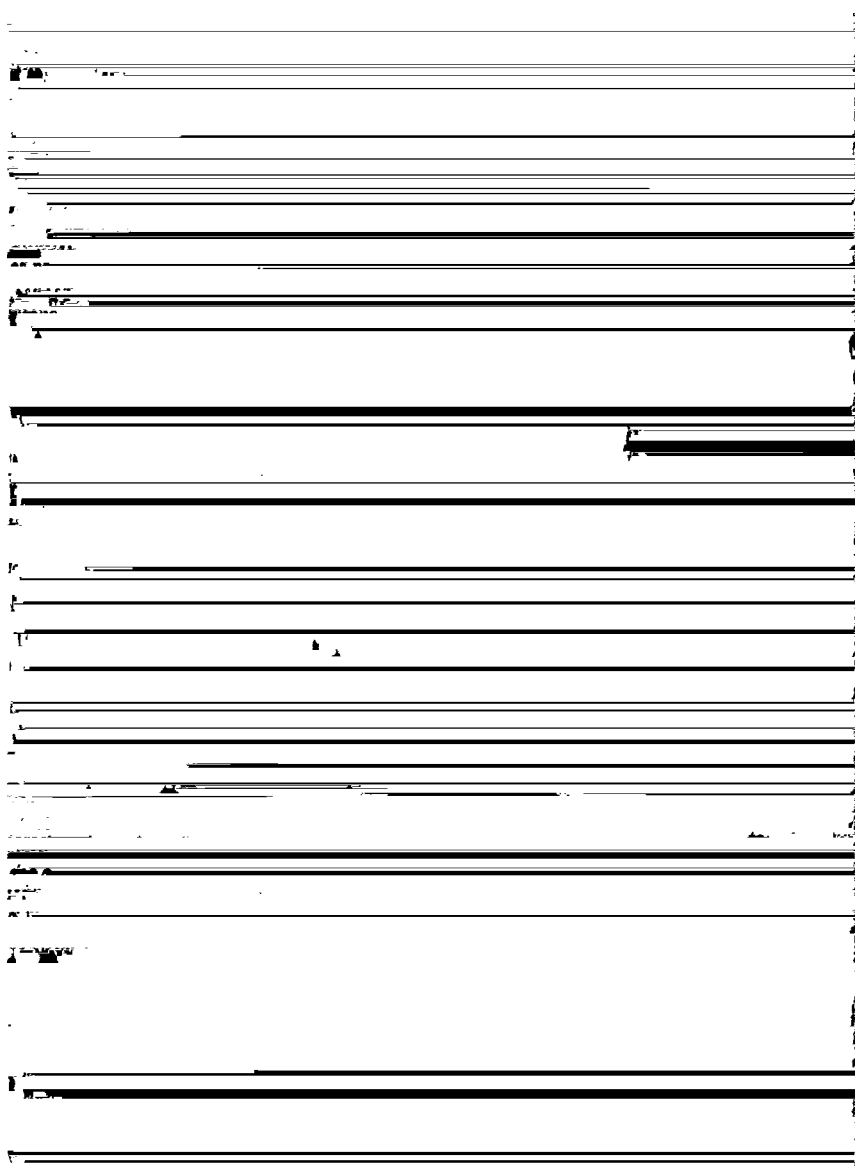


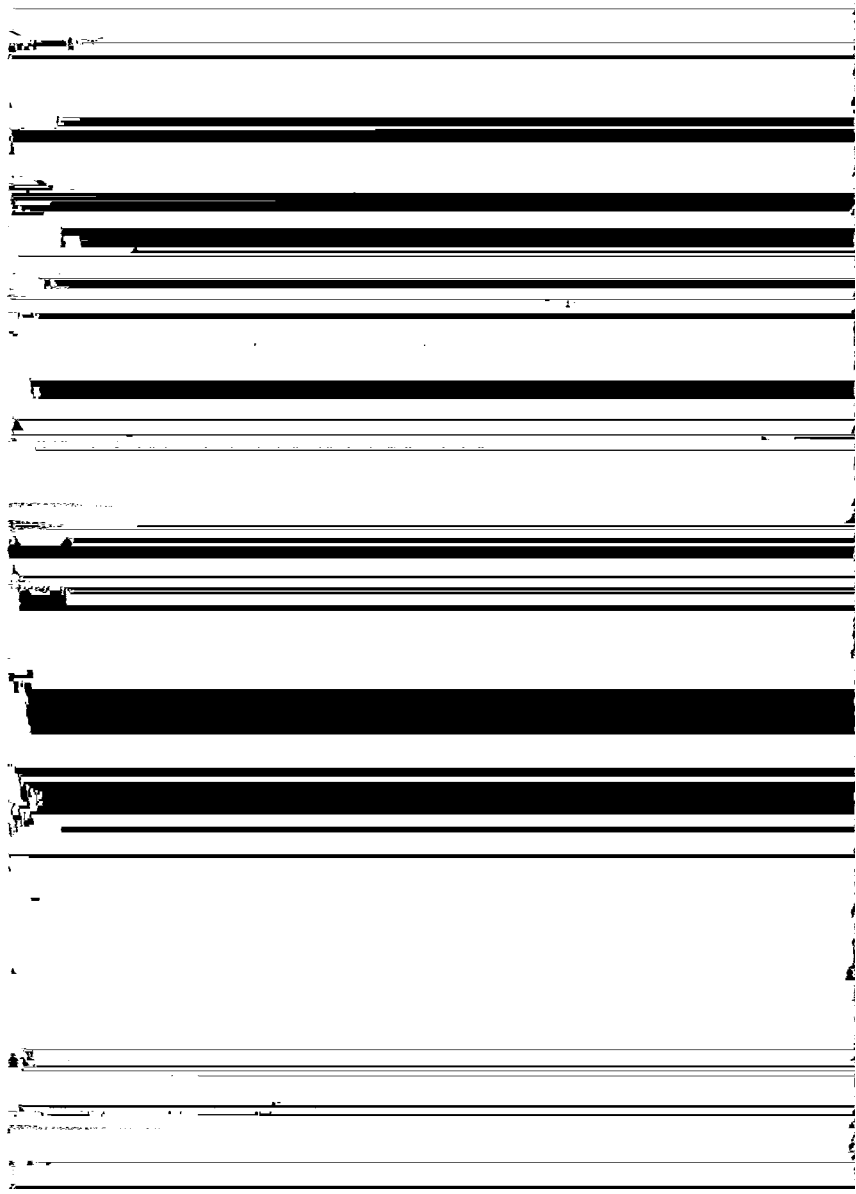


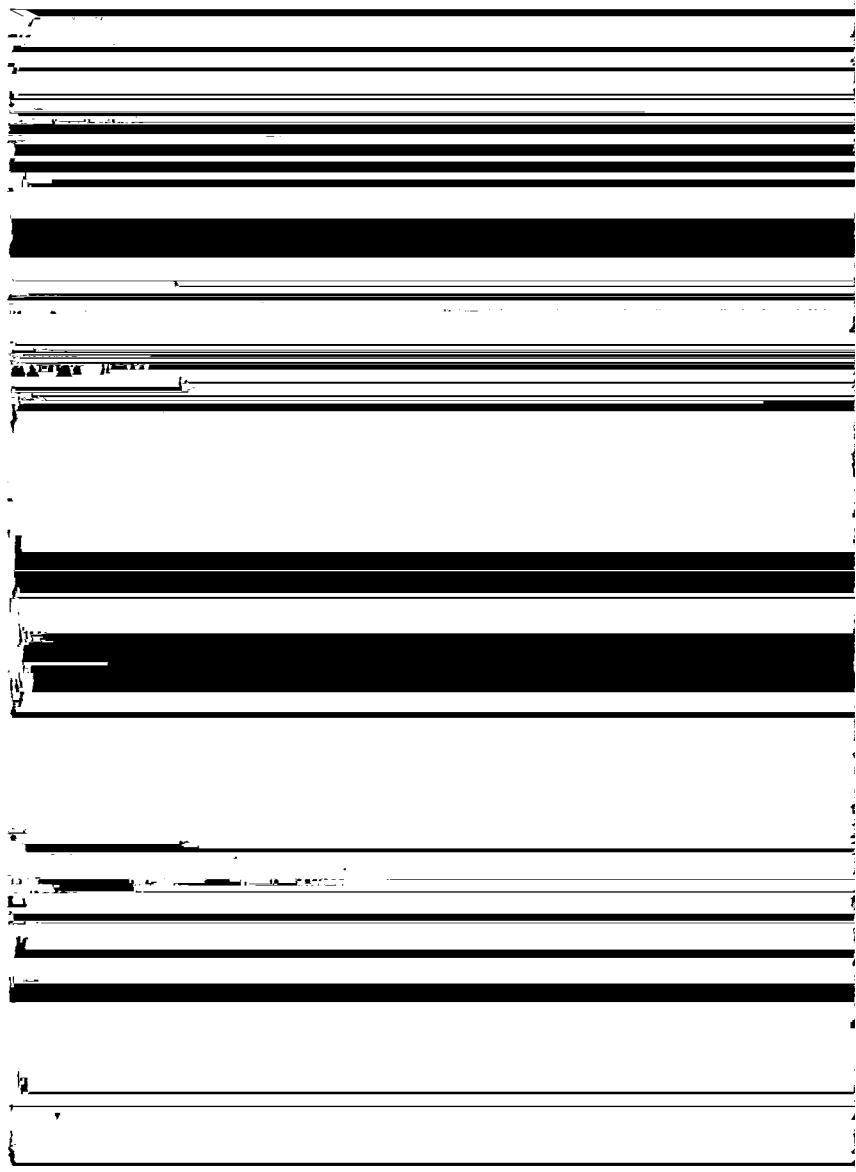


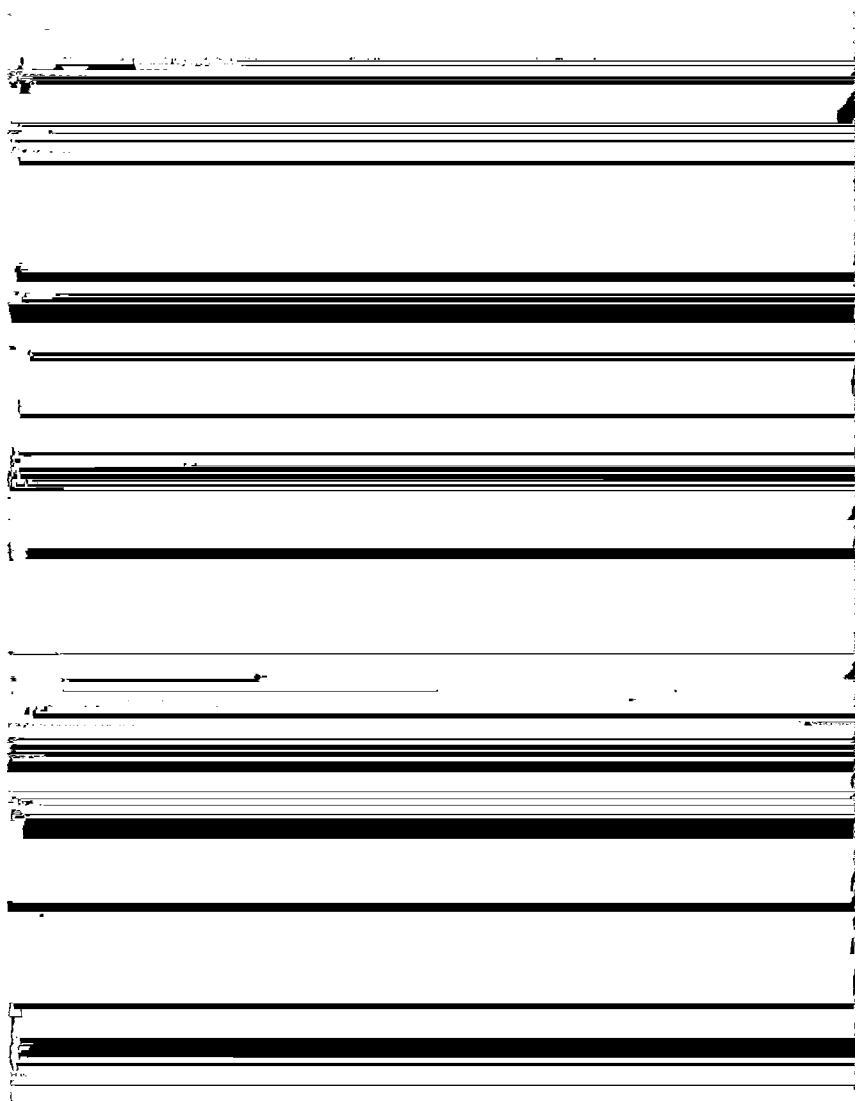


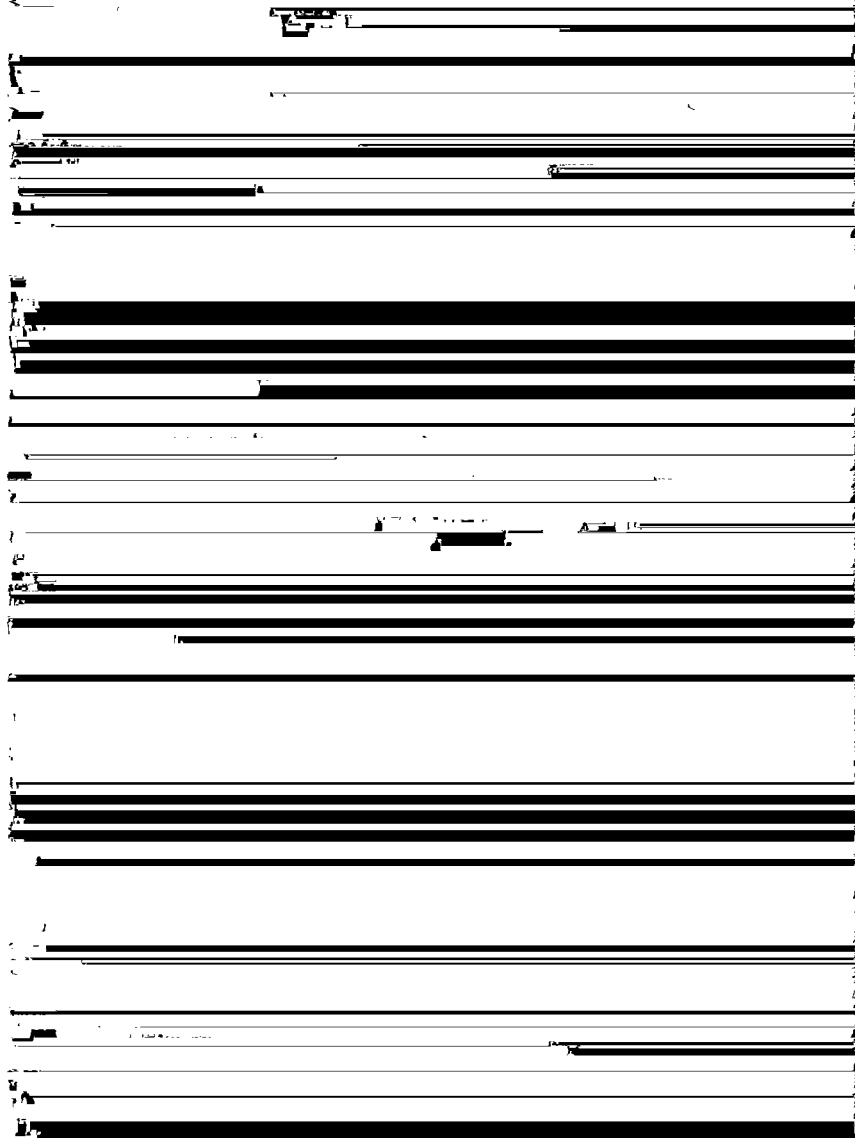


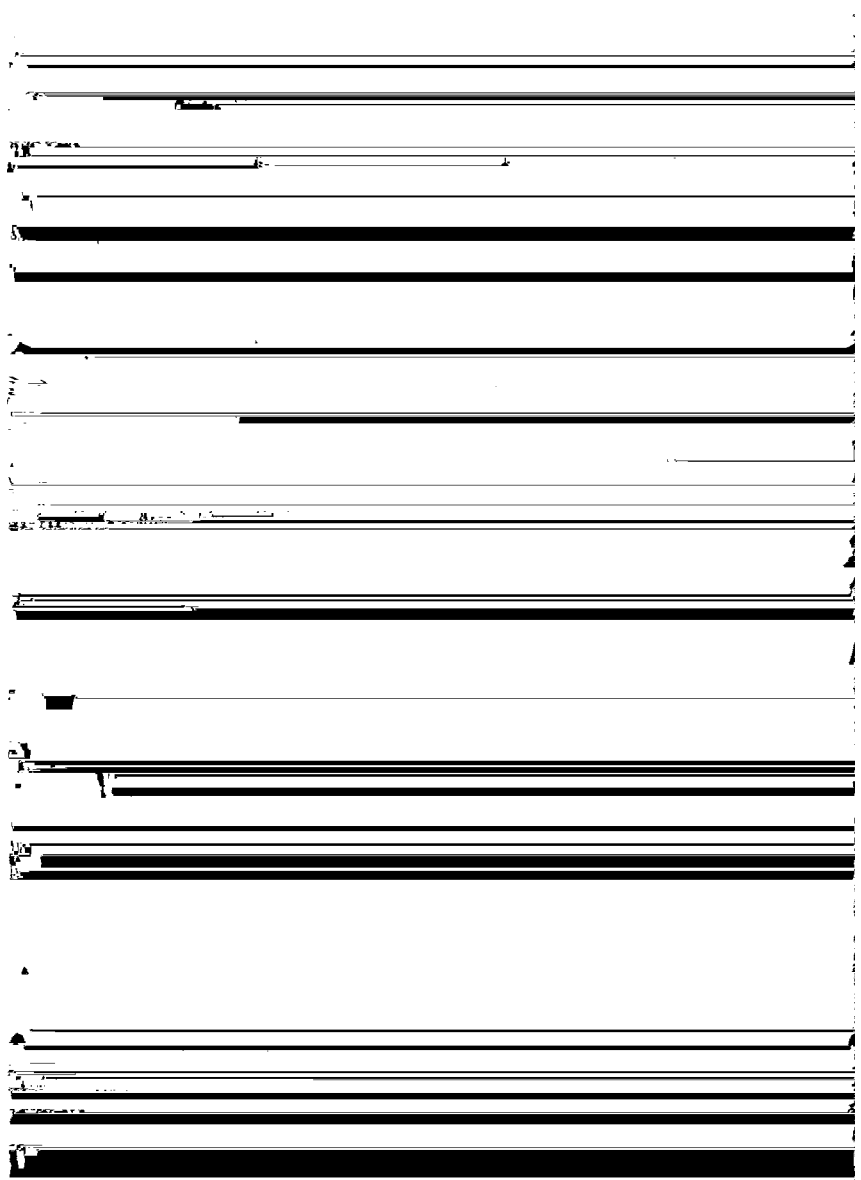


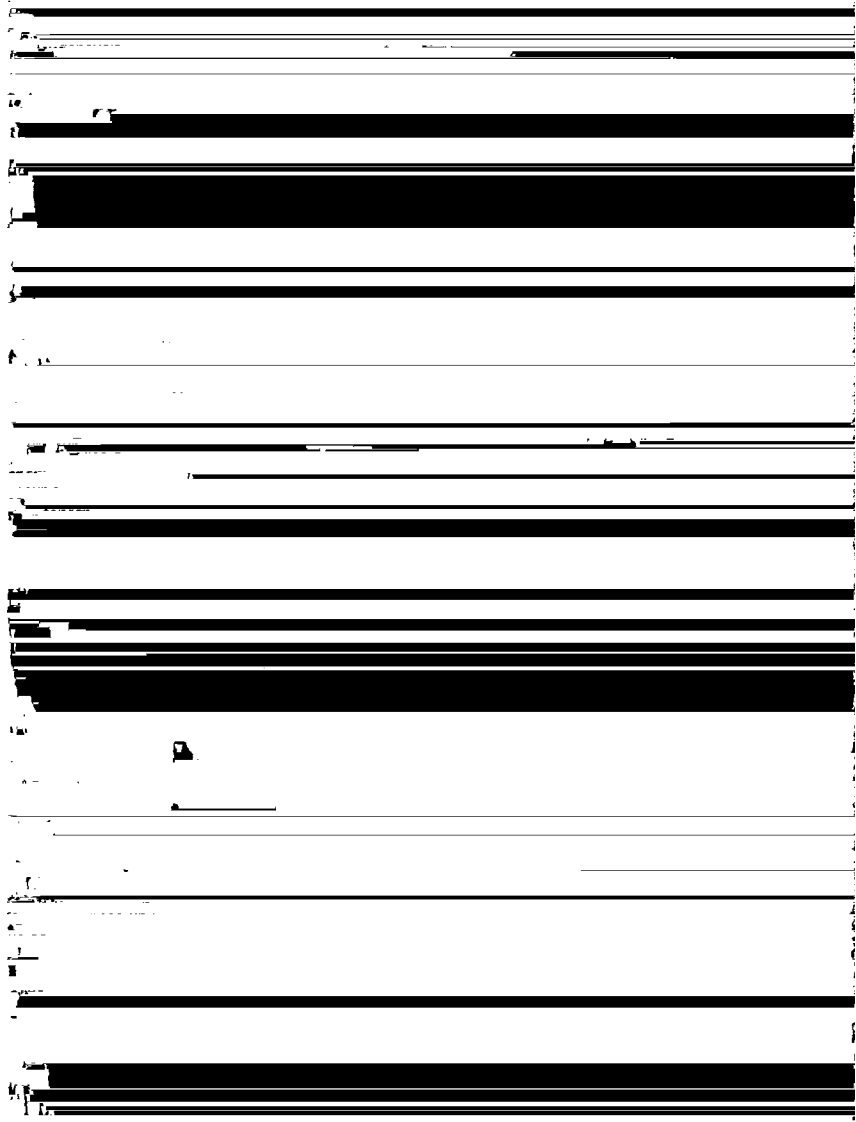


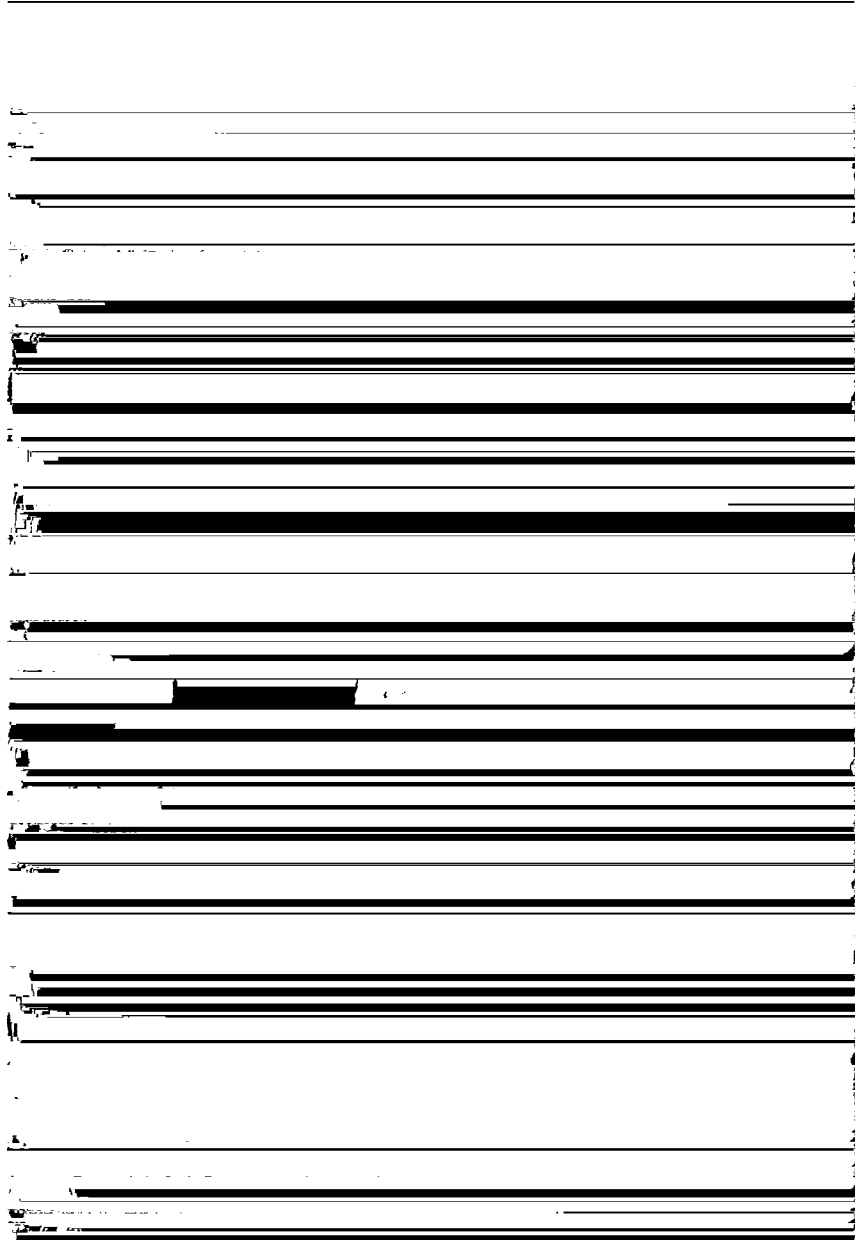






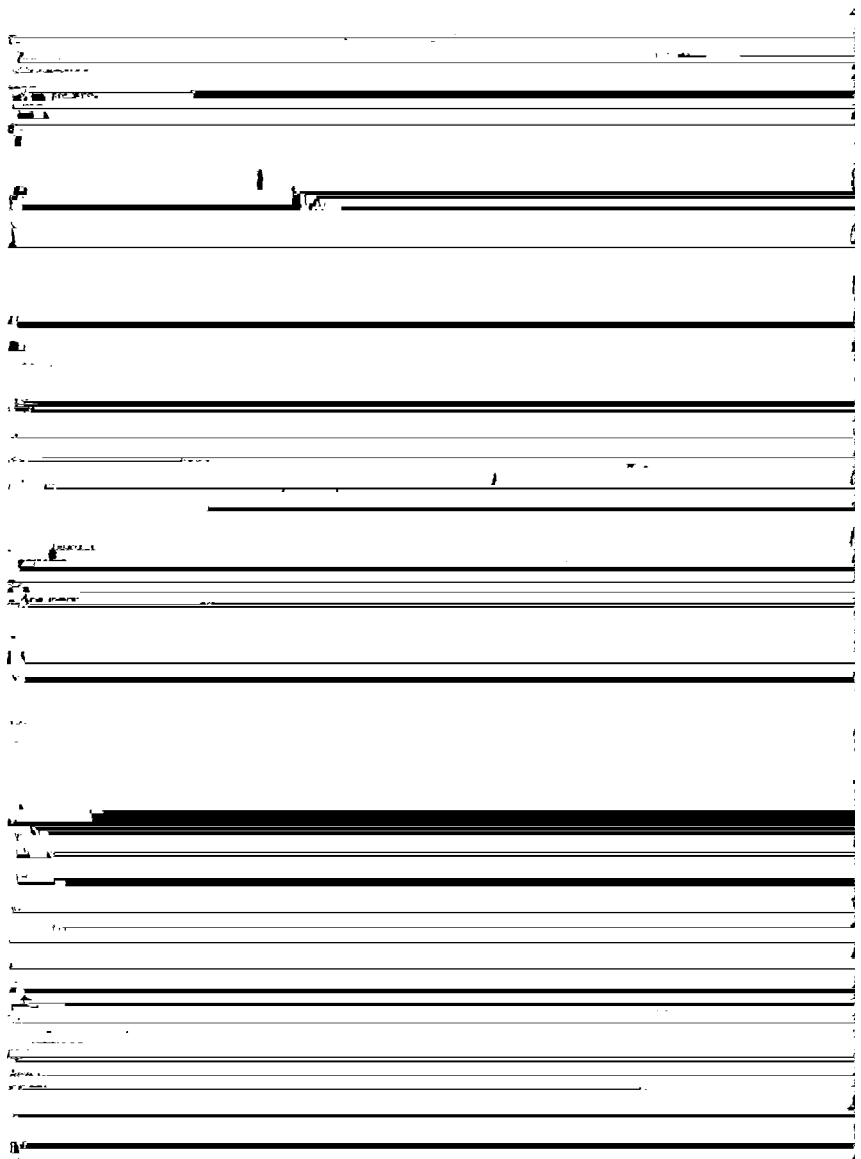




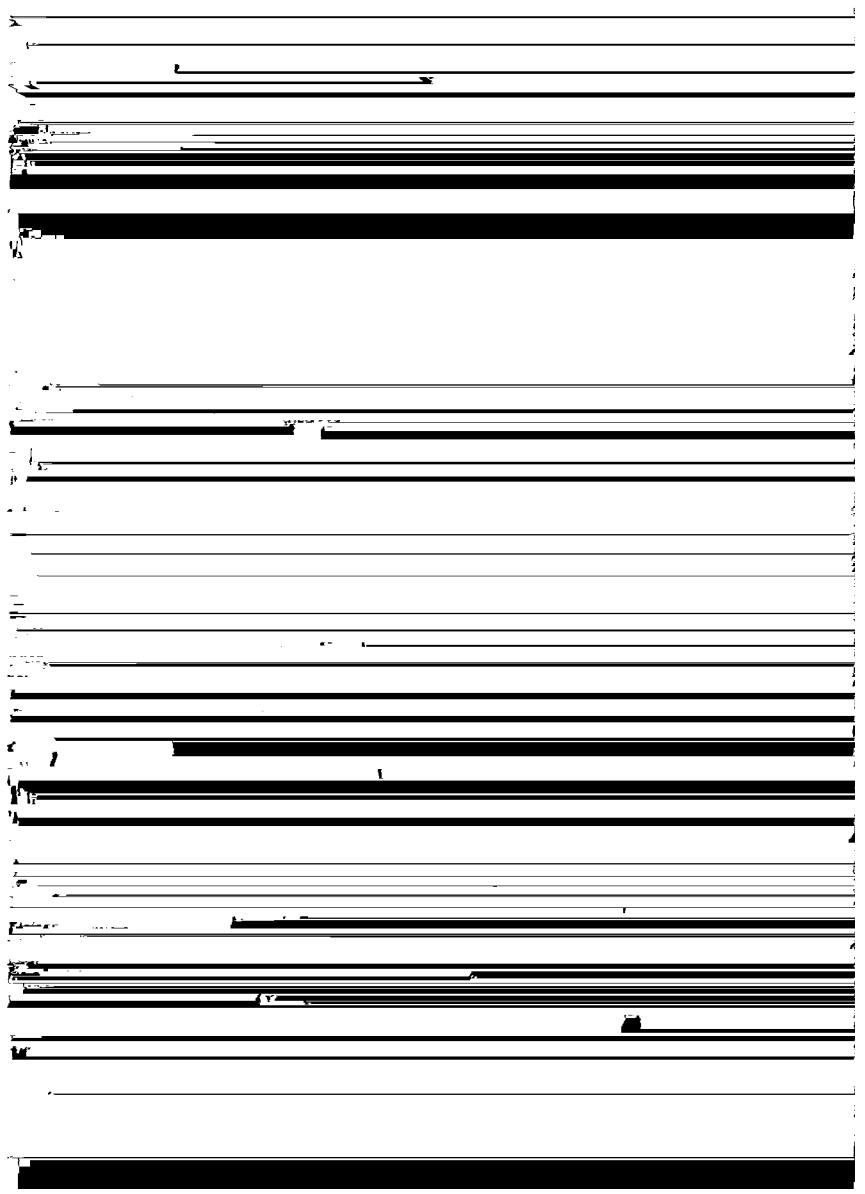


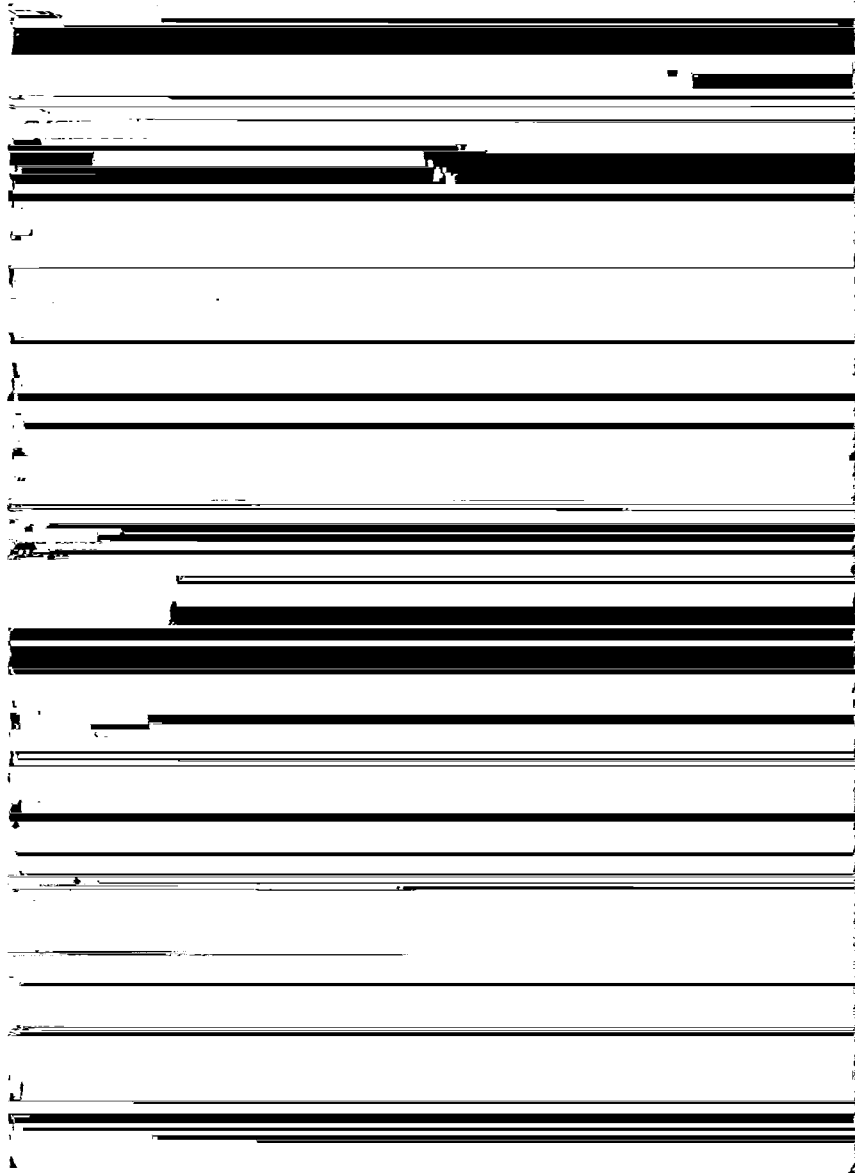
The image shows a table with multiple rows and columns. The table is mostly empty, with several large black redaction blocks covering the content. The redactions are located in the following rows (from top to bottom):

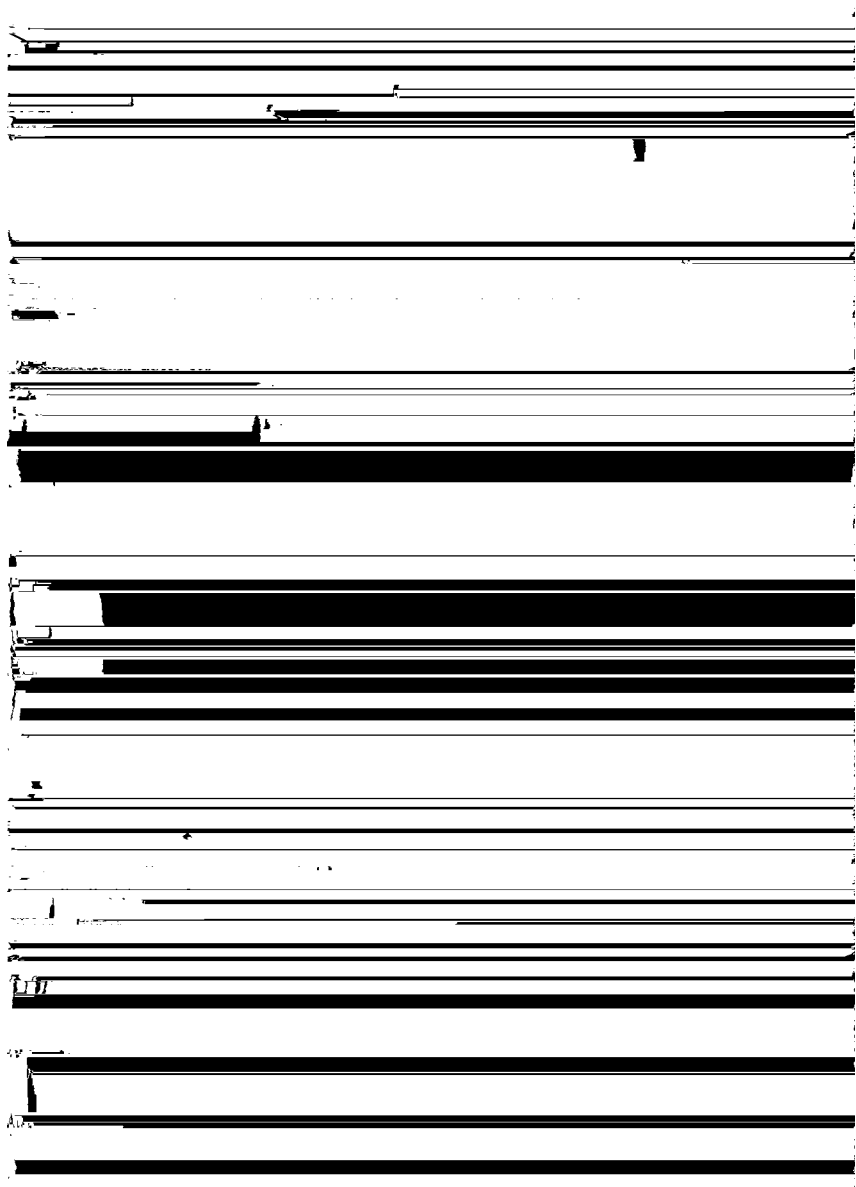
- Row 1: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 2: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 3: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 4: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 5: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 6: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 7: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 8: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 9: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 10: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 11: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 12: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 13: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 14: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 15: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 16: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 17: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 18: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 19: A large black redaction block covers the entire row.
- Row 20: A large black redaction block covers the entire row.



The image shows a document page with a table structure. The table has multiple rows and columns. The majority of the content is obscured by thick black horizontal redaction bars. In the left margin, there are some faint, illegible markings that appear to be page numbers or identifiers, such as '111' and '112'.







[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

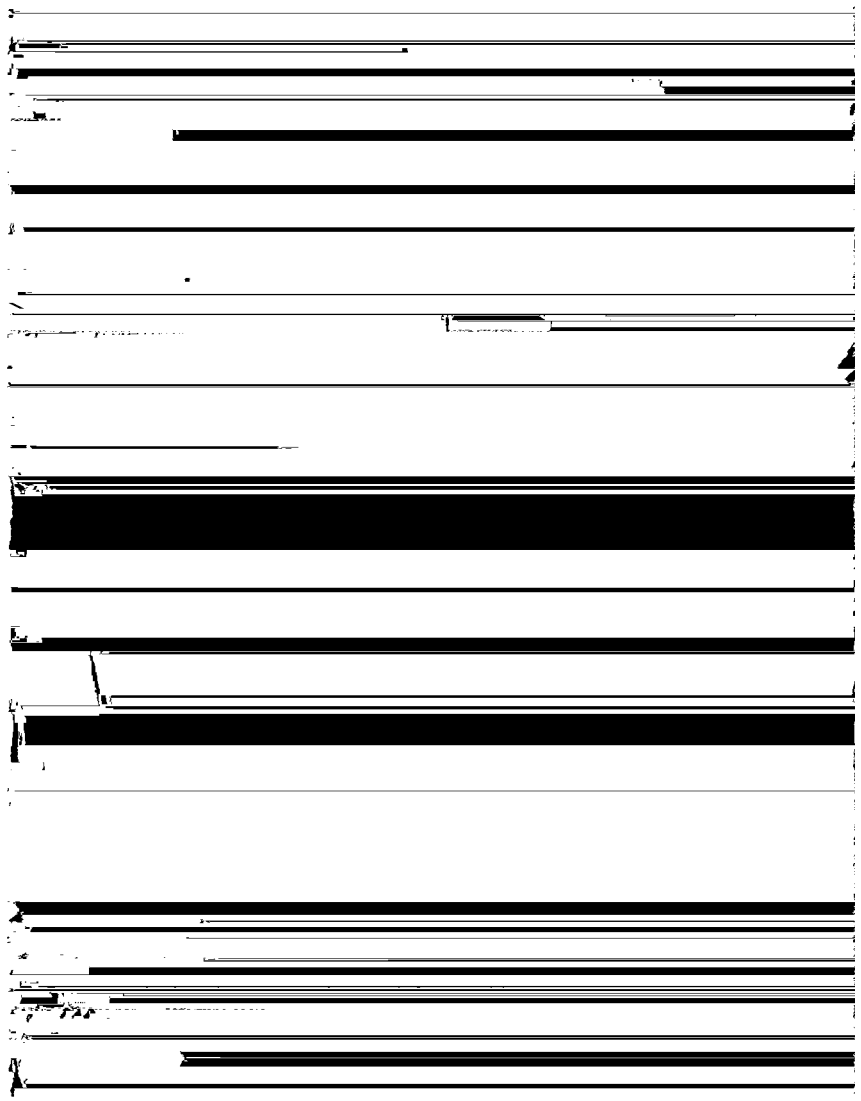
[REDACTED]

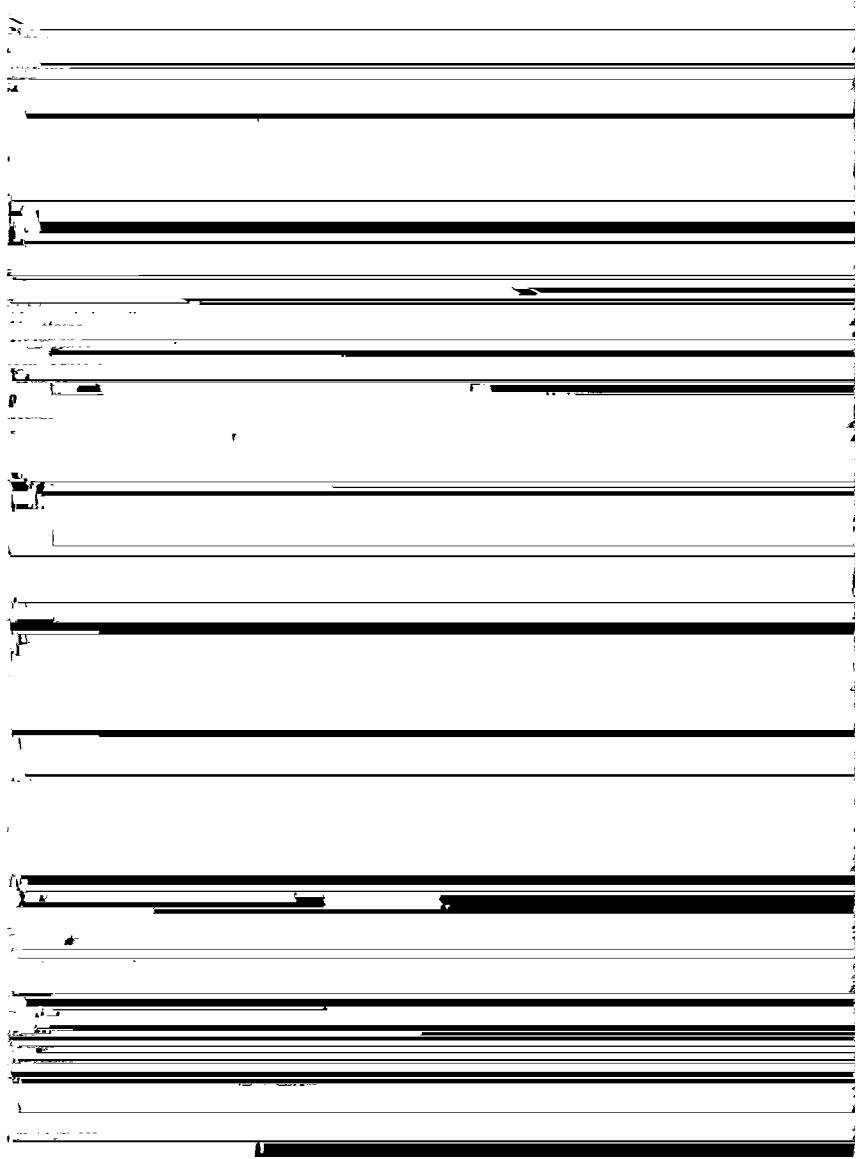
[REDACTED]

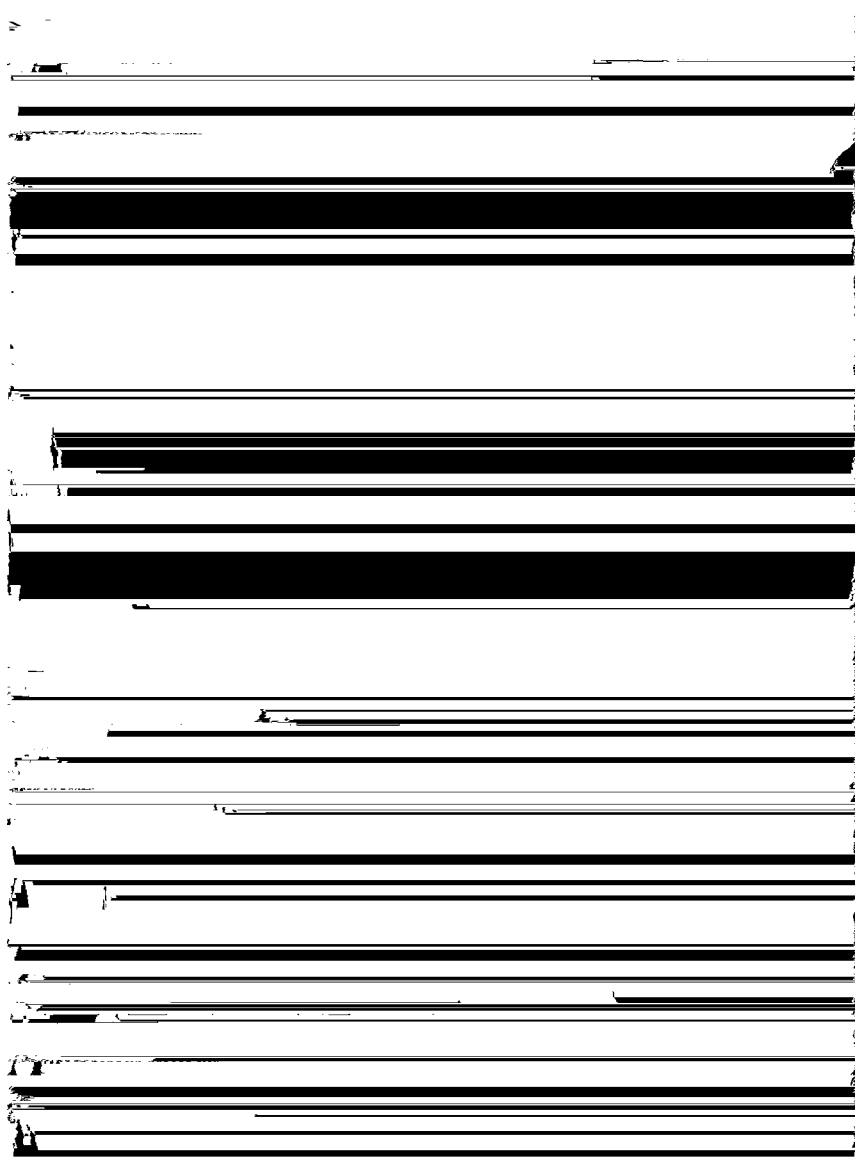
[REDACTED]

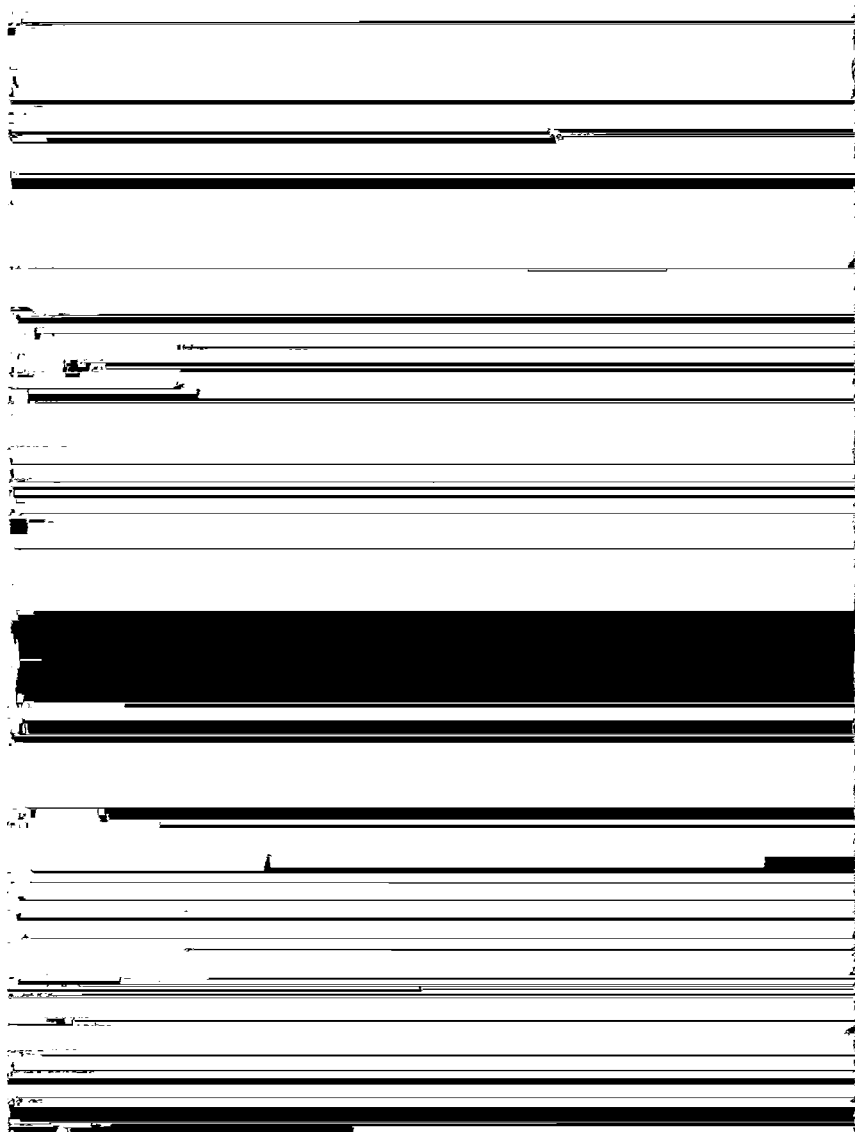
[REDACTED]

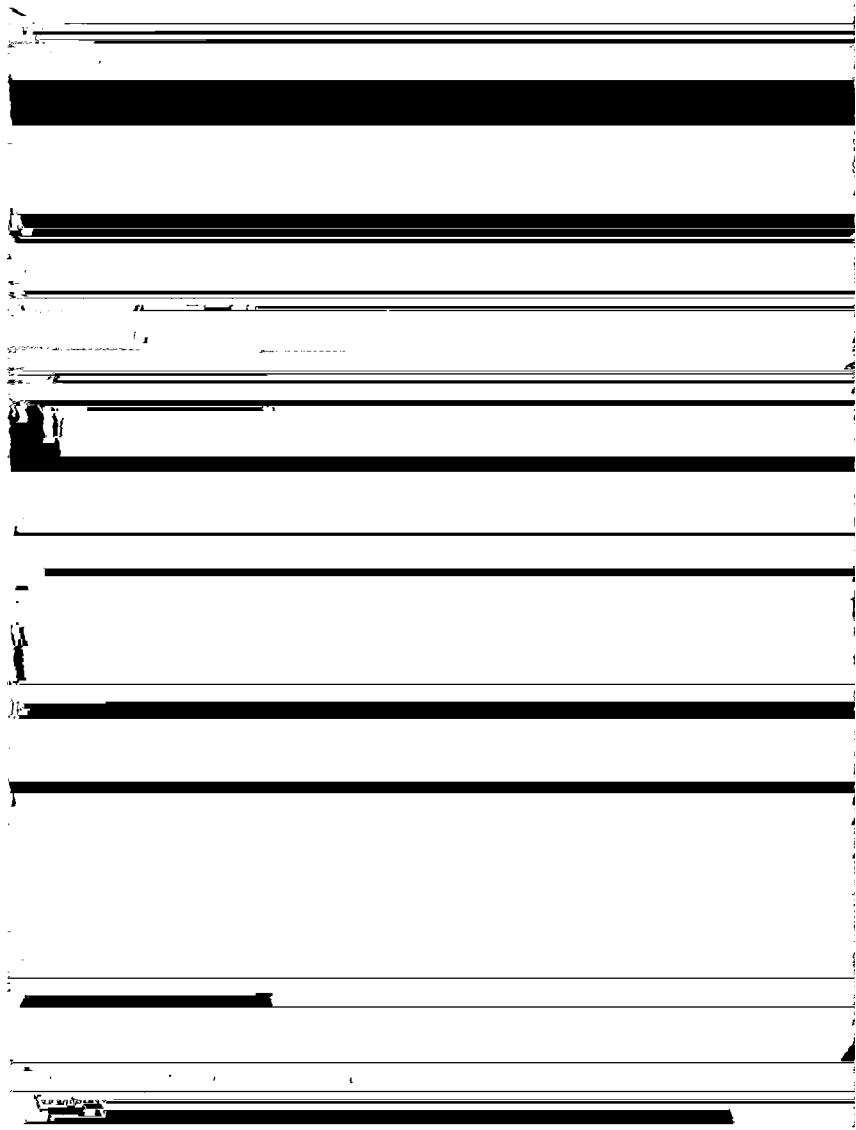
[REDACTED]











[REDACTED]

[REDACTED]

A 1

[REDACTED]

[REDACTED]

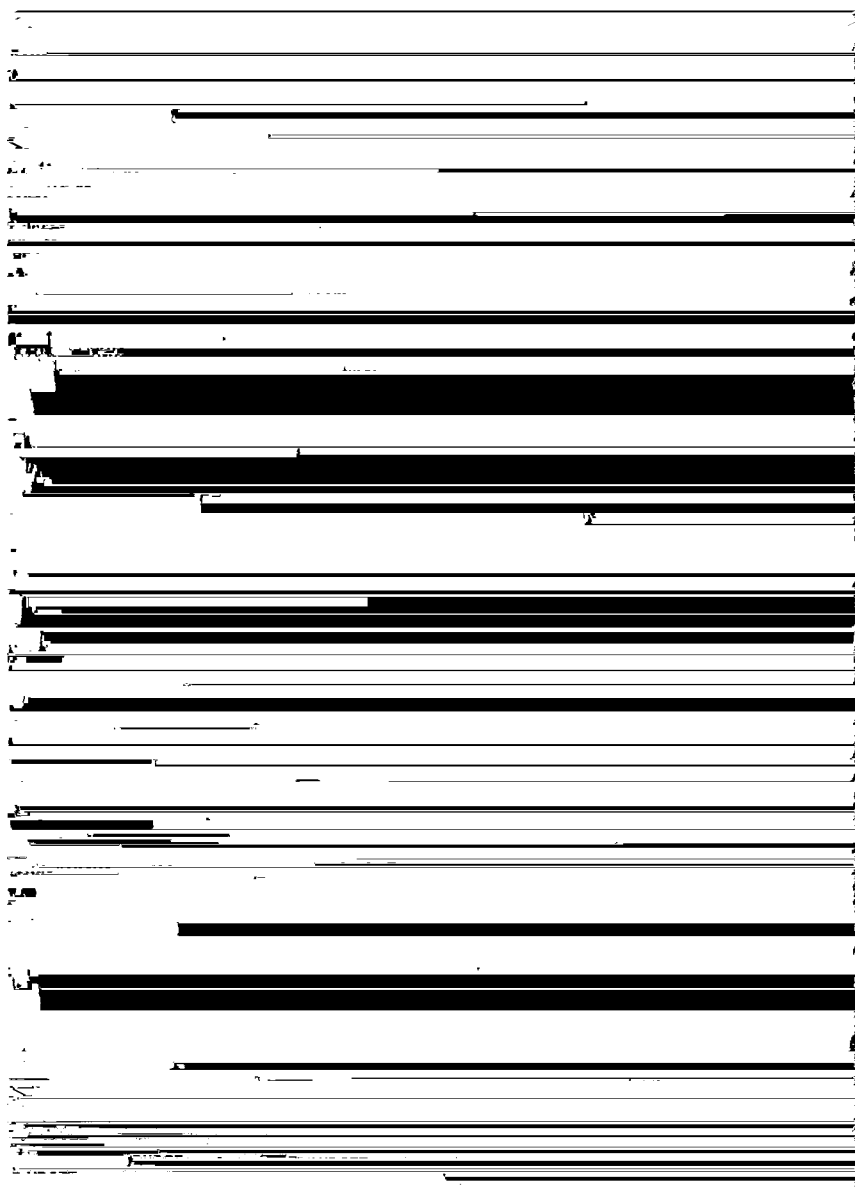
[REDACTED]

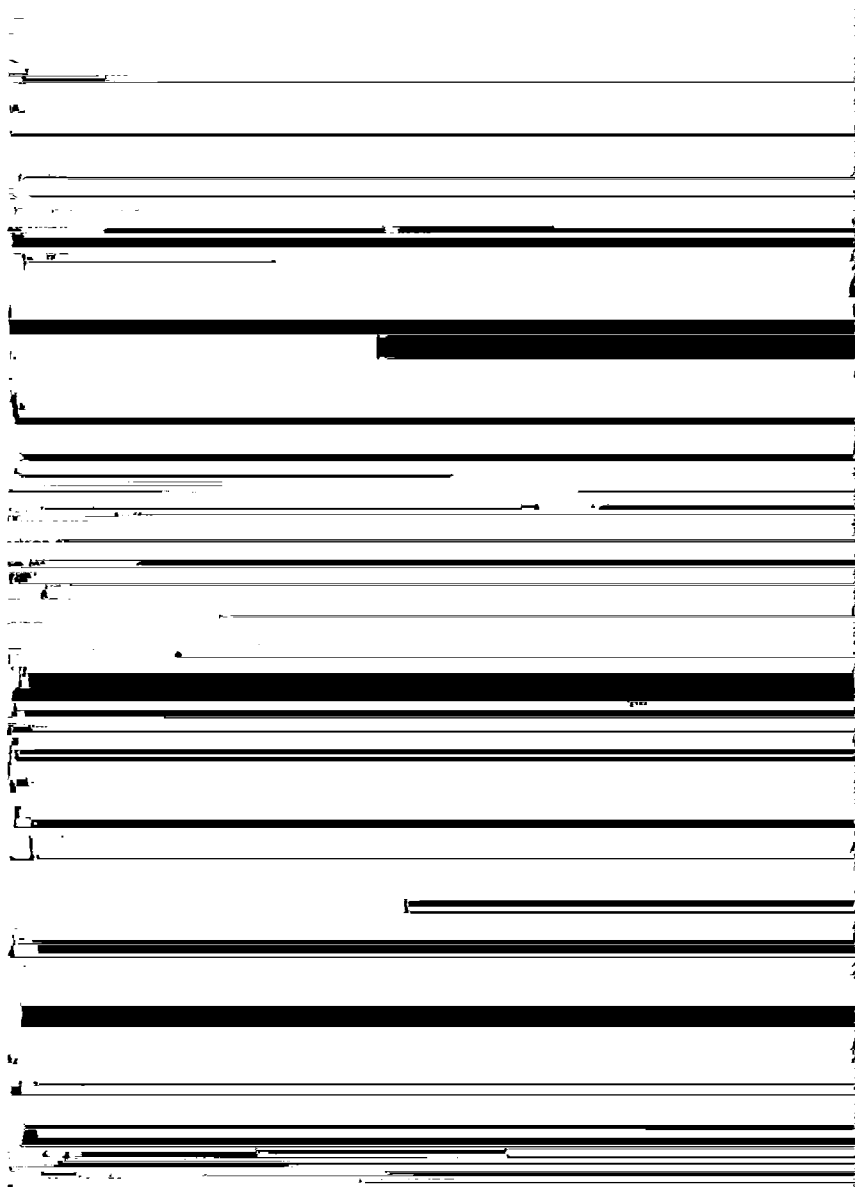
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]





[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

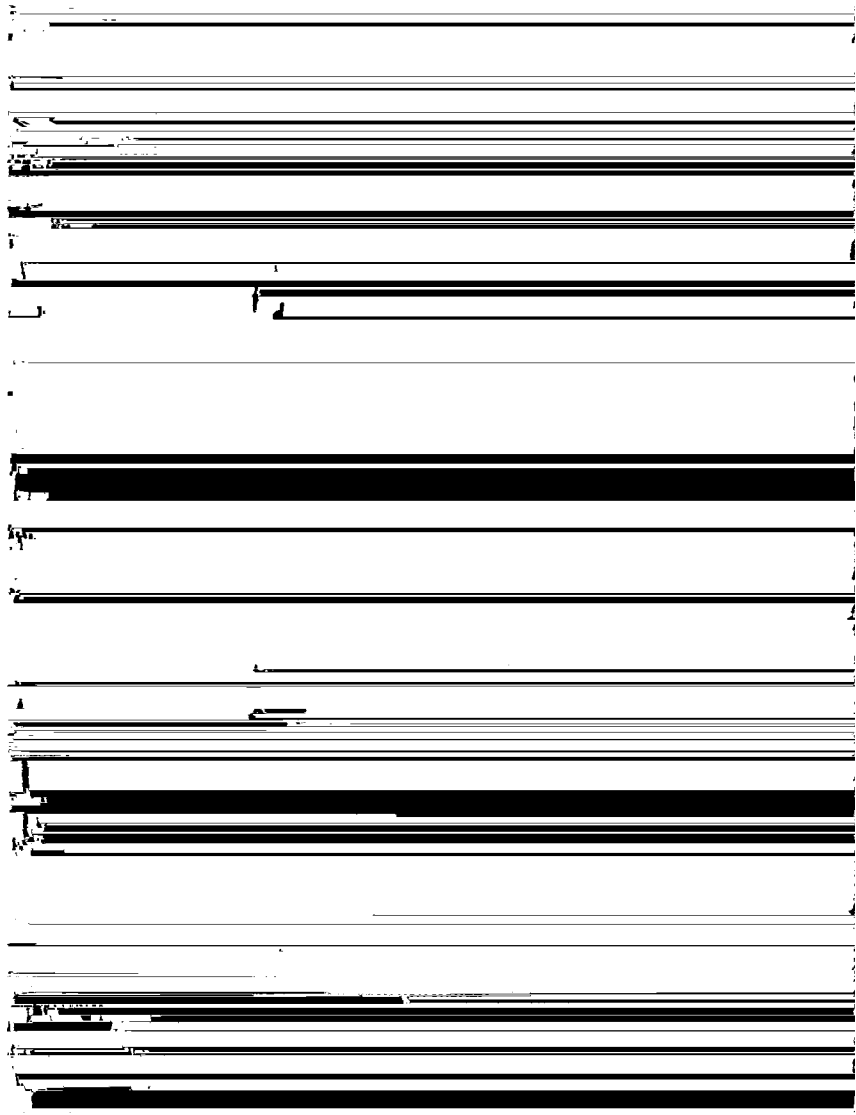
[Redacted]

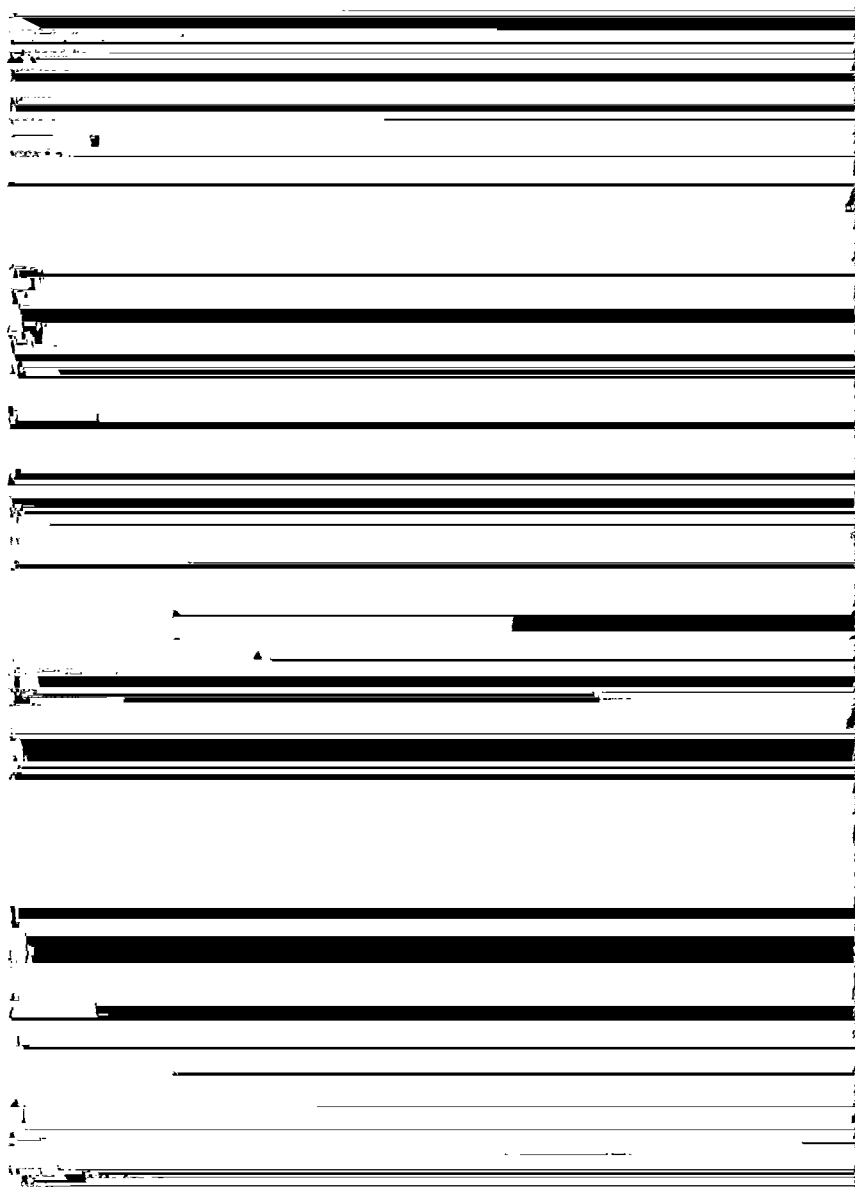
[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]





[Redacted text block]

[Redacted text block]

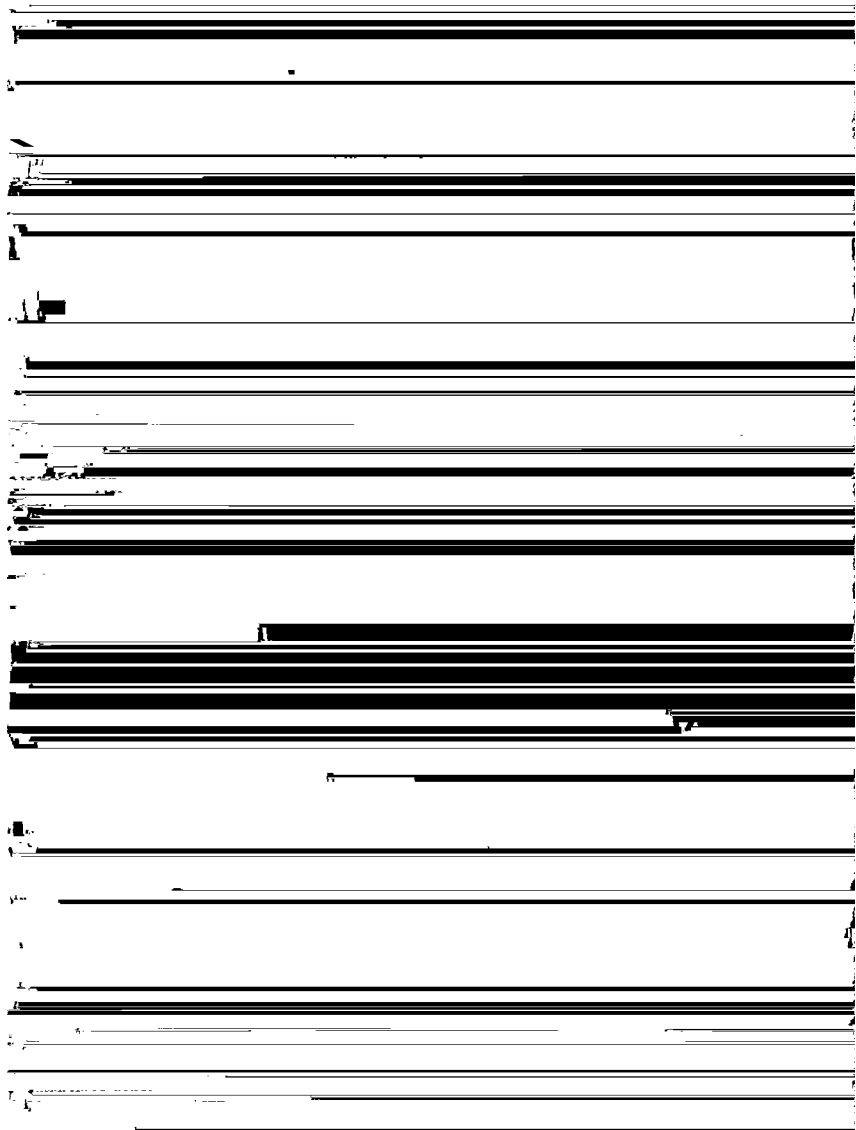
[Redacted text block]

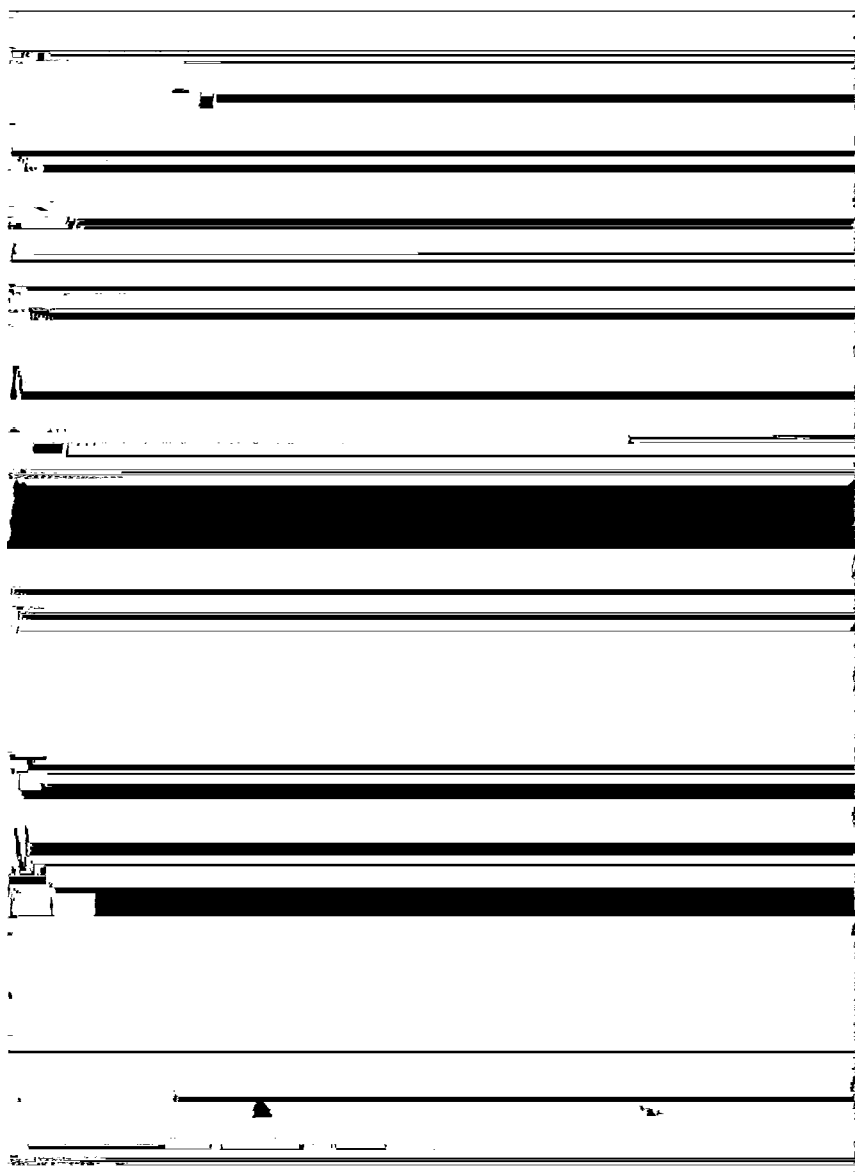
[Redacted text block]

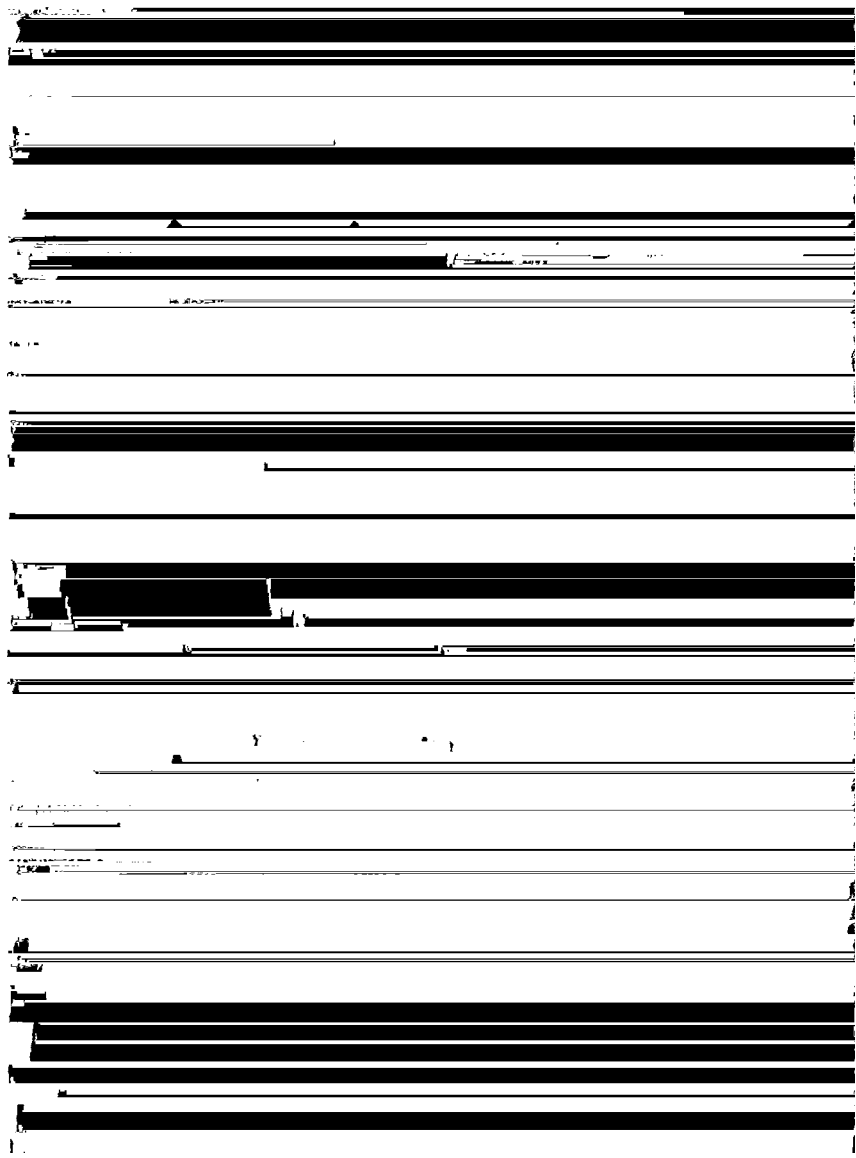
[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]







[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

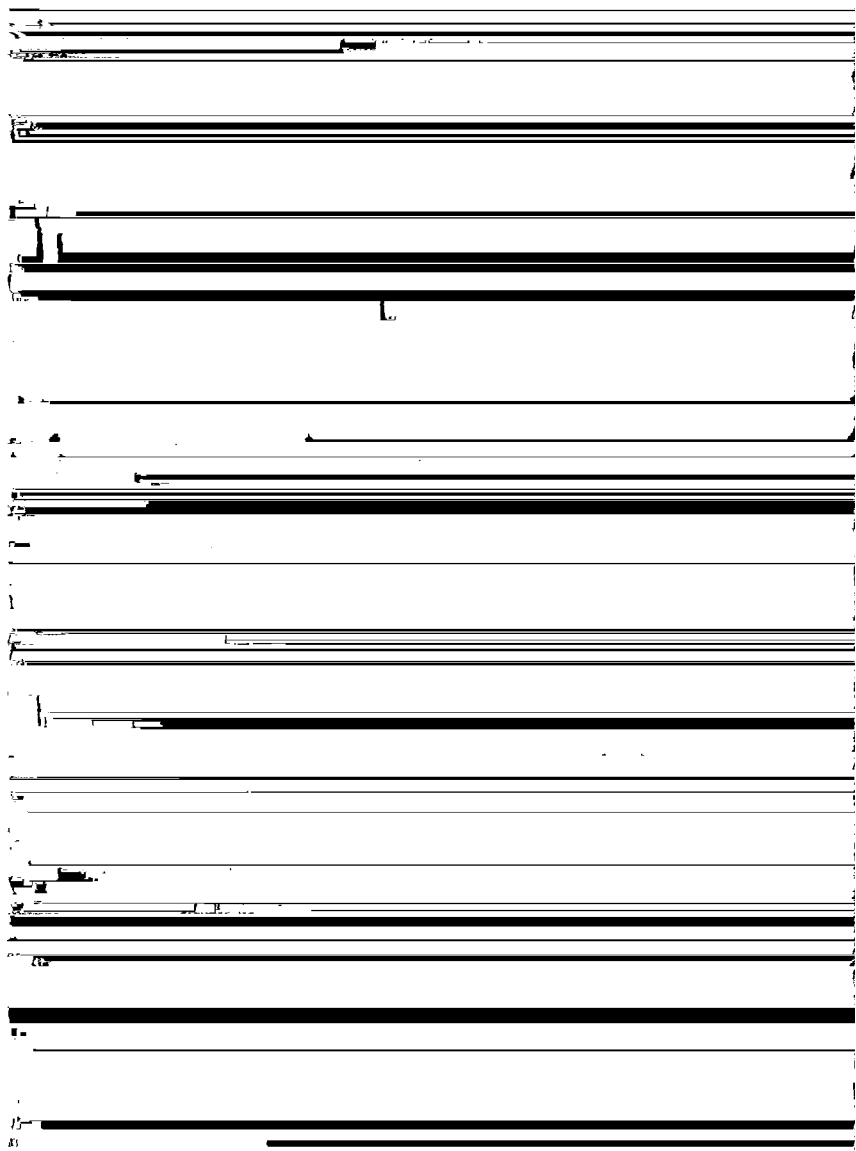
[REDACTED]

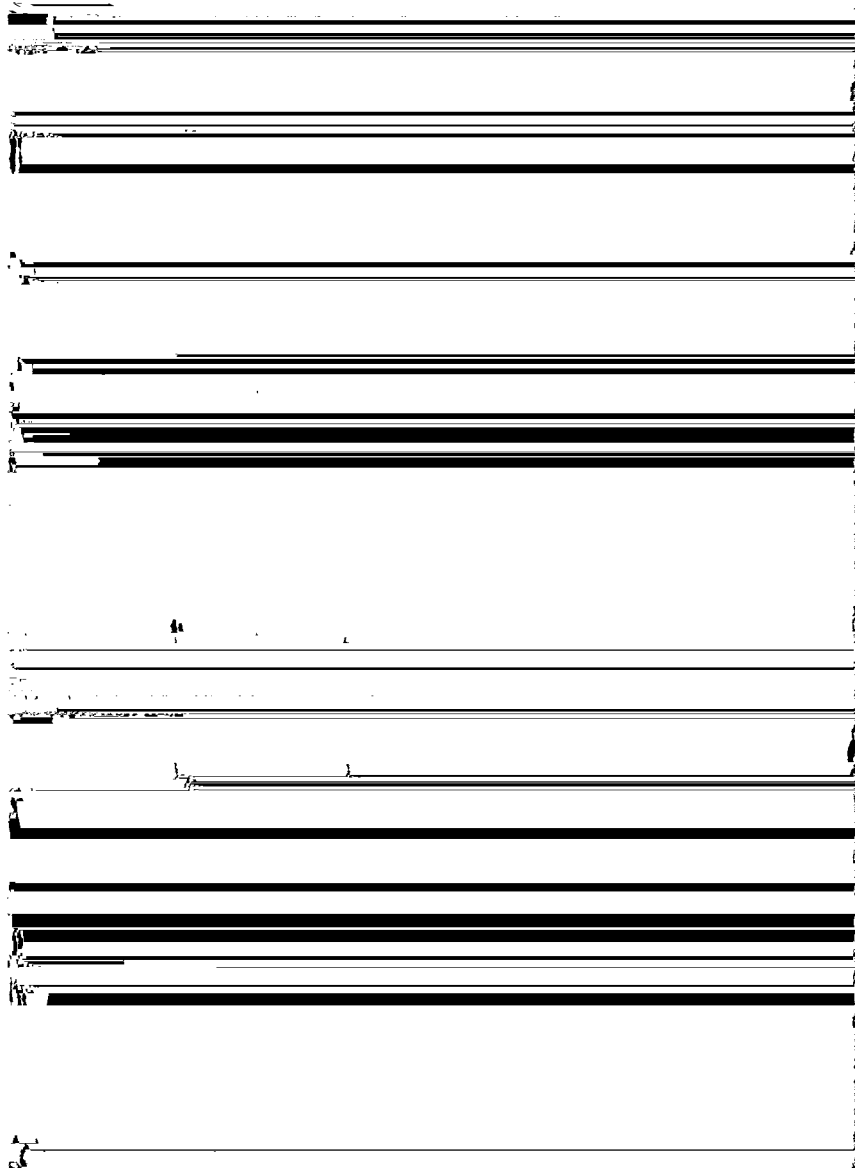
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

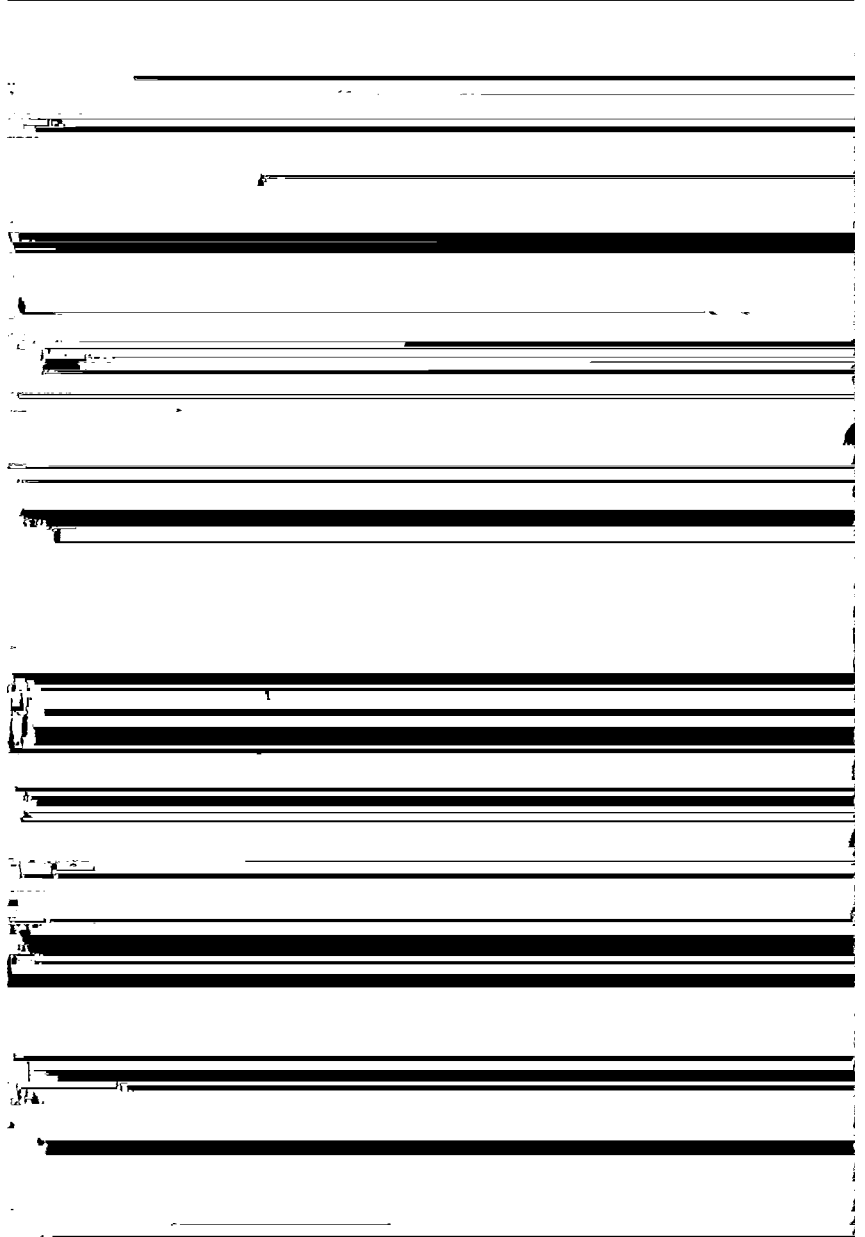
[REDACTED]

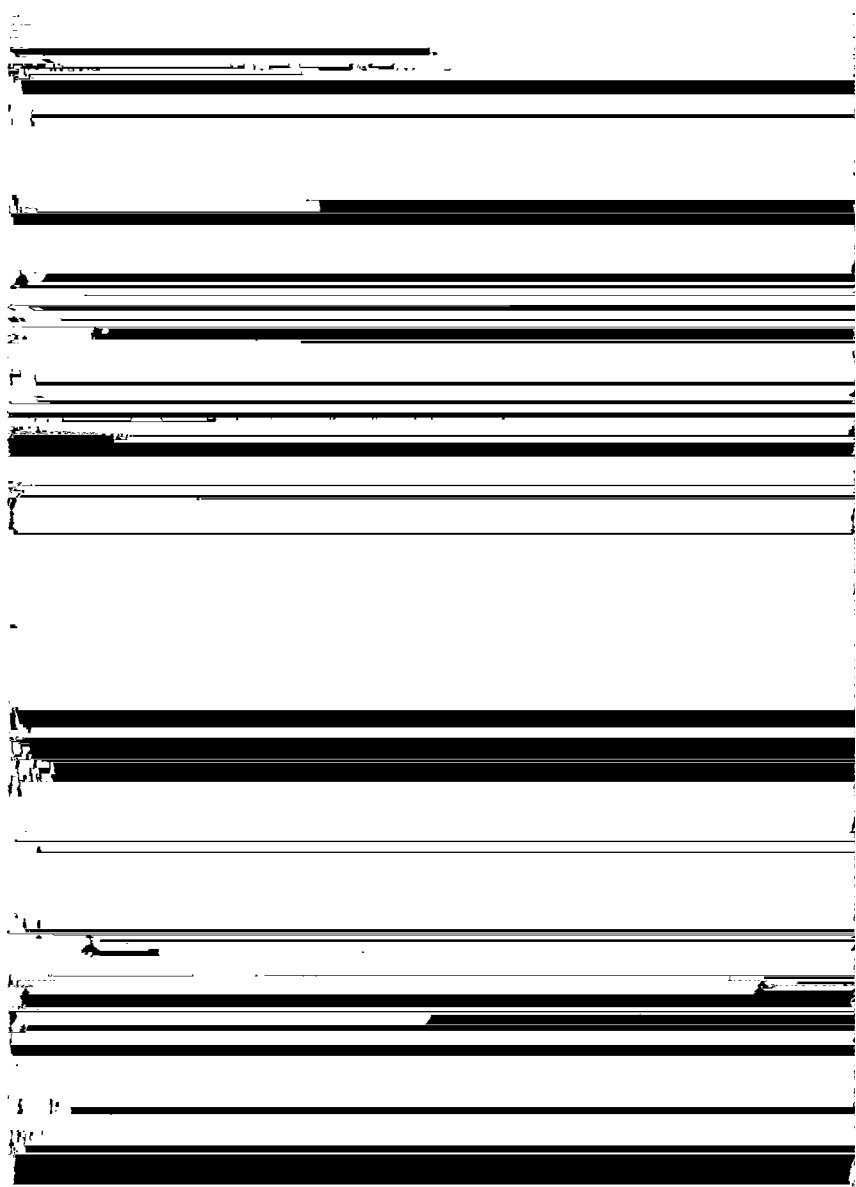


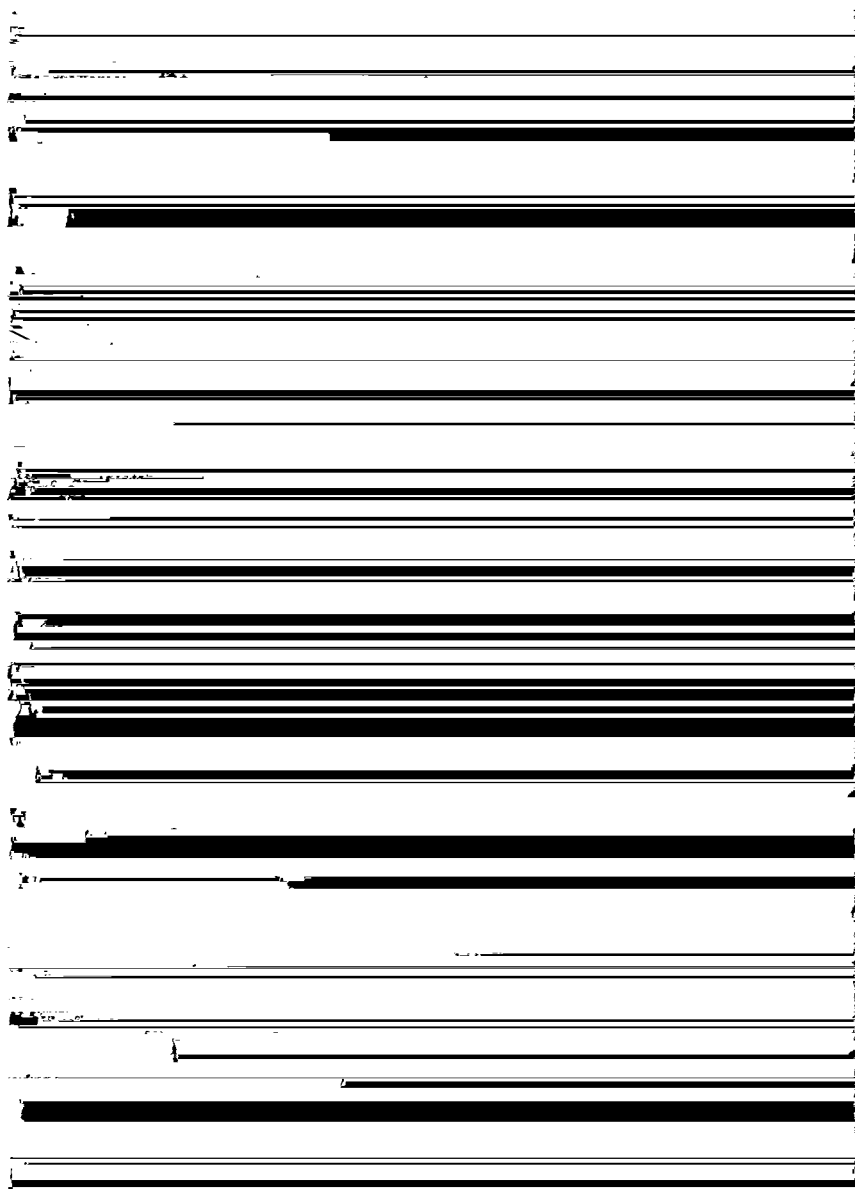


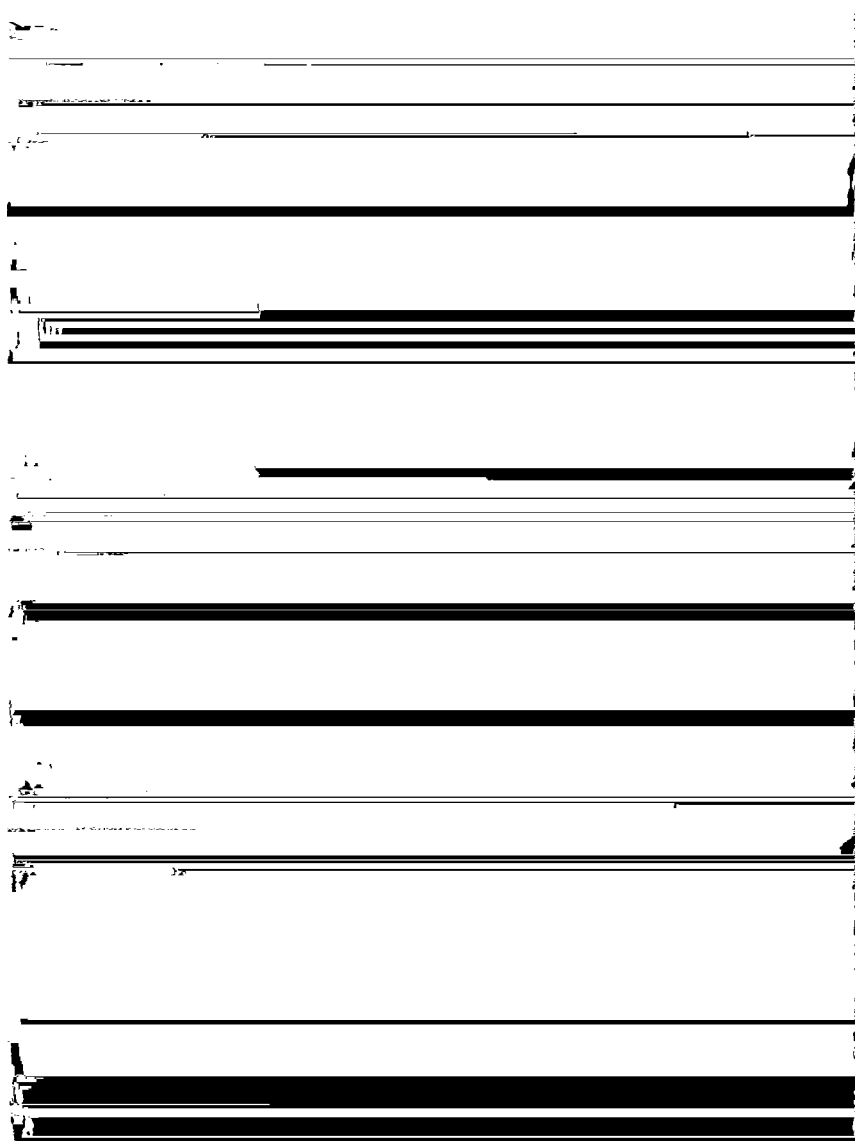
ANNEXE IJ

The table structure is largely hidden by redaction. Visible elements include several horizontal lines that define the rows and columns of the table. Some faint text is visible in the upper right quadrant of the table area, but it is illegible due to the redaction. The redaction bars are thick and black, covering the majority of the page's content.

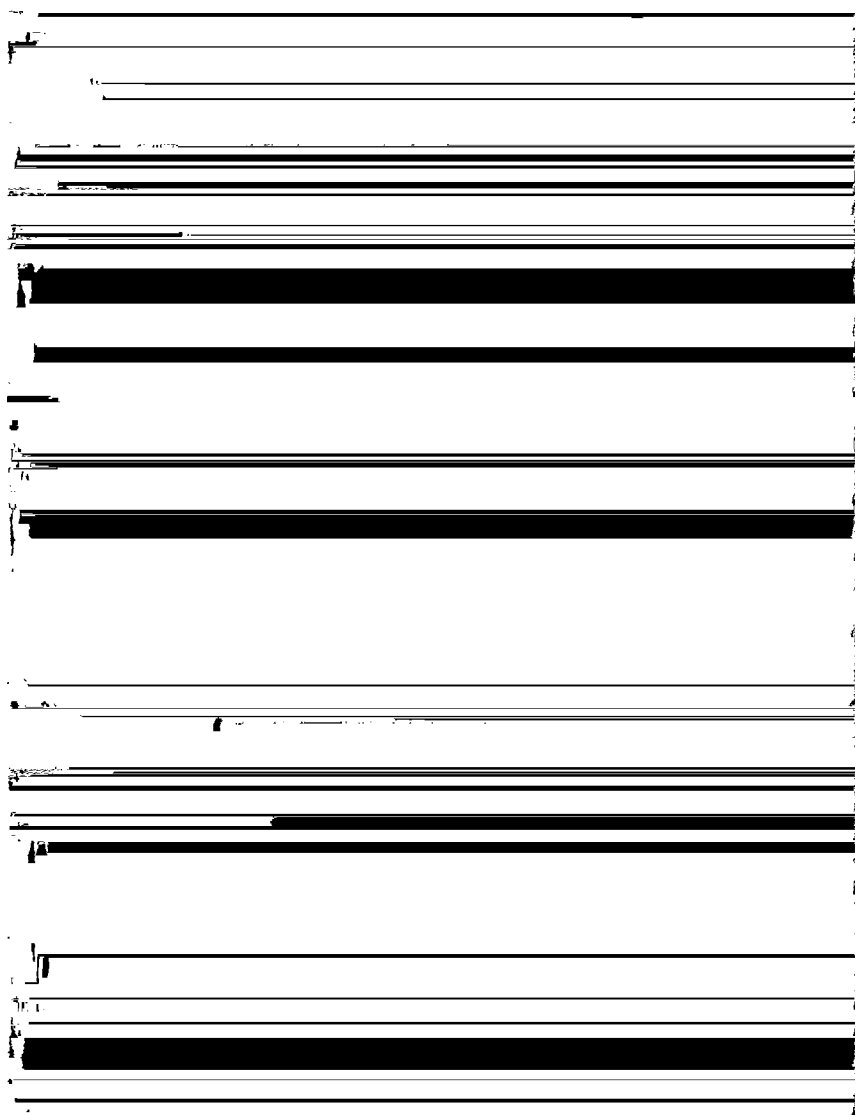


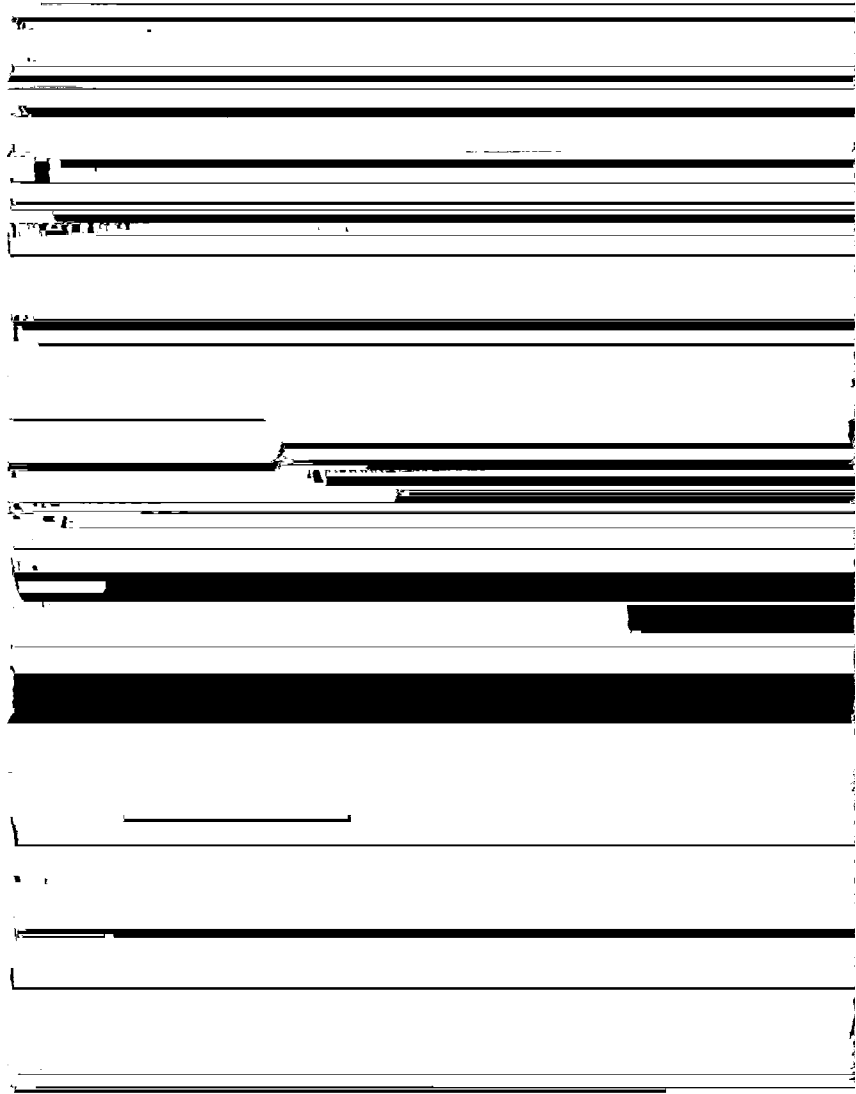


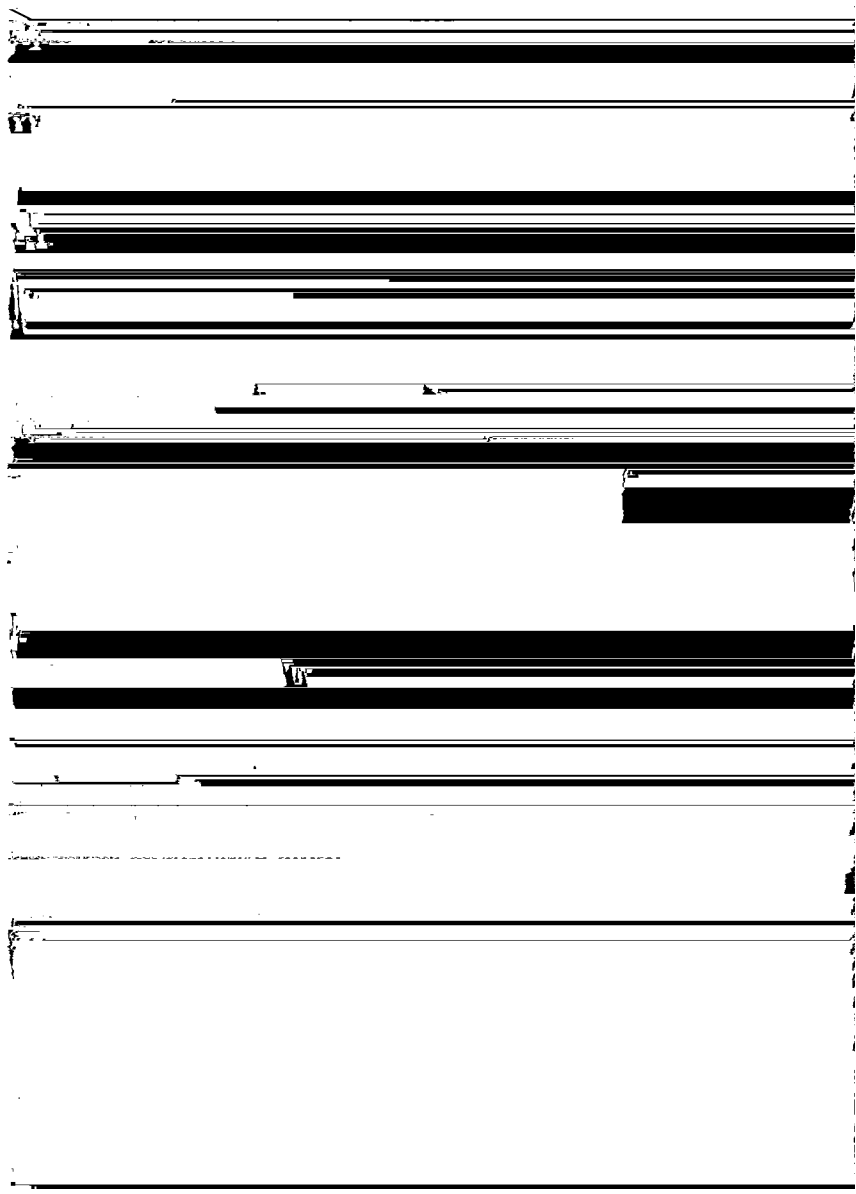




The image shows a document page with a header and a table. The header contains the text 'PL 10064-A' on the left and '520/562' on the right. The table below consists of approximately 10 rows and several columns. The majority of the table's content is obscured by thick, solid black horizontal bars, which appear to be redaction marks. Only the structural lines of the table (rows and columns) are visible, but the data within the cells is completely illegible. The redaction bars vary in length and thickness, covering almost all text within the table's grid.







[REDACTED]

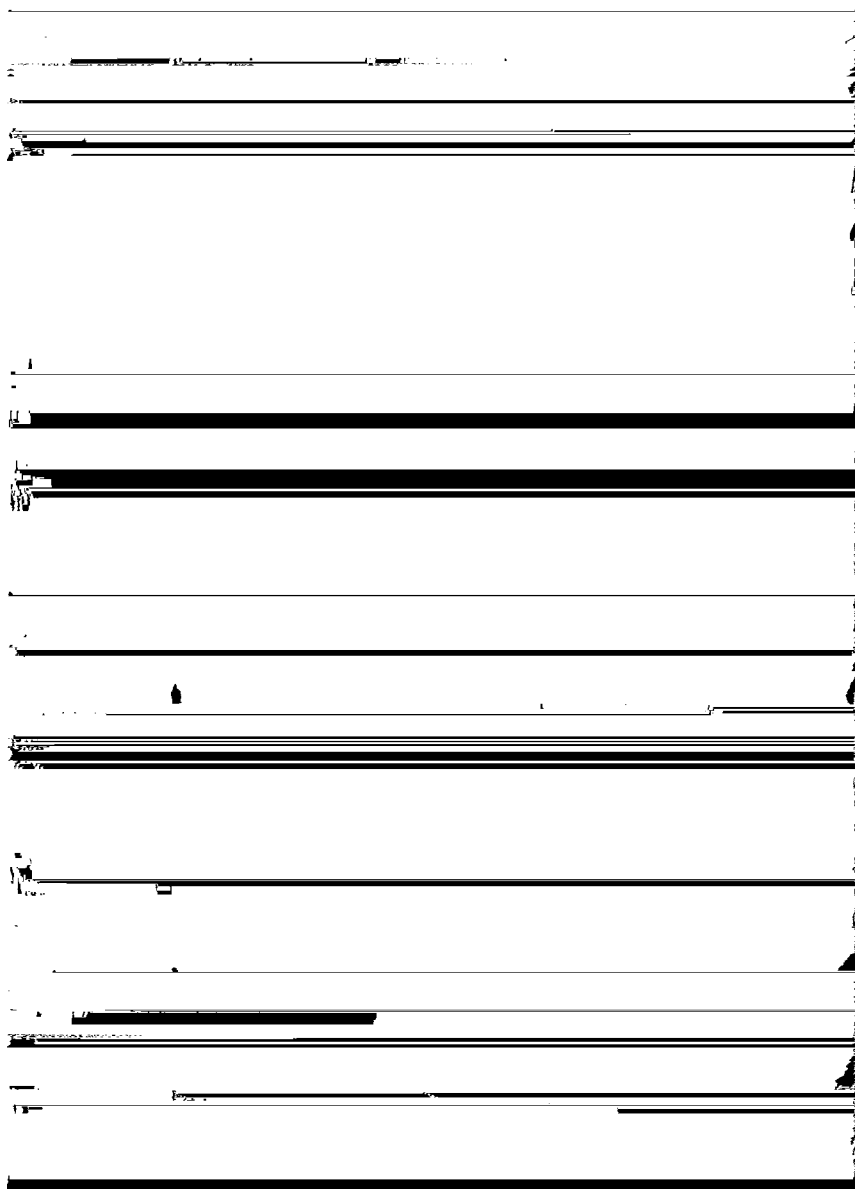
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

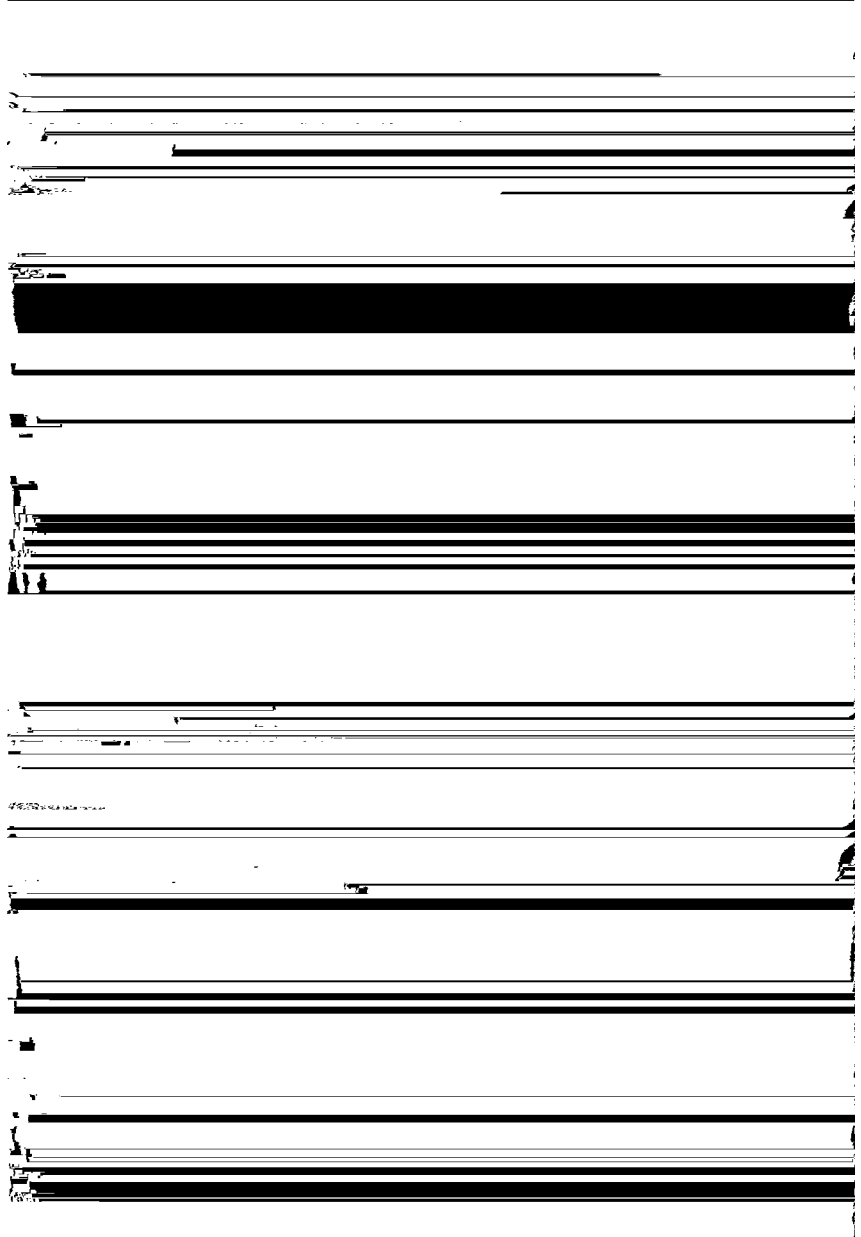
[REDACTED]

[REDACTED]

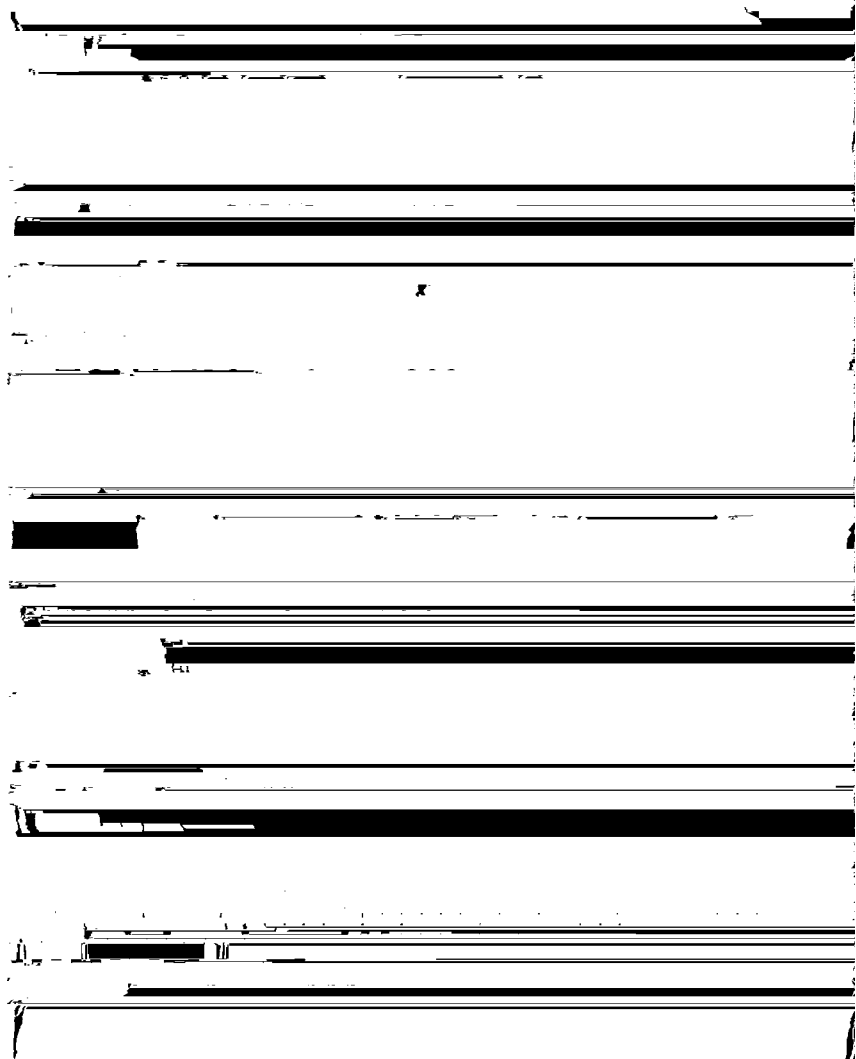
[REDACTED]

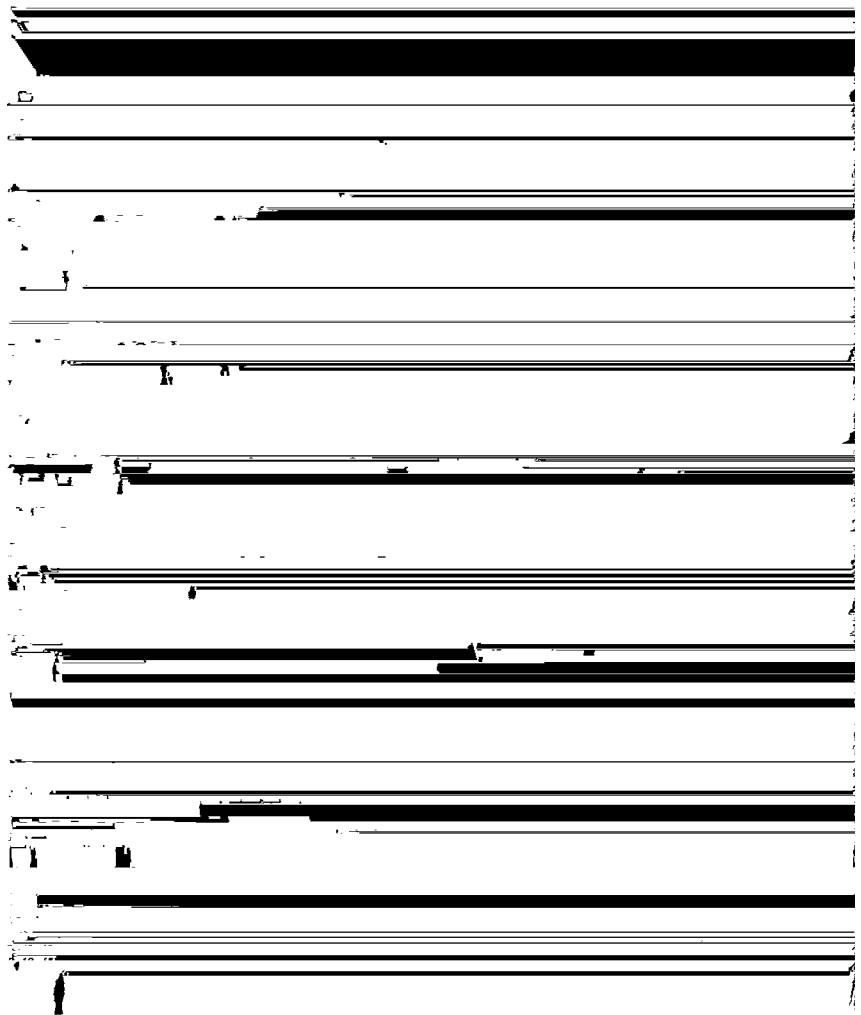
[REDACTED]

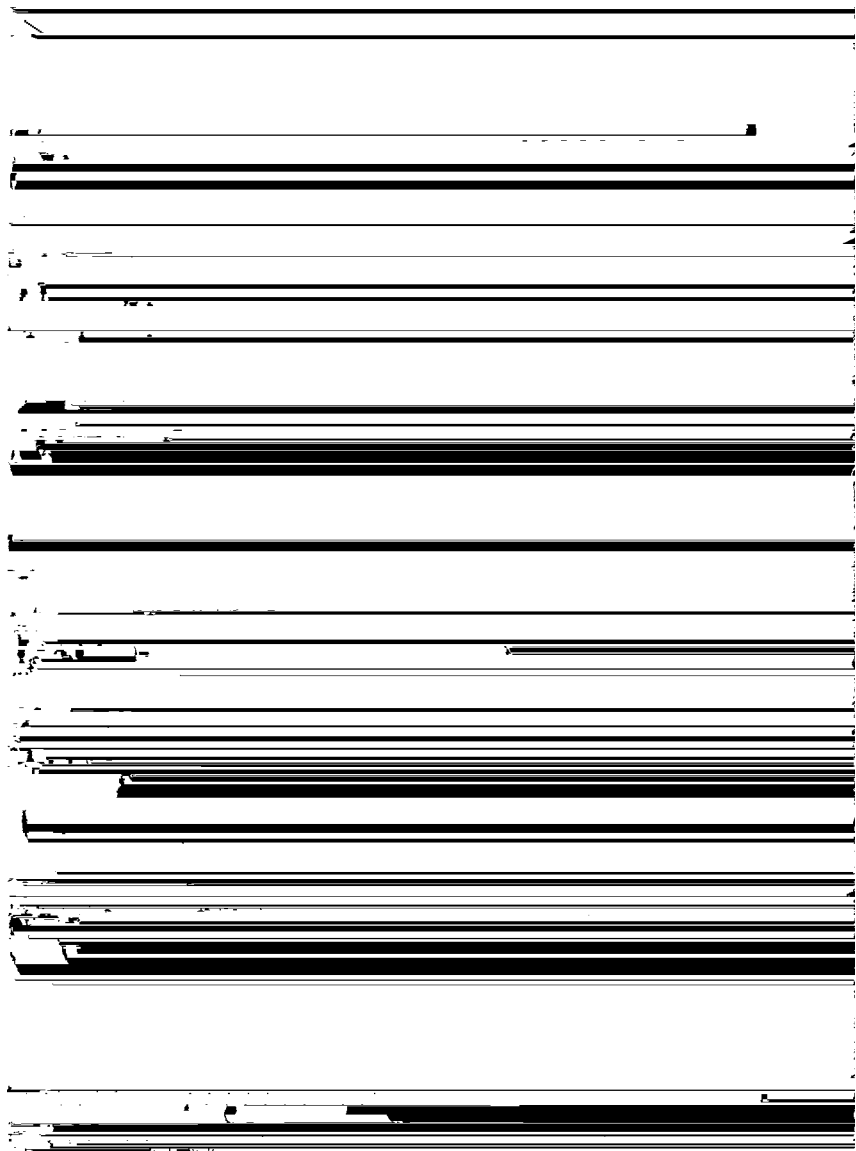
[REDACTED]

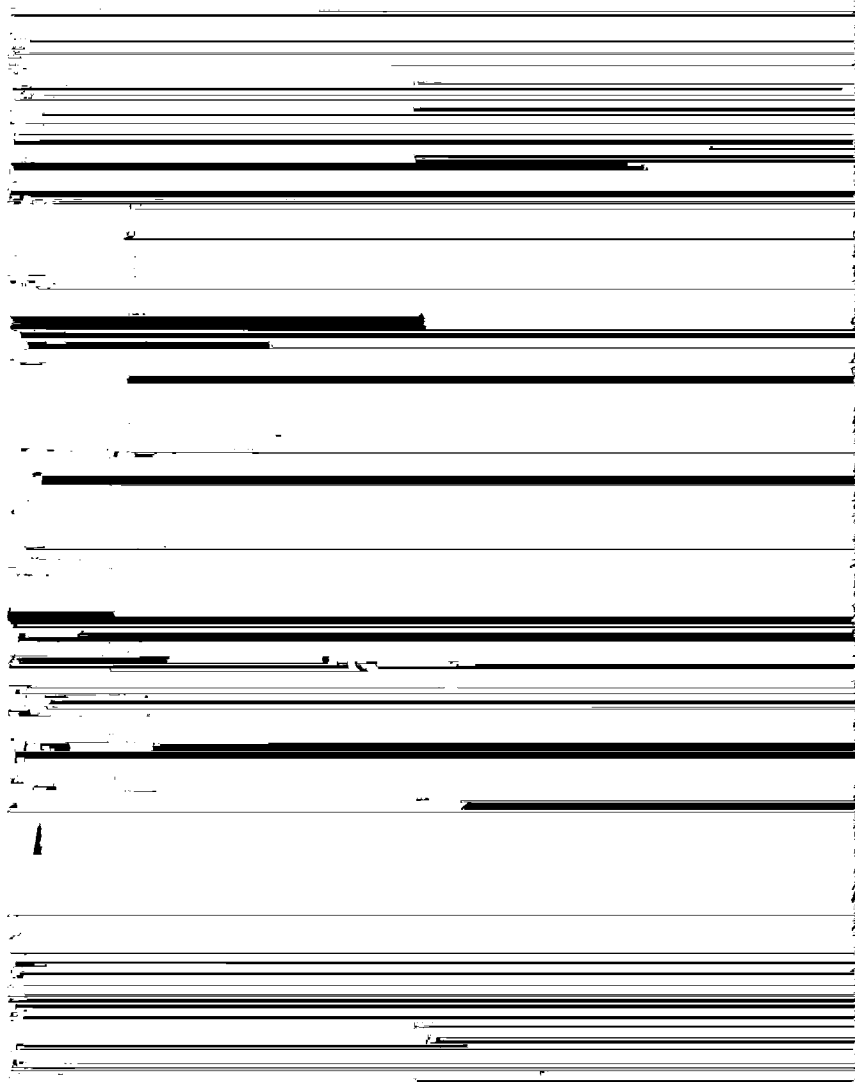














The image shows a table with multiple rows and columns. The content is almost entirely obscured by heavy black redaction bars. Only a few small, illegible fragments of text are visible, such as "12" in the second row, first column, and "1" in the seventh row, first column. The table structure is otherwise unrecognizable due to the redactions.



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

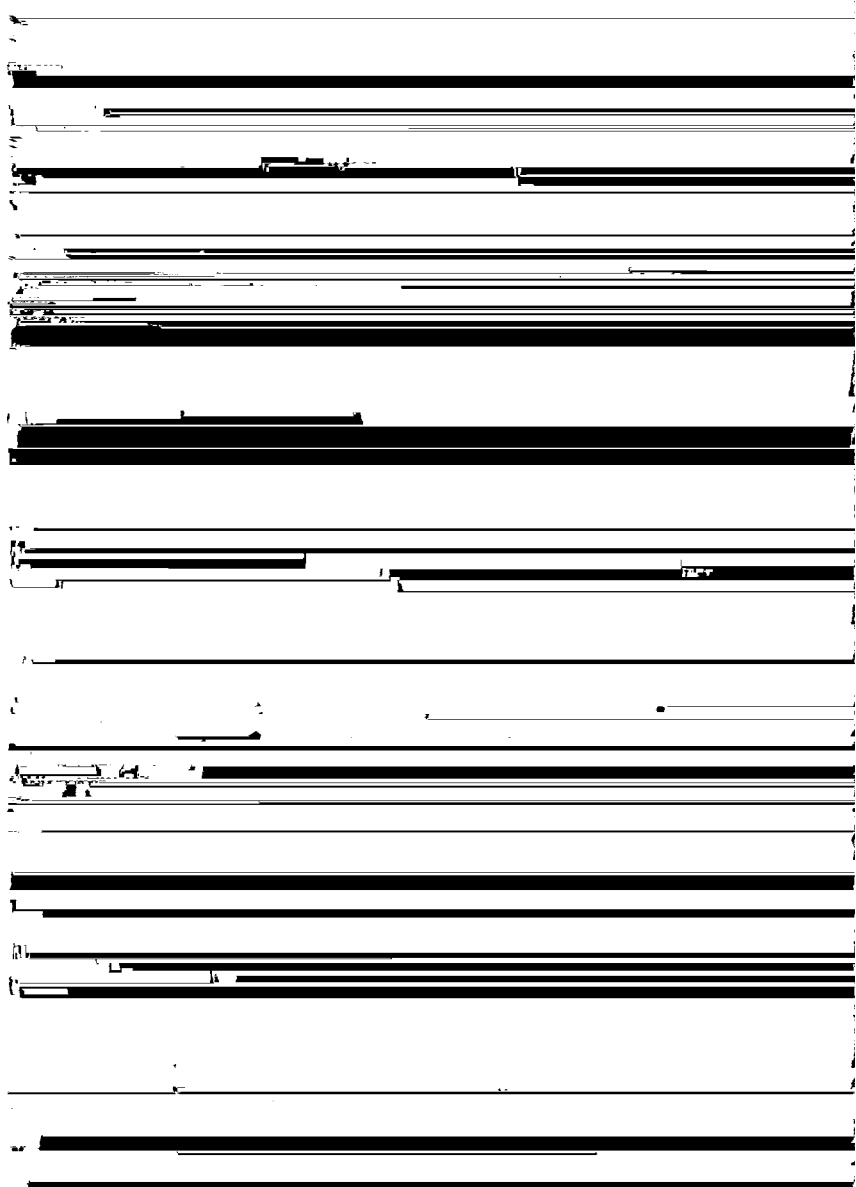
[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

2000
2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

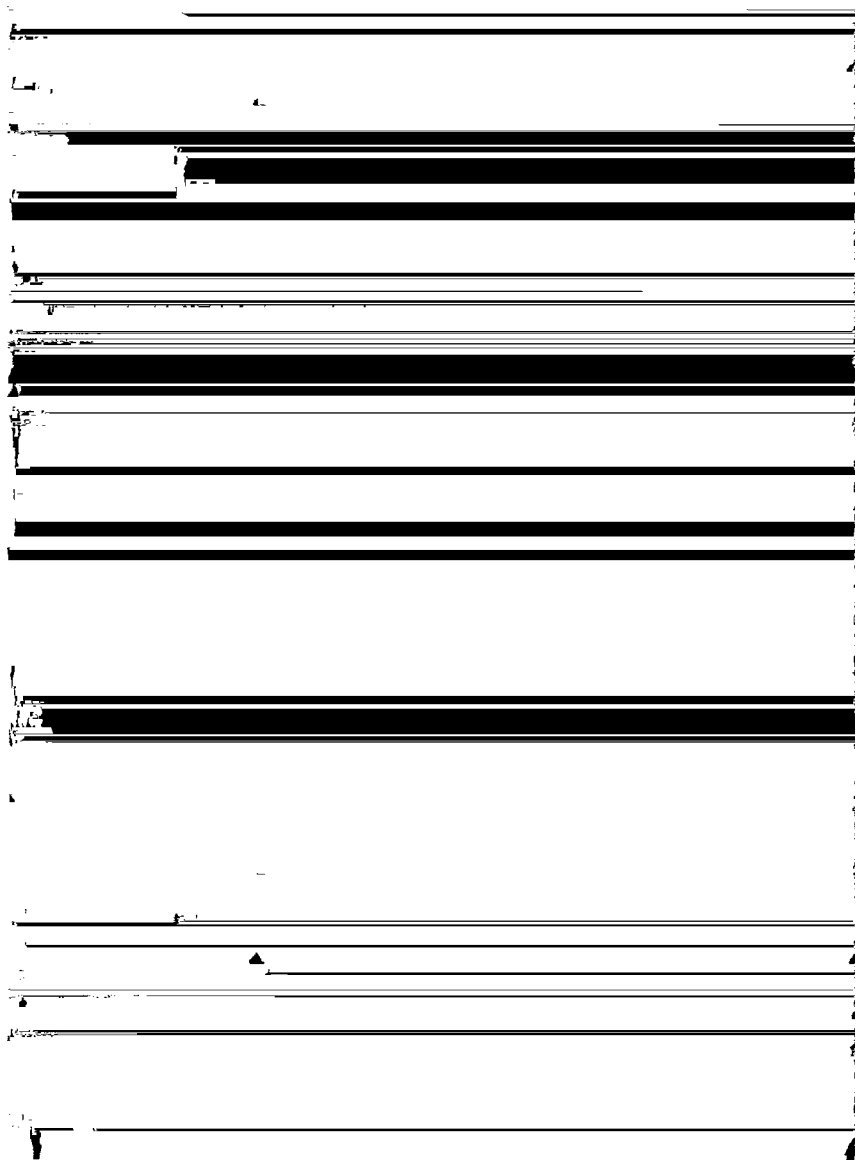
2000

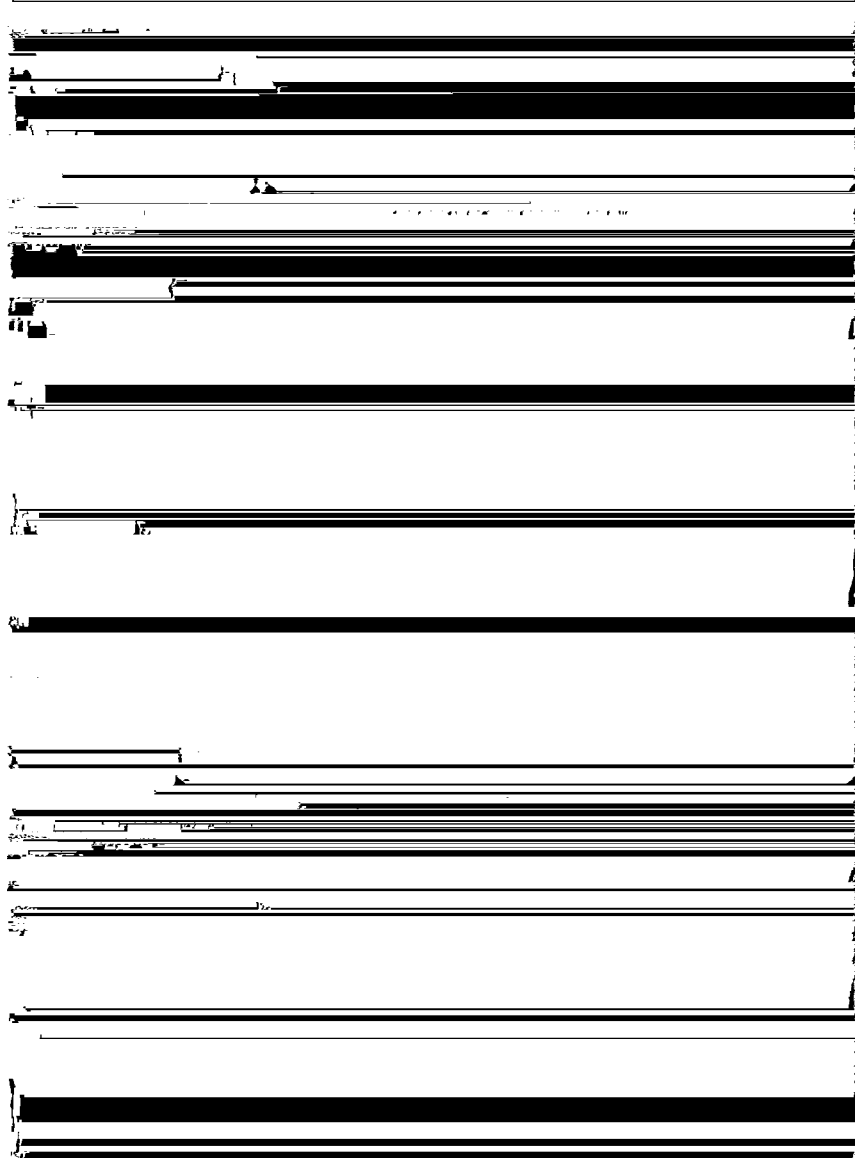
2000

2000

2000

2000





[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]

[Redacted]



Secrétariat du Grand Conseil**PL 10064
Préavis**

Date de dépôt : 14 mars 2008

Préavis

de la Commission de la santé à l'attention de la Commission des finances sur le projet de loi du Conseil d'Etat accordant une indemnité et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2008 à 2011:

- a) fondation des services d'aide et de soins à domicile**
- b) foyer de jour Aux Cinq Colosses**
- c) foyer de jour Pavillon Butini**
- d) foyer de jour Le Caroubier**
- e) foyer de jour Livada et Soubeyran**
- f) foyer de jour Oasis**
- g) foyer de jour Le Relais Dumas**
- h) foyer de jour-nuit Pavillon De La Rive**
- i) Chaperon Rouge, de la Croix-Rouge Genevoise**
- j) Arcade sages-femmes, association de sages-femmes à domicile**

Rapport de Mme Ariane Reverdin

Mesdames et
Messieurs les députés,

A la demande des députés de la Commission des finances, la Commission de la santé a traité le projet de loi 10064 accordant une indemnité et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2008 à 2011. Les députés de la Commission de la santé ont porté leur attention sur les contrats de prestations et, en particulier, les prestations, les objectifs et les indicateurs de performance définis pour les institutions suivantes : fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD), foyers de jour et de jour-nuit, le

Chaperon Rouge de la Croix-Rouge Genevoise et l'Arcade sages-femmes, association de sages-femmes à domicile.

Ce sujet a été traité parallèlement à l'étude du projet de loi 10058 sur le réseau de soins et le maintien à domicile. Les institutions concernées ont été auditionnées, à l'exception du Chaperon Rouge et de l'Arcade sages-femmes.

1. Informations du chef du département de l'économie et de la santé

Le chef du département de l'économie et de la santé (DES) a fourni les indications suivantes, relatives à la forme, au contenu et aux modalités d'élaboration des contrats :

1.1. Forme des contrats

La structure des contrats repose sur un modèle standard qui comporte, entre autres, une définition de la forme juridique de l'institution au bénéfice d'une indemnité ou d'une aide financière, puis une définition des prestations attendues, des publics-cibles, des objectifs poursuivis et des indicateurs qui permettent de mesurer l'atteinte des objectifs.

L'article relatif à la thésaurisation a fait l'objet d'une modification de la part des députés de la commission des finances et du Conseil d'Etat. Cette modification a été communiquée aux institutions concernées.

Ces contrats de prestations, portant sur quatre ans, comportent les montants des indemnités et des aides financières cantonales auxquels a été rajouté, en application de la RPT, le montant de la subvention versée au titre de l'article 101 bis LAVS. Ce montant, pour l'ensemble des institutions d'aide à domicile, est de l'ordre de 25 millions de francs.

Chaque contrat est signé par le conseiller d'Etat en charge du département de l'économie et de la santé et les instances des diverses institutions.

1.2. Contenu des contrats

Les objectifs, définis pour une période de 4 ans, sont d'ordres quantitatifs et/ou qualitatifs.

A titre d'exemple, la FSASD a fixé un objectif relatif à la contribution au développement durable, qui consiste à développer un plan mobilité visant à diminuer l'usage d'un véhicule privé par les professionnels de cette institution. Ce projet a d'ailleurs été primé par le Conseil du développement durable.

Les objectifs définis ont pris en compte la dimension "réseau de soins". A titre d'exemple : l'objectif de la FSASD de raccourcir le délai de prise en charge des patients sortants des HUG implique, pour les HUG, une anticipation de la demande de sortie.

1.3. L'élaboration des contrats

Chaque contrat a fait l'objet de nombreuses séances d'élaboration entre les services de l'administration et les différentes institutions concernées. Tant pour l'opérateur que pour le département, ce travail a été du plus grand intérêt. Les professionnels ont dû s'habituer à lister leurs prestations et à définir des objectifs en regard de chaque prestation.

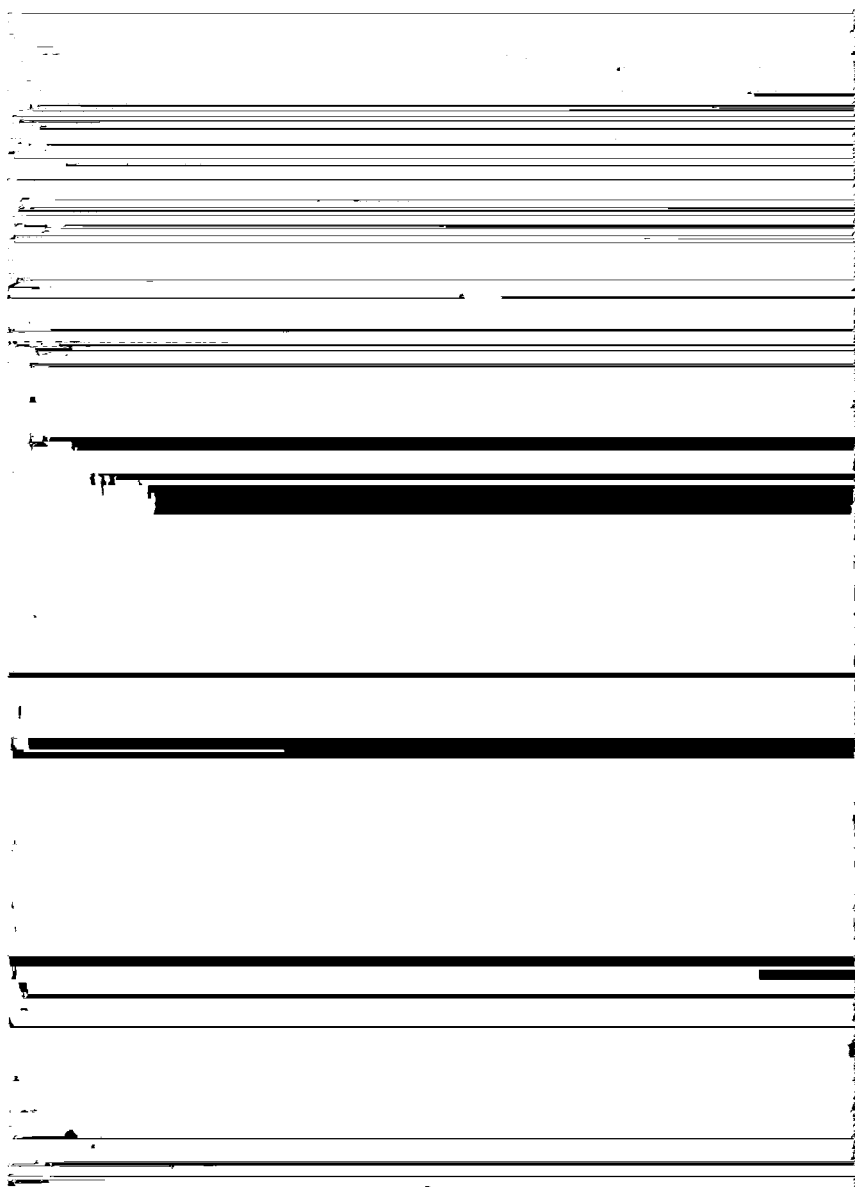
La difficulté a résidé surtout dans la définition d'indicateurs qui permettront de mesurer l'atteinte des objectifs. Cet exercice, totalement nouveau pour beaucoup d'opérateurs, s'est révélé être tout à fait positif, dans le sens où il a permis aux acteurs de faire valoir leur activité.

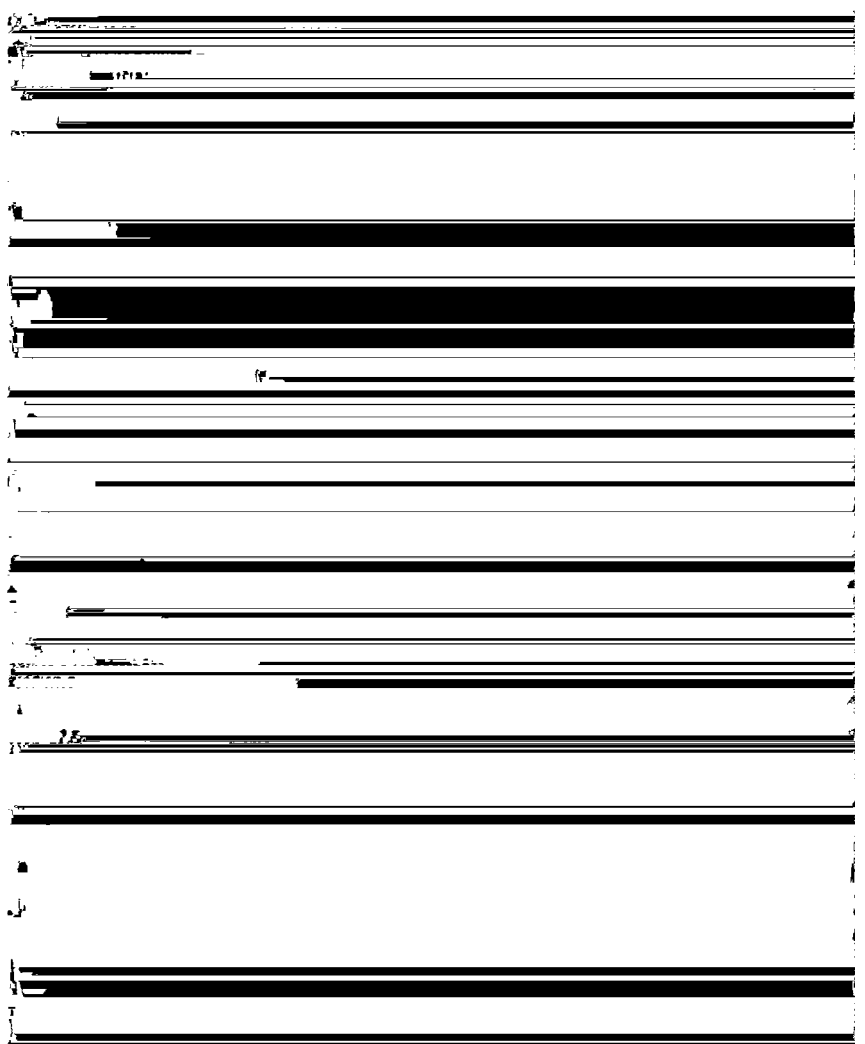
2. Décisions des députés de la Commission de la santé

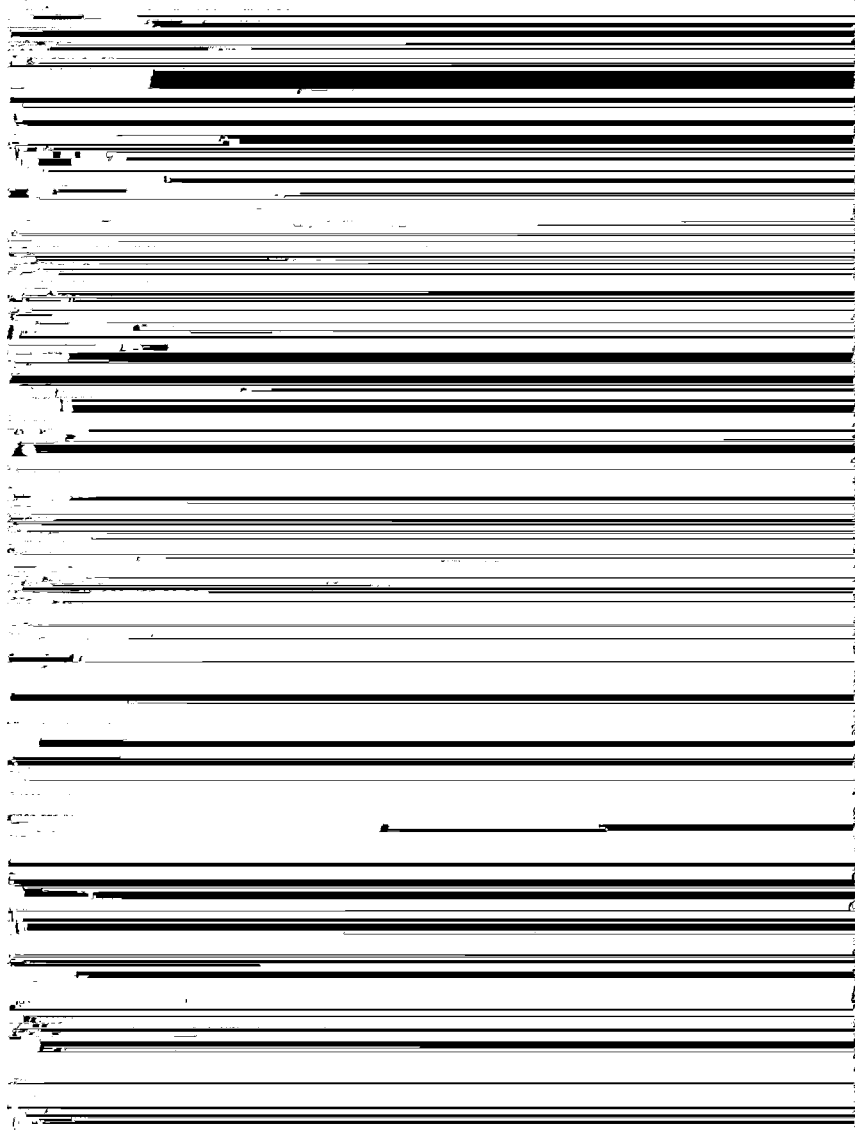
Les députés de la Commission de la santé ont souhaité avoir l'avis des institutions concernant les objectifs et les indicateurs qui ont été définis. Ils ont, à une large majorité, opté pour une consultation écrite des institutions, en leur laissant le soin de transmettre par écrit leurs remarques et leurs observations concernant leur contrat de prestations et, en particulier, les objectifs et les indicateurs qui les concernaient.

2.1. Les observations des institutions

[The body of the document is almost entirely obscured by heavy horizontal black redaction bars. Only a few thin lines of text are visible through the gaps.]







Conclusion

Au vu des explications susmentionnées, la Commission de la santé recommande aux membres de la Commission des finances d'accepter le PL 10064.